





SAN FRANCISCO PUBLIC LIBRARY

REFERENCE BOOK

Not to be taken from the Library









HISTOIRE

DE FRANCE,

DEPUIS LES GAULOIS JUSQU'A LA MORT DE LOUIS XVI;

PAR ANQUETIL,

DE L'INSTITUT ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

NOUVELLE ÉDITION,

TOME SIXIÈME.

PARIS,

LECOINTE ET DUREY, LIBRAIRES,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 49.

M D CCC XXII.

*944 ang = 78371

HISTOIRE

DE FRANCE.

BRANCHE DES VALOIS.

RAMEAU D'ORLEANS.

LOUIS XII,

AGÉ DE 36 ANS.

1498] Louis XII, fils de Charles, duc d'Ortéans, et de Marie de Clèves, étoit petit-fils de Louis, duc d'Orléans, frère de Charles VI, assassiné par le duc de Bourgogne, et de Valentine Visconti, reconnue par son contrat de mariage héritière du duché de Milan, dans le cas où ses deux frères ne laisseroient pas de postérité mâle. Louis avoit trente-six ans quand il monta sur le trône. Son sacre,

VI.

célébré à Reims, n'eut pas un grand éclat. On a vu qu'il avoit eu de grands torts sous le précédent règne. Il les fit oublier en oubliant lui-même ceux qu'on pouvoit avoir eus à son égard, ou plutôt en les pardonnant généreusement. « Ce n'est pas, dit-il, au roi de France à venger les injures faites au duc d'Orléans. » Les ennemis de la Trémouille, qui avoit usé de tant de rigueur après la bataille de Saint-Aubin, crurent qu'il leur seroit aisé de le perdre, en rappelant au nouveau roi le supplice de ses malheureux complices; il répondit: « Si la Trémouille a bien servi son maître contre moi, il me servira de même contre ceux qui seroient tentés de troubler l'Etat. »

Louis ne se montra ni trop triste ni trop content de la mort d'un prince son ami, mais qui lui laissoit une couronne. Il lui fit faire, à ses dépens, des obsèques magnifiques, récompensa noblement ses officiers, et confirma dans leurs places les magistrats qui lui avoient été contraires de bonne foi et pour le bien du service. Le prince d'Orange, autrefois son ami, et le duc de Lorraine, jadis son partisan, étoient actuellement mal avec lui pour des démêlés d'intérêt. Persuadés cependant de son équité, ils n'hésitèrent pas à le prendre pour arbitre dans leurs prétentions contre le domaine même, s'en rapportant absolument à son jugement. Monsieur et madame de Beau-

jeu curent aussi à se louer des soins qu'il prit pour l'établissement de la fameuse Susanne de Bourbon leur fille unique, dont la mort précipitée de Charles VIII les avoit empêchés de s'occuper. Louis fit aussi des gratifications aux seigneurs attachés précédemment à sa fortune, mais avec mesure: sa réserve, dans cette circonstance et dans d'autres, où il ne se montra pas libéral au désir des courtisans, l'a fait soupçonner de parcimonie.

Un de ses premiers soins fut de composer son conseil. Ceux qu'il y appela étoient tous d'un mérite reconnu, et d'une capacité qui avoit été éprouvée en quelques-uns par la mauvaise fortune. Tel étoit Louis Mallet, seigneur de Graville, amiral de France, que sa franchise à l'égard de la guerre d'Italie, qu'il blâmoit, avoit fait négliger sous le règne précédent. Il confirma dans la charge de chancelier Gui de Rochefort, magistrat d'une rare intelligence, et frère du fameux Guillaume, qui avoit rempli avec tant de distinction le même emploi; il confia les finances à Floramond Robertet, très-habile en cette partie, et se servit pour la politique d'Etienne Poncher, évêque de Paris, bon canoniste et adroit négociateur. Au-dessus de ces hommes recommandables, et de quelques autres moins connus, mais tous donés d'un mérite particulier, il établit le célèbre Georges d'Amboise,

Ce prélat étoit l'avant-dernier de neuf garcons, fils de Berri d'Amboise et d'Anne de Beuil; ils se distinguèrent tous dans les armes, l'administration et l'église. Georges s'attacha, étant évêque de Montauban, au duc d'Orleans, partagea ses malheurs, subit pour sa cause une longue prison, et continua à lui rendre de grands services après sa délivrance. Le roi, montant sur le trône, lui procura le chapeau de cardinal, et le fit premier ministre. Il avoit une telle confiance en lui, que, dans les circonstances embarrassantes, sa solution ordinaire aux difficultés qu'on lui présentoit étoit : Laissez faire à Georges ; e' 'se tranquillisoit sur l'événement. Cette sec rité a été souvent funeste.

Louis XII eut pour la jeune veuve de Charles VIII les égards les plus délicats. Il lui fit porter les premières consolations par les deux seigneurs qui avoient eu l'attachement le plus affectueux pour le dernier roi. Ils s'attendrirent avec elle, pleurèrent ensemble, et, quand la première douleur fut apaisée, Louis parut. Ses douces insinuations écartèrent insensiblement les ombres funèbres dontelle étoit environnée, et firent briller à ses yeux les espérances d'un bonheur selon son cœur, que le prince et elle avoient autrefois sacrifié au besoin des circonstances. Anne retourna en Bretagne; mais, en partant, elle

donna au roi sa parole de l'épouser, s'il réussissoit à faire rompre légalement les liens qui l'unissoient à Jeanne de France, fille de Louis XI.

Les qualités de l'esprit et du cœur compensoient en cette princesse la beauté qui lui manquoit. Elle aimoit uniquement son mari, et, quoique négligée, quelquefois même dédaignée et traitée peu convenablement, elle n'avoit cessé d'être épouse soumise, et souvent secourable dans les dangers où la revolte avoit engagé Louis. On espéroit qu'elle se prêteroit de bonne grâce aux désirs du roi, et 'elle n'opposeroit dans la procédure que ce qu'il faudroit de raisons pour faire croire que la décision qui interviendroit ne seroit pas collusoire; mais on fut trompé. Jeanne, jusqu'alors si timide, s'arma de courage, et soutint ses droits avec fermeté. Le tribunal qui devoit juger cette cause se tint d'abord à Tours ; il étoit composé de Louis d'Amboise, évêque d'Albi, frère de Georges; de Philippe de Luxembourg, cardinal et évêque du Mans; et de Ferdinand, évêque de Ceuta, nonce du pape à la cour de France, nommés commissaires par Alexandre VI. Ils s'associèrent chacun trois ecclésiastiques du second ordre, plus versés qu'eux dans la pratique judiciaire.

Les movens qu'employa le procureur du

roi pour opérer la dissolution du mariage entre Louis et Jeanne étoient au nombre de quatre : parenté, affinité dans les degrés prohibés, violence de la part de Louis XI, et infirmités corporelles, qui rendoient la princesse inhabile aux fins du mariage. Aux deux premiers, elle opposoit les dispenses qui avoient été obtenues; au troisième et au quatrième, que, s'il y avoit eu violence, ce qu'elle n'accordoit pas, la conduite de son mari depuis dix-huit ans en écartoit jusqu'au soupçon; que, pendant ce temps, il ne lui avoit refusé aucun des titres attachés à son rang, qu'il se plaisoit à lui faire rendre les honneurs d'épouse, et qu'elle en avoit obtenu tous les droits. « Je sais bien, ajoutoit-elle, que je ne suis ni aussi belle ni aussi bien faite que bien d'autres; mais je ne m'en crois pas moins propre aux fins du mariage, et plus incapable d'avoir des enfans. »

L'historien Garnier, continuateur de Velly, peint énergiquement l'angoisse des deux personnages pendant le cours de la procédure. « Qu'on se figure, dit-il, une princesse élevée à l'ombre du trône, accoutumée à recevoir des l'enfance des marques de soumission et de respect, traduite devant des commissaires en état de suppliante, réduite à entendre des dépositions désagréables, à recevoir de la bouche d'un époux, dont elle ne pouvoit

encore se détacher, les déclarations les plus formelles du dégoût et de l'aversion qu'elle lui avoit toujours inspirés, osant à peine laisser éclater ses plaintes, et donner un libre cours à ses larmes, de peur d'aigrir encore davantage celui dont son sort dépendoit. Mais dans cet abandon général, dans cet abîme de douleur, peut-être étoit-elle moins à plaindre que celui qui causoit ses malheurs, car elle avoit du moins pour elle son innocence et la fermeté qu'inspire une conscience pure et sans reproche, au lieu que Louis, naturellement juste, quels reproches ne dut-il pas se faire à lui-même! Quels tourmens ne dut-il pas éprouver lorsque, par la suite d'une procédure odieuse, il se trouvoit forcé d'entendre discuter des faits et rappeler des détails qui auroient dû rester ensevelis dans l'ombre du silence; enfin réduit à profaner en quelque sorte luimême la majesté du trône et la sainteté de la couche nuptiale, et à persécuter et couvrir de confusion une princesse, sa parente et son épouse, qui, loin de mériter sa haine, lui avoit tendu dans ses malheurs une main secourable! » La même sensibilité qui a fait tracer à l'historien ce tableau touchant, lui fait croire que, si Louis XII, en commençant cette affaire, avoit prévu les extrémités auxquelles il faudroit en venir, il ne l'auroit pas entreprise; mais il est douteux que la compassion

l'eût emporté dans son cœur sur l'amour et

la politique.

Pour mettre fin à ces scènes scandaleuses que l'incertitude des juges prolongeoit, Jeanne composa un mémoire tout de questions sur ce qui s'étoit passé de plus secret entre elle et son mari, et consentit que l'affaire fût jugée conformément aux réponses du roi, sans débats ultérieurs. Il hésita de se soumettre à cet interrogatoire, dont il sentoit bien qu'il ne pouvoit sortir victorieux que par des échappatoires et de vrais mensonges ; apparemment qu'il les fit : les juges , affranchis de scrupule par le consentement anticipé de la reine, prononcèrent la nullité du mariage; et, en vertu de l'autorité apostolique dont ils étoient revêtus, ils donnèrent au roi la permission de se pourvoir ailleurs. Le monarque céda à la reine détrônée la jouissance du Berri et de plusieurs autres domaines. Jeanne se retira à Bourges. Elle y créa un ordre de religieuses très-austère, nommées les Annonciades, dont elle suivoit la règle sans en avoir pris l'habit. La pieuse princesse survécut six ans à son malheur, si c'en est un que le renoncement à des grandeurs dont on est dédommagé par la tranquillité d'une vie sans reproche et sans remords. Le jugement qui la détrôna trouva des censeurs. L'opinion la plus générale dans l'université, qui comptoit alors

vingt-cinq mille étudians, presque tous hommes faits, se montra contraire à la décision des commissaires. Plusieurs prédicateurs et docteurs furent détenus en prison et exilés pour avoir parlé ou écrit trop librement.

[1499] Tout étoit préparé pour le mariage, même avant la décision. La dispense de parenté donnée par Alexandre VI fut apportée par son fils César Borgia. Cet homme, aussi célèbre en crimes que son père, venoit, après avoir fait empoisonner le duc de Gandie sou frère aîné, de quitter le chapeau de cardinal et de se dévouer aux armes, espérant de celles-ci une fortune plus solide que de l'état ecclésiastique, Déjà il avoit obtenu de Frédéric, roi de Naples, des terres titrées dans ce royaume, mais insuffisantes à ses désirs ; il se tourna du côté de la France, dont il attendoit un traitement plus avantageux : la circonstance étoit favorable. Le roi avoit besoin du pape pour son divorce; il donna le duché de Valence à César, qui en prit le nom de duc de Valentinois. Celui-ci figura mal dans ces noces, quoique porteur de la pièce essentielle. Pour se faire valoir davantage, il ne remit la bulle qu'après des délais, par lesquels il croyoit se faire acheter plus cher. Le nonce, évêque de Ceuta, dévoila la ruse, et mourut empoisonné quelques semaines après.

Dégagé de ses premiers liens, Louis se rendit à Nantes, où la duchesse vint le joindre, accompagnée de la première noblesse de Bretagne. Son contrat avec Louis fut loin de ressembler à celui qui avoit été passé avec Charles. Dans le premier, remarque l'historien Garnier, c'étoit un couquérant et un souverain qui épousoit sa vassale et lui dictoit des lois impérieuses. Dans celui-ci, c'est une reine qui abandonne sa main à son amant. Elle se réserva pendant sa vie la jouissance pleine et entière de son duché; stipula qu'après sa mort son second enfant mâle, et, à défaut de mâles, ses filles, dans l'ordre de primogéniture, hériteroient du duché avec tous les droits qui y étoient précédemment attachés; et que, s'il ne naissoit qu'un ensant du présent mariage, la même clause de reversion au second seroit accomplie à l'égard de ses descendans ; qu'elle jouiroit personnellement de tous les revenus de son duché, et non-seulement du douaire qu'on lui assignoit actuellement, mais de celui que Charles VIII lui avoit assuré; qu'enfin, si elle mouroit sans enfans, le roi ne conserveroit que sa vie durant la jouissance du duché, qui retourneroit ensuite aux plus prochains parens de la reine.

Après les clauses pour la succession, il y en eut de particulières, par un acte séparé, pour le gouvernement de la province. Le roi ne pourra y rien innover, ni dénaturer les offices, ni destituer ceux qui en sont pourvus. En cas de leur vacance par mort ou autrement, la reine nommera de plein droit, par lettres expédiées dans sa chancellerie de Bretagne. Aucun impôt, fouage ou subside ne sera assis ou levé sans le consentement des états assemblés, et leur aveu sera aussi nécessaire pour tirer des troupes de Bretagne. Les charges et bénéfices ne seront conférés qu'à des Bretons, à moins qu'il ne plaise à la reine, par des considérations particulières, d'en gratifier d'autres personnes. Enfin, dans les actes qui regarderont la province, le roi pourra s'intituler duc de Bretagne, et la monnoie se frappera en son nom, conjointement avec celui de la reine.

Anne fut couronnée une seconde fois à Saint-Denis. Cette cérémonie, comme celle du mariage, fut accompagnée et suivie de fêtes magnifiques. Le peuple montra beaucoup d'allégresse, à laquelle sans doute ne contribua pas peu la diminution d'un dixième sur les impôts, la promesse d'une réduction plus considérable quand on le pourroit, et l'exemption totale du droit de joyeux avénement. Louis XII ensuite, avec les plus notables du royaume qu'il appela auprès de lui, s'occupa de réglemens qui sont tous marqués

du sceau du bien public. Il commença par les troupes, dont il assura le prêt, afin qu'elles n'eussent plus de prétexte pour se livrer aux brigandages, qu'elles regardoient comme un de leurs plus précieux priviléges. Il fut pris des précautions pour que les bourgeois des villes où elles seroient en garnison, ainsi que les habitans de campagnes où elles auroient leurs quartiers, pussent obtenir justice de leurs vexations. On avoit craint que la rigueur de la discipline ne dégoûtât du service la noblesse, qui se faisoit un droit de cette licence; mais, se voyant une solde assurée, elle se rangea encore plus volontiers sous des drapeaux qu'elle n'étoit plus forcée de tourner quelquefois contre ses propres vassaux, pour leur arracher la subsistance du soldat. Comme on avoit eu la précaution de publier qu'on ne conserveroit dans le commandement que des officiers de bonne conduite reconnue, les capitaines choisis, fiers de la confiance qui les plaçoit à la tête des compagnies, ne refusèrent pas de se rendre responsables des désordres, puisqu'ils n'éprouvoient plus d'obstacles à les réprimer.

L'ordonnance de Louis XII sur la police

L'ordonnance de Louis XII sur la police intérieure du royaume est célèbre. Elle commence, comme celle pour le militaire, par assigner des gages aux magistrats, ann, dit le roi, qu'ils ne soient point tentés de céder à la

corruption. La pragmatique sanction y est marquée pour base des élections aux bénéfices ecclésiastiques, avec des précautions propres à éloigner les sollicitations, les dons, les promesses et autres moyens de simonie. L'entrée dans la magistrature, espèce de sacerdoce, est aussi soumise à des lois, faites pour obvier aux marchés clandestins entre le cessionnaire et le prétendant à sa place. Le roi ordonne que ceux qu'il nommera seront assujettis à un examen, dans la crainte qu'on ne l'eût trompé sur la capacité. Pour les mœurs, il établit dans le parlement un tribunal de censure, composé des présidens des chambres, qui s'adjoindront deux ou trois conseillers reconnus irréprochables, pour « informer sur la conduite des membres irrévérencieux, nonchalans, contrevenant aux ordonnances, ou faisant choses dérogeant à l'honneur et à la gravité de la cour, les réprimander et punir par amendes, suspensions ou interdits. » Ce tribunal s'assemblera tous les quinze jours, le mercredi (ce qui a fait donner à ses opérations le nom de mercuriales), et tiendra un registre exact, qu'il mettra tous les six mois sous les yeux du roi. Il est fâcheux que les réglemens émanés de ce monarque pour réprimer l'avide industrie des suppôts subalternes du barreau, greffiers, procureurs, huissiers et autres, et pour rendre inutile leur

VI.

[1499]

adresse à faire servir les formes protectrices de la justice à enfanter et perpétuer les procès, n'aient pas mieux réussi à Louis XII qu'aux rois ses prédécesseurs et successeurs.

Outre la sagesse des réglemens, qui donne à Louis XII un rang entre les législateurs, on remarque dans le texte même de l'ordonnance une rectitude d'intention, une expression tendre et affectueuse, en un mot un ton paternel qui, peut-être plus que ses autres qualités et ses vertus, lui a mérité le surnom de Père du peuple. Heureux s'il se fût contenté de cette gloire, et s'il ne se fût pas laissé entraîner, comme Charles VIII, à l'ambition de conquérir ce royaume de Naples, que le dernier prince de la maison d'Anjou avoit résigné au roi de France! Présent funeste qu'un faux honneur et l'esprit chevaleresque de son siècle lui faisoit un devoir de réclamer. Louis XII y joignit le désir de se faire restituer, comme héritier de Valentine Visconti son aïeule, le duché de Milan, usurpé par les Sforce, et tenu alors par Ludovic-le-Maure, héritier trop subit de Galéas son neveu, qui avoit épousé la nièce de Frédéric, alors sur le trône de Naples.

Sforce prévit l'orage prêt à fondre sur lui, et tenta tous les moyens pour le détourner, en s'environnant d'auxiliaires. Il sonda Alexandre VI; mais il trouva se pape prévenu par

les avantages que les rois de France avoient faits au duc de Valentinois son fils. En vain s'adressa-t-il aux Vénitiens; des négociateurs françois les avoient gagnés en leur promettant une augmentation de territoire après la con-quête du Milanez. Tous les autres princes et républiques d'Italie, entraînés par ces deux grandes puissances, n'oserent pas même promettre à Sforce de rester neutres. Le roi de Naples, également menacé, auroit pu faire cause commune avec lui; mais ce monarque ne s'imaginoit pas qu'il pût être réduit à la dure extrémité de joindre ses drapeaux contre les François à ceux du perfide empoisonneur du mari de sa mère. Ainsi, de ce côté, Ludovic n'osoit se flatter d'un secours ni prochain ni efficace. Il avoit vu avec satisfaction l'empereur Maximilien, comptant apparemment sur les embarras ordinaires dans le commencement d'un règne, déclarer brusquement la guerre à Louis XII : mais cette attaque étoit restée sans suite, parce que l'archiduc Philippe, son fils, duc de Bourgogne et souverain des Pays-Bas, n'avoit pas voulu épouser la querelle de son père, et qu'au contraire il fit au roi hommage de ses états, avec toutes les démonstrations de soumission qu'on voulut exiger. Il restoit à Sforce quelque espérance de diversion par l'Angleterre, toujours prête à s'armer contre la France; mais Louis XII enchaîna la mauvaise volonté de Henri VII, en lui assurant le paiement de la pension de cinquante mille écus, stipulée par le traité d'Étaples, et y ajoutant des présens aux gens de son conseil. Enfin la France venoit de renouveler solennellement ses anciens traités avec les Suisses, et avoit même payé d'avance aux cantons les capitulations non encorc échues, excellent moyen de s'assurer de la fidélité de la nation. Cependant plusieurs corps détachés, attirés par l'appât d'une solde plus considérable, passerent sous les drapeaux de Ludovic, et furent sa seule ressource, mais ressource perfide et plus funeste pour lui que n'auroit été l'abandon.

La sortie de tant d'argent donné à l'Angleterre et aux Suisses, distribué dans les cours des petits princes d'Italie et semé dans les républiques de Gênes, de Venise, de Florence et de Pise, pour y gagner des suffrages, avoit épuisé le trésor royal avant que la guerre fût commencée. Entre les moyens qui lui furent présentes pour le remplir, Louis XII préféra celui de vendre les offices des finances, et de recevoir, des traitans acquéreurs, des avances dont le remboursement étoit assigné sur la perception des impôts dont ils faisoient les deniers bons. On dit qu'il n'employa qu'avec répugnance cet expédient, qui étoit un véritable emprunt, impôt masqué, qui tôt ou tard

retombe sur les contribuables. On prétend qu'il en sentit tout le danger, et qu'il se gêna dans la suite pour rembourser ces avances, afin de détourner ses successeurs d'une ressource aussi onéreuse au souverain qu'au peuple; mais l'exemple étoit donné, et n'a

été que trop suivi.

Avecces secours, Louis leva une armée qui entra impétueusement dans le Milanezen trois divisions qui avancèrent rapidement. Quelques petites villes, qui résistèrent d'abord, furent prises d'assaut, pillées et brûlées, pour épouvanter les autres; aussi presque toutes prévinrent l'attaque, et envoyerent d'elles-mêmes leurs clefs aux généraux françois. Ludovic, dans ce désastre général, fit passer sa famille et la plus grande partie de ses trésors chez l'empereur Maximilien. Luimême fuyoit, ne sachant à qui se fier, abandonné par les uns, trahi par les autres. Il espéra un moment trouver quelque ressource dans la compassion du peuple de Milan; il convoqua les principaux de la ville, et leur fit un discours pathétique, qui fut souvent interrompu par ses sanglots. Le faux pénitent avoua ses fautes, mais non sans doute ses crimes; il tâcha de les excuser, et de se les saire pardonner, en récompense, disoit-il, des services qu'il avoit rendus; il prodigua les promesses, et, pour dernière tentative, il fit

publier la suppression d'une partie des impôts. Mais quel fond à faire sur un peuple qu'on supplie? A la manière dont on reçut ses offres et ses dons, loin d'espérer d'être secouru, il eut tout heu de craindre d'être livré, et prit la fuite. Sitôt qu'il eut quitté la ville, la citadelle, très-forte par elle-même et garnie d'une bonne garnison, de vivres et de munitions, se rendit, ou plutôt fut ven-

due par le gouverneur.

Louis XII, qui étoit venu à Lyon pour veiller de plus près sur l'expédition, apprenant ces succès, passa aussitôt les Alpes, fit une entrée triomphante dans Milan, et y recut le serment de fidélité de ses nouveaux sujets. Afin de se les attacher plus fermement il les déchargea de presque tous les impôts, sans songer que les conquêtes ne se conservent pas sans troupes, ni les troupes sans tributs. Il divisa le duché en cantonnemens, auxquels il préposa des capitaines. Jean-Jacques Trivulce, seigneur milanois, ennemi personnel de Ludovic, et qui avoit beaucoup contribué à la conquête, reçut le titre de gouverneur. Louis, après avoir pris les mesures qu'il crut nécessaires tant pour se rendre maître de ce qui restoit à soumettre que pour s'assurer la possession de ce qu'il tenoit, retourna en France.

[1500] Peut-être, s'il fût resté, auroit-il

conduit à une sin prospère une entreprise si bien commencée. Point de doute que la présence du monarque n'eût mieux entretenu la bonne intelligence entre les commandans particuliers que l'autorité d'un gouverneur, quelque mérite qu'il eût; que les peuples, sous les yeux d'un roi bon et juste, n'eussent supporté avec quelque complaisance la licence de leurs vainqueurs, ou qu'ils n'y eussent été moins exposés; que les alliés enfin, surveillés de près par le souverain lui-même, s'ils ne fussent point restés fidèles de cœur à leurs engagemens, n'eussent pas du moins osé se permettre ouvertement rien qui lui fût contraire. Le départ du roi changea les obligations et les convenances. Les alliés ne purent voir sans inquiétude établi au milicu d'eux un monarque, leur supérieur en forces et en majesté, au lieu d'un duc de Milan, qui étoit leur égal. Ils se communiquèrent des motifs de crainte et des moyens d'insurrection, et se montrèrent les uns décidés à éclater, et les autres à garder une neutralité apparente, malgré les traités qui leur prescrivoient d'agir de concert avec le roi de France. A la tête de ceux-ci étoient les Vénitiens. La discipline d'ailleurs se relâcha entre les soldats. Ils devinrent exigeans et pillards, pendant que leurs officiers, indévots et galans, imitant inconsidérément les conquérans de Naples sous Charles VIII, provoquèrent la jalousie et la haine des Italiens. De ces causes réunies se forma une fermentation sourde qui donna des espérances à Ludovic.

Il erroit de tous côtés, cherchant des secours. Maximilien lui fournit ouvertement des troupes, et Philippe son fils lui permit d'en lever secrètement dans ses états de Flandre. Ces capitaines italiens, qui se vendoient à ceux dont ils étoient mieux payés, accoururent au son de son argent. Les Suisses, comme nous l'avons dit, ne furent pas indifférens à ce genre de sol·licitation, et ils se rangèrent sous ses drapeaux, en nombre presque égal à celui de leurs compatriotes qui combattoient pour les François. Ainsi Ludovic se composa une armée d'environ trente mille hommes, etrentra dans le duché, rappelé par ceux qui l'avoient ou délaissé ou trahi.

Les troupes françoises étoient alors dispersées, et, pour comble de malheur, la division régnoit parmi leurs généraux. Trivulce vouloit qu'on choisît un poste avantageux où l'on pût opérer une jonction; le comte de Ligny proposoit de marcher à l'ennemi; et ne pouvant amener les autres généraux à son opinion, il entreprit d'y marcher seul. Trivulce, abandonné par lui à la merci des Milanois, se vit assiégé dans l'hôtel-de-ville, où ils'étoit rendu peu accompagné. La résolution d'une soixantaine de braves et sa propre valeur le dégagèrent de la multitude et lui permirent de gagner la citadelle. On y vit arriver peu après le comte de Ligny, qui n'avoit pu s'opposer ni à la marche de Ludovic ni à la révolution qui s'opéroit en sa faveur dans toutes les villes qui se trouvoient sur son passage. Les deux généraux se retirèrent alors à Montaro, ville forte, par-delà le Tésin, derrière des retranchemens formidables que Trivulce fit élever, afin d'y pouvoir attendre en sûreté les secours qu'on lui préparoit en France.

La principale attention de Ludovic portoit sur ce secours promis. Pour l'intercepter, il se porte à Novarre, par où il devoit arriver, assiége la ville et s'en rend maître. La Trémouille, chargé d'amener le renfort, se poste de manière à couper la retraite à Ludovic, qu'il resserre dans la ville entre la citadelle et son armée. Pendant le siége, les Suisses des deux armées se visitent: dans les conversations ceux de Novarre reconnoissent que le service du roi de France, comme le plus lucratif, est plus avantageux, et ils commencent à chanceler dans la fidélité jurée au duc de Milan. Celui-ci, pressé d'ailleurs par la famine, n'imagine pas d'autre moyen de se tirer d'embarras que de hasarder une bataille. Quand les deux armées sont en présence, presque

tous ses Suisses l'abandonnent, sous prétexte dene vouloir point se battre contre leurs frères, et ils rentrent dans la ville. Le reste de l'armée, effrayé de leur désertion, est obligé de les suivre. Ludovic se trouve environné de mercenaires qui murmurent, menacent, traitent ouvertement avec les François, et en viennent enfin à capituler sans lui. Il les conjure du 'moins de ne le pas livrer à l'ennemi. Tout ce qu'il peut obtenir, c'est que lui, ses frères, et d'autres personnes considérables de sa cour, auront la liberté de se confondre dans les troupes qui sortiront, de manière à échapper s'ils peuvent à la vigilance des assiégeans. L'armée soumise défile entre deux lignes des François; Ludovic s'étoit attaché à un bataillon suisse : déguisé en cordelier, il les suivoit comme aumônier et monté sur un mauvais cheval; soit connivence des Suisses, qui l'indiquerent par quelque geste, soit attention sévère des François, il fut reconnu et arrêté, ainsi que ses frères et tous les seigneurs de sa suite, qu'on envoya en France en différentes prisons. Ludovic, conduit d'abord à Pierre-Encise, fut ensuite transféré au château de Chinon, où il resta jusqu'à la fin de sa vie qui dura encore dix ans. Les Suisses, auxquels Louis XII devoit ses succès, prétendirent s'en faire payer au-delà des conventions ordinaires, ce qui excita une mutinerie dont on eut quelque temps à craindre les conséquences, et il fallut transiger avec eux pour les apaiser. Retournant dans leurs cantons, ils se nantirent encore de Bellinzona, la première ville qui s'étoit déclarée pour Ludovic, et qui, par crainte du ressentiment du roi, ouvrit

ses portes aux Suisses.

Sitôt que le malheur de Ludovic fut divulgué, ses enseignes furent de nouveau abattues dans toutes les villes du Milanez; et celles de France relevées. C'étoit à qui donneroit les premiers témoignages de soumission, et inventeroit les meilleures excuses pour se soustraire à la vengeance du vainqueur irrité. Les uns prétendoient que, malgré leur infidélité apparente, ils avoient toujours gardé au fond du cœur un tendre attachement pour les François ; d'autres citoient , en preuve de cet attachement, des démonstrations amicales données par eux aux François, sous les yeux mêmes de ceux qui les maltraitoient. Tous enfin affirmoient n'avoir cédé qu'à la violence de leur ancien duc. Les habitans de Milan faisoient valoir toutes ces raisons ensemble, et attendoient avec inquiétude ce qui seroit décidé de leur sort. Louis XII envoya le cardinal d'Amboise, son premier ministre, apprécier le délit et les excuses. Egalement éloigné, par caractère et par état, des me-sures de rigueur, d'Amboise se fitune balance,

[1500]

dans laquelle il pesoit d'un côté l'offense, et de l'autre l'or réparateur. Celui-ci l'emportoit ordinairement. Il n'y eut point d'autre punition que des amendes, dont le produit servit à payer les frais de la guerre, et à assurer la solde des troupes qu'on laissa à la

garde de la province reconquise. Afin de les tenir en action et de les préserver des vices ordinaires à l'oisiveté des garnisons et des camps, le roi en loua une partie aux Florentins. Dans la guerre qui venoit de finir, Pise avoit gardé une neutralité qui avoit déplu à Louis XII. Les citoyens de Florence, au contraire, à la vérité bien achetés et bien payés, s'étoient ouvertement déclarés pour la France. Ces républiques étoient de longue main ennemies irréconciliables. Florence, voyant à sa porte les François oisifs, saisit cette occasion de subjuguer enfin sa rivale. Ses magistrats offrirent, pour obtenir ces auxiliaires, une somme beaucoup plus considérable que celle qu'ils avoient recuepour se montrer François. Le roi ne négligea pas ce moyen de faire rentrer son argent dans ses cosfres. Il prête aux Florentins six cents lances, trois mille cinq cents Suisses et autant de Gascons. Les Florentins, persuadés qu'il suffiroit de la terreur qu'inspiroient ces forces pour soumettre les Pisans, refusèrent pour général Yves d'Alègre, l'un des meilleurs capitaines de son temps, et s'obstinèrent à demander Hugues de Beaumont, homme probe et exact, mais dur et inflexible, qu'ils estimèrent beaueoup plus propre à servir leur animosité.

Beaumont, après avoir employé un mois à ranconner, suivant ses instructions, les petits princes qui avoient été favorables à Ludovic, se rendit aux représentations des Florentins, qui payoient son infanterie, et qui se plaignoient qu'on laissoit aux Pisans le temps de se fortifier. Arrivé devant Pise, il envoie Jeannot d'Arbouville et Hector de Montenart, deux de ses principaux capitaines, sommer au nom du roi les habitans de rentrer sous le joug de leurs anciens maîtres. Les magistrats reçoivent les envoyés en grande cérémonie, et les menent à l'hôtel-de-ville. Là ils leur montrent le portrait de Charles VIII, placé avec honneur sous un dais, entouré des emblèmes de la reconnoissance pour un prince qui les avoit, disoient-ils, soustraits à la domination tyrannique des Florentins. « Nous devons aux François la liberté, ce bien plus précieux que la vie : nous sommes déterminés à ne jamais nous séparer de ce peuple généreux. Notre ville a fait autrefois partie du duché de Milan : nous appartenons donc à la France. Que le roi daigne nous recevoir au nombre de ses sujets: qu'il nous impose les conditions les plus sévères, nous les subirons; mais

VI

qu'il ne nous abandonne pas à des loups ravissans, à des tyrans impitoyables, les Florentins, nos implacables ennemis. Si nous ne pouvons obtenir cette faveur, qu'il nous accorde un asile sur ses terres. Nous préférons l'exil et la pauvreté aux horreurs de la servitude, qui nous attendroient dans notre patrie.»

Pendant que les capitaines déjà émus faisoient cependant leurs efforts pour leur persuader de se soumettre, promettant de travailler à adoucir leur sort, les portes de la salle s'ouvrent. Cinq cents jeunes filles vêtues de blanc, les cheveux épars, s'y précipitent, conduites par deux dames vénérables. Elles tombent ensemble aux pieds des deux envoyés, les conjurent de se rappeler le serment solennel qu'ils ont fait en recevant l'ordre de chevalerie, serment d'être les défenseurs des dames et demoiselles, et de ne les pas abandonner à la brutalité de leurs ennemis. Arbouville et Montenart baissoient les yeux, fort embarrassés, et faisoient effort pour se retirer, lorsque la troupe, les entourant, les entraîne devant une image de la Sainte-Vierge, et y chante tant piteusement et de voix si lamentable, qu'elle arrache des larmes aux capitaines. Ils sortirent de la ville chargés de présens, et racontèrent dans le camp ce qu'ils avoient vu et entendu.

Il étoit difficile à des François d'attaquer un

peuple qui leur opposoit de pareilles armes ; et les principaux de l'armée opinoient à dissérer l'attaque jusqu'à ce qu'on eût reçu de nouveaux ordres du roi. Sourd à leurs instances, l'inflexible Beaumont prend ses postes, et investit la ville ; mais , malgré lui , il s'établit un commerce entre les assiégeans et les assiégés. Tous les soldats françois qui se présentoient aux portes, de nuit ou de jour, étoient bien reçus, traités et régalés. On les chargeoitmême de vin et de viandes pour leurs camarades du camp, et à leur tourils laissoient passer tous les convois pour la ville. Il en fut de même quand l'attaque fut commencée : les Pisans désignoient aux François les endroits sur lesquels le canon de la ville devoit tirer, afin qu'ils s'en éloignassent; et ceux-ci, dans les assauts peu meurtriers qui furent donnés, ne s'y présentèrent que pour la forme. Enfin les soldats, mal surveillés par leurs officiers particuliers, se débandèrent, et la désertion devint si grande que Beaumont fut obligé de se retirer de nuit avec son artillerie, laissant ses malades et quelques blessés à la merci des assiégés. Les délaissés, craignant d'être maltraités, poussoient des cris en voyant leurs camarades s'éloigner. Les Pisans, attirés par leurs gémissemens, sortent avec des flambeaux, emportent ces malheureux dans la ville, et, après avoir pris soin du rétablissement de leur santé, ils leur donnent de l'argent pour regagner Milan. Les Florentins se plaignirent de la conduite des troupes francoises. On leurpromit de les mieux aider une autre fois. Ils s'apprétoient à recommencer; mais des troubles qui s'élevèrent dans leur propre république firent oublier ce projet.

Après cette expédition, commandée par l'intérêt, les troupes françoises furent employées à une autre, sollicitée par la politique. On doit se rappeler qu'afin d'écarter les obstacles qu'Alexandre VI auroit pu mettre au divorce avec Jeanne de France, et à son mariage avec Anne de Bretagne, Louis XII combla de biens César Borgia, fils du pontife, et le fit duc de Valentinois. Dans la circonstance où il méditoit la conquête du royaume de Naples, dont le pape se disoit souverain et en droit de donner l'investiture, il crut important de se concilier les bonnes grâces du pape, et il envoya Georges d'Amboise, son premier ministre, négocier à la cour de Rome. La passion dominante d'Alexandre étoit toujours d'augmenter la puissance de ce fils chéri. Le cardinal l'attaqua par ce foible. Il promit de faciliter à César la conquête des états de plusieurs petits souverains, que le neveu avoit déjà tenté inutilement de s'attacher par la séduction, ne se sentant pas assez fort pour les réduire. Quand il eut les troupes françoises

à sa disposition, ces princes, épouvantes, au lieu de se défendre comme ils avoient fait jusqu'alors, firent avec leur persécuteur des transactions désavantageuses, et se démirent la plupart de leurs souverainetés pour des pensions. Tel fut le sort de Jean Sforce à Pesaro, et des Malatesta à Rimini.

Les bourgeois de Faenza osèrent seuls se défendre contre lui. Après l'avoir repoussé plusieurs fois, assiégés de nouveau et près d'être forcés, ils convinrent de se rendre, à condition qu'on leur accorderoit amnistie entière, la conservation de leurs priviléges, qu'on assureroit à leur jeune prince Astor Manfrédi la jouissance de ses biens patrimoniaux, et qu'il auroit la liberté de se retirer où il voudroit. César exécuta fidèlement la partie de la capitulation qui regardoit les habitans. Quant aujeune Manfrédi, après mille outrages qu'il eut à essuyer, tant de César que du pape, auquel il fut renvoyé, on finit par lui ôter la vie. Borgia, devenu plus cupide à mesure qu'il avoit plus de succès, dirigea bientôt contre des alliés de la France les troupes mêmes qu'il tenoit d'elle; et l'on vit les Bentévoglio de Bologne traiter avec lui de leur principauté, plutôt que d'attendre les effets peut-être trop tardifs de la protection du monarque. Les Florentins menacés y eurent recours, et, heureusement pour eux, une armée françoise qui

descendoit en Italie pour la conquête de Naples arriva assez à temps pour la sauver, par l'ordre qui fut donné à César de la venir

joindre.

On souffre de voir Louis XII et ses ministres, recommandables par la douceur de leur caractère et par des mœurs pures, en commerce de confiance avec de pareils scélérats. Dans ses conférences avec le pape, Georges obtint le titre de légat a latere en France pendant dix-huit mois, et les pouvoirs qui étoient attachés à cette dignité, c'est-à-dire de représenter la personne même du pape, et d'accorder de sa propre autorité toutes les dispenses et toutes les grâces pour lesquelles il eût fallu recourir à la bienveillance intéressée du saint Père. Pendant dix-huit mois celui-ci devoit perdre ce revenu; mais il en trouva le dédommagement dans les troupes qui furent accordées à son fils. Le nouveau légat, déjà muni de la puissance séculière, fit usage de celle qu'il venoit d'acquérir pour assurer par leur concours la réformation des religieux, qui ne s'opéra pas sans peine. On la commença par la réduction de leur nombre. Le couvent des jacobins de Paris en contenoitseul quatre cents, pensionnés par les provinces pour suivre leurs études dans l'université. Les cordeliers n'en comptoient pas beaucoup moins. Saint-Germain-des-Prés,

Saint-Martin-des-Champs et d'autres communautés étoient pleines et surabondoient. Il paroît, par les plaintes des religieux, quand on leur proposa une réforme, que, pour attirer la multitude dans les cloîtres, on ne montroit pas aux prosélytes et aux novices la règle dans toute sa rigueur; « car, disoient-ils, si nous eussions su qu'à tant étroite règle fussions obligés, jà n'eussions fait ceinture de corde nouée. » Les jacobins refusèrent d'écouter deux évêques commissaires qui leur furent envoyés, se défendirent contre des troupes chargées de les tirer de leur couvent, et y soutinrent un siège de plusieurs jours : la faim seule les obligea de se rendre. Les cordeliers moins belliqueux usèrent de ruse; ils ne congédièrent pas les commissaires, mais ils se renfermèrent dans leur église, où ils chantoient à grand chœur des psaumes et des hymnes; et, toutes les fois que les commissaires se présentoient, ils faisoient en sorte d'être trouvés dans cette même occupation, qu'ils continuoient jusqu'à ce que les résormateurs, lassés d'attendre, se retirassent. Cependant le gouverneur et le prévôt de Paris, escortés d'un bon nombre d'archers, trouvèrent moyen d'obtenir audience. On en vint à un accommodement. Ceux qui ne vouloient pas de la réforme eurent permission de quitter l'ordre, sans crainte d'être inquiétés.

Ceux qui s'y prêterent furent traités favorablement.

[1501] Frédéric III, roi de Naples, second fils de Ferdinand, bâtard d'Alphonse V, roi d'Aragon, quoique attaché à cette maison par des liens peu légitimes, comptoit sur la protection et les secours de Ferdinand V, dit le Catholique, neveu d'Alphonse et roi d'Aragon, de son chef, et de Castille, par la célebre Isabelle son épouse. Cette réunion leur fit prendre le titre de roi et reine d'Espagne. Le Napolitain savoit, à la vérité, que Charles VIII leur avoit abandonné le Roussillon et la Cerdagne, à condition qu'ils ne mettroient point d'obstacles à ses entreprises sur l'Italie; mais la mauvaise foi de Ferdinand n'étoit plus un problème. Frédéric se flatta que son parent ne se laisseroit pas arrêter par des scrupules, quand il verroit un prince de sa maison menacé d'une ruine totale; mais les deux rois de France et d'Aragon étoient convenus secrètement de faire ensemble la conquête du royaume; de se le partager ensuite; et le malheureux prince ignoroit ce traité. Quand il s'ébruita, Ferdinand fit dire à son parent de ne pas s'en inquiéter, et qu'il n'avoit consenti à cet accord que pour introduire plus facilement dans ses états les secours qu'il lui préparoit.

Le pape, confident du dessein des deux al-

lies, et intéresse pour son fils Cesar à leur succes, les servit par la publication d'une croisade dans tous les états chrétiens. Le produit en fut exorbitant, si on en juge par ce que disent quelques historiens, que le seul territoire de Venise rapporta quatre-vingtdix-neuf livres pesant d'or. Alexandre se chargea du partage. Il prit d'abord tout ce qu'il falloit à son tils César pour soudoyer les troupes dont il se servoit contre les barons romains dont les états étoient àsa bienséance. Il s'appliqua aussi une part de ce qui se leva en France et en Espagne, et abandonna le reste aux deux rois. La bulle de la croisade n'indiquoit pas clairement le dessein de détrôner le roi de Naples ; mais , ce qui revenoit au même, le désir d'établir une paix durable entre les maisons d'Anjou et d'Aragon, paix qui ne pouvoit se faire qu'en leur abandonnant l'objet d'une contestation qui avoit déjà sait couler tant de sang chrétien, afin que, délivrées de tout sujet de querelles entre elles, elles pussent reunir leurs armes et les porter contre les infidèles.

Mais le roi de France ne biaisa pas. Il proclama hautement son dessein d'invasion, et rejeta toutes les soumissions de Frédéric, qui alla jusqu'à offrir un tribut et un hommage. Dans ces dispositions, Louis fit avancer en Italie son armée de terre, ou se trouvoit la principale noblesse du royaume, commandée en chef par Robert Stuart d'Aubigny, le vainqueur de Gonzalve à Séminara, et fit partir de Provence trois caraques génoises, et seize navires chargés de l'artillerie, des gros bagages et de troupes sous la conduite de Philippe de Clèves, sieur de Ravestein. Ferdinand fit le premier entamer le royaume de son parent par Gonzalve de Cordone son général, qu'on a surnommé le grand capitaine, et qu'on auroit pu nommer, avec plus de raison, le grand fourbe, l'homme sans égards et sans justice. Quoi qu'il en soit, Gonzalve, conservant, le plus long-temps qu'il put, le personnage hypocrite qui lui étoit recommandé par son maître, confirmoit le malheureux roi dans sa croyance aux insinuations déjà faites, que les forces espagnoles n'étoient destinées qu'à le secourir. Dans cette persuasion, Frédéric lui laissa prendre plusieurs places importantes.

Mais il fut cruellement défrompé lorsqu'il apprit les détails d'une cérémonie qui venoit de se passer à Rome. Quand l'armée françoise en fut proche, des ambassadeurs des deux rois, dont les démarches étoient concertées, demandèrent audience au souverain pontife, et luisignifièrent en plein consistoire que leurs maîtres s'étoient partagé le royaume de Naples. Le roi de France, auquel, selon leur

convention, devoit appartenir le titre, requit du pape l'investiture en offrant l'hommage. Celui d'Espagne, borné au titre de duc pour sa partie, fit la même requête; et le pape, satisfait d'ailleurs de quelques dépouilles qu'on lui cédoit, accorda tout ce qu'on voulut.

lui cédoit, accorda tout ce qu'on voulut.

Quand Frédéric apprit l'étonnante déclaration de Ferdinand à Rome, il en marqua sa surprise au général espagnol. Gonzalve fit d'abord semblant de ne pas croire ce qui s'étoit passé à Rome, et de regarder ce qu'on en disoit comme une calomnie inventée pour troubler une bonne intelligence entre lui et le roi napolitain: mais, quand il ne put plus se retrancher dans la négative, il exhorta ce prince à ne point s'alarmer de ce concert des deux rois. « Sans doute, lui disoit-il, le roi mon maître, vous voyant dans l'impossibilité de conserver votre royaume contre votre rival, en a accepté une moitié, pour préserver le tout de la rapacité des François, et soyez persuadé que, quand leur première fureur sera passée, il profitera de la partie qu'il s'est réservée pour vous rétablir dans le reste. » En conséquence, Gonzalve pressoit Frédéric de réunir les troupes napolitaines aux siennes, pour hasarder ensemble une bataille avant que la conquête de la partie attribuée à la France fût terminée. Cette proposition insidieuse ne séduisit pas le monarque. Il fit réflexion que, joindre le peu de forces qu'il avoit à celles de Gonzalve, ce seroit peut-être risquer de perdre à la fois et son armée et sa liberté. Il prit donc le parti le plus prudent. Trop foible pour tenir la campagne, il distribuases troupes dans les places les plus fortes, envoya son fils, jeune prince de grande espérance, à Tarente, ville de défense, et luimême se retira dans Naples.

· Capoue, qui se trouvoit sur le chemin de la capitale, essuya les premiers efforts des François; elle soutint plusieurs assauts, mais elle fut enfin réduite à capituler. Pendant qu'on traitoit des conditions, quelques soldats, profitant de la sécurité que produisoit la négociation, escaladent les murailles, et ouvrent les portes au reste de l'armée, qui s'v jette en torrent. Capoue, abandonnée au pillage, éprouve toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut. Beaucoup de dames qualifiées s'étoient retirées dans une tour. César Borgia, qui étoit dans l'armée françoise, et dont la présence étoit presque toujours l'annonce d'un crime, s'empare de la tour, en tire les infortunées, se réserve quarante des plus belles, et distribue les autres à ses soldats. La ville fut réduite à un si triste état. que les François délibérèrent d'y mettre le feu et de la détruire entièrement; mais sa position à six lieues de Naples, et utile pour

une retraite en cas d'accident, la sauva. On en releva les fortifications. Les habitans qui avoient été assez heureux pour échapper au massacre furent rappelés, et l'armée prit la

route de Naples.

La conquête n'en fut pas difficile. Frédéric, jugeant la ville hors d'état de se défendre, permit aux habitans de traiter, et se retira dans le château. Comme il étoit bien fortifié, muni de vivres et d'une bonne garnison, il auroit pu tenir quelque temps: mais l'infortuné monarque, généralement abandonné, et sans espoir de secours, fit réflexion que tôt ou tard il faudroit se rendre; que s'il se laissoit environner de retranchemens et achever le blocus que l'on commençoit sous ses yeux, il ne feroit que s'ôter l'espérance de conditions supportables, et rendre son sort plus fâcheux: il ouvrit donc des conférences avec d'Aubigny.

Le chef françois ne traita que de la partie qui devoit appartenir à son maître. Frédéric l'abandonna tout entière au roi; c'est-à-dire, villes, vaisseaux, artillerie, sceptre et couronne, se conservant seulement ses meubles, et, pour toute propriété, la petite île d'Ischia, où il demeureroit en attendant la ratification des propositions qu'il faisoit au roi pour ses dédommagemens, et à condition de pouvoir en sortir et se retirer partout où il voudroit, excepté dans le royaume de Naples. Dans ce

VI.

[1501]

petit coin de terre étoient rensermés la triste Isabelle, veuve de Galéas Sforce, empoisonné par Ludovic-le-Maure, nièce de Frédéric, et Frédéric lui-même, sa femme, quatre enfans en bas âge, non compris Ferdinand son aîné qu'il avoit envoyé défendre Tarente. Cette famille malheureuse y attendoit avec anxiété

le sort que la fortune lui destinoit.

La décision arriva plus tôt qu'on ne l'avoit prévu. A peine le traité avec d'Aubigny étoit signé, que Ravestein survient, enveloppe avec sa flotte la petite île et met des troupes à terre. Il prétend que lui, général de mer, n'est pas obligé d'observer les conditions imposées par le général de terre, auquel il n'est pas subordonné, et somme Frédéric de se rendre prisonnier. Le malheureux monarque demande une entrevue à Ravestein, lui expose sa triste situation. « Ne me traitez pas, lui dit-il, comme un ennemi, mais comme un infortuné gentilhonnne qui mérite votre estime et votre amitié. Que dois-je faire? Je vous demande conseil et vous promets de le suivre. » Le général, touché, l'exhorte à partir sans conditions, à aller trouver le roi de France, dont il connoît la générosité, et à traiter directement avec lui.

Louis XII, instruit de la confiance qu'avoit en lui l'infortuné prince, envoie le recevoir honorablementau débarquement, et lui donne

en France, pour lui et sa famille, le comté du Maine, et trente mille livres de pension, en échange de la partie du royaume dont son armée étoit en possession. Frédéric vouloit le lui abandonner en entier; mais le roi de France respecta la partie de son infidèle allié, au point même d'ordonner à son général d'aider les Espagnols dans le siége de Tarente, que le prince Ferdinand défendoit.

Ils l'avoient déjà levé une fois, faute de forces suffisantes. Secondés par les François, ils s'en emparèrent par capitulation. Elle portoit que le jeune prince et la garnison auroient liberté de se retirer où ils voudroient. Gonzalve sit en présence de toute l'armée, la main étendue sur une hostie consacrée, le serment de l'exécuter sidèlement; mais, quand la garnison sortit, il retint Ferdinand dans son camp, et l'envoya en Espagne, où il resta prisonnier jusqu'à sa mort, arrivée à l'âge de cinquante ans. Son père vécut tranquillement à Tours. Le parlement s'opposa à la donation du Maine: Louis XII en dédommagea le prince par une augmentation de pension. Gonzalve s'excusa de la violation de son serment, sur les ordres de Ferdinand, qu'il se fitdonner, ou qui lui vincent malgré lui, mais enfin qu'il exécuta sans marquer de scrupule. Le roi d'Espagne, non content d'arracher la couronne à son parent, pour s'excuser luimême et dîminuer l'indignation que causoitsa conduite perfide, chercha à le diffamer en publiant que, connoissant son inclination pour les infidèles, il s'étoit emparé de ses états, uniquement dans la crainte qu'il ne fût nuisible à l'exécution de l'entreprise qu'il méditoit contre eux, mais qu'il les lui rendroit après qu'elle seroit achevée. En effet, pour donner à son invasion un air religieux, il l'avoit fait précéder par l'attaque de l'île de Céphalonie, que les Turcs avoient enlevée aux Vénitiens. Ferdinand, s'en étant rendu maître, la rendit à ces derniers, dont il ménagesit le hienvaillence.

geoit la bienveillance.

Quand Ravestein avoit fait son armement maritime, beaucoup de chevaliers s'étoient joints aux troupes qui le composoient. Sur la foi dela croisade que l'on publioit, ils croyoient aller combattre les infidèles. Lorsqu'ils virent que par la résignation de Frédéric tout étoit fini, et qu'ils étoient exposés à s'en retourner sans avoir rien fait, ils pressèrent l'amiral, lequel y étoitassez disposé de lui-même, de prêter l'oreille aux insinuations des Vénitiens, qui lui présentoient la conquête des îles de l'Archipel comme aussi glorieuse qu'utile, mais utile pour eux seuls. Ravestein attaqua l'île de Métélin. Mal secondé par les Vénitiens, il fut repoussé. Une tempête affreuse l'accueillit comme il se retiroit, et dispersa

ses vaisseaux. Le sien se brisa contre les rochers de l'île de Cythère. Deux cents chevaliers, de six cents que son navire portoit, furent engloutis. Les autres, avec leur général, s'accrochant aux roches, grimpèrent comme ils purent dans l'île , exposés à la faim et à la rigueur d'un froid âpre qui se faisoit sentir au commencement de l'hiver. Ils y étoient depuis vingt jours, lorsqu'un petft vaisseau vénitien, passant devant l'île, eut connoissance de leur détresse. Le capitaine ne put recevoir que le général sur son bord; mais il rendit à tous le service d'avertir des vaisseaux génois qui se trouvoient dans le voisinage, et qui vinrent les délivrer. Cet acte d'humanité du Vénitien sut regardé par le sénat comme un crime d'état, et le capitaine, en récompense de son bou office, courut risque de la vie. Ainsi Louis XII n'eut plus de vaisseaux sur les côtes d'Italie.

Pendant ces désastres, que l'on ignoroit en France, elle retentissoit de cris de joie, parce qu'on se croyoit désormais assuré de la conquête, et délivré d'une guerre dont les seuls préparatifs avoient été prodigieusement à charge. L'adroit Ferdinand favorisoit cette agréable illusion en faisant tout ce qu'il croyoit devoir plaire au roi. Par exemple, il savoit que Louis désiroit vivement de n'être point troublé dans les arrangemens qui lui restoient à

terminer à Naples. Or les embarras ne pouvoient lui venir que du côté de l'empereur Maximilien, jaloux et ennemi déclaré des François, et de la part de l'archiduc Philippe d'Autriche, souverain des Pays-Bas, et fils de cet empereur. Ce prince étoit aussi gendre de Ferdinand et d'Isabelle, dont il avoit épousé la fille, Jeanne, surnommée la Folle. Le beau-père ménagea un traité entre lui, son gendre et le roi de France; il fut conclu à Trente, où le cardinal d'Amboise s'étoit

transporté.

Ce traité ne fait point honneur à la sagacité du ministre. Il y sacrifia des avantages réels à la promesse illusoire d'un mariage entre le duc de Luxembourg, fils de Philippe et de Jeanne, qui a été depuis Charles-Quint, et Claude de France, fille du roi et d'Anne de Bretagne, tous deux encore au berceau. D'Amboise laissa aussi glisser dans les articles que Maximilien donneroit à Louis l'investiture du duché de Milan, dont il n'avoit pas besoin, puisque ce duché lui appartenoit de droit, comme héritier de Valentine Visconti son aïeule. A ces conditions, Philippe, allant en Espagne visiter sa belle-mère, passa par la France, où il fut reçu très-magnifiquement. Il y fit l'hommage de ceux de ses états qui y étoient assujettis: vain honneur dont l'Espagnol et l'Autrichien avoient beaucoup fail

valoir la promesse dans le traité de Trente.
Mais quand on demanda à Maximilien l'investiture à laquelle d'Amboise avoit soumis
le roi, comme nécessaire à une possession
paisible, l'empereur répondit qu'il ne s'y étoit

pas engagé, et la refusa.

[1502] Ce qui se passoit Naples influoit sur la tranquillité de l'Italie. Les barons romains, ces possesseurs de fiefs la plupart enlevés à l'églisc, et donnés par les papes à leurs familles, avoient pris parti, les uns pour les deux rois ligués contre Frédéric, les autres pour ce monarque. César Borgia, décoré par Alexandre son père du titre de gonfalonier de l'Eglise romaine, combattoit pour Louis XII. Après la démission du Napolitain, comme s'il eût été fort empressé de punir ces feudataires peu dociles, coupables d'avoir associé leurs armes à celles d'un prince proscrit par leur suzerain, il attaqua les barons successivement, les subjugea tant par ruse que par force, et s'empara de leurs états. Depuis long-temps il convoitoit le duché d'Urbin , possédé par Gui Ubald de Monté-Feltro. Il lui emprunte son artillerie et ses troupes, pour aller, disoit-il, soumettre Varano, seigneur de Camérino. Gui accorde, parce qu'il auroit été dangereux de refuser. César, l'ayant privé des moyens de défense, entre brusquement sur ses terres, et se rend maître du duché, dont il prend le titre, tombe ensuite sur Camérino, le prend par intelligence, et fait étrangler Varano et deux de ses fils. Il tourmenta de nouveau les Florentins, qui eurent recours à leur protecteur ordinaire, et qui échappèrent encore une fois

à sa rapacité. Sa conduite et celle de son père, qui entroit au moins de moitié dans ses crimes, étoient si odieuses, qu'il s'éleva contre eux, en Italie, un cri d'indignation qui retentit jusqu'en France, et détermina le roi à venir juger par lui-même de la légitimité des plaintes qui lui arrivoient de tous côtés. Quand le monarque parut en Italie, tous les seigneurs s'empressèrent autour de sa personne. On voyoit à sa cour le duc de Ferrare, le marquis de Mantoue, le seigneur de Bologne, le duc d'Urbin, si traîtreusement dépouillé de ses états, le dernier fils de Varano, échappé au sort funeste de son père et de ses frères, et les députés des Vénitiens, des Florentins et des Lucquois. Chacun avoit des griefs à produire, et tous supplicient le roi de punir ces crimes, ou du moins de retirer sa protection aux coupables.

Louis parut d'abord honteux de se trouver comme complice des scélérats; mais il n'y a pas de mauvaise cause qui ne puisse se défendre, quand elle est traitée par une main

habile. César fit parvenir au roi un agent secret, nommé Trocci, homme insinuant et adroit. Il passa d'abord condamnation sur quelques griefs, dans lesquels il reconnut que Borgia avoit excédé les bornes du devoir, comme lorsqu'il s'étoit permis des hostilités contre les Florentins, alliés de la France; « mais, disoit l'avocat, il a cessé sitôt qu'il en a reçu l'ordre. Il est gonfalonier de l'Église, et en cette qualité a-t-il pu se dispenser de faire rentrer dans l'ordre des vassaux qui affectoient l'indépendance? Dans toutes ces expéditions il n'a rien entrepris sans l'aveu et même le commandement du sacré collège, et presque toujours, excepté les Florentins, contre les ennemis du roi. Encore les Florentins étoient-ils partisans secrets de Frédéric, etintérieurement mal disposés pour la France; au contraire l'armée de César a toujours été et est encore sous les ordres du roi, comme s'il la soudoyoit de ses propres deniers, et sa majesté peut l'employer partout où elle vondra.

"D'ailleurs, ajoutoit Trocci en parlant au cardinal d'Amboise, ce César qu'on vous fait si odieux a de nombreux partisans dans le sacré collége. Son père est vieux et infirme; s'il vient à mourir, on ne peut douter que son fils n'ait une grande influence sur le choix du successeur. Vous êtes légat a latere par la

munificence d'Alexandre: cette dignité, qui n'est que pour un temps, ca exp rer; il est essentiel d'en agir avec le fils du pape de manière à vous faire continuer cette prééminence si importante dans l'événement d'un conclave. » On a cru que le cardinal d'Amboise vit dans cette insimuation la tiare qui lui étoit adroitement offerte, et que l'espérance de l'obtenir lui fit employer l'ascendant qu'il avoit sur l'esprit de Louis XII en faveur des Borgia.

César eut non-seulement la permission de venir se justifier, ce qui étoit déjà beaucoup, mais encore il fut très-bien reçu. En peu de jours il conclut un traité par lequel on lui abandonna toutes ses usurpations, même celles qui avoient été faites sur les princes dont le roi s'étoit déclaré protecteur. La légation fut prorogée au cardinal d'Amboise pour dixhuit mois. Le pape, pendant cet intervalle, s'engagea à donner des chapeaux aux parens et aux amis du ministre, qui seroient autant de votans pour celui-ci en cas de vacance, et César s'obligea à mener l'armée ecclésiastique partout où le roi l'exigeroit.

Louis s'occupa ensuite à visiter les villes du Milanez. Partout il provoqua la reconnoissance du peuple par sa bienfaisance et sa bonté, vertus qui lui étoient familières. Il tâcha bien aussi de diminuer par des promesses et de belles paroles le dépit des prin ces italiens, choqués de sa foiblesse en faveur de Borgia; mais il ne réussit pas. Les Suisses avoient pris l'habitude de faire des irruptions dans le Milânez, par la seule cause qu'ayant goûté du pillage pendant la guerre, ils avoient peine à s'en priver. Une augmentation de pension mit un frein à leur avidité. Ils fournirent même des recrues pour les troupes destinées à la défense de la partie françoise du royaume de Naples; et Louis quitta l'Italie, tres-persuadé qu'il y laissoit la paix, parce que les seigneurs qu'il avoit abandonnés, et dont il avoit par là frustré les espérances, se retirerent sans faire éclater aucune plainte.

Mais ils conservoient un ressentiment intérieur, qu'ils se communiquerent. La crainte commune réunit ceux qui, pendant l'invasion de Naples, avoient été de partis contraires, c'est-à-dire les uns pour Frédéric, les autres pour les deux rois agresseurs. Ils formèrent une ligue contre Bergia, en donnèrent loyalement avis à Louis XII, et le prièrent de les approuver, en lui faisant remarquer que, dans leur confédération, ils s'engageoient expressément à respecter les intérêts de la France, et à n'agir que contre leur ennemi. Malgré cette explication, le monarque et son ministre congédièrent brusquement leurs députés, et un ordre fut envoyé au commandant du Milanez de secourir César, qui étoit enfermé à Imola.

Le fils d'Alexandre jugea plus à propos de tâcher de dissoudre la ligue que de l'attaquer, d'autant plus que le premier essai qu'il fit des forces des confédérés ne lui fut pas avantageux. Entre eux se distinguoient les Ursins, respectés dans Rome et fort riches en terres. Les chefs de cette famille étoient deux frères, Paul, guerrier renommé, et le cardinal des Ursins, estimé pour ses vertus. Paul et César avoientautrefois serviensemble dans quelques expéditions. Après un échec, qui n'étoit pas à la vérité une défaite entière , Borgia écrivit aux princes ligués une lettre qu'il adressa à des Ursins. Il y disoit que, quoiqu'il eût à sa disposition des forces capables de faire repentir ceux qui l'ossensoient, il ne pouvoit s'accoutumer à regarder comme ennemis les braves compagnons de ses travaux; que peutêtre étoit-il coupable envers eux de quelques négligences, erreurs de jeunesse; qu'il les prioit de les lui pardonner. Mais il engageoit personnellement des Ursins à lui accorder une conférence, disposé qu'il étoit à en passer par toutes conditions qu'on exigeroit. De son côté, le pape, dont les démarches étoient concertées avec celles de son fils, écrivit aussi au cardinal une lettre flatteuse. Il y rappeloit leur ancienne amitié, disoit que, se sentant affoiblir, il avoit conçu le dessein de le laisser pour défenseur à sa famille, et il le conjuroit instamment de venir à Rome, pour mettre ensemble la dernière main aux arrangemens

qu'il méditoit.

Le cardinal des Ursins hésitoit; mais, comme sa famille étoit puissante dans Rome, et qu'il pouvoit espérer le secours du peuple sile pontife faisoit seulement mine d'un attentat contre lui, il hasardale voyage et arriva auprès du pape, pendant que Paul se rendoit au lieu de la conférence, assigné par César. Elle ne fut pas longue. Borgia, qui avoit son plan de trahison tout arrangé, accorda ce qu'on voulut, mit sur-le-champ les conditions à exécution; et, quand la confiance fut bien établie, par un stratageme adroit il surprit Paul des Ursins et les principaux des confédérés dans la ville de Sinigaglia, où il les avoit invités à le venir joindre avec leurs troupes, en fit étrangler deux dans la place publique, et jeta dans un cachot des Ursins et le duc de Gravina, destinés au même supplice.

Le pape n'attendoit que le succès de cette perfidie, pour en exercer une pareille sur le cardinal. Il l'avoit reçu avec les plus grands honneurs, et l'admettoit familièrement à son audience. Un jour, comme il se retiroit, des officiers du pape le prièrent civilement de ne

VI.

pas aller plus loin, et d'accepter un appartement dans le Vatican. On lui en avoit préparé un magnifique; il ne lui étoit pas libre de le refuser. Il l'accepta. Ses parens et ses amis profitèrent quelques jours de la permission de le visiter; mais, comme le peuple commençoit à murmurer, Alexandre, à ce qu'on croit, le fit empoisonner, se montra fort touché de sa mort, et lui fit faire de magnifiques funérailles. Cette nouvelle parvenue à César fut le signal de la mort de ses deux prisonniers. Il les fit exécuter, ainsi que tous ceux de la même famille dont lui et son pere purent s'assurer. Pour donner une ombré de justice à ces crimes, Alexandre publia que les Ursins avoient été trouvés coupables de haute trahison, et ordonna à son fils, gonfalonier de l'Eglise, de confisquer leurs biens au profit du saint Siège: ce que César ne manqua pas d'exécuter, en usant de formalités qui lui en assuroient à lui-même la jouissance et la possession.

La protection accordée par Louis All à ces hommes décriés étoit aussi nuisible à ce prince qu'utile à Ferdinand. Gonzalve son général profita de l'ambiguité du traité de partage pour former des demandes, s'autoriser à des surprises et à des empiétemens. En effet, nui traité aussi essentiel n'a été rédigé d'une manière si vague et si indéterminée. Il portoit que l'Abruzze et la terre de Labour appar-

tiendroient à la France, la Pouille et la Calabre à l'Espagne, sans autre distribution ou arrangement fixé sur la contenance, l'étendue, les annexes, et les revenus de ces provinces; s'il s'élevoit des contestations entre les nouveaux détenteurs, elles devoient se terminer de gré à gré. En attendant la décision, les généraux respectifs s'emparoient de ce qui étoit à leur bienséance. On étoit convenu de partager le produit de la douane des bestiaux, qui tous les hivers venoient paître dans les plaines de la Capitanate; mais on avoit négligé de décider à qui appartiendroit le fonds de ces riches pâturages. On avoit gardé un silence pareil sur la fertile Basilicate, et C'étoit dans ces deux provinces intermédiaires que s'exerçoient les empiétemens opposés des deux généraux. Le duc de Nemours, Louis d'Armagnac, le dernier prince de ce nom, venoit d'être établi au-dessus de d'Aubigny, par le titre de gouverneur général ou de vice-rei : mettoit-il garnison dans une ville de quelque partie contestée, Gonzalve en introduisoit une dans la voisine. Elles se provoquoient, parcouroient la campagne pour se surprendre, et cansoient de grands dégâts. Les seigneurs napolitains, voyant leur pays devenu le théâtre d'une guerre de ruine et de désolation, engagèrent les généraux à s'aboucher pour régler les prétentions de leurs princes. Ils se rendirent dans un lieu convenu, escortés de jurisconsultes, chargés eux-mêmes de procès-verbaux d'arpentage, de procédures volumineuses, etd'anciens jugemens contradictoires, prononcés en différens temps. Les uns réclamant l'esprit du traité, ce qui nécessairement prêtoit à l'arbitraire, et les autres s'appuyant sur la lettre, qui n'étoit pas suffisante, il fut impossible de s'accorder. Dans cet embarras, les bazons napolitains obtinrent qu'on en référeroit aux deux monarques. Tous deux, mais mar des motifs différens, recommanderent des transactions à l'aimable. Ferdinand, qui r'etoit pas encore prêt, autorisa même son genéral à consentir à des cessions. Mais Gonzalve, qui avoit le secret de son maître, qui avoit remarqué le peu de concert qui existoit entre les généraux françois, mécontens pour la plupart du nouveau chef que la faveur leur avoit donné, et qui comptoit d'ailleurs sur les secours prochains qu'il attendoit de Sicile, se hata de rendre la guerre inévitable, en chassant les postes françois de diverses places. Louis, à cette nouvelle, reconnoissant au'il étoit joué, confisqua les propriétés de tous les négocians espagnols en France, donna ordreau duc de Nemours de repousser les Espagnols, et lui fit passer des renforts. Gonzalve, qui n'avoit pas encore reçu les siens, se vit contraint de faire retraite devant l'armée françoise, et s'enferma dans Barlette. Prudent à contre-temps, et contre l'avis des autres généraux, le duc de Nemours se contenta del'y bloquer; mesure qui fut inutile, parce que les Vénitiens, qui secondoient sous main Gonzalve, lui firent tenir des vivres par la mer.

En le poussant devant eux, les François firent le siège de Canose, défendue par deux braves Espagnols qui avoient résolu de s'ensevelir sous ses ruines. C'étoient le capitaine Péralte et Pierre Navarre, le Vauban de son siècle, redoutable surtout dans les siéges qu'il dirigeoit, parce qu'inventeur de la pratique des mines, lui seul la possédoit alors, et qu'on ignoroit encore les moyens d'en prévenir les terribles effets. Il fallut trois assauts et un ordre exprès de Gonzalve pour les forcer à remettre la place. Les François donnèrent à la garnison, qui sortit par capitulation, deux capitaines comme sauvegardes, en cas qu'elle fût rencontrée, en se rendant près de Gonzalve, par les partis qui couroient la campagne. Quand l'Espagnol eut la garnison, il refusa de laisser retourner les deux capitaines, qui étoient d'habiles généraux dont il vouloit priver l'armée françoise; et il menaça, si en le pressoit à cet égard, de les enchaîner comme forçats sur ses galères. Péralte, indigné de ce procédé, les fit sauver; mais Gonzalve, irrité, le fit charger lui-même de fers,

et l'auroit fait pendre, s'il n'avoit trouvé

moyen de s'évader.

Tel général, tels soldats, pourroit-on dire à l'occasion de quelques supercheries que des chevaliers espagnols se permirent dans des combats particuliers qui eurent lieu pendant l'inaction du blocus de Barlette. Onze Espagnols contre onze François se marquèrent le champ pour un assaut sous les murs de Trani. Une des principales lois de la chevalerie, et très-rigoureusement recommandée, étoit de ne point diriger les lances contre les cheyaux. Les Espagnols, se mettant au-dessus du scrupule, pour le désir de vaincre, en abattirent neuf à la première course. Comme, selon les mêmes lois, les chevaliers démontés ne devoient plus combattre, l'effort des onze Espagnols tomba sur les deux François restés à cheval, qui étoient Bayard et François d'Urfé, digne compagnon du chevalier Sans-Peuret Sans-Reproche. Ils manœuvrèrent si bien en se faisant un rempart des chevaux de leurs compagnons, et parèrentsi adroitement les coups qui leur étoient portés , qu'ils atteignirent l'heure fixée pour la durée du combat, et sortirent de la lice ni vainqueurs ni vaincus. Quelque temps auparavant , Bavard avoit donné le même spectacle aux armées, en combattant contre l'Espagnol Sotomayor, qui avoit été son prisonnier, et qui, s'étant

échappé contre la parole qu'il lui avoit donnée, avoit été défié par Bayard pour les propos injurieux qu'il s'étoit permis contre son honneur. L'Espagnol fut vaincu, et la grièveté de ses blessu es ne permit point au chevalier françois de lui laisser la vie, qu'il vouloit lui accorder. Dans un autre combat, consenti par Gonzalve, entre douze François et douze Italiens servant sous ses drapeaux, ceux-ci furent presque tous culbutés au premier choc. Cet avantage faisoit espérer aux François d'être bientôt vainqueurs; mais, contre d'autres lois expresses de la chevalerie, les Italiens s'étoient munis d'un fer pointu et tranchant, qu'ils tenoient caché; et ceux qui étoient démontés, se glissant entre les combattans, perçant le ventre des chevaux de leurs ennemis, firent obtenir la victoire à leurs champions.

[1503] On travailloit à la discussion des droits respectifs dans les deux cours de France et d'Espagne, mais avec des intentions bien différentes. Louis XII voyant tirer en longueur cette malheureuse guerre de Naples, commencée d'une manière si brillante, paroissoit désirer sculement de n'être pas houteusement expulsé de sa conquête, et de ne pas tout perdre. Ferdinand vouloit tout acquérir; mais, même avec les secours qu'il tiroit des Vénitiens et des princes italiens, ja-

loux du roi de France, avec ceux qu'il espéroit du pape et de son fils, qui montroit du penchant à se laisser acheter, et avec ceux enfin de Maximilien, toujours prêt à s'armer contre les François, il lui étoit difficile de tenir tête à Louis, s'il ne le trompoit, et s'il ne réussissoit à le tenir dans l'inertie, pendant qu'il mettoit lui-même la plus grande activité à garnir ses places, à renforcer son armée, et la rendre supérieure à celle de son compétiteur.

Mais tromper Louis étoit devenuume entreprise assez difficile, parce que la cour de France avoit été si souvent abusée par de fausses démonstrations de bonne foi qu'elle se tenoit sur ses gardes. Envoyer un exprès chargé de propositions, c'étoit pour Ferdinand courir peut-être plutôt le risque d'éveiller les soupcons, qu'un moyen de réussir. La fortune lui en fournit un dont le François ne pouvoit se défier, et qui nécessairement devoit attirer sa

consiance.

Nous avons vu Philippe, archiduc d'Autriche et souverain des Pays-Bas, gendre de l'Aragonois, se rendre en Espagne en passant par la France. Ce prince s'ennuyoit à la courtrop sérieuse de Ferdinand et d'Isabelle, son beau-père et sa belle-mère. Il désiroit fortement se délivrer de cet esclavage; et, après quelques insinuations inutiles, il déclara fer-

mement qu'il vouloit partir, quoique sa femme le conjurât d'attendre du moins ses couches, qui ne devoient pas tarder. Comme il se proposoit de repasser par la France où il avoit été si bien reçu, le beau-père conçoit le dessein de se servir de lui pour amuser et tromper le roi. Il montre à son gendre le plus grand désir de terminer tous ces différends qui le fatiguent et l'importunent, et lui trace un plan de conciliation dont il le rend maître, promettant de ratifier sans restriction tout ce qui seroit convenu.

Philippe part plein d'espérance, se regardant comme un ange de paix qui alloit chasser l'air empesté de la guerre prêt à s'étendre peut être sur toute l'Europe. Ferdinand, méditant une fourberie, ne vouloit cependant pas que son gendre, qui en seroit l'instrument, en souffrit; il exigea que ce prince demandât des otages avant de s'engager dans la France. Pour lui complaire, Philippe pria qu'on lui en accordât; mais il les renvoya avant que de toucher les frontières. Il trouva le roi à Lyon, où il s'étoit rendu pour hâter les secours de toute espèce qu'il destinoit à son armée de Naples.

Le projet que présenta l'archiduc se trouva très-équitable, fort convenable aux deux partis, et même un peu plus avantageux à la France qu'on n'auroit osé l'espérer. On n'avoit garde de se défier de celui qui le proposoit. Le traité se conclut. Le petit duc de Luxembourg, fils de l'archiduc et petit-fils de Ferdinand, épousera madame Claude de France. Le grand-père cédera au petit prince la partie de Naples qui lui est attribuée, et Louis XII l'autre partie à Claude sa fille, avec le titre de reine. L'archiduc, jusqu'à ce que ses enfans soient unis, gouvernera la portion de son fils, et Louis XII celle de sa fille. Gonzalve et ses Espagnols seront rappelés, et l'archiduc mettra à sa place tel gouverneur, et à la place de ses soldats telles autres troupes qu'il voudra.

Grande allégresse à la cour sitôt que le traité est signé. On n'hésite pas à croire qu'on va jouir d'une paix durable. Louis XII, plein de sécurité, enchanté de pouvoir épargner de bonne heure à ses sujets les frais d'une nouvelle armée, fait cesser ses préparatifs, et notifie le traité à son général. Philippe, de son côté, envoie ses ordres à Gonzalve, et attend avec assurance la nouvelle de son obéissance. Cependant il s'élève quelques nuages. On apprend que des vaisseaux chargés de troupes espagnoles ont passé devant Marseille, se dirigeant vers la Sicile; mais comment soupconner que le beau-père fasse servir son gendre à une insigne fourberie? On éloigne ces inquiétudes, et on se plaît à croire qu'on va recevoir la ratification de Ferdinand, et la certitude de l'embarquement des troupes de Gonzalve et de sa retraite.

Mais un courrier arrive. Il apporte à l'archiduc des lettres de son bean-père. Le prince lit: elles étoient pleines de réprimandes aigres, et en termes peu ménagés. « Vous vous êtes, lui disoit-il, laissé mener comme un enfant. Vous n'avez songé qu'à complaire au roi de France pour gagner ses bonnes grâces, et peut-être pour qu'il vous aide à dépouiller votre beau-père et votre belle-mère. » Ces reproches étoient suivis d'une ferme protestation de ne rien accomplir de ce qui avoit été convenu. Philippe, tres-étonné, montre ses instructions, prouve qu'il ne s'en est point écarté, ni ne les a outre-passées. Il demande qu'il lui soit permis d'écrire en Espagne pour rappeler ses parens à des résolutions plus équitables, et offre de ne point sortir du royaume qu'il n'ait obtenu une pleine satisfaction. Louis XII répond noblement qu'il ne punit point l'innocent pour le coupable. « Vous êtes venu, dit-il à l'archiduc, sur ma parole; vous pouvez rester ou partir, comme il vous plaira. J'aime mieux perdre un royaume, dont la perte après tout peut se réparer, que de perdre l'honneur, qui ne se recouvre jamais. » Cependant on comptoit un peu sur son offre de rester comme otage; mais l'ennui le prend, et une indisposition qui survient lui suggère l'idée de voyager et d'aller voir sa sœur, duchesse de Savoie. Il s'y fait porter en litière avec l'agrément du roi; mais, sitôt qu'il touche la frontière, sa santé reparoît. Il traverse rapidement la Franche-Comté, passe le Rhin, s'abouche avec Maximilien son père, et retourne dans ses états.

On ne tarda pas à apprendre ce qui se passoit dans le royaume de Naples. Les troupes envoyées par le roi d'Espagne étant ensin pas-sées de Sicile en Calabre, le duc de Nemours, pour n'avoir pas essayé de forcer Gonzalve dans Barlette, se vit obligé de faire tête de deux côtés. Les détachemens qu'il put confier à d'Aubigny pour se rendre en Calabre, quelque foibles qu'ils fussent, laissoient de grands intervalles dans sa circonvallation. Gonzalve en profita pour former des attaques contre divers postes françois. Celui de Rouva, confié à la garde de Chabannes de La Palice, petitneveu du fameux Chabannes de Dammartin. et dont l'activité ne cessoit de déjouer toutes les mesures de Gonzalve, fut attaqué des premiers. La Palice soutint trois assauts: au dernier, placé sur la brèche comme une tour inébranlable, écartant avec sa lance et culbutant dans les fossés les ennemis qui se présentoient, il y fut précipité lui-même par une caque de poudre enflammée qui le frappa à la tête, et

dont le feu pénétra tellement son armure que la fumée sortoit par toutes les ouvertures. Il se releva néanmoins et combattit encore; mais, forcé ensin de se rendre, il jeta auparavant son épée le plus loin de lui qu'il lui fut possible. Gonzalve essaya de profiter de ce hasard pour s'emparer sans coup férir de la forteresse de la ville, et menaça La Palice d'une mort honteuse, s'il ne donnoit ordre à son lieutenant de la livrer. Traîné à cet effet au pied du fort, « Cornon, cria La Palice à ce lieutenant, Gonzalve, que vous voyez ici, menace de m'ôter un reste de vie si vous ne vous rendez promptement. Mon ami, vous devez savoir en quel état est la citadelle, regardez-moi comme un homme mort, et, si vous avez quelque espoir de tenir jusqu'à l'arrivée du duc de Nemours, faites votre devoir. » Cornon se défendit : mais il étoit sans munitions, et ne put empêcher que la place ne fût bientôt emportée. Gonzalve se respecta assez pour épargner La Palice; mais il refusa de le mettre à rançon. Il envoya même aux fers tous les hommes d'armes qui furent faits prisonniers, et réduisit les simples soldats à l'humiliant emploi de forçats. C'est du moins ce dont les François l'accusèrent.

Il étoit temps encore de rappeler d'Aubigny, pour tenter un dernier effort contre Gonzalve. Mais d'Aubigny avoit en Calabre

VI.

des intérêts personnels qui lui firent trouver des raisons pour ne point accéder aux demandes du duc de Nemours, lequel se trouva ainsi destiné à n'opposer partout que des forces insuffisantes. Les talens de d'Aubigny ne purent y suppléer. Contre une armée supérieure par le nombre, il s'étoit réduit à une guerre de chicane qui d'abord lui avoit assez bien réussi. Posté de manière à empêcher le passage du Marro, il retenoit les Espagnols dans la partie ultérieure de la province, lorsque ceux-ci, divisant leurs forces, amusèrent le général françois avec une partie, tandis que l'autre, sous la conduite de Ferdinand d'Andrada, de Hugues de Cordonne et d'Antoine de Lève, traversa la rivière près de Séminara. Aussitôt que d'Aubigny en fut informé, il vola de ce côté, espérant y rencontrer l'ennemi en désordre; mais il le trouva tout formé. Soit consiance en son courage, soit nécessité et crainte d'être enveloppé, il l'attaqua néanmoins, et malgré tout le désavantage que lui donnoit sa course. Au premier choc sa cavalerie enfonça la cavalerie espagnole; mais pressée ensuite par l'infanterie, elle ne put rétablir ses rangs, et la journée fut perdue pour lui dans ces mêmes plaines où, huit ans auparavant, il avoit triomphé de Gonzalve et du jeune Ferdinand. Contraint de céder, il se fit jour à travers les bataillons ennemis, et se réfugia à Angirola avec quelques cavaliers. Bientôt investi dans cette place, il fut forcé de se rendre faute de vivres.

Gonzalve ignoroit le succès des armes espagnoles en Calabre : mais commençant enfin à souffrir de la disette, et se trouvant d'ailleurs moins resserré, il pensa à reprendre l'offensive. Il étoit sorti de Barlette et approchoit de Cérignoles, lorsqu'un parti françois, qu'il reconnut lui fit soupconner que l'armée ennemie n'étoit pas éloignée. Il se donne aussitôt les avantages de la position, en se fortifiant dans une vigne élevée qu'il fait ceindre d'un large fossé. Cet ouvrage étoit à peine terminé que le duc de Nemours arrive. La fatigue de la marche lui fait proposer de remettre l'attaque au lendemain, et la plupart des généraux appuient cet avis. Mais les Suisses veulent combattre, et menacent de se retirer si l'on ne se rend à leur désir. Yves d'Alègre, qui jouissoit d'une grande autorité dans l'armée, appuie leur demande, et prend occasion de la circonspection du général pour faire naître des doutes sur son courage. Aemours, aussi pen maître de ses résolutions que de son ai mée, cède à un tel reproche, et, foible général, il ordonne le combat contre sa propre opinion et dans la vue de venger son honneur. Les Suisses font en vain des prodiges

pour arracher les palissades, le canon de l'ennemi, plongeant sur les François, en moissonne l'infanterie, sans que la cavalerie, inhabile à agir sur un terrain mouvant qui s'ébouloit sous les pieds des chevaux, puisse la soutenir. Dans cette extrémité, Nemours donne lui-même à la tête de l'avant-garde, dans l'espoir de fixer la fortune du combat; mais, comme il longeoit le fossé de la vigne, une balle de mousquet l'étend mort sur la place. La consternation gagne aussitôt les rangs, l'attaque mollit, Gonzalve qui s'en aperçoit fait une sortie, et l'armée est bientôt en pleine déroute. La chute du jour prévint sa ruine entière. Les foibles débris qui en échappèrent, après avoir reconnu le danger de s'enfermer dans de grandes villes, mal disposées et peu munies de vivres, se réfugièrent à Gaëte et dans les châteaux de Naples. Gonzalve tarda peu à prendre possession de cette dernière ville et à commencer le siége des forts qui se promettoient une longue résistance. Mais les talens de Pierre Navarre firent évanouir cette espérance; et le château même de l'OEuf, situé au milieu de la mer, défia en vain son art. A l'aide de quelques barques couvertes; il attacha de nuit le mineur à son roc, et la chute offrit bientôt une brèche qui donna accès aux Espagnols. Moins heureux à Gaëte, qui fut ravitaillée par une escadre

françoise, Gonzalve, après des assauts inu-

tiles, se réduisit à la bloquer.

Gaëte a un bon port propre à recevoir les secours qu'on pouvoit envoyer de France. Le roi , instruit des expéditions de Gonzalve , somma Ferdinand et Philippe d'observer le traité de Lyon, et celui-ci de se joindre à lui contre son beau-père, s'il refusoit d'acquiescer à sa demande. Tous deux lui répondirent par des ambassadeurs chargés de propositions vagues, et faites uniquement pour l'amuser. Aussi Louis XII les chassa-t-il brusquement de sa présence, et se détermina à employer contre Ferdinand des efforts capables de le faire repentir de sa perfidie. Il leva trois armées. La première, composée de Gascons sous le commandement du vieux Alain d'Albret, autrefois son rival près d'Anne de Bretagne, devoit pénétrer en Espagne par Fontarabie; la seconde, aux ordres du maréchal de Rieux, attaquer le Roussillon; et la troisième, plus forte que les deux autres, commandée par La Trémouille, entrer en Italie, la traverser, et, ramassant les débris de Séminara et de Cérignoles, aller droit à Naples, tandis que deux escadres sorties de Marseille inquiéteroient, l'une celles des côtes du royaume de Naples qui étoient en la possession des Espagnols, et l'autre celles de Catalogne et de Valence.

Voici le sort de ces grands préparatifs. Le sire d'Albret, dont l'armée étoit presque toute composée de ses vassaux, ne jugea pas à propos de les exposer à une défaite perni-cieuse à ses états. De plus, il croyoit qu'il lui étort important de ménager le voi d'Espagne, voisin formidable dont il craignoit le ressentiment pour le roi de Navarre son fils; de sorte qu'il différa tou ours d'attaquer, et que son arinée, promenée dans des pays rudes entre des monts escarpés, manquant souvent de vivres, se fondit d'elle-même. Le maréchal de Rieux, traînant après lui le ban, l'arrière-ban et les milices bourgeoises du Languedoc, fut arrêté dès les premiers pas par la ville de Salces, que Ferdinand avoit fait fortifier par Pierre Navarre avec tout le soin d'un homme qui s'attend à la guerre. Rieux tomba malade. Le siège, fait mollement et avec lenteur, donna le temps à Ferdinand d'assembler une armée de quarante mille hommes. Elle investit tout à coup Dunois, qui remplaçoit Rieux. Le petit-fils du défenseur du trône sous Charles VII fit sa retraite avec tant d'ordre et de bravoure, qu'il ne put être entamé. Il réfugia sa débile armée dans les murs de Narbonne, et fut obligé d'abandonner la campagne à l'ennemi qui prit quatre petites villes, les rançonna, ravagea la campagne et rétrograda chargé de butin.

harcelé cependant par Dunois, qui, forcé de renoncer à des victoires éclatantes, ne se retira pas sans gloire. Quant aux deux escadres, battues par la tempête, elles ne firent sur les côtes ennemies que des tentatives inutiles, et rentrèrent dans le port de Marseille, délabrées, et pour long-temps incapables de service. Louis, désolé de ces pertes, fit, par des personnes interposées, des propositions de paix à Ferdinand. Il résulta de leurs démarches une trève de trois ans entre les deux couronnes pour leurs états contigus, mais non pour l'Italie, où l'on pouvoit continuer de se battre.

La Trémouille y avança rapidement sans rencontrer d'obstacles de la part des républiques et petits princes, tous effrayés et soumis. On n'avoit à craindre que les Borgia, qui, appuyés par les Vénitiens, toujours jaloux de la puissance de Louis, pouvoient susciter des difficultés qu'il falloit aplanir avant que d'aller plus loin. Arrivé sur les confins de l'état ecclésiastique, le cardinal d'Amboise, qui étoit avec l'armée, fit sonder les dispositions d'Alexandre et de son fils. On les a vus jusqu'à présent attachés à la France, mais en mercenaires; car, lorsqu'ils apprirent les désastres des François à Naples, ils se laissèrent facilement gagner par Gonzalve. L'Espagnol paya leur défection par quelques places frontières qu'il leur abandonna. Le pape, pendant le court triomphe des François, leur avoit per-mis de faire des achats de blé à Rome. Quand il les vit en détresse, il fit mettre le scellé sur les magasins, et les exposa à mourir de faim dans le pays dévaste qu'ils occupoient. L'armée françoise rassemblée sous les murs de Rome pouvoit punir cette trahison; mais le cardinal d'Amboise, appliqué à se ménager la faveur de César en cas de vacance, qui ne pouvoit pas tarder, préféra de négocier. Les Borgia promirent de s'attacher à la France, si le roi consentoit à ne plus soutenir le reste de la famille des Ursins, qu'elle protégeoit encore. Le cardinal, toujours chatouillé du désir de la tiare, qu'il espéroit des intrigues du fils après la mort de sonpère, obtint encore du roi ce honteux sacrifice.

Ce fut le dernier. Alexandre et César voulant empoisonner des cardinaux dont ils convoitoient les richesses, et qu'ils avoient invités à un festin, furent empoisonnés eux-mêmes, par l'erreur d'un domestique qui se trompa de vase. L'effet du poison fut subit sur le pape, qui vécut huit jours dans les tourmens, et sans doute dans les remords. Le fils, doué d'une forte constitution, et dans la vigueur de l'âge, sauva sa vie à l'aide d'un contrepoison pris sur-le-champ; mais il lui resta une foiblesse et une langueur qui l'empêchèrent d'agir avec toute l'activité qu'il s'étoit proposée, lorsqu'il songeoit d'avance aux moyens qu'il faudroit employer pour conserver ses dignités et sa fortune, quand la mort

de son père arriveroit.

Cependant il ne s'abandonna pas lui-même, et la charge de gonfalonier de l'Eglise, ses troupes et son courage le rendirent important dans les deux conclaves qui suivirent. Celui qui en conduisit les intrigues et en profita à la fin fut le cardinal Julien de La Rovère, natif des états de Gênes, génie actif, plein de ressources et de vigueur. Pour se mettre la tiare sur la tête il fallut abuser deux fois le cardinal d'Amboise, qui la désiroit vivement, et avoit autour de Rome une armée à sa dis-

position.

La Rovère, persécuté par Alexandre VI, avoit trouvé un asile en France, et obtenu même la légation d'Avignon par la protection du premier ministre. Il se proclamoit hautement ami du cardinal, et serviteur de la monarchie françoise, par devoir non moins que par inclination, depuis que Gênes s'étoit donnée à la France, lors de la première entrée du roi en Italie. Comment ne pas se fier à des protestations fondées sur de pareils titres? D'Amboise y prit confiance, malgré les avertissemens que César lui fit passer que La Rovère le trompoit.

Pendant l'agonie de son père, le gonfalonier s'étoit rendu maître du Vatican et d'une partie de la ville, par des corps-de-garde distribués dans les principaux quartiers. Le général françois y avoit aussi introduit des troupes. Les cardinaux déclaièrent qu'ils ne procederoient pas à l'élection tant que les unes et les autres ne seroient pas éloignées. La Rovère se chargea d'aller signifier cette résolution , qu'il avoit lui-même inspirée. En la portant à son ancien ami, et le traitant comme s'il ne pouvoit exister de doute qu'il dût être souverain pontife, il lui remontra combien il étoit important que le roi d'Espagne et les autres ennemis de la France ne pussent inculper son élection du défaut de liberté ; ce qui arriveroit s'il ne rappeloit les troupes françoises, et s'il n'engageoit pas César à retirer les siennes. D'Amboise se laissa persuader, obtint de Borgia, ma 'gré sa répugnance, qu'il abandonnat ses postes, et fit sortir tous les François de Rome. Aussitôt les cardinaux, auxquels La Rovère, encore peu assuré de la pluralité des suffrages pour lui-même, avoit fait entendre qu'afin de ne choquer aucune puissance ils ne devoient choisir ni François ni Espagnol, élurent l'Italien Picolomini, Pie III, qui étoit malade et languissant.

Cetté élection, dit La Rovère à d'Amboise, a été jugée par le sacré collège nécessaire pour convaincre l'univers qu'il jouit d'une entière liberté; mais ce n'est qu'un dépôt remis pour quelques semaines entre des mains qui le laisseront bientôt tomber dans les vôtres. Qu'un homme possédé par une passion est aisé à tromper! Pendant vingt-huit jours que dura le pontificat de Picolomini, La Rovère continua à posséder la confiance d'Amboise, quoique, sous ses yeux, ce prétendant négociat pour la tiare avec les Vénitiens, avec les barons romains, avec César lui-même; il gagna celui-ci en promettant de lui conserver la charge de gonfalonier. César, comptant peu sur la protection du ministre françois, qu'il voyoit si facile à se laisser amuser, obtint à ce candidat les suffrages de la faction espagnole, avec laquelle il venoit de se réconcilier; et les mesures furent si bien prises, que le soir même que les cardinaux entrèrent dans le conclave, et avant qu'il ne fût fermé, ils élurent le neveu de Sixte IV, Julien de La Rovère, qui prit le nom de Jules II. D'Amboise s'étoit laissé grossièrement tromper. Il dévora sa honte en silence, sit au nouveau pape les soumissions qu'il lui devoit en cette qualité, en recut la dignité de légata latere pour la France, et partit. L'armée, qui, à la suite de cette intrigue, avoit perdu près de Rome un temps précieux, se mit en marche pour Naples.

Jules se voyoit placé sur le saint Siége sans troupes ni argent; cependant il brûloit du désir de dominer l'Italie, et de devenir monarque puissant plutôt que saint pontife. Le gonfalonier au contraire avoit tous les moyens qui manquoient au pape. Jules con-cut le projet de se les approprier. Par de douces insinuatious, il tire César du château Saint-Ange, ou il s'étoit fortifié, le loge près de lui avec ses capitaines, se plaint confidemment des usurpations des barons romains, lui propose d'aller lui-même leur arracher ces possessions, à charge de lui en abandondonner une partie. Le gonfalonier consent, et fait partir d'avanceses troupes par terre pour la Romagne , où devoient se faire les principales exécutions. Quant à lui, commeil étoit encore foible et languissant, il s'embarque sur le Tibre; mais il n'est pas plutôt séparé de son armée que le pape le fait arrêter, ramener à Rome, et exige de lui un ordre au gouverneur de Césène, où étoient ses trésors, de remettre aussitôt la placeà celui qui pré-senteroit ce commandement. L'officier, instruit par des ordres secrets, refuse d'obéir, et fait pendre ceux qui se présentent. Alexandre VI, en circonstance pareille, auroit sa s doute forcé son prisonnier, par la torture ou par d'autres moyens, à exiger de son dépositaire une prompte et entière remise de ses

trésors; mais Jules, le violent Jules, qu'on ne soupconnera pas d'indulgence et d'égards quand il s'agissoit de ses intérêts, se contenta de tirer du gonfalonier une renonciation absolue à ce qu'il possédoit des terres de l'Eglise, et un nouvel ordre à tous les commandans de les remettre sans délai aux troupes du pape.

Borgia restoit prisonnier en attendant l'exécution, qui s'opéroit lentement. Dans cet intervalle, il parvient à se sauver, et se réfugie auprès de Gonzalve, avec lequel, en rentrant au service de France, il ne s'étoit pas entièrement brouillé. Dans cet asile, il appelle les capitaines qu'il avoit été forcé de licencier avec leurs soldats. Comme il étoit brave, et qu'il payoit généreusement, tous s'empressent de se rendre auprès de lui. L'Espagnol les reçoit aussi bien qu'il avoit accueilli leur chef, leur donne de bons quartiers autour de Naples, écoute avec un air de satisfaction les projets de Borgia pour se venger du pape et retirer de ses mains les villes qu'il avoit été forcé de lui abandonner. Gonzalve approuve tout, fait préparer des vaisseaux pour l'expédition, les charge de munitions et de vivres, et comble César de caresses. Enfin lorsque, la veille du départ, celui-ci vient lui faire ses adieux, il le retient à souper, et l'embrasse tendrement par trois fois avant que de le quitter; mais à peine la porte de la salle du

VI.

festin est fermée sur lui qu'il le fait arrêter. L'infortuné pousse un profond soupir, et se laisse conduire en silence sur un vaisseau qui le transporte en Espagne. Il y fut retenu deux ans dans une dure captivité, s'évada et se retira auprès du roi de Navarre son beaufrère. Il y avoit alors guerre entre le monarque et ses vassaux. César n'étoit pas homme à voir des soldats aux mains sans se mêler à eux. Il se met à la tête des troupes royales, est frappé d'une flèche et meurt de sa blessure. Il fut enterré dans la cathédrale de Pampelune dont il avoit été évêque avant que de commencer sa carrière militaire.

L'armée françoise étoit en bon état; mais La Trémouille, le seul général qu'on pût opposer au grand capitaine, tomba malade, au point qu'il fallut promptement lui donner un successeur. Ce fut Jean-François de Gonzague, marquis de Mantoue, le même qui commandoit les Vénitiens contre les François à la bataille de Fournoue. Mauvais choix; non qu'il ne fût pas brave et bon capitaine, mais parce qu'il étoit lent et indéterminé, parce que le voisinage de son petit état avec le Milanez pouvoit lui faire désirer que le roi de France ne devint pas si dominant en Italie, et qu'il étoit à craindre que cette considération n'influât sur sa conduite. Les événemens ne instifierent que trop l'improbation et le mé-

contentement des capitaines françois, qui se

virent préférer un étranger.

Un revers signala son début : il envoya sommer Roccasecca, simple forteresse; le gouverneur sit pendre le trompette. Les François montèrent intrépidement à l'assaut, et furent repoussés avec une valeur égale à celle qu'ils avoient déployée. Un renfort considérable, introduit par Pierre Navarre, força le marquis à dissimuler l'insulte cruelle qui lui avoit été faite en la personne de son trompette, et à lever le siège sous prétexte de chercher des postes avantageux, et peut-être avec le dessein de le faire. Il fatigua ensuite l'armée par des marches difficiles, la mena à la vérité en présence de l'ennemi, traversa même le Garillan en sa présence, mais s'y arrêta; et, sans inquiéter Gonzalve, qui s'étoit affoibli pour tenter un effort contre le château de Rocca Evandra, il lui abandonna pour ainsi dire un détachement considérable qui y étoit renfermé. Ces braves, espérant à chaque instant du secours, se défendirent jusqu'à l'extrémité, et furent tous passés au fil de l'épée. Un cri d'indignation s'éleva dans l'armée. Le capitaine Louis d'Hédouville de Sandricourt dit en face au général, en plein conseil, qu'il étoit un traître, et qu'il le lui prouveroit quand il voudroit les armes à la main. Le tranquille Gonzague écouta froidement ce défi, ne le releva pas, feignit une maladie, quitta le commandement, et prit le chemin de Mantoue avec une escorte qu'il se choisit, et qui, après l'avoir remis dans son pays, passa au service du roi d'Es-

pagne. Louis, marquis de Saluces, que Louis XII avoit nommé vice-roi de Naples à la mort du duc de Nemours, prit la place de Gonzague. Mieux intentionné, il ne fut pas plus heureux. Les délais du marquis avoient donné au grand capitaine le temps de rassembler son armée, qui, attaquée à propos du temps de Gonzague, auroit été trop foible pour empê-cher celui-ci de pénétrer jusqu'à Naples. L'Espagnol, déterminé à fermer aux François le chemin de la capitale, fait camper ses troupes derrière des retranchemens, qu'il élève dans les gorges des montagnes, à quelque distance des bords du Garillan. Les pluies d'automne survinrent. Ses soldats, campés dans ces marais fangeux, célèbres pour avoir autrefois caché Marius, s'impatientoient et murmuroient; mais il les soutenoit, en prenant grand soin d'ailleurs qu'ils ne manquassent de rien, et leur donnant lui-même l'exemple de la patience et de la fermeté. Ce ne fut que lorsque les chemins furent devenus tellement impraticables qu'il ne pût pas naître aux François la pensée de s'y hasarder, qu'il sit retirer ses troupes en les cantonnant dans la ville de Sessa.

Pendant que les Espagnols supportoient avec constance les incommodités de leur position, les François, campés sur la rive op-posée, jouissoient à la vérité d'un terrain sec; mais ils souffroient de la disette des vivres, et surtout de celle des fourrages. Ce soin, plus impérieux que celui des aises de la vie, et les tracasseries que les munitionnaires faisoient éprouver aux hommes d'armes, força la cavalerie, qui formoit la plus grande partie de l'armée, d'aller au loin s'établir en grands détachemens pour se procurer des subsistances. Instruit par ses espions, le grand capitaine passe le sleuve sur un pont qu'il construit à l'insu des François; et, faisant attaquer le leur pour fixer leur attention de ce côté, il s'avance avec le reste de ses troupes pour les euvelopper. Il n'y avoit qu'une prompte retraite qui pût sauver l'armée : Saluces l'ordonna, et sit d'abord rompre son pont pour retenir au moins l'arrière-garde ennemie au-delà du fleuve. L'artillerie légère marchoit devant; l'infanterie et la cavalerie la suivoient; les compagnies de Duras, de Sandricourt et de La Fayette formoient l'arrière-garde, avec quinze braves, du nombre desquels étoit Bayard. Ils protégeoient la marche de l'armée, que la cavalerie légère

espagnole, commandée par Prosper Colonne, harceloit sans relâche pour la retarder et permettre à Gonzalve de l'atteindre. Ce fut dans cette retraite que Bayard, apercevant un corps espagnol qui avoit pris le chemin des hauteurs pour tomber, à une certaine distance, sur l'infanterie françoise et la forcer de discontinuer sa marche, partit avec un seul écuyer pour l'observer et prendre poste sur un pont étroit par où cette colonne devoit déboucher dans la plaine. La voyant bientôt arriver sur lui, il dépêche son écuyer pour lui amener du secours, et en l'attendant il soutient seul les premiers efforts de l'ennemi, et a le bonheur de tenir ferme jusqu'à l'arrivée de cent hommes d'armes qui le dégagerent, firent avorter la manœuvre des Espagnols, et permirent à l'armée de gagner Gaëte, qui avoit déjà été leur asile après la défaite de Cérignoles. Les François s'y renfermèrent de nouveau; mais ils perdirent leur grosse artillerie, qui fut submergée avec Pierre de Médicis, qui s'étoit proposé de la conduire par mer à Gaëte, et tous les bagages, qui devinrent la proie des vainqueurs. Peu de cavalerie prit part à cette action : déjà dispersée pour pourvoir à ses besoins, elle se rassembla comme elle put, sous différens capitaines, dans les lieux qu'ils crurent propres à les garantir de la première fureur ordinaire aux paysans contre des troupes débandées. Un grand nombre furent massacrés; et des petits pelotons qui parvinrent à se former, très-peu regagnèrent la France, toujours harcelés par l'ennemi, et réduits à men-

dier leur pain.

[1504] Gaëte pouvoit se défendre longtemps. On savoit qu'il se préparoit des secours à Marseille; que La Trémouille, rétabli, alloit reprendre le commandement, et reparoître à la tête d'un renfort considérable. Mais le découragements'étoit emparé de tous les esprits : capitaines et soldats soupiroient après leur patrie, et ne demandoient qu'à y retourner. Gonzalve eut l'adresse de rendre ce désir plus vif, en présentant le moyen prompt et facile de l'essectuer. Il offrit, en échange de Gaëte, de rendre tous les prisonniers faits depuis le commencement des hostilités, d'accorder à la garnison les honneurs de la guerre, et de lui laisser emporter, ainsi qu'à tous les autres corps de troupes épars dans le royaume, chevaux, armes, bagages et tous autres effets. Cette proposition fut acceptée avec acclamation. Le grand capitaine en exécuta fidèlement une partie, l'autre, il l'interpréta comme il avoit coutume. Il prétendit que les seigneurs napolitains du parti angevin, qui se trouvoient dans l'armée françoise, étant sujets de Ferdinand, actuellement roi de Naples, ne pouvoient jouir du bénéfice de la capitulation que par sa permission; en attendant il les garda prisonniers, et depuis ils furent condamnés à mort, malgré la garantie formelle de leur vie qu'avoitstipulée la garnison françoise. La majeure partie de celle-ci périt elle-même de faim ou de misère dans le retour. Le marquis de Saluces, qui la commandoit, succomba de fa-

tigue à son arrivée à Gênes.

Si Ferdinand fut étonné de la facilité d'une conquête si importante, Louis XII n'en fut pas moins surpris. Il en montra son indignation aux troupes sorties de Gaëte, leur envoya défense de rentrer en France, et leur ordonna de prendre des quartiers en Italie. Il reçut en même temps les nouvelles les plus fâcheuses du Milanez. Maximilien, dans l'espérance de retenir ce duché, dont il avoit promis l'investiture par le traité de Trente, y fomentoit la révolte du peuple. Pour l'appuyer, il y attira les Suisses par l'appât du pillage. Le pape, les Vénitiens et autres républiques, ennemies de la domination francoise, voyant le roi malheureux, se déclarèrent contre lui. Ces coups d'une adversité presque générale, tombant tous ensemble sur Louis, le frappèrent d'un vif chagrin, et lui causèrent une maladie qui le conduisit presque au tombeau.

Anne de Bretagne déploya auprès de lui tous les soins d'une tendre épouse; mais les embarras inséparables de ses affectueuses sollicitudes ne l'empêchèrent pas de songer à sa sûreté et à celle de ses enfans. Elle n'avoit que deux filles, exclues du trône par la loi salique. Par conséquent la couronne alloit tomber sur la tête de François, duc d'Angoulême, descendant, comme Louis XII, du duc d'Orléans, assassiné dans la rue Barbette, et de Valentine de Milan. Il avoit pour mère Louise de Savoie, restée veuve à vingtdeux ans, et qui élevoit son fils avec beaucoup de soin dans le château d'Amboise, où elle tenoit une cour assez gaie pour une veuve. Le maréchal de Rohan-Gié, seigneur breton très-estimé, étoit gouverneur du jeune prince, et commandoit dans le château : honneur qui lui coûta cher par la suite.

La reine, voyant le roi presque désespéré, crut, pendant qu'elle se trouvoit encore en autorité, devoir prendre des précautions contre la mauvaise volonté de la mère du roi futur, avec laquelle elle vivoit froidement. Elle sit embarquer ses meubles et ses bijoux les plus précieux, qu'elle adressa à Nantes par la Loire. Gié, instruit de ces mesures, crut de son côté, en qualité de surveillant des intérêts de son élève, être autorisé à ne pas souffrir le déplacement d'esset sur lesquels le futur

monarque pouvoit avoir des droits. Il ordonna d'arrêter les bateaux, et sut obéi; on dit même qu'il poussa la prévoyance jusqu'à commander qu'on arrêtât Anne elle-même , si elle vouloit aller en Bretagne, et surtout qu'on ne souffrît pas qu'elle y fît passer la princesse Claude, l'aînée de ses filles, et héritière présomptive du duché. De plus, le maréchal se concerta avec le sire d'Albret, ce vieil amoureux disgracié de la duchesse pendant la recherche de Charles VIII, et · l'engagea à lui amener dix mille hommes de ses Gascons, auxquels il comptoit joindre autant d'hommes, pour former une armée qu'il croyoit nécessaire au commencement d'un nouveau règne. Enfin, il avoit ordonné au gouverneur du château d'Amboise, sitôt qu'il apprendroit la mort du roi, de mener le jeune prince dans le château d'Angers, qu'il avoit fait bien fortifier et garnir de vivres et d'une bonne garnison.

Louis XII guérit. L'attachement que la reine lui avoit montré pendant sa maladie augmenta son ascendant sur son époux. Elle cu obtint que le maréchal de Gié, assez malheureux pour que ses gendarmes eussent saisi à Saumur des effets de la reine, fût arrêté comme criminel de lèse-majesté. Le procès dura deux ans. On n'insistoit pas beaucoup sur les mesures que Gié avoit prises contre les

précautions trop actives et prématurées de la reine au moment où son mari sembloit être à l'extrémité, précautions qui étoient cependant le vrai grief qui le faisoit poursuivre; mais sur des propos ironiques et insultans, qu'il se plaisoit, dit-on, à tenir fréquemment contre la foiblesse du roi à l'égard de son épouse, contre la trop grande condescendance du monarque aux volontés de la reine, et sur quelques vices du gouvernement.

Pour avoir des preuves de ces indiscrétions, on fut obligé d'entendre en justice beaucoup des habitués de la cour d'Amboise, qui s'offrirent d'eux-mêmes, notamment Pontbriant, chambellan du prince, qui devoit sa fortune à Gié; le sire d'Albret, complice de ses précautions; enfin, la comtesse d'Angoulême elle-même, aux intérêts de laquelle le maréchal s'étoit sacrifié. Gié, vif et impétueux jusque dans l'état humiliant d'accusé, étoit redouté par les témoins, qu'il ne ménageoit ni dans les conversations privées, ni dans ses mémoires de défense, ni devant le tribunal établi pour le juger.

Pontbriant, avant que de paroître à la confrontation pour soutenir ses dires, pria les juges d'exiger de l'accusé qu'il s'abstiendroit d'expressions choquantes, que sa qualité de gentilhomme ne lui permettroit pas de souffrir patiemment. Gié le promit; mais, quand il entendit la déposition qui lui imputoit des propos insolens contre la reine, et inculpoit de mauvaise intention et de but dangereux des plaisanteries échappées dans des momens de gaîté, il ne put se contenir, et s'écria que « Pontbriant avoit faussement et mauvaisementmenti. » En vain le pria-t-on de souffrir que sa réponse fût écrite en termes plus ménagés; « Il ne mérite pas d'être micux traité, dit-il, c'est un franc hypocrite, un discur de patenôtres; il en dit plus qu'un cordelier, et m'a voulu donner un tour de cordon. » Quant au sire d'Albert, il lui nia en face ses imputations, et le traita avec un souverain mépris.

La déposition la plus embarrassante étoit celle de la comtesse d'Angoulème. Gié se flattoit que, pour les services qu'il avoit toujours rendus à elle et à son fils, et notamment ceux qui le constituoient actuellement en état d'accusé, le témoignage de la princesse lui seroit favorable; mais elle nourrissoit intérieurement contre lui une rancune pour des contradictions que les femmes souffrent difficilement. On dit que le maréchal, traité par la princesse avec bonté et confiance dans les entretiens journaliers que ses fonctions de gouverneur du jeune prince autorisoient, très-riche, fort accrédité, possédant la confiance de son maître, issu d'une des premières

maisons de Bretagne, et veuf, ne se crut pas trop téméraire en aspirant à la main de la mère de son élève. Il fut étonné, ajoutet-on, que ses insinuations ne fussent pas entendues. Il chercha la cause de cette froideur, ets'imagina la trouver dans l'inclination que la jeune veuve avoit pour quelques seigneurs qui fréquentoient le château. Comme il étoit tont puissant, il fit dire à quelques-uns de ne s'y pas montrer si assidument; un des plus soupçonnés osa ne point obéir, le maréchal le fit saisir par les gardes et chasser honteusement. Cette violence, outre qu'elle blessa peut-être le goût secret de la princesse, lui déplut encore, parce qu'elle donnoit lieu à des soupçons injurieux. Comme elle avoit besoin du gouverneur de son fils, elle dévora dans le temps cet affront en silence; mais, quand elle trouva l'occasion de s'en venger, le dépit et le plaisir de punir un jaloux l'emportèrent sur la reconnoissance, et rendirent sa déposition très-défavorable à l'accusé.

Dans cette confrontation, Gié se conduisit avec la plus grande modération. Ileut la discrétion de ne rien insinuer des motifs qui avoient pu déterminer la comtesse d'Angoulême à aggraver son témoignage, motifs qui auroient pu l'autoriser lui-même à la récuser. Sans prétendre donner trop d'importance aux services qui le mettoient actuellement en dan-

VI.

ger, et sans donner à son assertion un air de reproche, il lui dit : « Si j'avois toujours servi Dieu comme je vous ai servie, madame, je n'aurois pas grand compte à rendre à la mort. » Il nia, mais avec respect, une partie des faits reprochés, et donna une favorable interprétation à ceux dont il ne pouvoit disconvenir; quant aux bravades et aux paroles de dédain qu'on affirmoit lui être échappées contre la reine dans des conversations, il dit qu'il ne s'en souvenoit pas; que, s'il les avoit proférées, il avoit mal fait, « et qu'il ne voudroit pas les avoir dites de la moindre gentille femme du royaume. »

Malgré sa justification, appuyée sur des preuves irréprochables, il auroit peut-être couru risque de la vie, sans le chancelier Guy de Rochefort, président du tribunal. Il conduisit cette affaire avec une adresse qui sauva l'accusé, sans choquer la reine et ses autres puissans ennemis. Il le tira d'abord de prison, où, dans les premiers jours de sa détention, il avoit été traité très-durement, l'élargit ensuite, et se fit donner par lui une liste des témoins que l'accusé désiroit être entendus dans sa cause. Elle étoit très-nombreuse; le roi se trouvoit à la tête, puis le cardinal d'Amboise; après eux, des gouverneurs de provinces éloignées et y résidant, des ministres actuellement en ambassade, des offi-

ciers de l'armée d'Italie, et jusqu'à des prisonniers qu'on ne reverroit peut-être jamais. Enfin, comme la reine s'obstinoit à vouloir un jugement, le chancelier fit porter l'affaire par-devant le parlement de Toulouse. Ce tribunal, quoique vivement sollicité, écarta le crime de l'ese-majesté, prononça que « pour réparation de quelques excès et défauts, et pour certaines considérations, » le maréchal de Gié cesseroit les fonctions de gouverneur du comte d'Angoulême, en perdroit le titre, ainsi que le commandement des châteaux d'Amboise et d'Angers, et de sa compagnie de cent lances ; qu'il s'abstiendroit pendant cinq ans des sonctions de maréchal de France, et que pendant ce même temps il n'approcheroit pas de dix lieues de la cour : toutes choses que le roi auroit pu ordonner de sa propre autorité, sans souffrir qu'on donnât à cette affaire un éclat qui fit tort à sa réputation de justice et de bonté. Gié futencore condamnéà restituer au trésor royal la solde de quinze soldats, que par négligence ou autrement il se trouva avoir employée à son propre service. Ce grief avoit été inséré dans la procédure pour fonder l'accusation de concussion et de péculat. Le maréchal paya gaiement cette modique somme, et se retira dans sa belle maison de Verger en Anjou, où il vécut magnifiquement,

visité par la noblesse de la province, et même par les seigneurs les plus distingués de la cour, en dépit de ses ennemis et de ses envieux.

On doit se rappeler que le roi avoit, pour ainsi dire, consigné les fugitifs de Gaëte en Italie, et leur avoit défendu de rentrer en France. A force de persévérance, un des principaux officiers, nommé Louis d'Hédouville, parvint à approcher du roi. Il se présente à Îui en piteux état, lui remontre que la perte du royaume de Naples ne vient ni des capitaines qui ont fait preuve d'habileté, ni des soldats qui ont montré beaucoup de valeur; mais des commissaires pour les vivres et des trésoriers, harpies ravissantes arrivées à l'armée uniquement dans le dessein de s'enrichir. « Quarante jours durant, dit-il, nous avons vu les ennemis devant nous, et les voleurs derrière. Au retour, ces impitoyables maltòtiers ont refusé d'aider les misérables soldats, et ont retenu même leur paye. A présent ils triomphent de nos calamités, et se montrent hardiment à la cour, dont ils voudroient nous bannir, nous qui portons sur nos corps déchiquetés et sur nos visages haves et desséchés les témoignages de leurs vols. » Le monarque repondit en soupirant : « Hélas! il est trop vrai. » En conséquence de la dénonciation, deux de ces avides financiers furent pendus, d'autres exposés sur des échafauds à la risée

e't aux insultes de la populace, et un grand nombre taxés à des amendes applicables au soulagement des capitaines et des soldats qui revenoient de cette malheureuse expédition.

Les chevaliers françois y montrerent une bravoure à toute éprouve. Outre le généreux dévouement de La Palice à l'attaque de Rouva et celui de Bayard au pont où il arrêta seul une colonne espagnole, l'histoire a conservé la mémoire de plusieurs actions héroïques, entre lesquelles elle célèbre la retraite hardie de Louis d'Ars, compagnon d'armes de ces

deux guerriers.

Louis d'Ars, après la défaite de Cérignoles, et pendant que d'Alègre conduisoit le gros de l'armée à Gaëte, avoit recueilli une partie des fugitifs dans Venouse, d'où il mettoit les pays circonvoisins à contribution. Gonzalve le somma de se soumettre aux conventions de la capitulation de Gaëte; il rejeta la proposition avec dédain, et persuada à ses compagnons de périr plutôt les armes à la main que de subir la loi du vainqueur. Le grand capitaine envoya contre lui le Vénitien l'Alviane, son meilleur officier, lequel s'étoit distingué particulièrement au passage du Ga-rillan, dont il avoit donné l'idée. Ils luttèrent long-temps d'habileté et de courage; mais, malgré la supériorité des forces de son adversaire, Louis d'Ars fut toujours vainqueur. Il

écrivit au roi qu'il pouvoit se soutenir six mois dans son poste, et qu'on lui préparât des secours. Louis XII, qui commençoit à se lasser de cette guerre, lui répondit d'abandonner ses places, et de sauver ses troupes aux meilleures conditions qu'il pourroit. Le fier chevalier françois n'en voulut aucune. Il sortit de Venouse en ordre de bataille, traversa ainsi une partie du royaume de Naples et toute l'Italie, tira sa subsistance de gré ou de force des lieux où il passa, et arriva triom-phant, presque sans perte, à Blois, où la cour se tenoit. Elle alla tout entière au devant de lui. Le monarque distribua des récompenses aux officiers et aux soldats, et laissa au général le choix de celle qui lui feroit le plus de plaisir. Il n'en demanda point d'autre que la rentrée en France des capitulans de Gaëte, qui gémissoient sous la disgrâce du roi, et il l'obtint.

Cette fatigue de la guerre, qui avoit porté Louis XII à envoyer au commandant de Venouse des ordres de désespoir, le détermina aussi à écouter des propositions d'accommodement que Ferdinand lui fit. Ce prince, malgré ses succès dans le royaume de Naples, craignoit que Louis, indigné de sa perfidie, ne lui opposat, faute d'autres moyens, l'infortuné Frédéric, qu'il gardoit en France. Les secours que le monarque françois pouvoit lui

fournir en le renvoyant dans son royaume; ceux que le prince détrôné y trouveroit de la part des seigneurs napolitains mécontens restés en assez grand nombre, et de la part des fugitifs, que le moindre rayon d'espérance y rappelleroit; le besoin perpétuel d'argent; la nécessité enfin d'épuiser son Espagne de troupes pour conserver sa nouvelle possession: cette réunion de motifs lui fit imaginer, ou de bonne foi, et par une générosité qu'on ne peut guère lui soupçonner, ou seulement pour embarrasser Louis, d'offrir au Napolitain de le replacer luimême sur son trône.

Par des ambassadeurs qu'il envoya au roi de France, il fit renouveler secrètement à Frédéric les protestations par lesquelles il l'avoit déjà trompé, savoir, qu'il ne lui avoit enlevé sa couronne que pour empêcher le monarque de France de s'en emparer; que ce n'étoit qu'un dépôt, et que maintenant qu'il en étoit le maître, il offroit de le lui rendre, si Frédéric pouvoit de son côté obtenir de Louis XII qu'il se désistât de toutes ses prétentions sur ce royaume. Il appuyoit cette proposition de l'offre d'un mariage du fils aîné de Frédéric, qu'il gardoit en Espagne, avec une de ses nièces. Ferdinand persuada si bien le Napolitain, qu'il fit tous ses efforts auprès de Louis XII pour obtenir ce désistement; mais celui-ci

pénétra mieux les vues secrètes de l'artificieux Espagnol. Il donna une audience solennelle à ses ambassadeurs, écouta les propositions vagues qu'ils lui firent pour un accommodement, prit ensuite lui-même la parole, leur fit connoître qu'il n'ignoroit rien de leur intrigue clandestine auprès de Frédéric, leur reprocha d'un ton courroucé leur complicité à la mauvaise foi de leur maître, leur commanda de sortir de son royaume, et ne leur donna que peu de jours pour exécuter ses ordres. Ils s'imaginoient que Ferdinand se montreroit très-irrité de l'affront qu'il venoit d'essuyer, surtout quand ils lui apprendroient que Louis l'accusoit d'imposture, et de l'avoir déjà trompé deux fois; et ils ne furent paspeu étonnés quand il leur répondit: « Deux fois; il en a menti l'ivrogne , car je l'ai trompé plus de dix. » Il est permis de croire que le fourbe songeoit en effet beaucoup moins à rétablir Frédéric qu'à le faire sortir de France, à l'attirer dans quelque piége, s'emparer de sa personne, le réunir à son fils prisonnier entre ses mains, et se délivrer par leur captivité de toute inquiétude de leur part. Cependant l'infortuné prince crut fermement qu'il n'avoit tenu qu'au roi de France de lui faire rendre sa couronne, et il mourut quelque temps après dans cette persuasion, n'ayant cependant pas à se plaindre du roi , dont il fut toujours traite

ave cles plus grands égards, ainsi que sa famille, à la quelle rienne manqua jamais. Dans les détre sses les plus pressantes de ses finances, et qu oiqu'il ne tirât rien du royaume contesté, qu i l'exposoit même à des dépenses exorbitantes, Louis eut grand soin que les pensions promises fussent payées avec la plus grande ex actitude.

Les offres que le roi catholique faisoit à Frédéric de le rétablir sur son trône étoient dir ectement contraires à l'engagement pris ave c l'archiduc Philippe, époux de Jeanne sa tille, de céder le royaume de Naples au duc de Luxembourg leur fils, quand il acconipluroit le mariage stipulé entre lui et madame Claude de France. Aussi Louis XII ne manqu a-t-il pas de faire connoître au gendre la in auvaise foi de son beau-père. Il lui envoya le proces verbal qu'il avoit fait dresser de ce qui s'étoit passé, tant dans l'audience solenn elle que dans les intrigues secrètes des amb assadeurs. Cette communication amena des conférences, dans lesquelles le roi et l'archid uc, souverain de Flandre, s'expliquerent sur lœurs intérêts respectifs. L'archiduc gagna l'empereur Maximilien son père; et, par un traité qui fut conclu à Blois, traité que Louis XII ne put signer que par suite de sa le ssitude pour une guerre qui épuisoit les ress ources de ses peuples, et qu'on auroit pu à

peine lui dicter quand ses provinces auroient été entamées, il fut arrêté de donner suite à l'alliance projetée entre madame Claude, fille aînée du roi, âgée alors de cinq ans, et Charles de Luxembourg, qui n'en avoit que quatre. En faveur de ce mariage, on tira de Maximilien la promesse de donner enfin à l'héritier de Valentine l'investiture du duché de Milan, promesse qui lui fut payée deux cent mille francs d'avance. Cette investiture devoit être tant pour le roi très-chrétien et ses successeurs, que pour leurs hoirs mâles, procréés en légitime mariage. Mais, à défaut demâles nés de ces princes, ce riche héritage devoit passer à madame Claude de France et au d'uc de Luxembourg son futur époux; et, si l'un des deux venoit à mourir avant l'accomplissement du mariage, le Milanez seroit dévolu à celui ou celle de ses frères ou sœurs qui lui seroit subrogé. Outre ces clauses de substitution favorables à son futur époux, madame Claude, par cette convention, apportoit à l'héritier de la maison d'Autriche le duché de Bretagne en souveraineté, après la mort d'Anne sa mère; les comtés d'Ast et de Blois, apanage de la maison d'Orléans, dont Louis XII se désistoit en faveur de sa fille; le duché de Bourgogne; et enfin l'espérance presque assurée de la couronne de Naples, si Ferdinand cédoit à son petit-fils les droits

qu'il prétendoit y avoir, comme Louis aban-

Une autre clause non moins avantageuse à la maison d'Autriche, et très-contraire aux intérêts de la France, fut que, si le mariage projeté venoit à manquer par défaut de consent ement du roi, de la reine ou de madame Claude, la France seroit par le seul fait déchue de ses droits à la possession du duché de Bourgogne, et de ceux qu'elle acquéroit sur celui de Milan, qui des lors seroient dévolus au duc de Luxembourg. Si au contraire c'étoit par la faute du duc que le mariage ne s'effectuoit pas, il perdroit seulement le Charolois, l'Artois, et quelques seigneuries adjacentes.

Enfin dans ce traité ou posa les fondemens d'une ligue contre les Vénitiens. On a vu que dans les guerres de Naples, Louis XII, ainsi que Charles VIII son prédécesseur, avoit en a se plaindre tantôt de leur partialité déclarée pour les ennemis de la France, tantôt de leur conduite oblique La prospérité du commerce donnoit à ces républicains un orgueil que le roi résolut d'humilier. Il sacrifia à ce désir l'électeur palatin Philippe, et le duc de Gueldres, Charles d'Egmond, fils d'Adolphe-le-Dénaturé, tous deux ses anciens alliés, dont l'empereur menaçoit les états; Louis XII s'engagea à ne les pas secourir, quand Maximilien les attaqueroit. Ce dernier n'avoit rien à

reprocher aux Vénitiens; au contraire, i lles avoittoujourstrouvés prêts à le seconder qu. and il avoit éu besoin d'eux; mais sa reconnioissance ne tint pas contre l'appât d'acquérir plnsieurs places maritimes du continent, ap partenantes aux Vénitiens. Jules II, de son côté, qui n'avoit pas beaucoup à s'en plaindre, se laissa gagner par l'espérance de se faire r estituer les villes de Faenza, de Rimini, et d'a utres places qu'il prétendoit lui être injuster nent retenues par les Vénitiens. C'étoit lui qu i devoit commencer la guerre contre eux pair des anathèmes et des excommunications, et, lorsqu'ils croiroient n'avoir que ces foibles a rmes à craindre, les deux puissances impéri ale et royale paroîtroient avec toutes leurs tro upes, et les écraseroient.

[1505] Le roi rendit, par procureur, hommage à l'empereur pour le duché de Milan. Peu de jours après il fut attaqué d'une me dadic aussi dangereuse que celle de l'année p récédente, et amené de même aux portes du tombeau. L'extrémité où il se trouvoit sit ouvrir les yeux sur les malheurs qui pouvoient 1 nenacer la France, si le traité de Blois, parc rapport au mariage de la princesse Claude avec le duc de Luxembourg, s'accomplisso it. Ce prince, ainsi qu'on l'a remarqué, sero it devenu très-redoutable à la France, devai at posséder, du chef de l'archiduc son père, tous les

biens de la maison d'Autriche en Allemagne, et de plus la Flandre et la comté de Bourgogne; du chef de Ferdinand et d'Isabelle, à leur mort, l'Aragon et la Castille, dont ils étoient souverains; par le traité de Blois, le duché de Milan, ceux de Bourgogne et de Bretagne, les comtés d'Ast et de Blois, le Charolois et les pays adjacens; et enfin la couronne de Naples, quel que fût le prétendant qui en restât possesseur, Ferdinand, grandpère du jeune duc, ou Louis XII son beau-

père.

Cette puissance colossale, vue de près, à la lueur pour ainsi dire des flambeaux funèbres qui entouroient le monarque, effraya le conseil. Le cardinal d'Amboise se chargea d'en faire connoître le danger au mourant. Il le sentit, versa des larmes sur son imprudence et sur les dangers dont il avoit environné ses peuples; mais la crainte de violer son serment le retenoit. Le prélat, comme légat a latere, lui en donna l'absolution, après lui avoir remontré que son engagement étoit également nul, suivant les lois canoniques et civiles. Par les premières, à défaut de l'aveu de la princesse, trop jeune encore pour donner un consentement véritable, qui étoit pourtant de l'essence même de l'acte; et par les secondes, à défaut de l'acquiescement de la nation à une mesure qui aliénoit une partie si

VI.

considérable de son domaine. La reine Anne montra de la répugnance à voir manquer un mariage qui promettoit à sa fille un état si brillant; mais d'Amboise obtint aussi son consentement, en lui représentant qu'un refus pourroit donner la mort à son mari. Le roi, délivré des scrupules et des objections, fit son testament, par lequel il ordonna que la princesse Claude seroit mariée à François, comte d'Angoulême, sitôt que leur âge le permettroit; et qu'étant sa fille aînée, elle hériteroit du duché de Milan, des comtés d'Ast et de Blois, et de tous les biens qui lui appartenoient en propre. Il institua administra-trice de tous ses biens, et tutrice de sa fille, la reine sa mère, et déclara conjointement régentes du royaume Anne de Bretagne et Louise de Savoie, comtesse d'Angoulême, sous la direction d'un conseil de cinq personnages distingués qu'il nomma, et du nombre desquels étoient le cardinal d'Amboise et le chancelier Guy de Rochefort. Le moribond fit jurer au commandant et aux capitaines de sa garde de s'attacher, après son trépas, au cointe d'Angoulême, et de sacrifier leur vie, s'il le falloit, pour faire accomplir son mariage avec la princesse Claude. Heureusement cette bizarre volonté dernière, de mettre à la tête du gouvernement, avec une égale puissance, deux hommes et deux femmes qui ne s'aimoient point, n'eut point son exécution. Louis XII revint en santé, et fut bientôt en état de donner son attention à un événement qui changea les dispositions entre lui

et le roi catholique.

La célèbre Isabelle son épouse mourut. Par son testament elle avoit laissé la Castille, dont elle étoit seule souveraine, à Jeanne-la-Folle leur fille unique; et, en cas qu'elle ne pût réguer elle-même, elle confioit la régence à Ferdinand, jusqu'àce que Charles de Luxembourg son petit-fils eût atteint l'âge de vingt ans. Les deux époux avoient acquis en commun la possession des Indes et la couronne de Naples. Les Indes encore peu assurées restoient indivises par la nécessité des circonstances. Il n'en étoit pas ainsi du royaume de Naples, qui pouvoit être partagé; mais le mot partage sonnoit mal aux oreilles de Ferdinand. D'ailleurs il sentoit que, malgré les dernières volontés d'Isabelle, son autorité en Castille étoit précaire, parce que l'archiduc Philippe son gendre en réclamoit aussi la régence pendant la vie de son épouse, et même, s'il arrivoit qu'il lui survécût, jusqu'à la majorité du duc de Luxembourg leur commun fils. Ferdinand, dans la possibilité de perdre son influence dans le royaume de Castille, résolut de s'approprier celui de Naples en entier. Il conjecturoit que l'archi-

duc, déchu par les nouvelles dispositions de Louis des avantages que devoit lui procurer le mariage de son fils avec Claude de France, ne manqueroit pas de revendiquer les duchés de Milan et de Bourgogne, que le traité de Blois lui assuroit dans cette circonstance; et que le roi de France, dans la crainte d'avoir à soutenir une guerre en Italie pour le royaume de Naples, et une autre en Flandre et en Allemagne contre Maximilien et Philippe, accepteroit volontiers une offre qui lui assureroit l'intégrité de ses forces contre le père et le fils, et sauveroit son honneur à l'égard de Naples. Il proposa donc que Louis XII lui accordat pour épouse une fille de France, à laquelle il donnéroit en dot la partie du royaume de Naples qu'il s'étoit réservée par leur partage , et dont il ne possé-doit plus rien depuis ses défaites.

C'étoit ne rien donner de la part de la France, et c'étoit même conserver ses droits sur le royaume de Naples en cas que la princesse n'eût pas d'enfans; aussi le traité fut-il bientôt conclu, et Louis XII donna avec empressement la jeune Germaine de Foix, fille de sa sœur et de Jean de Foix, vicomte de Narbonne, au vieux Ferdinand, qui alors s'intitula, sans contradiction, roi de Naples, et de Sicile. Le roi de France voulut retenir, par une clause expresse, la principauté de

Tarente pour la veuve et la famille de Frédéric le détrôné; mais le roi d'Espagne exigeoit que cette famille infortunée allat s'établir dans le lieu qu'il désigneroit. La veuve craignit une captivité perpétuelle pour ses enfans, si elle les mettoit à la disposition de leur perfide parent, et elle se retira avec eux à Ferrare.

[1506] Le testament de Louis XII, qui assuroit au comte d'Angoulême la main de Claude et le trône de France, ne parut pas sullisant pour donner à cette disposition l'authenticité nécessaire : on jugea qu'un acte qui disposoit de la couronne devoit être appuyé du consentement des états-généraux. Le roi les convoqua à Tours. L'orateur des états, nommé Thomas Bricot, chanoine et député de Paris, ne commença pas, comme ses prédécesseurs dans ces assemblées, par des excuses sur ce qu'il avoit à remplir le pénible devoir de présenter les doléances du peuple sur l'énormité des impôts, d'en demander la diminution, et la résorme d'une multitude d'abus qui se seroient glissés dans le gouvernement; au contraire; il remercia le roi, qui étoit présent, de sa bonté, de sa bienfaisance et de son indulgence, en montant sur le trône, pour ceux qui l'avoient offensé.

« Dans des temps de troubles et d'alarmes, ajouta-t-il, dans des temps où les revenus de la couronne paroissoient insuffisans, les tailles ont été diminuées d'un tiers; vous avez pourvu à la sûreté et à la tranquillité des citoyens par de sages lois, réprimé les excès des soldats par une exacte discipline. Le laboureur n'a plus tremblé à l'approche du guerrier, et, pour me servir de l'expression du prophète, le mouton bondit au milieu des loups, et le chevreau joue parmi les tigres. Quelles actions de grâces ne vous doivent pas des sujets que vous avez protégés et enrichis! Daignez donc, sire, accepter le titre de Père du peuple, qu'ils vous défèrent aujourd'hui par ma voix. » A ces mots il s'éleva dans l'assemblée un doux murmure, suivi de cris de joie et d'applaudissemens.

Après un moment de silence, pendant lequel l'orateur paroissoit se recueillir, il parla avec sensibilité de la maladie du roi, de la consternation de la nation entière dans les momens où elle trembloit encore pour ses jours; et « lorsqu'un rayon d'espérance ent dissipé cette douleur profonde, avec quel effroi, dit-il, ne vit-elle pas le péril qu'auroit couru l'Etat par les suites d'un trop funeste engagement! Dans ces cruels instans où vous paroissiez, sire, toucher à votre dernière heure, vous déclarâtes que vous ne regrettiez la vie que parce que vous n'aviez pas encore assuré le repos de votre peuple. Ce

sont ces paroles, à jamais mémorables, qui nous enhardissent à déposer aux pieds de votre majesté notre très-humble requête. » A ces mots l'assemblée entière tomba à genoux, tendant vers le trône des mains suppliantes. L'orateur, dans la même attitude, continua d'une voix basse et tremblante : « Puisse le suprême arbitre des destinées prolonger la durée de votre règne! Puisse-t-il, propice à nos neveux, vous donner pour successeur un fils qui vous ressemble! Mais si ses décrets éternels s'opposent à nos vœux, s'il ne nous juge pas dignes d'une si grande faveur, adorons sajustice, et ne songeons qu'à faire usage des dons qu'il nous a faits. Sire, vous avez devant vous un précieux rejeton du sang des Valois : fils d'un père vertueux, élevé sous les yeux d'une mère vigilante, formé par vos conseils et votre exemple, il promet d'égaler la gloire de ses aïeux. Qu'il soit l'heureux époux que vous destinez à votre fille! et puisse-t-il retracer à nos neveux l'image de votre regne! »

Louis, profondément ému, laissa couler des larmes. Le chancelier Guy de Rochefort, après être allé au tròne prendre ses ordres, dit que le roi voyoit avec la plus grande satisfaction l'amour de la patrie gravé dans tous les cœurs, qu'il acceptoit le titre de Père du peuple que l'assemblée lui déféroit, et qu'elle

ne pouvoit lui faire un présent plus agréable. « Quant à l'objet de la requête, ajouta-t-il, c'est une affaire si importante, et liée à des intérêts sipuissans, que le roi souhaite, avant que de donner sa dermère décision, en conférer avec les princes du sang, les grands et les principaux magistrats du royaume. Dans six jours il vous donner a sa réponse. »

Il revint après ce terme avec toute la cour. Le chancelier déclara que l'avis du conseil se trouvoit conforme au désir des états; qu'après mûre délibération il avoit été reconnu que Louis, sans manquer aux règles les plus austères de l'honneur et de la probité, pouvoit, comme homme, et devoit, comme roi, se rendre au vœu de la nation, en rompant un traité captieux et des nœuds aussi funestes que mal assortis; qu'en conséquence le roi ne vouloit pas différer de satisfaire les députés de son peuple, et qu'il les invitoit donc aux fiançailles, le seul engagement que l'âge des époux leur permît de contracter. « Sa majesté exige, ajouta-t-il, que vous promettiez et juriez, et que vous fassiez promettre et jurer par ceux qui vous ont députés, qu'aussitôt que les deux fiancés auront acquis l'âge nubile, vous ferez accomplir le mariage projeté, et que vous verserez, s'il est nécessaire, jusqu'à la dernière goutte de votre sang pour en assurer l'exécution. » Tous le jurèrent avec empressement, et reçurent des formules pour saire prêter à leur retour le même serment aux villes et aux communautés dont ils étoient mandataires. De la salle des états, les futurs époux furent conduits au pied de l'autel, où le cardinal légat les attendoit. La princesse avoit sept ans, et le comte d'Angoulême, qui prit le titre de duc de Valois, en avoit douze.

Le roi fit dresser un procès-verbal de ce qui s'étoit passé dans les états de Tours, et l'envoya dans toutes les cours de l'Europe. On juge que l'empereur Maximilien, grandpère du duc de Luxembourg, et l'archiduc d'Autriche, fils du premier et père du second, ne furent pas contens d'une décision qui privoit leur heritier d'une alliancesi avantageuse; mais l'archiduc n'eut pas le temps d'en montrer son chagrin. Il mourut, à l'âge de vingtlmit ans, d'une maladie causée par des evercices violens en plus d'un genre. La folie de Jeanne, passionnée pour cet époux infidèle, en augmenta. Les Flamands, qui n'aimoient pas Maximilien, lui laissèrent à la vérité la garde et la tutelle de Charles leur jeune duc; mais ils créerent un conseil de régence pour le gouvernement. Les Castillans, tombés sous la domination de Jeanne-la-Folle, par la mort de son mari, se disputèrent entre eux pour établir aussi des régens, sans demander l'aveu de Ferdinand, qui étoit alors dans son nouveau royaume, où des affaires importantes le retenoient.

Peu s'en fallut qu'il ne lui fût enlevé par les mêmes mains qui le lui avoient conquis. Gonzalve s'y étoit fait un parti puissant, en distribuant à ses capitaines, non-seulement les dépouilles de la faction angevine, mais encore des domaines de la couronne. Les seigneurs napolitains, enchantés des qualités brillantes du grand capitaine, le désiroient pour roi. Le pape l'auroit mieux aimé qu'un roi comme Ferdinand, puissant de ses propres forces, et qui n'avoit pas besoin de lui pour se soutenir. Ces raisons réunies firent appréhender à l'Aragonois que ce royaume ne lui échappât. Cette crainte le détermina à aller visiter ses nouveaux sujets, et à leur montrer Germaine leur jeune souveraine. Elle contribua, par ses manières affables, à faire supporter aux Napolitains la domination de son époux, naturellement sombre et froid. Germaine obtint aussi de Louis XII son oncle qu'il ne se mêlât pas de ces brouilleries, auxquelles les mécontens vouloient le faire participer, et qui pouvoient lui rouvrir le chemin à ce tròne regretté; mais il y renonça pour toujours.

[1507] Que ne renonca-t-il de même à toute l'Italie? Ce fatal duché de Milan, le patrimoine de sa famille, fixoit toujours son attention, et les moyens de le retenir en sa puissance étoient l'objet de tous ses soins. Les Italiens, au contraire, princes, chefs aventuriers, républicains, ne voyoient qu'avec peine au milieu d'eux une puissance capable de leur imposer la loi. Le pape Jules II, que le roi de France avoit aidé à conquérir Pérouse et Bologne sur ses propres alliés, favorisoit cette malveillance, et l'empereur l'encourageoit. Ce n'étoit pas encore une ligue, mais un désir commun assez ouvertement manifesté dans ce qui se passa à Gênes.

Cette ville présentoit à Louis XII le meilleur passage pour aller au secours du Milanez, s'il étoit attaqué. Elle s'étoit donnée aux François; mais les factions qui l'agitoient sans cesse offroient perpétuellement aux princes jaloux de la France les moyens d'ébranler la sidélité de ces républicains pour elle. Une querelle survenue entre la noblesse et le peuple détermina le roi à envoyer des commissaires chargés de les réconcilier. Le pape l'en avoit sollicité pour le bien de la paix, et lui dépêcha même un cardinal à cette fin. C'étoit lui cependant qui souffloit le feu de la révolte, en promettant des secours au parti populaire. A sa sollicitation, les commissaires donnèrent une sentence modérée, mais qui parut encore au peuple trop favorable à la noblesse. La populace se souleva, jeta un masque hypocrite de dépendance qu'elle avoit conservé jusqu'alors, et poursuivit les François dans tous les lieux. A la prise d'un petit fort qui, faute de munitions, se rendit sans défense, moyennant la promesse des honneurs de la guerre, elle se porta à des excès après lesquels il ne pouvoit plus y avoir de retour à la soumission, et dont une chronique du temps termine le tableau par ces traits: « Ils encroissoient (mettoient en croix) les François; leur arrachoient le cœur et les entrailles, se lavoient les mains dans leur sang, les tailloient en pièces sans pitié, avec les femmes qui là étoient , lesquelles faisoient mourir de tant cruelle et étrange mort, que l'horreur du fait me défend d'en parler. »

Ces atrocités déterminerent le roi à aller les punir lui-même. Il leva une forte armée, mena avec lui un grand nombre des principaux seigneurs, et, ce qui étonna, huit cardinaux et une trentaine de prélats, tant évêques qu'archevêques. L'avant-garde de cette armée, commandée par Chaumont et La Palice, suffit pour repousser dans leur ville les Génois qui s'étoient créé des chefs, et qui tentèrent d'en défendre les approches; mais battus deux fois, et forcés à demander grâce, ils ouvrirent leurs portes. Le roi entra avec l'appareil d'un monarque irrité, l'épée nue à

la main, entouré de seigneurs en habits de combat et d'une troupe de gentilshommes et des archers de sa garde, la lance en arrêt et l'arc baudé. Trente sénateurs, la tête rase, et couverts de longs habits de deuil, prononcèrent un discours touchant, dans lequel ils attribuèrent toute la faute au délire d'une populace frénétique. Louis les écouta, passa outre sans leur répondre, et alla droit à la cathédrale. Les femmes les plus distinguées, échevelées et fondant en larmes, faisoient retentir l'église de cris douloureux, et supplicient en même temps et le roi de faire grâce, et la bonté divine d'attendrir le cœur du monarque. Après sa prière, il se retira dans le palais, cachant avec peine son émotion.

Alors des hérauts, précédés de trompettes, parcoururent la ville, et ordonnèrent aux habitans d'apporter leurs armes sur la place du palais. On en fit des faisceaux qu'on jeta par-dessus les murailles aux Suisses et aux bataillons d'aventuriers, qu'on n'avoit pas voulu laisserentrer, dans la crainte du pillage: précaution qui marque que le roi, tout irrité qu'il étoit, conservoit encore quelque affection pour la ville. Des tribunaux furent établis, des potences plantées, des échafauds dressés. On y traîna successivement les chefs et les particuliers les plus mutins. Ces exé-

cutions, dont on ignoroit le terme, glaçoient tous les cœurs; enfin parut le jour où le roi devoit prononcer sur le sort de la république. Il parut sur un trône érigé dans la place du palais, où le peuple fut appelé, et se rendit, dans un morne silence, entouré de soldats menacans.

Un maître des requêtes lut à haute voix un écrit qui rappeloit les bienfaits de la France, l'ingratitude des Génois et leurs horribles excès; les déclaroit, en conséquence, convaincus du crime de révolte et de lèsemajesté, et, en punition, déchus de tous leurs droits et franchises, et condamnés, en expiation de leurs forfaits, à la perte de leurs biens et de leur vie. On apporta ensuite au milieu de l'assemblée les chartes et les diplomes contenant les priviléges accordés en différens temps par les rois de France à l'ingrate république. Des bourreaux en brisèrent les sceaux en signe d'ignominie, les déchirèrent et les jeterent au feu; pendant que les citoyens, les yeux fixés contre terre, tâchoient d'étouffer leurs sanglots et de retenir leurs larmes, attendant pour eux-mêmes une punition plus sévère. Mais le roi leur fit grâce de la vie et de la confiscation de leurs biens, à condition qu'ils paieroient une amende de trois cent mille ducats. Une partie fut destinée à bâtir une forteresse qui

commanderoit le port, et où le roi mettroit garnison, ainsi que dans les îles de Corse et de Chio, appartenantes alors aux Gênois. Les acclamations dont ce pardon fut suivi touchèrent le sensible Louis, et presque sur-lechamp il rendit à la ville ses magistrats et ses priviléges, et lui donna un gouverneur vertueux et plein de sagesse, qui rappela pour quelque temps la paix dans cette cité de trouble et de discorde

Le roi, en commençant cette entreprise, s'étoit trouvé forcé d'imposer de nouvelles taxes; mais il avoit expressément ordonné qu'on ne les levât que quand ses revenus ordinaires seroient épuisés. Débarrassé de son expédition plus tôt et à meilleur marché qu'il n'avoit cru, il envoya d'Italie, où il étoit, une déclaration par laquelle il sursoyoit à la levée de ces taxes, remercioit ses sujets de leur bonne volonté, renonçant à en faire usage, parce que leur argent, disoit-il, fructifieroit mieux dans leurs mains que dans les siennes: exemple peut-être unique de désintéressement et de justice.

Les courtisans n'étoient pas contens de cet esprit d'épargne, qui empêchoit le monarque d'être, à leur égard, aussi généreux qu'ils le désiroient; ne le trouvant pas prodigue, ils le taxoient d'avarice. Comme les opinions de la cour sont facilement adoptées par la ville, surtout quand elles ont une teinte de satire, les Parisiens s'amusèrent malignement au théâtre d'une parcimonie à laquelle, étant d'ordinaire les premiers payans, ils auroient dû sérieusement applaudir. Sous un costume auquel on ne pouvoit s'empêcher de reconnoître le roi, des comédiens le représenterent malade, entouré de médecins en consultation. Après plusieurs remèdes proposés, tous s'arrêtoient à de l'or potable qu'on lui faisoit avaler. Aussitôt il paroissoit guéri, tourmenté seulement d'une soif pressante pour la même boisson. On instruisit le roi de cette farce, et du succès qu'elle avoit eu. Il répondit : « J'aime beaucoup mieux faire rire les courtisans de mon avarice, que faire pleurer le peuple de mes profusions. » Et comme on le pressoit de punir l'insolence de ces histrions: « Non , dit-il , ils peuvent nous apprendre des vérités utiles. Laissons-les se divertir, pourvu qu'ils respectent l'honneur des dames. Je ne suis pas faché que l'on sache que dans mon règne on a pris cette liberté impunément. »

Louis XII licencia la partie la plus onéreuse de son armée: c'étoient les Suisses, qui se faisoient toujours chèrement acheter. Ils ne pardonnoient pas au roi de les avoir privés du pillage de Gènes; et, pour s'en dédommager, ils dévastèrent, en retournant chez eux, les pays par où ils passèrent. Le roi ne fit aucun usage de cette troupe de cardinaux et d'évêques qu'il avoit menés avec lui. On disoit tout haut qu'il s'en étoit fait un cortége pour traiter plus honorablement le pape, qui devoit venir recevoir de ses mains la ville de Bologne, restituée au saint Siége; mais tout bas on se confioit à l'oreille que le dessein étoit de s'assurer de la personne du souverain pontife, d'assembler un concile; d'y examiner son élection, de le faire déclarer simoniaque, et de le déposer. Ce projet paroît avoir été disposé par le cardinal d'Amboise, qui avoit son injure à venger, et ne pouvoit se défaire du désir de se mettre la tiare sur la tête; mais Jules II, ou averti, ou soupconnant le piége, s'éloigna précipitamment du voisinage de Bologne, quand il sut que le roi en approchoit.

Louis XII se promena avec complaisance dans le duché de Milan. Partout il recevoit des fêtes plus somptueuses les unes que les autres. On parle d'une de ces fêtes que lui donna Jean-Jacques Trivulce, seigneur milanois, attaché à la France, où il parvint à la dignité de maréchal; elle surpassa toutes les autres en magnificence, et étonneroit même dans notre siècle de faste et du luxe. Douze cents dames y assistèrent avec toute la cour du roi, et un nombre prodigieux de seigneurs

italiens. Cent soixante maîtres d'hôtel, répartis dans les salles, régloient l'ordre du service; douze cents officiers de bouche, revêtus d'uniformes de velours ou de satin, recevoient et disposoient les plats, découpoient les viandes et servoient au buffet. Le roi ouvrit le bal avec la marquise de Mantone, et, ce qui semble plus extraordinaire dans nos mœurs actuelles, des cardinaux et des pré-

lats y danserent.

Ces fêtes se terminèrent par l'entrevue de Savore, où Louis regut Ferdinand, qui retournoit en Espagne avec Germaine de Foix son épouse. Il combla sa nièce de caresses et de présens. On a lieu de soupçonner par les suites que son amitié pour la jeune princesse lui causa des épanchemens de confiance dont le vieil époux sut profiter; du moins est-il comme certain que dans cette entrevue furent jetés, sous la direction de l'Aragonois, les fondemens d'une ligue qui mit peu après l'Italie en feu. Le roi de Naples emmenoit avec lui Gonzalve, à qui le roi de France prodigua les honneurs et les distinctions. Le grand capitaine, qui devoit bien connoître la mauvaise foi de son maître, s'étoit laissé déterminer par lui à quitter ses beaux établissemens et ses espérances de Naples, pour des promesses à réaliser en Espagne. Quand Ferdinand le tint dans son Aragon, il oublia tous ses engagemens, et relégua le conquérant du royaume de Naples dans les terres qu'il possédoit en Espagne. Il y mourut de

chagrin.

[1508] A force de traités de paix, l'Europe étoit sans cesse menacée de la guerre, parce qu'il n'y avoit aucune de ces conventions qui ne créat ou ne laissât subsister des pretentions que chaque puissance se promettoit de réaliser tôt ou tard. Le roi d'Aragon, Ferdinand, expert dans cet art d'une diplomatique tortueuse, est soupçonné d'avoir proposé, dans l'entrevue de Savone, un plan de confédération entre les principaux souverains de l'Italie, pour régler leurs limites respectives. Le détail en est ignoré, mais on peut présumer que c'étoit à peu près le même que Marguerite d'Autriche mit à exécution.

Cette princesse, successivement veuve de Jean de Castille, fils de Ferdinand, et de Philibert, duc de Savoie, étoitfille de Maximilien, sœur de l'archiduc Philippe, tante du joune Charles, alors duc de Luxembourg, depuis empereur sous le nom de Charles-Quint, et enlin gouvernante des Pays Bas pour son neveu. On ne peut douter qu'elle ne conservât du ressentiment de l'affront qui lui avoitété fait en France, lorsque Charles VIII, qu'elle devoit épouser, la renvoya pour donner la main à Anne de Bretagne; mais ce ressenti-

ment étoit balancé par le désir de l'agrandissement de sa maison, sa passion dominante. Il la détermina à sacrifier quelques avantages à la France, pourvu qu'elle en procurât de plus grands à sa famille; or, ces avantages, dans l'état actuel de l'Europe, ne pouvoient se prendre que sur les Vénitiens, dont il sembloit que la domination ne dût pas s'étendre hors de leurs lagunes. Maximilien, qu'onne doit pas présumer ignorant des démarches de sa fille, prétendoit, comme empereur, au Padouan, et à plusieurs villes adjacentes ; et, commechefdela maison d'Autriche, au Frioul et à l'Istrie, sans doute avec l'intention secrète entre lui et Marguerite, quand il seroit maître de ces provinces, de se servir des forces qu'il en tireroit pour s'emparer du Milanez. Mais , afin que le roi de France ne fût pas trop alarmé de la puissance que son père alloit acquérir en Italie, elle proposoit de l'aider à conquérir le Bressan et plusieurs villes autrefois dépendantes du duché de Milan, et à se venger des Vénitiens, dont les tergiversations avoient été si fatales à lui et à Charles VIII son prédécesseur. Des avantages de convenance étoient assurés aupape, auquel on faciliteroit l'acquisition de villes qui seroient à sa bienséance; et à Ferdinand, qui prétendoit recouvrer Trani, Brindes, Otrante et Gallipoli, villes du royaume du Naples, qui étoient

engagées aux Vénitiens depuis dix ou douze ans. Les confédérés, se regardant comme bien supérieurs par leur antique noblesse et la splendeur de leur dignité à ces orgueilleux marchands, prirent entre eux l'engagement de réunir leurs efforts, et de persévérer dans leur réunion jusqu'à ce qu'ils eussent ou détruit ou fait rentrer du moins dans des bornes plus étroites cette trop sière république. Le traité fut conclu à Cambrai, entre Marguerite, au nom de Maximilien son père et de Ferdinand son beau-père; et le cardinal d'Amboise, agissant pour le pape et le roi de France. La princesse eut l'adresse de mettre les états de son neveu en Flandre, dont elle étoit gouvernante, hors de tout engagement avec la ligue. La discussion entre les négociateurs ne fut pas toujours pacifique, et plusieurs articles ne passèrent point sans des contradictions, même très-animées: « Nous nous sommes, écrivoit Marguerite, monsieur le légat et moi, cuidés prendre au poil. »

Quoique les Vénitiens ne sussent point positivement ce qui se passoit contre eux, ils en avoient cependant des soupçons, et entretenoient auprès du roi de France un ambassadeur, pour détourner le coup s'ils le pouvoient. Il se nommoit Condolmier, homme aimable, mais souvent embarrassé au milieu d'une cour où les préventions contre la république débordoient pour ainsi dire de toutes parts. Condolmier étoit valétudinaire. On lui demandoit un jour des nouvelles de sa santé. « Je me porte assez bien, dit-il, si ce n'est que j'ai grand mal aux orcilles, en entendant journellement ce qui se dit contre la république. » Dans une explication avec le roi, qui l'admettoit souvent à sa conversation, le Vénition, après avoir remontré au monarque le danger qu'il couroit en quittant d'anciens alliés, et en s'attachant à des ennemis à peine réconciliés, ajouta : « La république a de grands ressources, et c'est une entreprise bien périlleuse que de s'attaquer à une puissance gouvernée par tant de têtes sages. -Monsieur l'ambassadeur, répondit Louis, tout ce que vous venez de me dire est fort bon ; mais j'opposerai tant de fous à vos sages, qu'ils auront bien de la peine à les gouverner. Nos fous sont gens qui frappent à deoite et à gauche, et qui n'entendent pas raison quand ils ont une fois commencé. »

En effet, si les conditions stipulées pour le nombre et la marche des troupes et pour les points d'attaque cussentété exactement observées, il ne seroit r sté aux Vénitiens que leur ville et quelques îles. Quand ils apprirent la conclusion de cette confédération, les avis furent partagés entre eux. Le plus grand nombre opinoit à attaquer la ligue par la négociation auprès de chacun des confédérés en particulier, et à commencer par le pape. Dominique Trevisani, un des procurateurs de Saint-Marc, dit : « Montrer de la foiblesse, faire des offres à l'un des conjurés, c'est autoriser tous les autres à se mettre en droit de nous dicter des lois, et il n'en faut attendre que de très-dures. Le meilleur moyen d'éviter notre ruine est de nous roidir contre le danger, de ne point désespérer de la patrie; et quand nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, Dieu ne nous abandonnera pas. » Le doge reçut avec dignité le héraut françois qui vint lui déclarer la guerre. Il rappela les anciennes alliances, s'excusa sans bassesse des infractions qu'on alleguoit, et finit par ces mots : « Nous avons encore confiance en sa sacrée majesté, sinon nous espérons de nous défendre. Héraut, rapportez au roi de France ce que vous venez d'entendre. Partez. »

[1500] Le pape Jules II entama la guerre par des monitions, qui attribuoient leur pays au premier occupant, et qui furent suivies d'hostilités dans lesquelles il commença, à plus de soixante-dix ans, à montrer son goût pour les opérations militaires. Le roi entra lui-même en Italie avec douze mille hommes de cavalerie d'élite, six mille Suisses, et le double environ d'infanterie nationale. L'in-

constance des Suisses avoit fait reconnoître la nécessité de s'occuper de cette arme, si peu considérée jusqu'alors, qu'il ne fallut pas moins que legénéreux dévouement du chevalier Bayard, de Vandenesse, frère de La Palice, de Molard, gentilhomme dauphinois, qu'on peut regarder comme le créateur de l'infanterie françoise, et de quelques autres officiers distingués de gendarmerie, pour former et conduire, sans croire déroger, les nouvelles légions de cette milice. Les Vénitiens, qui faisoient alors tout le commerce du monde, opposèrent une armée plus nombreuse, mais moins forte, en ce qu'elle étoit composée de mercenaires ramassés de tous les pays; à la vérité, ils avoient à leur tête le comte Pétiliane et Barthélemy l'Alviane, deux excellens généraux. Malgréletalent des chefs, les soldats ne pouvoient tenir contre l'impétuosité françoise. Aussi le prudent Pétiliane ne disputa-t-il pas le passage de l'Adda. Il ne s'occupoit qu'à se retrancher. Mais la crainte de se voir coupé de Crémone, d'où il tiroit ses subsistances, l'obligea à un mouvement, pendant lequel les deux armées se rencontrèrent. Ce fut près d'unvillage nommé Agnadel, sur les confins des états de Venise, avoisinant au Milanez. L'avant-garde françoise étoit maltraitée par l'Alviane, lorsque Charles, comte de Bourbon-Montpensier, et, après lui,

le roi lui-même qui commandoit le corps de bataille, se présentèrent pour la soutenir. Les lances mercenaires ne purent résister longtemps au choc de la gendarmerie, encouragée par l'exemple de Louis, qui chargeoit en personne, et s'enfonçoit sans précaution dans les bataillons ennemis. Les boulets tomboient et tuoient autour de lui; on le pressoit de se retirer et de donner ses ordres de plus loin: « Que ceux qui ont peur, répondit-il gaiement, se mettent à couvert derrière moi. »

La déroute fut complète. Pétiliane sauva cependant une partie de l'armée, en donnant rendez-vous aux fuyards sous les murs de Bresse, qui étoit à quarante milles du champ de bataille. Plus près, la terreur auroit pu la dissiper de nouveau. L'Alviane, blessé, fut fait prisonnier par Vandenesse, et amené couvert de sang dans la tente du roi; il passoit pour homme d'esprit et intrépide : Louis XII, voulant l'éprouver, donne ses ordres en secret, et pendant qu'il s'entretenoit tranquillement avec le prisonnier qui avoit été pansé, l'alarme sonne ; tout le monde est troublé. Le roi apostrophe l'Alviane : « Qu'est-ce donc , seigneur Barthélemi? Vos gens sont bien difficiles à contenter, veulent-ils en tâter une seconde fois? — Sire, répondit fort paisible-ment le prisonnier, s'il y a combat aujourd'hui, ce ne peut être qu'entre les François;

VI.

car les nôtres, vous les avez gouvernés de manière que vous ne les verrez de quinze jours en face. »

Louis poursuivit les fuyards jusque sur les bords de la mer. De là contemplant la ville , dont un large fossé le séparoit, il fit braquer contre elle six coulevrines, et tirer cinq volées à coups perdus, « afin qu'il fût dit dans l'avenir, rapporte Brantôme, que le roi Louis XII avoit canonné la ville imprenable de Venise. » Petit et vain triomphe, qui étoit même plutôt une preuve d'impuissance qu'un titre de gloire. Il obtint plus de profit de sa victoire par la prise de toutes les villes que lui donnoit le traité de Cambrai, et même par la plus grande partie de celles qui étoient dans le lot de l'empereur, et que les Vénitiens se hâterent de lui rendre, mais qu'il remit fidelement à Maximilien. Il repartit ensuite pour la France, comme si l'expédition étoit finie et qu'il n'eût plus rien à craindre, moyennant les troupes qu'il laissa dans le pays.

Maximilien, malgré l'engagement pris dans le traité d'attaquer les Vénitiens concuremment avec le roi de France, lui en laissa tout le danger; il se fit long-temps attendre, parut enfin, presque dans l'arrière-saison, à la tête d'une nombreuse armée d'Allemands, et mit le siège devant Padoue, que les Vénitiens avoient reprise par un coup de main. Ils y avoient jeté toutes les troupes échappées à Agnadel. La ville étoit bien inunie, et Pétiliane, qui y commandoit, se défendoit trèsvaillamment. Les François vinrent secourir les Allemands avec un corps puissant de cavalerie, composé presque tout entier de chevaliers, du nombre desquels étoit Bayard. L'empcreur, dont l'infanterie se rebutoit de la longueur du siège, voulut engager cette chevalerie, qui n'avoit coutume que de combattre à cheval, armée de toutes pièces, à mettre pied à terre et à se mêler à ses fantassins. Les chevaliers françois ne savoient quel parti prendre sur cette proposition, craignant où de déroger, s'ils quittoient l'armure caractéristique de la chevalerie, ou d'être notés de couardise s'ils refusoient. Bayard leur fournit la réponse; ce fut de consentir à se mêler aux fantassins dans un assaut qui se préparoit, si les chevaliers allemands en vouloient faire autant; mais ceux-ci refuserent de s'assimiler à de vils piétons, et l'assaut n'eut pas lieu. Le siège tira en longueur. Les mercenaires impériaux, mal payés, désertèrent par bandes, et Maximilien lui-même, témoin de cet abandon, se déroba à son armée pendant la nuit avec ses seuls domestiques, laissant aux généraux le soin de lever le siège et de faire la retraite comme ils pourroient.

Les Vénitiens, en montrant toujours beau-

coup de fermeté, mettoient néanmoins dans leurs procédés toutes les condescendances propres à adoucir leurs ennemis. Pendant ce siège ils tentèrent beaucoup de sorties, et firent des prisonniers, surtout parmi les François, qui, couvrant ordinairement la retraite, se trouvoient plus exposés à tomber entre leurs mains. Le gouverneur Pétiliane les traitoit avec toutes sortes d'égards, et leur rendoit souvent la liberté. « Mes amis, leur disoit-il en les renvoyant, j'espère qu'avec l'aide de Dieu, le roi votre maître et la seigneurie retourneront quelque jour en amitié, et n'étoit les François qui soutiennent, croyez que devant qu'il fût vingt-quatre heures, je sortirois de cette ville, et en ferois lever le siège honteusement. »

Les soldats de Jules et ceux du roi de Naples, qui faisoient partie de l'armée assiégeante, ne se conduisoient pas mieux que l'infanterie allemande. La Palice, qui commandoit les François, découvrit des trahisons et des connivences avec les assiégés. La nuit ils tiroient sur les quartiers de Maximilien et des François; La Palice s'en plaignit, et fit même punir quelques malheureux soldats, qui ne suivoient en cela que l'ordre de leurs chefs. Ceux-ci agissoienten vertu des ordres de leurs princes, que les Vénitiens avoient satisfaits. Le pape, réconcilié secrètement avec eux, moyennant l'abandon des places qu'il désiroit, non-seulement cessa d'être leur ennemi, mais il devint leur protecteur, se brouilla avec le roi de France sur de légers prétextes, et attaqua tout aussi injustement Alphonse, duc de Ferrare, allié fidèle des François, et ennemi des Vénitiens.

[1510] Bientôt Jules ne tergiversa plus dans les démonstrations de sa haine contre Louis XII lui-même. Il accorda l'investiture de Naples à Ferdinand, sans saire mention de Germaine de foix, et de la réversion stipulée en faveur de la France. Dans un traité que le roi fit avec Henri VIII, qui montoit alors sur le trône d'Angleterre, et qui doit jouer un rôle si important à cette époque, Jules obtint qu'il y seroit inséré que, si Louis attaquoit l'Eglise, la paix qu'ils juroient ensemble seroit nulle. C'étoit un ennemi que Jules, par cette clause, préparoit à la France. Il pratiqua aussi les Suisses, et parvint à les indisposer contre les François leurs anciens alliés. L'instrument de la séduction chez eux étoit Mathieu Scheiner, homme de basse extraction, d'abord régent de collége, puis curé, ensuite chanoine, évêque enfin, et même décoré du chapeau, sous le nom de cardinal de Sion, afin de lui donner plus d'autorité dans les cantons, dont il gagna l'entière confiance. Il avoit offert ses services à Louis XII, qui les

dédaigna. Scheiner jura de le faire repentir

de son mépris, et tint parole.

Jules commença entin les hostilités par l'arrestation des ambassadeurs de France à Rome, par une tentative sur Gènes, qui ne réussit pas, et par une irruption dans les états du duc de Ferrare, qu'il accompagna de censures dirigées tant contre ce prince que contre ceax qui lui donneroient aide ou conseil. Ce n'étoit pas vraisemblablement la seule ambition et le désir d'agrandir ses états qui inspiroient à Jules une haine si envenimée contre Louis. On ne peut guère douter que le pontife n'eût découvert que le cardinal d'Amboise ne se défaisoit pas de l'espérance de mettre la tiare sur & tête, en forçant le pontife à l'abdiquer, et que le trop complaisant monarque ne sût disposé à appuyer de toutes ses sorces la chimère de son ministre. Mézeray trouve mauvais qu'on reproche au cardinal, comme un défaut, « d'avoir aspiré ardemment à la papauté; car, dit-il, ce n'est pas un blame à une suprême vertu de souhaiter une souveraine dignité, pour en bien faire à toute la terre. » Mais avec ce prétexte de bien public, dont tout ambitieux ne manque pas de se parer, on cause des guerres, des ravages et le malheur des peuples. C'est ce qui arriva de l'ambition d'Amboise, et sans aucun profit pour lui. Vingt fois il compromit les intérêts de l'Etatpour cette chimère; et cependant la postérité lui assigne un rang honorable entre les bons ministres qu'elle propose en exemple. C'est qu'au fond l'amour du bien étoit dans son cœur; que son ambition d'ailleurs fut modérée; que pour la servir il profita plutôt des circonstances qu'il ne les fit naître; et qu'enfin, au milieu des erreurs poliques où son illusion le fit tomber, il ne cessa de conserver pour le prince et pour les peuples un zèle et un attachement inviolable.

Les procédés hostiles du pape et ses hauteurs, qui tenoient de la bravade, déterminèrent le roi à retourner en talie. Il se concerta avec l'empereur, qui avoit aussi des motifs pour désirer que le pape éprouvât des revers. Ils devoient y entrer chacun avec une armée formidable, achever de dépouiller les Vénitiens; puis Louis conduiroit ou accompagneroit Maximilien à Rome, où il recevroit la couronne impériale. Alors, tenant le pape entre leurs mains, ils convoqueroient un concile. L'empereur appelleroit les prélats allemands, et le roi les prélats françois : tous réunis devoient faire le procès à Jules, pour cause de simonie, vexations et autres griefs qu'il n'étoit pas difficile de trouver dans la vie d'un pontife ambitieux et perturbateur, puis le déposer et lui donner un successeur. Mais c'étoit sur ce point que les deux

princes ne se seroient peut-être plus entendus. Louis croyoit travailler pour son ministre, et Maximilien, devenu veuf l'année suivante, auroit voulu travailler pour lui-même. Ce travers lui avoit passé par l'esprit. Il s'en explique clairement dans une lettre à Marguerite sa fille, gouvernante des Pays-Bas.

On y voit qu'il ne comptoit pas tellement sur la force, qu'il n'employât aussi la négociation. Sa fille l'exhortoit à se remarier. Il lui répond : « Nous ne trouvous point pour nulle resun bon, que nous nous devons franchement marier; mais avons plus avant mys notre délibération et volunté de james plus hanter faem. Et envoyons demain mons de Gurce, évêque, à Rome devers le pape, pour trouver fachon que nous puyssuns accorder avec ly, de nous prendre pour ung coadjuteur, afin qu'après sa mort pour uns estre assuré de avoir le papal et devenir prestre, et après estre saint, et que il vous sera nécessité que après ma mort vous serez contraint de me adorer, dont je me trouverez bien glorioes. » On croiroit, par cette fin, que ce seroit une plaisanterie, et une gaicté d'un père à sa fille; mais on a la vraisemblance qu'il parloit très-sérieusement, 1° parce qu'il recommande le secret, comme pour l'affaire la plus impor-tante, et qu'il signe, «Votre bon père Maxi-milien, futur pape. » 2° Parce qu'il mande qu'il avoit dans Rome une faction puissante pour lui, « et, ajoute-t-il, je commence à pratiker les cardinaux, dont deux ou trois cent mille ducats me feront un grand service, avec la partialité qui est déjà entre nous. » Or, on sait que Maximilien n'étoit pas homme à hasarder ses ducats sans espoir de réussite. D'ailleurs ce n'étoit pas un projet si mal imaginé que de vouloir joindre le sacerdoce à

l'empire.

Le cardinal d'Amboise auroit été fort étonné de se voir un pareil concurrent, si la mort ne l'avoit surpris avant qu'il en eût connoissance. Dans sa maladie il disoit à un religieux qui le servoit : « Ah! frère Jean, frère Jean, mon ami, que n'ai-je été toute ma vie frère Jean! » Il recommanda à sa famille assemblée autour de son lit, « de ne jamais se mettre jusque là où il s'étoit mis. » Si le cri de sa conscience fut excité par le repentir d'avoir sacrisié l'argent et le sang des François au désir de la papauté, on doit compatir à ses remords, surtout quand les meilleurs historiens conviennent que le peuple n'a jamais été plus ménagé, la police plus exacte, les fortunes particulières plus assurées que sous son ministère. Il étoit doux, humain et obligeant. Entre les traits qui l'honorent, on raconte qu'un gentilhomme, voisin de la belle terre de Gaillon, que le prélat cherchoit à agrandir. en possédoit une petite qui, entrant dans cette seigneurie, en défiguroit l'arrondissement. Le gentilhomme vint de bonne grâce en proposer au cardinal l'acquisition. D'Amboise s'informe du motif qui l'engage à se dessaisir du patrimoine de ses pères, auquel il paroissoit anparavant fort attaché. Le gentilhomme dit qu'il trouve pour sa fille unique un mariage avantageux qu'il ne peut accomplir sans vendre sa terre; qu'avec une partie du prix il marieroit sa fille, et que de l'autre il s'en fera des rentes pour passer doucement sa vieillesse. Le cardinal achète, paye, et, quand la demoiselle est établie, il rend au père son domaine. Ses courtisans s'étonnent comment il a pu se priver d'une possession tellement à sa bienséance. Le cardinal répond : « Je suis encore trop heureux, puisqu'au lieu d'une terre j'ai acquis un ami. » Ainsi, entouré de l'orgueil de la puissance, qui ordinairement endurcit le cœur, d'Amboise sentoit le prix de l'amitié, et en convoitoit le charme.

Le roi fut vivement touché de cette perte, et déclara solennellement qu'il seroit désormais son premier ministre: c'étoit une tâche qui, déjà pénible par elle-même, étoit devenue plus fatigante par les circonstances. Il falloit conduire une guerre qui se faisoit au loin, et pourvoir à ses besoins; retenir dans les liens d'une alliance équivoque Maximilier,

toujours prêt à échapper; démêler les ruses de Ferdinand et éviter ses embûches; surtout se tenir en garde également contre l'adresse et la violence de Jules, qui manioit avec une égale activité les armes spirituelles et temporelles. On le vit dans la guerre de Ferrare, à l'àge de près de quatre-vingts ans, l'épée à la main et la cuirasse sur le dos, commander lui-même ses troupes, et dresser des bulles de censures et d'excommunications. Au milieu de ces occupations, il tomba dangereusement malade. Se voyant sur le bord du tombeau, il parut se repentir des excès où son ambition et sa vengeance l'avoient emporté. C'est dans cette circonstance que Maximilien travailla à se saire du moins coadjuteur, et se flatta même de l'espérance prochaine de la papauté. « Car, écrivit-il à sa fille dans cette même lettre citée plus haut, le pape a les fièvres doubs et ne peut longuement fyre. » Mais Jules, convalescent, ne pensa plus comme Jules moribond. Ne pouvant pas séparer l'empereur du roi de France, il tâcha de soulever le corps germanique contre Maximilien. Une diete se tenoit à Augsbourg; le pape y envoya des ambassadeurs, qui se plaignirent de la conduite du chef de l'empire contre le chef de l'Eglise, et disposèrent les membres de la diete à exhorter leurs commettans, sous peine d'anathème, de ne donner ni aide ni secours

à l'empereur dans une guerre sacrilége, manifestement entreprise contre l'Eglise. Les bruits qu'il sema en Italie et les imputions de schisme et d'hérésie qu'il accumula sur Louis XII enlevèrent au monarque beaucoup

de partisans chez ce peuple timoré. Mais le plus grand mal que le pape fit à la France, ce fut de détacher les Suisses de leur ancienne alliance avec elle. Il est vrai que le roi donna lieu à leur défection par une vivacité injurieuse qui lui coûta cher. Ils lui demandoient une augmentation de solde journalière pour les capitaines, et de pensions pour les cantons; et ils accompagnoient leur demande de la menace de le quitter, en cas de refus. « Que prétendent donc ces misérables montagnards? dit le roi piqué, qui croyoit déjà les payer trop cher; est-ce qu'ils me regardent comme leur tributaire ou leur caissier? » Ce mot imprudent, malignement recueilli et méchamment paraphrasé, choqua ces hommes agrestes, mais fiers, et aida merveilleusement les manœuvres du cardinal de Sion, auquel sa dignité et son éloquence donnoient une grande prépondérance dans les délibérations communes. Il fit briller aux yeux de ces paysans soldats, plus religieux qu'instruits, la gloire de se déclarer protecteurs du saint Siège, et d'être les soutiens de la sainte Eglise. Par ces motifs, la nation

abandonna l'alliance de la France, non pas cependant assez généralement pour qu'il ne restâtencore quelques Suisses dans ses armées.

Le roi, instruit des mouvemens que se donnoient le pape et ses émissaires dans toute l'Europe, en France surtout, et même dans sa cour, qu'on y agitoit avec chaleur la ques-tion si religieusement il étoit permis de faire la guerre au pape, se détermina à fixer l'opinion par l'autorité d'un concile national. Il le convoqua dans la ville de Tours. L'assemblée, composée d'une grande partie des évêques de France, d'abbés, de chanoines et de docteurs, décida qu'on pouvoit en sûreté de conscience s'emparer pour un temps des places fortes que le pape remplissoit de troupes, et qu'il employoit à troubler la tranquillité de ses voisins; qu'il étoit licite de se soustraire à son obéissance, non point absolument ni en toutes manières, mais autant qu'il étoit nécessaire pour une juste défense, en se conformant, pendant la soustraction, pour les cas de recours au saint Siége, aux lois de l'ancienne discipline ; que ce que le roi pouvoit pour soi-même, il le pouvoit pour ses alliés, et que les excommunications lancées pour des intérêts temporels étoient nulles et de nul esset. Louis XII n'avoit pas besoin de cette décision pour tranquilliser sa conscience; mais il n'en étoit pas de même de

VI.

la reine Anne. Peu éclairée, et selon l'ordinaire d'autant plus décisive, il lui arrivoit de faire sur cet objet des remontrances assez vives à son époux. Il les écoutoit avec une patience qui étonnoit ses courtisans. Quelques-uns s'étant permis un jour de lui en témoigner leur surprise, il leur répondit tranquillement: « Il faut bien souffrir quelque chose d'une femme, quand elle aime son honneur et son mari. »

Le concile exhorta le roi à faire connoître au pape sa décision. Cinq cardinaux, mécontens de Jules, et ne pouvant plus supporter sa hauteur et son opiniâtreté tyrannique, l'avoient déjà quitté, et s'étoient réfugiés à Florence, ville dévouée aux François. Pour plus grande sûreté, ils passèrent ensuite à Milan. De là ils répandoient des manifestes contre la conduite du pape, qu'ils traitoient d'imprudente et de vexatoire, et faisoient entendre que les excès en étoient au point de ne pouvoir être réprimés que par un coucile général, comme il étoit arrivé du temps des conciles de Constance et de Bâle, dont ils citoient l'exemple. Les pères de Tours prièrent le roi d'accorder à ces cardinaux la protection dont ils avoient besoin pour assembler ce concile à Pise. Quant à eux, ils s'engagerent à se réunir à Lyon, pour délibérer sur la conduite du pape quand il auroit donné réponse. En attendant, ils défendirent de s'adresser à la cour de Rome pour aucune affaire, et d'y envoyer de l'argent; et de leur autorité privée, et sans consulter le pape, ainsi qu'ils avoient contume, ils accorderent au roi cent mille écus à prendre sur les biens ecclésiastiques. Mathieu Lang, évêque de Gurk, et premier ministre de l'empereur qui l'avoit envoyé à cette assemblée, en souscrivit toutes les résolutions, et demanda, au nom de son maître, un recucil exact des libertés de l'Eglise gallicane, pour les faire adopter en Germanie. Mais au lieu d'y devenir, comme en France, un simple préservatif contre les entreprises de la cour de Rome, elles produisirent dans les écoles de théologie, dans lesquelles, pour intimider le pape, les dissémina l'imprudent Maximilien, et ou étudioit alors le fameux Martin Luther, une fermentation funeste, qui devoit être presque aussi fatale à l'autorité de l'empereur qu'à celle du pape.

Pendant ces arrangement, la guerre se faisoit à outrance en Italie, par petites actions, souvent plus meurtrières que les grandes batailles. Les François étoient accourus de Milan au secours du duc de Ferrare, sous le commandement du maréchal de Chaumont, général expérimenté, mais trop temporiseur; par des marches savantes,

il enferma le pape dans Bologne: le pontife, qu'il pouvoit forcer sur-le-champ, offrit de faire un accommodement sincère avec la France, et demanda du temps. Chaumont l'accorda; mais pendant le délai arriva un général vénitien conduisant un corps de Turcs à la solde de la république. Jules, protégé d'ailleurs par l'ambassadeur du roi d'Angleterre, et même par celui de l'empereur, fut sauvé; et Chaumont, qui, même ca réussissant, craignoit d'être désavoué, reprit la route de Ferrare, et mourut à peu de temps de là. On remarque qu'il fit demander au pape la levée des censures qu'il pouvoit avoir encourues pour lui avoir fait la guerre.

[1511] Le maréchal de Trivulce lui succeda. Sous lui combattoient Fontrailles, La Palice et Bayard, les derniers héros de la chevalerie françoise. Toujours en action, ils désoloient le pontife guerrier par des courses perpétuelles. Peu s'en fallut que Bayard ne le surprit dans une embuscade habilement dressée, et dont une tempête de neige survenue à propos pour le pape empêcha l'effet. Jules, se rendant sans escorte au siége de la Mirandole, fut obligé, par l'effet de l'ouragan, de revenir sur ses pas; il rentroit dans le château d'où il étoit parti, lorsque Bayard, à la poursuite des fuyards, parut à l'extrémité du pont. Le pontife n'eut que le temps de

sauter à bas de sa litière et d'aider même à

hausser le pont-levis.

Rien ne pouvoit mieux seconder les armes françoises qu'un concile général, qui auroit tenu Jules dans une perplexité embarrassante. Lonis XII fit ses efforts pour l'assembler. De tous les princes qui avoient promis de secon-der son projet, il trouva les uns froids et indifférens, les autres répugnans et mêmes contraires. Le roi d'Angleterre tenoità gloire de se déclarer protecteur du pape; le roi d'Ecosse prioit qu'on ne l'engageat pas dans cette affaire, de peur qu'elle ne servit de prétexte à son voisin pour lui déclarer la guerre; le roi de Portugal craignoit de désobliger Ferdinand-le-Catholique, roid'Aragon, qu'on savoit secrètement attaché au pape, qui lui prodiguoit tous les priviléges qu'il désiroit pour ses royaumes de Naples et de Sicile; et les princes mêmes d'Italie qui joignoient leurs enseignes aux drapeaux françois, tout en combattant le pape, hésitoient à se brouiller irrévocablement avec lui, et craignoient pour leurs états les troubles inséparables du schisme. Le seul Maximilien se montroit décidé à suivre le plan concerté avec Louis pour le concile, et il promit d'y envoyer les évêques d'Allemagne et des Pays-Bas, en même temps que le roi grossiroit cette assemblée de tous les prélats de France. Cependant Maximilien

se prêta à quelques conférences de paix avec le souverain pontife, qui tenoit sa cour à Bologne. Il lui envoya l'évêque de Gurk son confident; mais, comme si ce ministre ne fût venu que pour faire au souverain pontife un refus de parade, il rejeta avec hauteur des propositions très-acceptables, dans lesquelles le pape, il est vrai, s'obstinoit à ne vouloir pas comprendre Louis XII. Le résultat de ces conférences inutiles fut la convocation du concile de Pise, qu'autoriserent les ministres de

l'empereur et du roi de France.

Dans ces entrefaites, le duc d'Urbin, général du pape, perdit une bataille; son armée fut complétement défaite et presque détruite. La prise de Bologne devint le prix de cette victoire remportée par Trivulce. Avant l'action, Jules, en prévoyant l'issue, s'étoit retiré à Ravenne, d'où il fit faire des offres à Trivulce. Celui-ci, qui craignoit, en poursuivantses succès, d'aller au-delà de ses instructions, les envoya au roi; et en attendant sa réponse, le souverain pontife gagna Rome, dont l'armée victorieuse auroit pu lui fermer le chemin. Par déférence pour Maximilien, qui s'étoit montré constant dans leurs communes résolutions, Louis XII rejeta aussi les propositions du pape, quoiqu'elles lui sussent très-avantageuses.

Un si bel accord entre des princes d'inté-

rêts si opposés ne pouvoit guere durer. On ne ne sait par où Jules attaqua Maximilien, si ce fut par l'ambition ou l'intérêt, deux moyens également puissans sur lui; l'argent, métal enchanteursur lequel ses regards se portoient toujours avec complaisance, ou le désir de rattacher à ses autres possessions le duché de Milan, à son gré trop peu payé par l'hom-mage que Louis XII lui en avoit fait, quoique ce monarque cût assez chèrement acheté son propre bien. Quelque moyen de séduction qui ait été employé auprès de l'empereur, peu après avoir rejeté dédaigneusement les offres du pape, Maximilien commença à biaiser dans sa conduite. Il se plaignit de ce que le concile étoit indiqué pour la ville de Pise, et non pas pour une ville d'Allemagne, et ce mécontentement apparent lui servit à ne pas presser l'arrivée des évêques de Germanie. Il ne s'y rendit que quelques François et quelques Italiens, qui se joignirent aux cardinaux mécontens. Le concile fut ensuite transféré à Milan, parce que la ville de Pise ne paroissoit pas assez sûre. Jules opposa à cette assemblée la convocation d'un concile général, qui devoit se tenir dans le palais de Latran. En attendant, il déclara les membres du concile schismatiques, et jeta l'interdit sur les villes qui le recevroient. Ce fut une des causes de la défaveur qu'éprouva le concile à Pise, et qui

obligea les membres de le transférer à Milan. Enfin Jules eut l'adresse d'engager Ferdinand-Ie-Catholique, infidèle à tous ses traités avec la France, à se déclarer ouvertement pour lui. Il obtint la même complaisance du roi d'Angleterre, qui fit même auprès du roi de France des instances mêlées de menaces, si on ne rendoit pas Bologne à l'Eglise. De ces princes et des petits souverains d'Italie, ainsi que de la grande république de Venise et de quelques autres moindres, Jules forma une association qu'on appela la ligue sainte ou la ligue de la sainte union. Les Suisses s'y joignirent, partie par zèle de religion, partie par ressentiment des paroles méprisantes de Louis XII; et bientôt parut en campagne, sous les étendards de l'Église, une armée de ces mêmes Suisses entraînés contre la France, de ces troupes mercenaires qui vendoient leur sang aux princes italiens dans leurs querelles; de bataillons napolitains, nommés bandes espagnoles, que Ferdinand licencia, afin qu'elles s'engageassent au pape; et enfin de Turcs mêmes soldés par les Vénitiens, et qui arboroient le croissant de Mahomet à côté des clefs de saint Pierre. Un agent du pape en Angleterre trahit les secrets du pontife, et livra sa correspondance à Louis XII. Ce prince reconnut alors avec étonnement quels étoient ses ennemis. Dissimulé pour la première fois de sa vie, il affecta de croire aux protestations d'amitié qu'ils continuoient à lui faire, ou aux justifications qu'ils offroient de leur conduite, et il ne peusa plus qu'à déjouer leurs complots par des mesures vigoureuses.

[1512] Cependant l'humeur belliqueuse de Jules, qui appeloit sur Rome les fléaux de la guerre, déplut à ses habitans. Les manifestes que le roi de France y répandit avec profusion, et les manœuvres des agens qu'il y sit glisser, réussirent si bien que le peuple se révolta, et que le pape sut contraint de se réfugier pour un temps dans le château Saint-Ange. La haine entre le souverain pontifé et le monarque étoit à son comble: celui-ci fit frapper une médaille ou monnoie qui exprimoît son ressentiment et ses projets. Elle portoit pour légende: Perdam Babylonis nomen. " J'effacerai jusqu'au nom de Babylone. " J'ellacerai jusqu'al nom de bany-lone. " C'est ainsi qu'il qualificit le pape et la partie du sacré collége qui lui restoit attachée; et ce n'étoit pas une menace vague. Il se préparoit à y donner tous les effets po-sibles. Son projet, auquel l'armée formidable qu'il envoyoit en Italie donnoit l'esprance d'un plein succès, étoit d'aller droit à Rome, d'y entrer de gré ou de force, de faire le pape prisonnier, d'amener en triomphe son concile de Milan dans la capitale du monde chrétien, de déposer Jules, de placer sur son trône un pontife dévoué à ses intérêts, et d'envoyer ensuite son armée, continuant ses exploits, s'emparer du royaume de Naples.

Il en donna le commandement à Gaston de Foix, duc de Nemours, sou neveu, fils de sa sœur, jeune homme de vingt-deux ans, qu'il aimoit tendrement, plein de grace et de valeur, enjoué et sensible, aimable et généreux, chéri à la cour par sa galanterie noble, adoré dans les camps pour ses vertus guerrières, et auquel Louis destinoit sa seconde fille et la couronne qu'il l'envoyeit conquérir. Gaston commença ses exploits avec une rapidité qui lui fit donner le surnom de foudre d'Italic. La ville de Bologne, enlevée au pape après qu'il s'en étoit sauvé en amusant le maréchal Chaumont, étoit pressée par l'armée de la sainte union, commandée par Raimond de Cardonne, vice-roi de Naples. Gaston, à la faveur de la nuit et de la neige, y pénètre avec toute l'armée sans que les assiégeans s'en aperçoivent, et par cette seule mesure il en fait lever le siège. Sans se reposer, il vole à Bresse, que les Vénitiens venoient de surprendre, et la leur enlève après un combat terrible. Avec la même rapidité il revient sur ses pas chercher l'armée de l'union qu'il s'étoit borne d'abord à faire reculer. Il étoit instant de la dissiper. Ferdinand menaçoit

d'entrer en Languedoc; Henri VIII son gendre, de descendre en Picardie; et Maximilien enfin avoit donné ordre à cinq mille lansquenets, levés dans ses états et à son invitation par Louis XII, de rentrer dans leur patrie. Le brave capitaine Jacob (Jacques d'Empser) qui les commandoit, indigné de la lâcheté qu'on lui ordonne, en fait part à Gaston, et lui demande sur-le-champ la bataille, pour prévenir la nécessité où il se trouvoit d'obéir. Elle fut fixée au lendemain, jour de Pâques, et la défaite de l'armée papale fut complète; elle perdit son artillerie et ses bagages, et laissa quinze mille hommes sur le champ de bataille. Pierre Navarre, Fabrice Colonne, le jeune marquis de Pescaire et le cardinal de Médicis, qui fut pape l'année suivante sous le nom de Léon X, furent faits prisonniers. Les seules bandes espagnoles, commandées par Navarre, soutinrent noblement l'honneur qu'elles avoient acquis sous Gonzalve, le grand capitaine: plusieurs fois enfoncées, mais jamais vaincues, elles s'étoient ralliées au nombre de deux mille hommes, qui, enseignes déployées, tambour battant et marchant au pas, se retiroient sièrement à Rayenne. On vient en avertir Gaston, qui, entouré de jeunes seigneurs de son âge, contemploit avec la joie d'un premier triomphe les ennemis fuyant dans la plaine. Il craint qu'une si

belle retraite ne dérobe quelques rayons à sa gloire; et, sans considérer la foible escorte qui l'accompagnoit, il part et vole affronter cette colonne formidable: mais du premier choc il est enlevé de son cheval et jeté dans un fossé bourbeux, où il expire. Presque tous les jeunes imprudens qui l'avoient suivi furent tués; un d'entre eux, Odet de Foix, sieur de Lautrec, et depuis maréchal de France, fut percé de vingt-deux coups de lance, dont aucun ne se trouva mortel.

Cet événement répandit dans l'armée victorieuse une sombre tristesse, qui éclata bientôt en gémissemens et en sanglots. On regrettoit Gaston, ce vainqueur de vingt-deux ans, tant pour lui-même que pour les grandes choses qu'on en espéroit. Il n'y a point de doute qu'il ne fût allé droit à Rome et n'eût rempli les désirs de son oncle. Jules, qui apprit la nouvelle de la défaite de son armée avant celle de la mort du général ennemi, en trembla. Mais La Palice, qui prit le commandement des François, n'étant pas instruit des intentions du roi, se contenta d'investir Ravenne, qui ne tarda pas à se rendre, et y attendit les ordres du roi. Louis, singulièrement attaché à son neveu, qui, à la vérité, méritoit toute sa tendresse, fut accablé de tristesse à la nouvelle de sa mort. Il répondit à ceux qui le félicitoient de sa victoire : « Souhaitez-en de pareilles à mes

Cette victoire, en effet, fut comme le signal des malheurs qui fondirent sur lui depuis ce temps presque jusqu'à sa mort. Le pape, informé de la consternation de l'armée et de l'irrésolution du chef, reprit courage. Il ranima la ligue de la sainte union prête à se dissoudre, et y rattacha plus fortement les barons romains et d'autres princes italiens, qui s'en étoient éloignés à la vue des grandes forces envoyées de France pour la détruire. Contre son ordinaire, l'impétueux et violent Jules s'appliqua à se concilier les confédérés par des égards et de bonnes manières; mais il lança les foudres de sa colère sur les cardinaux et les autres prélats revenus de Milan à Pise, qui l'avoient déclaré suspendu de ses fonctions, et dont Louis XII avoit fait recevoir le décret en France. Il les somma de comparoître au concile de Latran, pour y subir la honte d'une condamnation, et d'avance il les frappa d'excommunication. Enfin cet habile politique, qui avoit si bien aiguisé la jalousie de Maximilien touchant les exploits des François, et à la sollicitation duquel ce prince, après avoir manqué aux principaux engagemens de la ligue de Cambrai, en n'envoyant d'abord que de foibles secours et dans des délais qui les rendoient inutiles, les avoit

VI.

retirés aux François dans les momens périlleux, remua aussi l'Angleterre; et ce fut encore à son instigation que, sans avoir été offensé, et sous les plus frivoles prétextes, Henri VIII se détermina à attaquer la France.

La crainte d'une descente sur les côtes de Picardie et de Normandie força Louis de rappeler, pour la sûreté de ses provinces, les troupes stationnées sur les frontières du Dauphiné et de la Provence, que Ferdinand, roi d'Aragon, menaçoit d'une invasion, dans l'intention d'opérer une diversion favorable à son royaume de Naples. La Navarre couvroit la France de ce côté. Le trône en étoit occupé par don Juan d'Albret. Le roi catholique requiert brusquement le passage. Le Navarrois avoit encore assez de troupes pour opposer de la résistance et attendre les renforts que Louis, son parent et son allié, intéressé à sa conservation, n'auroit pas manqué de lui envoyer. Mais don Juan, prince indolent, amateur du repos et des plaisirs, accorde la demande, malgré les remontrances de Catherine de Foix son épouse. Ferdinand, afin d'assurer, dit-il, son retour, met garnison dans la capitale, s'empare des places fortes, et exerce partout les actes les plus absolus de la souveraineté. Les François, commandés par le jeune duc de Valois, le duc de Longueville et Charles de Bourbon-Montpensier, depuis connétable, accoururent en vain au secours de leur allié. Ils reconquirent, à la vérité, presque tout le royaume; mais Pampelune, la capitale, les arrête. L'hiver survint, et, faute de vivres dans un pays' ruiné, ils furent forcés de repasser les Pyrénées. La désolée Catherine, ne pouvants'empêcher de se regarder comme privée de sa couronne, disoit douloureusement à son mari: « Don Juan, mon ami, si nous fussions nés vous Catherine et moi don Juan, nous serions

encore rois de Navarre. »

La nécessité où le roi se trouvoit de se défendre contre les Anglois et les Espagnols l'avoit empêché de recruter et de renforcer l'armée d'Italie, affoiblie par ses propres succes. Presque toute l'infanterie et le brave de Molard son instituteur, avoient péri à Ravenne. Comme l'armée étoit mal payée, les soldats se dédommageoient par le pillage, s'empressoient ensuite de mettre leur butin en sûreté, et désertoient par bandes. La Palice, hors d'état de remédier à ce désordre, se retire prudemment dans le Milanez, en garnit les places, et se prépare à résister à un débordement de Suisses que le cardinal de Sion amenoit contre ce dernier asile des Francois en Italie, et auxquels les Grisons et Maximilien, alliés ostensibles de Louis XII, avoient donné passage et fourni des renforts de cava-

lerie etd'artillerie qui leur manquoient. On appeloitScheiner le général tondu. A l'exemple de Jules son patron, il portoit la cuirasse, dirigeoit les opérations militaires, et inspiroit l'ardeur de la guerre à ces montagnards, en leur vantant sans cesse les richesses des plaines fertiles dont il leur promettoit les dépouilles. L'impossibilité de leur résister et les ordres mêmes du roi firent prendre à La Palice le parti de la retraite; elle fut protégée par Bayard et Louis d'Ars. Mais, dans le tumulte inévitable qu'elle entraînoit, le cardinal de Médicis trouva moyen de s'évader. Ainsi, à quelques forteresses près, où les François laissèrent des garnisons, telles que celles de Gênes, Milan, Crémone, Bresse, Crême, Lugan et Locarno, l'Italie fut perdue pour eux.

[1513] Ce malheureux pays, en proie tour à tour aux soldats fugitifs de la sainte ligue, dispersés à Ravenne, et aux débris de l'armée victorieuse, lansquenets allemands, fantassins espaguols et françois, menacé à tout moment de l'invasion des Suisses, étoit encore tourmenté par une guerre civile. On a vu que Ludovic Sforce, dit le Maur, avant que de tomber entre les mains des François, avoit confié sa famille à l'empereur, son allié par Blanche Sforce sa dernière femme, nièce de Ludovic. Ce prince auroit bien désiré in-

vestir du duché Charles son petit-fils, ou Ferdinand, frère de Charles; mais le mécontentement des confédérés, effrayés d'un si puissant voisinage, l'obligea à se désister de ce projet. Il n'empêcha donc point, si même il n'excita pas Maximilien Sforce, fils aîné de Ludovic, à paroître dans le Milanez et à tâcher d'y ranimer les partisans de son père, ce à quoi il réussit en partie. Il ne reçut pas pourtant d'investiture. Il se forma dans plusieurs villes des factions qui s'acharnèrent et

firent couler le sang.

Sforce étoit appuyé par les Suisses, comme il paroît par les conditions qu'ils prétendirent imposer à la France dans une négociation que La Trémouille fut chargé d'entamer avec eux. Ils estimoient ce général, sous lequel ils avoient plusieurs fois combattu. Le conseil du roi jugea à propos d'employer le crédit qui lui restoit chez eux pour les dissuader de prêter leurs armes aux ennemis de la France. Mais leur prévention contre elle étoit telle, que La Trémouille, arrivé à Lucerne, vit la populace s'attrouper autour de lui : il fit jeter quelque argent qu'elle ne daigna pas ramasser, et il fallut que le magistrat envoyât une garde à son auberge, où on ne lui avoit préparé aucun logement. Il voulut entamer la négociation avec quelques membres du con-seil; mais le conseil avoit défendu à ses membres, sous peine de la vie, de communiquer avec lui. L'intérêt de l'Etat lui fit dissimuler ces procédés. Sa douceur et sa persévérance triomphèrent enfin de ces premiers obstacles. Mais quand les Suisses se furent déterminés à l'écouter, ils demandèrent sans détour que le roi de France retirât sur-le-champ les garnisons qu'il tenoit dans les principales villes du duché de Milan, et surtout qu'il remît à Maximilien Sforce les châteaux de Milan, de Crémone et de Gênes. Une autre proposition fait connoître d'elle-même par qui elle étoit inspirée : elle tendoit à ce que le roi abolît dans tous ses états les libertés de l'église gallicane, contre lesquelles le pape venoit de publier un monitoire, et qu'il avoit dénoncées au concile de Latrau. Les bons Suisses ne s'oublièrent pas non plus. « Et vous porterez, dirent-ils, à cinquante mille écus les pensions annuelles des cantons, et vous soudoyerez quinze mille Suisses en paix comme en guerre. Promettez-vous cela? » La Trémouille s'étant récrié sur ces propositions, et ayant déclaré qu'il n'avoit pas de pouvoir pour en accepter de pareilles : « Eh bien! lui répondirent-ils, vous pouvez vous houzer, c'està-dire, mettre vos bottes et partir. »

Le roi fut un peu rassuré contre l'incertitude des Suisses par un traité avec les Vénitiens. La république s'étoit à la fin aperçue qu'elle étoit vraiment le jouet des confédérés de la sainte union. Ferdinand lui prenoit ses villes sur les frontières de Naples; Jules, autour des terres de l'Eglise; et l'empereur, quoiqu'il ne fût pas du nombre des confédérés, les secondoit réellement, entirant de l'argent de la république, par la crainte qu'il lui inspiroit de se joindre à eux; de sorte que c'étoit véritablement elle qui faisoit les frais de la guerre dont les autres tiroient le profit.

Au fond, la guerre entre les François et les Vénitiens, sous Louis XII, n'avoit été d'abord qu'une querelle de point d'honneur. Les républicains, enflés de l'espèce de fuite de Charles VIII devant eux, malgri la victoire qu'il avoit remportée à Fornoue, du butin qu'ils avoient fait sur lui à cette époque même, et notamment de la prise de sa magnifique tente et de ses équipages somptueux, en avoient fait des trophées qu'ils montroient avec complaisance. Louis XII, allant à la conquête de Naples, les avoit contraints de rendre ces dépouilles humiliantes pour la France ; de cette restitution forcée, il étoit resté aux Véni iens un dépit qui les porta à s'opposer tant secrètement qu'ouvertement aux progrès des François. Ceux-ci se vengèrent par la ligue de Cambrai, et les républicains par l'accession à la ligue de la sainte union; mais, vainqueurs et vaincus, ils reconnurent le danger des nouvelles liaisons, et resserrèrent leurs anciens nœuds. Bientôt ils eurent conclu, pour recouvrer le Milanez et les états de terre ferme de Venise, une ligue offensive et défensive, qui réunit sous les mêmes drapeaux des soldats accoutumés à se combattre. Louis avoit rendu aux Vénitiens deux prisonniers importans, Gritti et l'Alviane, et renoncé à ses prétentions sur les villes qu'il leur avoit enlevées et qu'il ne possédoit plus; et les Vénitiens, en retour, lui avoient abandonné leurs droits sur Crémone.

Ce traité et une trève d'un an avec Ferdinand et avec Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, donnerent au roi quelque tranquillité sur les affaires d'Italie; et pour surcroît de sécurité Jules II mourut. Non content de s'être fait payer de ses services dans la ligue par le don de Parme et de Plaisance, arrachés au Milanez, Jules, au moment où la mort le surprit, songeoit à envahir Ferrare, le but chéri de ses désirs : il ourdissoit en même temps une révolution à Florence, pour en expulser les Médicis, rétablis depuis peu par Raimond de Cardonne, que l'avarice de Ferdinand avoit forcé à se faire une ressource de cette expédition ; il publioit enfin une bulle contre les priviléges du royaume de France, le livroit au premier occupant, en punition du schisme de son roi, et transféroit au roi

d'Angleterre le titre de roi très-chrétien.

Jean, cardinal de Médicis, fut élu tout d'une voix le septième jour du conclave, et prit le nom de Léon X. Louis s'empressa de le prévenir. Il lui fit offrir d'abandonner le concile de Pise, et de se déclarer son bon, dévot et obéissant fils, si lui-même vouloit en agir en père et révoquer les censures de son prédécesseur. Le caractère personnel de Léon le portoit à la conciliation; mais, n'ayant pas encore eu le temps de reconnoître tous les intérêts qu'il avoit à ménager, il se borna à des louanges et à des promesses, et supplia le roi desuspendre ses projets hostiles sur l'Italie. Louis ne crut pas devoir lui faire ce sacrifice.

Maximilien Sforce, peu aidé par l'empereur son protecteur, s'étoit trouvé dans lanécessité de mettre des impôts sur ses nouveaux sujets. Ses exactions aliénèrent les Milanois. Ce fut dans cette circonstance que le roi fit passer en Italie une armée nouvelle, mais peu nombreuse : il en offrit le commandement à Charles de Bourbon-Montpensier, digne émule de Gaston. Mais le jeune prince, qui avoit apprécié la position des François au-delà des monts, refusa de s'en charger. A son défaut, le généralat fut offert à La Trémouille et à Trivulce, qui furent moins circonspects que lui. A leur rentrée, beaucoup des partisans de Sforce retournèrent sous la domination

des François, qui se virent encore une fois maîtres de tout le duché. Sforcese retira avec six mille Suisses dans Novare, où l'armée françoise l'assiégea; mais après plusieurs as-sauts livrés sans succès, elle leva le siége, à cause d'un renfort de dix mille Suisses qui s'introduisirent dans la place. La Trémouille alla camper à quelque distance, attendant lui-même pour agir des renforts qui lui étoient promis; mais Trivulce, auquel La Trémouille abandonnoit la direction des marches et des campemens, parce qu'il étoit du pays et devoit mieux le connoître, plaça mal l'armée françoise, dans un pays coupé de canaux et de ravins, où la cavalerie ne pouvoir agir. La Trémoullle, de son côté, comptant trop sur l'expérience de son collègue, et dans la sécurité qu'il ne seroit point attaqué, n'avoit couvert son camp que de son artillerie. Les Suisses, ayant reconnu sa position, forment le projet de l'assaillir. Sur le soir ils partent sans bruit de Novare, et arrivent à la pointe du jour en présence du camp. L'artillerie tonne en vain sur eux : malgré ses ravages, sans rompre leurs rangs, ils accélèrent le pas, parviennent jusqu'au canon, s'en emparent et le dirigent sur les François. L'infanterie fut totalement défaite; la cavalerie ne put aller à son secours, et les François, poursuivis sans relache, abandonnerent non-seulement

le Milanez, mais toute l'Italie et notamment Gènes, qui alors s'affranchit de leur domi-

nation et se donna un doge.

Ce dernier malheur fournit aux ennemis de Louis XII l'occasion de développer leur profonde animosité; car on ne peut guère attribuer qu'à cette cause l'invasion que tentèrent l'empereur Maximilien , Henri VIII , roi d'Angleterre, et les Suisses; invasion qu'ils ne daignèrent pas légitimer du moindre prétexte, mais dont il paroît que le motif étoit, de la part du roi d'Angleterre, le désir de profiter des désastres du roi pour reconquérir quelque partie de la France; de la part des Suisses une impulsion de fureur aveugle et de zèle fanatique, donnée par le cardinal de Sion ; et enfin de la part de l'empereur, la passion de se rendre maître si absolu du duché de Milan, qu'il pût en donner l'investiture à qui bon lui sembleroit; et il y a lieu de présumer qu'intérieurement il la destinoit à son petit-fils, l'archiduc Charles d'Autriche, déjà roi de Castille et souverain des Pays-Bas. Ce qui donne lieu à cette conjecture, c'est que la confédération entre les envahisseurs fut signée à Malines, sous les yeux de l'archiduchesse Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, toute dévouée à l'agrandissement de sa maison, et à l'augmentation de la puissance de son petit-neveu.

Marguerite étoit cette princesse qui, appelée à la cour de France dans l'espérance d'épouser Charles VIII, en étoit sortie lorsque ce jeune monarque donna la main à Anne de Bretagne. Louis XII, étant duc d'Orléans, avoit été élevé avec elle et conservoit de leur liaison un souvenir affectueux dont on a la preuve dans une lettre qui est restée. Il étoit marié avec Anne de Bretagne, deux fois ainsi rivale de Marguerite, lorsqu'il lui écrivoit : « Vous êtes la seconde personne du monde que j'aime le plus tendrement. Je veux absolument embrasser ma cousine, ma vassale, ma première maîtresse, et après l'avoir fait rougir de ses coquetteries, lui jurer une éternelle tendresse. »

Mais s'il restoit dans le cœur de l'Autrichienne quelque trace des impressions d'enfance, la politique et l'attachement à sa maison l'emportoient. Elle présida donc au traité
par lequel Henri VIII s'engageoit à entrer
en France, par la Picardie ou la Normandie,
avec une armée de cinq mille chevaux et quarante mille hommes de pied, et Maximilien
par la Bourgogne, à la tête de trente mille
Suisses. La confédération comptoit aussi sur
Ferdinand, roi d'Espagne, dont Henri VIII
avoit épousé la fille, et qui, établi en Navarre, devoitpénétrer de là dans les provinces
méridionales. Il y a même lieu de croire qu'il

contribua beaucoup à entraîner son gendre dans la ligue. Le roi n'attendit pas l'attaque des Anglois. Comme ses galères, par les désastres d'Italie, devenoient inutiles sur la Méditerranée, il ordonna au vice-amiral Préjean de les mener dans l'Océan. « Ce fut, remarque Mézeray, la première fois que le détroit de Gibraltar vit entrer de ces sortes de vaisseaux dans la grande mer, lesquels néanmoins, àraison des rames dont ils se remuent, avec beaucoup d'agilité durant le calme, sont très-propres à battre les grands navires, qui, durant presque tout l'été, ne sauroient se tourner faute de vent. Primaudet, capitaine breton, joignit vingt gros vaisseaux aux galères; les deux escadres, angloise et françoise, eurent des engagemens qui ne furent pas décisifs. Le Breton, n'ayant un jour que vingt navires, fut rencontré par quatre-vingts des ennemis. « Ce combat, dit Mézeray, est remarquable. Après que Primaudet en eut fracassé et coulé à fond près de la moitié, les ennemis, ne pouvant plus se défendre contre les coups de main des Bretons et des Normands, deux nations qui, pour se sentir moins adroites dans la marine que ne sont les Anglois et les Flamands, vont d'ordinaire tout d'un coup à l'abordage avec une terrible furie, jeterent du feu d'artifice dans son vaisseau; c'étoit le plus beau qui fût sur mer, et

VI.

14

que la reine avoit fait bâtir et nommer la Cordelière. » Primaudet auroit pu se sauver dans un esquif de son vaisseau embrasé; mais, préférant l'honneur à la vie, il le dirige contre l'amiral anglois, s'y cramponne, lui communique les flammes dont il est consumé, et tous deux périrent avec ceux qui les montoient. Préjean, dans une autre rencontre, repoussa jusqu'en Angleterre les Anglois qui l'avoient attaqué, y descendit avec eux, et mourut

des blessures qu'il y reçut.

Malgré l'économie de Louis XII, et l'obli-gation qu'il s'étoit imposée de ne point augmenter les impôts, depuis deux ans il avoit été forcé d'établir une crue, c'est-à-dire une augmentation de tailles. Dans la pressante nécessité d'un surcroît de dépense, pour ne point molester ses sujets par de nouvelles taxes, il mit en vente des domaines de la couronne. Le parlement apposa à ces ventes des conditions qui leur donnoient plutôt un caractère de prêt que d'aliénation. Les acheteurs reconnoissoient ne les posséder qu'en manière d'usufruit. Ils consentoient à ne point changer les titulaires des offices, à ne point couper les bois, à ne se permettre aucune dégradation, et à vider leurs mains quand ils en seroient requis, moyennant une pension sur le trésor public, qui diminueroit à mesure que le capital seroit remboursé.

Les Anglois aborderent à Calais au nombre stipulé par le traité de Malines. L'empereur les joignit mal accompagné de quelque cavalerie allemande, selon sa coutume de faire la guerre avec les troupes des autres, et servit dans l'armée de Henri en qualité de volontaire, et à raison de cent écus par jour. Les Suisses descendirent comme un torrent de leurs montagnes, et inondèrent la Bourgogne. Le roi se tint partout sur la défensive ; et, tourmenté de la goutte, il se fit transporter en litière à Amiens, pour veiller de plus près à ce que ses généraux ne hasardassent point une bataille, dont un mauvais succès auroit pu compromettre la sûreté du royaume. Ses ordres à cet égard furent trop bien exécutés daus une rencontre où il auroit peut-être gagné à être moins obéi.

On s'attendoit que Henri VIII attaqueroit Boulogne ou Abbeville, places à sa convenance; mais il se laissa persuader par Maximilien de marcher sur Térouenne, ville presque enclavée dans les états de l'archiduc, dont la garnison françoise inquiétoit et fatiguoit les Flamands, et dont la prise ne pouvoit être d'aucune utilité au roi d'Angleterre. Cette place, mal pourvue d'ailleurs, parce qu'on n'avoit pas prévu qu'elle dût être attaquée, manquoit surtout de vivres; le désir de la ravitailler occasionna des engagemens entre les

[1513]

assiégeans, qui ne s'étoient pas encore bien établis dans leurs lignes, et des détachemens de cavalerie françoise chargés de poudre et de farine. Ils forçoientles palissades, traversoient les marais par les sentiers indiqués, déposoient leurs provisions sur le bord des fossés, et revenoientau grand galop. L'armée assiégeante, instruite un jour du projet d'une pareille expédition, se mit tout entière à la poursuite des ravitailleurs; les détachemens françois qui devoient protéger les pourvoyeurs au retour, s'étoient désarmés, ne les attendant pas sitôt, et furent surpris eux-mêmes par l'armée ennemie. Bayard et d'autres braves conseilloient d'attaquer. Piennes, qui commandoit, et qui avoit ses ordres, ordonna la retraite. Elle se fit dans le plus grand désordre. Chacun fuyoit le plus vite qu'il pouvoit. Bayard, resté seul à l'arrière-garde pour couvrir les fuyards, soutint l'impétuosité des Anglois, et sauva l'armée; mais il n'eut pas le même bonheur qu'au pont du Garillan; il fut fait prisonnier. Ainsi, à trente-quatre ans de distance, Maximilien vit au même lieu les François fuir devant lui. Cette déroute, arrivée au pied d'une montagne appelée Guinegate, est également connue sous le nom de journée des éperons, parce que les François s'y servirent plus d'éperons que de la lance. Leur perte fut peu considérable, et l'action plus déshonorante pour la France qu'avantageuse à l'ennemi. Il prit Térouenne, et accorda à la garnison les honneurs de la guerre. Il y eut débat entre l'empereur et le monarque anglois à qui appartiendroit la conquête. Pour s'accorder, ils convinrent d'y mettre le feu. Elle fut ruinée de fond en comble. On n'en conserva que les églises, exception dont on a plusieurs exemples dans ce siècle. Henri VIII se laissa encore engager à assiéger Tournai, qui ne devoit pas lui être plus utile que Térouenne : mais il ne céda pas aux instances de Marguerite d'Autriche qui la demandoit pour servir de rempart contre les François aux états de son neveu, dont elle étoit gouvernante. Il y mit garnison angloise, afin qu'il ne fût pas dit qu'il retournoit dans son île sans avoir rien acquis sur le continent. Ses conquêtes s'y bornèrent à cette ville, par la sage circonspection de Louis, et au moyen d'une diversion qui eut lieu en Angleterre, et qui força Henri d'y faire repasser des troupes.

Jacques IV, roi d'Ecosse, beau-frère de Henri, dont il avoit épousé la sœur, et néanmoins fidèle allié de la France, avoit fait une irruption dans le nord de l'Angleterre. Ses soldats y firent un butin immense; désirant le mettre en sûreté, la plupartabandonnèrent l'armée, en sorte qu'elle étoit considérablement réduite lorsque les Anglois parurent. Jacques pouvoit reculer; il en eut houte, et engagea à Flodden un combat aussi terrible qu'imprudent, où il périt avec dix mille des siens. Son corps fut transféré à Londres, où il demeura sans sépulture jusqu'à la levée de l'excommunication qu'il avoit encourue

comme partisan de Louis XII.

Les Suisses investirent Dijon, mauvaise place, mal pourvue, que le maréchal de La Trémouille ne désespéra pas de sauver; il y soutint des attaques qui étoient plutôt des menaces que de véritable assauts; les assaillans ignoroient absolument la tactique des siéges : celui-ci tira en longueur. Les Suisses s'ennuyèrent et commencerent à désirer de revoir leurs montagnes; La Trémouille leur offrit l'appât d'un traité. Ils étoient si mal informés que, quoique les choses fussent bien changées par la mort du pape Jules, ils demandèrent tout ce que de son vivant il leur avoit suggéré : dissolution du concile de Pise; envoi des prélats françois au concile de Latran; satisfaction au saint Siége par l'abolition des priviléges que l'église de France prétendoit; reconnoissance des droits de Maximilien Sforce sur le duché de Milan; plus une somme de quatre cent mille ducats en trois paiemens, tant pour les frais de la guerre que pour d'anciens arrérages. La Trémouille accorde tout, sauf à être désavoué quand le péril seroit

passé, et tire avec assez de peine, pour le premier paiement, vingt mille écus de la bourse de ses officiers, en leur donnant l'exemple. L'argent est étalé aux yeux des Suisses; ils se jettent dessus, l'emportent et décampent, se contentant de quelques otages, sans s'embarrasser sile marcchal avoit eu des pouvoirs suffisans pour accorder la teneur du traité, et sans attendre la ratification du roi. Louis XII désavoua en effet le maréchal, et les otages coururent des risques; mais des arrangemens pécuniaires les tirèrent des mains des Suisses, et la Trémouille, après un moment de disgrâce peu méritée, fut loué d'avoir éloigné à si bon marche un danger aussi pressant.

[1514] Le roi étoit dans un état vraiment pénible, près de voir au centre de son royaume des ennemis que jusqu'alors il avoit repoussés au loin, et que ses malheurs enhardissoient; infirme et sujet à des attaques de goutte violentes, il futencore privé, par la mort d'Anne de Bretagne son épouse, de soins affectueux, utiles adoucissemens aux maladies de l'esprit et du corps. Elle mourut à trente-six ans, généralement estimée et révérée. Son caractère étoit ferme, et quelquefois opiniâtre. Louis, en plaisantant, l'appeloit sa Bretonne. Elle lui causa plusieurs fois des impatiences pendant ses démêlés avec le pape Jules, dont

ses scrupules lui faisoient prendre le parti, et plaider la cause trop chaudement. « Pensez-vous, lui disoit le roi, au sujet du concile de Pise, auquel, comme souveraine de Bretagne, elle avoit empêché les évêques de cette province de prendre part; pensez-vous être plus savante que tant de célèbres universités qui l'ont approuvé? et vos confesseurs ne vous ont-ils point dit que les femmes n'ont point de voix dans l'Eglise? » Le continuateur de Velly remarque « qu'épouse tendre, complai-sante et soumise avec Charles VIII, qui ne paroît pas s'être donné beaucoup de peine pour s'en faire aimer, et qui lui fut peu sidèle, elle devint contrariante, capricieuse, hautaine avec Louis XII, qui le premier l'avoit rendue sensible, et qu'elle possédoit tout entier. »

Anne étoit fort dévote, grave et sévère dans ses entretiens. Elle appela auprès d'elle des filles de familles nobles et distinguées, qu'elle se plaisoit à former aux occupations et aux vertus de leur sexe. Elles ont été, sous les règnes suivans, appelées filles d'honneur. Ce cortége aimable attiroit à la cour les jeunes seigneurs, et a beaucoup contribué à perfectionner la galanterie françoise La reine étoit fort jalouse de son autorité sur la Bretagne. Elle nommoit aux offices et aux bénéfices, et en touchoit les revenus, dont elle faisoit un

noble usage. Cette princesse aimoit la chasse, et avoit un équipage bien composé qu'elle employoit souvent. Elle étoit généreuse et aumônière. Elle institua l'ordre de la « Cordelière en l'honneur des liens dont le Sauveur du monde fut garrotté la nuit de sa passion.» Le mariage de Claude sa fille aînée avec François, duc d'Angoulême, qui avoit été stipulé aux états de Tours, ne fut célébré qu'après sa mort. Le roi donna aussitôt aux deux époux l'administration et les revenus du duché

de Bretagne.

Cependant cette nuée étincelante d'éclairs qui menaçoit la France, la ligue de Malines, se fondit en négociations partielles. Léon X, d'un caractère doux et conciliant, se prêta à un accommodement, dans lequel l'honneur du saint Siège fut maintenu, sans blesser celui de la France. Louis XII donna des espérances sur l'abolition de la pragmatique, et renonça au concile de Pise. Les prélats qui le composoient rentrèrent en grâce sans soumission trop humiliante. Il en coûta au duc de Ferrare quelques petits territoires. L'empereur fut content de voir le roi rappeler le peu de troupes qui lui restoient dans le Milanez; il les retiroit, non pour accomplir le traité de Dijon, mais parce qu'il ne pouvoit plus les y soutenir. Maximilien voyoit dans cet abandon la possibilité d'évincer facilement Sforce du

duché et d'en gratifier son petit-fils Ferdinand, frère puîné de Charles, roi de Castille et souverain des Pays-Bas. Il destinoit encore à celui-ci l'empire d'Allemagne, et vouloit du moins faire au second un état en Italie. Le roi d'Aragon menoit cette intrigue, et se flattoit de faire obtenir au jeune prince la main de Renée de France, seconde fille de Louis XII, qui lui apporteroit en dot les droits de son pere sur le duché. C'étoit un dessein que la reine Anne avoit eu, afin de procurer aussi un état à sa seconde fille; mais Louis XII y répugnoit, parce que c'étoit donner dans l'Italie, à la maison d'Autriche, un centre de puissance qu'elle seroit trop portée à agrandir. Ainsi Maximilien, ne participant que foiblement aux frais et aux hasards de la guerre, voyoit, sans paroître s'en apercevoir, préparcr les événemens dont il comptoit profiter.

Des engagemens pris à propos par Louis avec Ferdinand-le-Catholique, de ne le point troubler dans ses possessions usurpées en Navarre, suspendirent ses hostilités, et le détachèrent de la ligue dans laquelle il avoit entraîné Henri VIII son gendre. Ce dernier, se voyant dénué d'appui du côté du pape, mal secondé par l'empereur, abandonné par les Suisses, et délaissé par son beau-père, traita aussi pour se venger. Le sceau de la paix fut le mariage du roi de France avec Marie, sœur

du roi d'Angleterre. Louis reconnut avoir reçu quatre cent mille écus pour la dot de sa femme, tant en bijoux qu'en remises sur les engagemens de la Francé envers Henri VII, et il abandonna en outre la ville de Tournai. On croit que le roi de France profita du dépit de son nouveau beau-frère pour concerter avec lui les moyens de se rétablir dans le Milancz, et de faire restituer à Jean d'Albret la partie du royaume de Navarre que Ferdinand lui avoit enlevée; mais il est à remarquer que, quelque besoin qu'il eût de l'Anglois, et quoiqu'il fût menacé de voir rompre le traité qu'il négocioit avec lui, il refusa constamment de remettre entre ses mains Richard Poole, duc de Suffolk, qui fut père du fameux cardinal Poole ou Polus, et qui portoit ombrage à Henri, comme héritier de la maison d'Yorck après lui. Richard tenoit doublement à cette maison, et par sa mère Elisabeth, sœur des rois Edouard IV et Richard III, et du duc de Clarence, qui, par ordre de son frère aîné, fut noyé dans un tonneau de Malvoisie; et par sa femme, Marguerite d'Yorck, comtesse de Salisbury, aussi célèbre par ses vertus que par son supplice, et qui étoit fille du même duc de Clarence, et d'une fille du fameux Warwick.

[1515] Louis XII, après une furieuse tempête, se vit tout d'un coup dans un calme

tel qu'il n'en avoit pas eu de pareil dans tout son regne. Mais Marie n'avoit que dix-huit ans; elle étoit vive et galante. Louis, pour plaire à sa jeune épouse, fit des excès et changea sa manière de vivre. « Car, où il souloit * dîner à huit heures, il convenoit qu'il dînât à midi ; et où il souloit se coucher à six heures du soir, souvent se couchoit à minuit. » Les fêtes de son mariage et de son couronnement durèrent six semaines. A peine furent-elles achevées que le bon roi tomba malade et fut atteint d'une dyssenterie qui en peu de jours le conduisit au tombeau. Il y descendit à l'âge de cinquante-trois ans, le dix-septième de son règne, et le premier jour de l'année 1515 **. Louis ne laissa d'Anne de Bretagne que deux filles, madame Claude, mariée à François I son successeur, et Renée de France, qui épousa dans la suite Hercule II, d'Est, duc de Ferrare.

La vie politique de Louis XII n'est pas exempte de blâme. Il eut le malheur de prendre pour mobile et pour but de sa conduite le recouvrement du royaume de Naples

* Souloit, solebat, avoit contume.

^{**} Suivant notre manière de compter actuelle; car alors, et depuis la fin du XII^e siècle, jusqu'à l'édit de 1564, l'année ne commençoit qu'à Pâques. Au temps de Charlemagne, elle commençoit à Noël; et, sous les rois de la première race, avec le mois de mars.

et du duché de Milan; il eut le malheur encore plus grand d'y être excité et encouragé par le cardinal Georges d'Amboise son ministre, très-estimable d'ailleurs, mais aveuglé par la passion d'obtenir la tiare. Ce désir effréné lia l'un et l'autre aux exécrables Borgia. Cette association aliéna les princes italiens et les rendit contraires ou indifférens aux intérêts de la France dans les momens critiques. Ferdinand-le-Catholique le trompa perpétuellement, sans que les fraudes de l'Espagnol dégoûtassent le François de traiter avec lui. Louis ne se tint pas plus en garde contre les astuces de Maximilien, et fut également avec lui victime de sa crédulité. Ses troupes excellentes, menées aux combats par les Bayard, les La Palice, et autres braves qu'il a quelquefois lui-même accompagnés dans la mêlée, ont souvent essuyé des défaites aussi honteuses que funestes, parce que souvent il choisissoit mal ses généraux, ou qu'il leur donnoit de loin des ordres mal combinés.

Malgré les malheurs de la guerre, Saint-Gelais, historien contemporain, dit « qu'il ne courut oncques du règne de nul des autres, si bon temps qu'il a fait durant le sien. » Claude Seyssel, évêque de Marseille, que Louis XII a fréquemment employé dans les affaires, nous a laissé un tableau de ce bon temps. « La population, dit-il, fut plus

VI.

grande qu'elle n'avoit jamais été. Les villes se bâtirent mieux, les faubourgs s'agrandirent, les landes et autres lieux incultes se défrichoient. Cependant les denrées se soutenoient à plus haut prix, preuve, ajoute-t-il, de plus grande consommation. Les péages, gabelles, greffes, et autres revenus semblables, augmentèrent de deux tiers sur le règne précédent. » Seyssel parle aussi des faveurs accordées au commerce, qui le rendirent florissant, de l'opulence des particuliers dans leurs maisons, riches meubles, argenterie, dorures, habits magnifiques; les arts plus répandus, l'industrie encouragée; enfin une émulation générale. « On ne fait guère, ditil, maison sur rue qui n'ait boutique pour marchandises ou pour art mécanique, et les marchands fontà présent moins de difficulté d'aller à Rome, à Naples, à Londres, et ailleurs delà la mer, qu'ils n'en faisoient autrefois d'aller à Lyon ou à Gènes : car l'autorité du roi à présent régnant est si grande, que ses sujets sont honorés en tout pays, tant sur terre que sur mer, et il n'y a si grand prince qui osât les outrager. »

Louis XII a régné trop peu de temps pour donner un grand lustre aux sciences; mais il les aimoit et se plaisoit à lire. Sa bibliothèque fut enrichie de celles des rois de Naples et des ducs de Milan; et ce n'étoit point par ostentation qu'il rassembloit tant de livres; il les consultoit lui-même et en jugeoit ordinairement assez bien. C'est lui qui a dit « que les Grecs n'avoient fait que des exploits médiocres, mais qu'ils avoient eu un merveilleux talent pour les embellir, que les Romains avoient fait de plus grandes choses et les avoient dignement écrites; que les François en avoient fait d'aussi grandes que l'un et l'autre peuple, mais qu'ils avoient toujours manque d'écrivains pour les raconter convenablement. » Sa conversation étoit agréable_ et sa cour bien réglée. La sévère Anne de Bretagne y maintenoit un ordre qui ne nuisoit point à la gaieté. Ce monarque est recommandable surtout par deux vertus, le zèle pour la justice et l'amour pour son peuple.

« Quand il séjournoit à Paris, il se rendoit familièrement au palais, monté sur sa petite mule, sans suite et sans s'être fait annoncer. Il prenoit place parmi les juges, écoutoit les plaidoyers et assistoit aux délibérations. Deux choses le désoloient, la prolixité des avocats et l'avide industrie des procureurs. On vantoit en sa présence les talens oratoires de deux fameux légistes. « Oui, dit-il, ce sont d'habiles gens, je suis seulement fâché qu'ils fassent comme les mauvais cordonniers qui allongent le cuir avec les dents : rien n'offense plus ma vue que la rencontre d'un procu-

reur chargé de ses sacs. » Mézeray raconte « qu'ayant un jour trouvé deux conseillers du parlement qui jouoient à la paume, il leur fit de grands reproches de ce qu'ils profanoient la dignité d'un si auguste sénat, et les menaça de leur ôter leur charge et de les mettre au rang de ses valets de pied, s'ils y retournoient. » On a de lui plusieurs ordonnances très-sages. Il donnoit l'exemple de la décence, des mœurs et de la piété, sans affectation et

sans hypocrisie.

On a une preuve de son amour pour le peuple, dans son extrême attention à le ménager, à ne le point surcharger d'impôts. Il les diminua d'un tiers en montant sur le trône, et ne les augmenta que de très-peu dans les temps les plus disticiles. Alors il vendoit ou aliénoit pour un temps les domaines de la couronne, et les rachetoit par ses économies dans des circonstances plus favorables. Son axiome favori étoit, « qu'un bon pasteur ne sauroit trop engraisser son troupeau.» Aussi fut-il appelé le père du peuple; nom précieux qui fait encore sa gloire.

L'histoire de ce prince peut donner matière à des réstexions morales bien importantes. La Providence ne consond pas toujours ici-bas les vœux coupables de ceux que la passion sait dévier des sentiers de la justice; mais, quand cela arrive, il est bon de le remarquer,

et Louis XII est un des exemples les plus frappans que l'on puisse en offrir. Factieux dans sa jeunesse, il ne recueillit de ses intrigues que des afflictions : l'ambition , dans sa première campagne d'Italie, lui fit sacrifier le salut de l'Etat à l'intérêt particulier qu'il avoit au duché de Milan, et ses intérêts ne furent point sauvés : devenu roi, sous prétexte du bien de l'Etat, il répudie sa femme pour épouser son amante, et cette nouvelle épouse ne lui donne point de fils qui lui survive; cette alliance étoit l'occasion de rattacher la Bretagne à la France par des nœuds indissolubles; mais la passion dicta le contrat, et l'acte qui devoit cimenter à jamais cette union fut rédigé de manière à en éterniser la séparation : enfin, pour servir l'ambition de son ministre, il suscita son concile de Pise, qu'il appeloit lui-même une farce, et dont il ne vouloit faire qu'un épouvantail ; ct cette imprudente mesure fit craindre à l'Europe un schisme et ses funestes suites. Mais, après tant de sujets de reproches qu'on peut justement faire à la mémoire de Louis XII, il faut reconnoître aussi à la bonté qui fit le fonds de son caractère un charme bien puissant, puisqu'elle a tellement fait oublier ses torts qu'il est toujours proposé comme le modèle des meilleurs rois.

Sa mort causa un deuil général à la ville

et à la campagne. En se rencontrant, on se disoit, les larmes aux yeux: « Nous avons perdu notre père.» Mais il paroît que la douleur ne fut pas si profonde chez les courtisans. Beaucoup d'entre eux, en voyant Louis dépérir, ne se cachoient pas du désir qu'ils avoient de voir bientôt monter sur le trône François, duc d'Angoulême, dont la dissipation et la prodigalité leur offroient une perspective de plaisirs et de richesses. Ne connoissant que trop les dispositions de son successeur, le moribond, en le regardant, disoit à ses confidens avec amertume: « Hélas! nous travaillons en vain, ce gros garçon gâtera tout. »

Mais, avant que la suite des faits permette de juger des pressentimens du bon roi, il est à propos d'arrêter le lecteur sur un événement grave dont l'Allemagne étoit alors le théâtre, et qui, également fatal à l'Eglise et à l'Europe, dans l'histoire desquelles il fait époque, devoit avoir sur le règne du nouveau prince, et surtout sur ceux de ses successeurs, une influence trop funeste. Je veux parler de

l'hérésie de Luther.

Depuis que le schisme des Grecs avoit enlevé à l'Eglise la moitié de ses enfans, deux fois elle s'étoit vue dans une appréhension semblable par l'hérésie des Albigeois et par selle des hussites. Mais la première, après des flots de sang versé pendant une guerre de près de vingt ans, s'étoit insensiblement éteinte dans la première moitié du treizième siècle, avec les princes qui l'avoient protégée; et la seconde, deux cents ans plus tard, après avoir déployé presque aussi long-temps le spectacle non moins horrible de ses fureurs, avoit vu une sage condescendance rattacher au sein de l'Eglise la moitié du moins de ses sectateurs. Des lors presque tout l'Occident, réuni dans une même croyance, voyoit cet heureux lien fortisier tous ceux que la renaissance des lettres et que l'activité du commerce étendoient de toutes parts dans la société européenne, et qui contribuoient chaque jour à en rendre les diverses parties moins étrangères les unes aux autres. Mais cette heureuse harmonie ne devoit pas subsister long-temps. Le souffle de l'orgueil et de l'indépendance vint slétrir le germe d'un avenir trop flatteur, et, ruinant de si douces espérances, jeta au milieu de l'Europe le brandon fatal qui devoit long-temps l'embraser, et qui, lors même qu'il est éteint, soulève et fomente encore, au bout de trois cents ans, des préventions et des haines capables de le rallumer de nouveau.

Jules II, en 1506, et après lui Léon X, ce pape ami des beaux-arts, dont le nom est si glorieusement attaché à ce siècle de leur

éclat, conçurent le noble projet de les employer à l'honneur de la divinité, en élevant, avec leur aide, le temple de l'univers le moins indigne de la majesté suprême. Funeste pen-sée, qui, dirigée, ce semble, vers la plus grande gloire de Dieu, devoit être la fatale occasion qui lui raviroit la moitié de ses véritables adorateurs. Jules n'avoit pas les fonds nécessaires à cette immense entreprise; il espéra les obtenir de la piété des sidèles qu'il fit inviter à concourir à cette bonne œuvre. Pour récompenser leur zèle, il ouvrit le trésor des indulgences de l'Eglise, et les fit prêcher par les dominicains. Mais la plupart d'entre eux, altérant la nature du bienfait, en trafiquerentavec indécence comme d'une marchandise. « On ne les annonçoit plus comme des grâces propres à remettre les peines temporelles d'un crime effacé par les sacremens; on les prêchoit comme des faveurs célestes qui abolissoient par elles-mêmes les forfaits les plus énormes : en sorte que cette consolation accordée à la vertu pénitente étoit travestie, par l'ignorance ou par l'intérêt, en une grace destinée au vice, dont elle étoit l'encouragement *. »

Les augustins, blessés d'une pareille doctrine, et, selon d'autres, de la préférence

^{*} Mehegan, tabl. de l'Hist. moderne.

accordée sur eux aux dominicains, s'éleverent contre cette profanation; mais, parmi eux, aucun ne le fit avec plus de force et de talens que Martin Luther, jeune théologien de Wittemberg en Saxe, dont le nom, depuis cette époque, a reçu une si funeste illustration. Ce fut en 1517 qu'il entra dans cette sinistre carrière. Il tonna avec tant de véhémence contre des scandales qui ne prêtoient que trop a ses traits, qu'il ralentit le zele des acheteurs. Ce succès flatta son amour propre; et l'orgueil, corrompant des lors ses premières intentions, il passa, de ses attaques contre l'abus, à des déclamations contre la chose. Rome le méprisa d'abord; mais soupçonnant ensuite que le silence entretenoit sa témérité, elle le frappa de ses anathèmes. Le moine irrité n'en devint que plus audacieux; et, protégé sous main par son prince, il osa faire brûler publiquement la bulle d'excommunication. Il ne s'en tint pas là: sa raison présompteuse portant sur tout le dogme un examen aussi téméraire qu'inconséquent, il osa évoquer à son tribunal tous les articles de foi prescrits à la croyance des fidèles, et dénonça bientôt, comme entachés d'erreur, les mystères les plus vénérables, adorés jusqu'alors par l'Europe entière. Après une pareille audace, rien ne pouvoit plus être sacré pour lui; aussi le vit-on attaquer successivement la plupart

des autres dogmes : le célibat religieux, les vœux, la hiérarchie, et le clergé enfin dans ses richesses, dont il réclama la propriété pour les princes. Ce fut ainsi que flattant à la fois et les passions des particuliers et la cupidité des souverains, il sut se procurer habilement et des partisans de ses opinions et des

protecteurs de sa personne.

Cependant les troubles que sa doctrine commençoit à susciter dans l'empire devinrent une occasion pour l'empereur de le citer à la diète. Luther y comparut avec hardiesse, persévéra avec opiniâtreté dans ses sentimens, et se fit de nouveaux prosélytes par son audace. Il n'en fut pas moins déclaré perturbateur du repos public, et comme tel abandonné aux coups vengeurs de chaque particulier. Le sauf-conduit avec lequel il étoit venu le dérobe quelques jours aux dangers qui le menacent; et, à l'expiration, il est enlevé et caché avec soin par l'électeur de Saxe dans une de sés forteresses. Ce fut là que pendant un séjour de neuf mois il traça le plan d'une réforme qu'il eut la déplorable consolation de voir adopter à sa patrie, et de la se répandre avec rapidité en d'autres parties de l'Allemagne, en Suisse, en Danemarck, en Suède, en Angleterre et en Ecosse.

Selon Luther, Jésus-Christ n'institua que deux sacremens, le baptême et la cène; l'invo-

cation des saints est une idolàtrie, le purgatoire une fable, et la transsubstantiation une erreur. A ce mystère, auquel sa raison ne sauroit se soumettre, il en substitua un autre qu'elle ne comprend pas davantage, et qui recoit de lui le nom d'Impanation. « Ce n'est ni par la confession, ni par le repentir, ni par la mortification, ni par les bonnes œuvres, que les hommes peuvent être absous de leurs péchés: ce qui seul les justifie, c'est la foi, c'est l'intime persuasion que le Rédempteur leur a appliqué les mérites de son sang, sang versé pour les seuls élus, infailliblement prédestinés à la gloire, comme les autres à une inévitable damnation. » Telle fut sa doctrine, qu'il défendit avec un style virulent, qui n'étoit pas celui d'un apôtre, et souvent avec une bassesse d'expressions à choquer toutes les bienséances. Il la couronna par son mariage avec une religieuse, de laquelle il eut trois enfans, et mourut trente ans après son pre-mier cri de révolte, tranquillement et sans remords, bien que lui-même cût vu préluder aux combats et aux massacres dont sa prétendue réforme fut la cause.

Du sein du luthéranisme, l'Europe vit pulluler bientôt une foule de nouvelles sectes. Quelque hardi qu'eût été le premier apôtre de la réforme, il ne se pouvoit que l'empire de l'habitude et des premières opinions n'eût as-

sez prévalu sur lui pour que son système n'en conservât des traces profondes : il étoit ré-servé aux disciples formés à son école, et qui avoient moins d'opinions à perdre, d'effacer de plus en plus ces traces, en ajoutant à ses innovations, non toutefois sans éprouver de fortes contradictions de la part du maître. Zuingle, curé dans le canton de Zurich, fut le premier qui entreprit de réformer le système de Luther. Celui-ci avoit donné l'exemple d'invoquer le témoignage des sens dans les jugemens qu'il avoit portés sur le dogme, et de cette erreur étoit né le rejet de la transsubstantiation. Zuingle prouva aisément que le même temoignage réprouvoit l'impana-tion; en conséquence il nia l'une et l'autre. La doctrine de la justification selon Luther lui parut avec raison absurde et dangereuse; il releva donc le mérite des bonnes œuvres, mais de celles-là seulement qui sont immédiatement utiles à nos semblables; et, tombant dans un excès opposé à celui de Luther, il exclut tellement la nécessité de la foi, qu'il canonisa Socrate, Aristide et Caton; puis il attaqua l'éternité des peines, comme un outrage fait à la miséricorde divine. Quant à la hiérarchie, allant toujours plus loin que Luther, il considéra les pasteurs comme des magistrats spirituels sans autre mission et autorité que celle qui leur est conférée par le

peuple qui les élit; et pour le culte, il le réduisit à une égale simplicité et dans le rit et dans le dogme. Cette doctrine lui fit en Suisse des disciples et des ennemis. Les cantons se divisèrent pour l'ancien et le nouveau culte; ils en vinrent aux mains. Zuingle, qui voulut être à la fois l'apôtre et le défenseur de son système, périt dans l'un des combats qui en furent la déplorable suite. Après plusieurs alternatives de succès et de revers, ces peuples, devenus plus sages, jetèrent leurs armes, et chacun demeura dans son opinion,

sans chagriner celle des opposans.

Socin et Muncer, marchant sur les traces des premiers réformateurs, et rompant toujours quelques-uns des liens par lesquels les nouvelles doctrines tenoient encore à l'ancienne, se jeterent dans de nouveaux excès et de nouvelles contradictions. Le premier, en honorant encore Jésus-Christ comme un sage, ne retint de la révélation que ce qu'il en falloit pour sa per son propre système, puisque, si Jésus-Christ n'est pas Dieu, il est évident qu'il ne peut être qu'un imposteur. Quant à Muncer ou aux anabaptistes ses sectateurs, passant de l'absence d'un joug religieux quelconque à celui de toute autorité civile, ils se souleverent contre elle, la flamme et le fer à la main. La Westphalie fut le théâtre de leurs excès. Jean de Leyde, garçon tailleur,

VI.

devenu leur chef, s'empara de la ville de Munster, et, en contradiction avec ses principes, il s'y fit couronner roi. Pendant le cours du règne le plus licencieux, il porta un sceptre de fer; il fallut que la noblesse et les princes catholiques et protestans, contre lesquels les nouveaux sectaires s'étoient également conjurés, s'armassent conjointement contre eux, 'et il n'y eut d'autre moyen de détruire le fanatisme que d'exterminer les fanatiques eux-mêmes.

Mais, des réformateurs nés du luthéranisme, le plus important de tous, pour l'influence qu'il eut sur la France, fut Calvin. Sa doctrine y fit des progrès rapides, exclusi-

vement à celle des autres prédicans.

Calvin, comme les nouveaux évangélistes, établit pour base de sa religion l'inspiration intérieure; l'autorité de l'Eglise n'étant, selon lui, qu'un témoignage humain qui peut tromper, il faut que le Saint-Esprit confirme ce témoignage extérieur de l'Eglise par un témoignage intérieur; il faut que le même Esprit qui a parlé par les prophètes entre dans nos cœurs pour nous assurer que les prophètes n'ont dit que ce que Dicu a révélé *. Par là, le témoignage des pères, la tradition, les décisions des conciles deviennent inutiles, et,

^{*}Esprit de la Ligue.

comme l'a dit un de nos poètes : « Tout calviniste est pape, une bible à la main. »

D'après ce principe, Calvin bâtit une religion qu'il ne lui fut pas difficile de trouver dans les livres saints, en les interprétant selon son sens particulier : il ôte à l'homme tout pouvoir de résister à la concupiscence, établit sa justification exclusivement sur les mérites de Jésus-Christ, sans que les œuvres de l'homme y aient aucune part, et il ne lui donne d'autre certitude de son salut que la conviction intérieure de sa foi : de là l'inutilité de la pénitence, qu'il rejette comme sacrement, mais dont il souffre néanmoins les actes, comme propres à rendre le chrétien plus attentif à ses devoirs. L'homme étant justifié sans ses œuvres, il s'ensuit que ni la contrition, ni la confession, ni la satisfaction ne sont nécessaires, nou plus que les indulgences et le purgatoire, qu'il traite d'institutions humaines imaginées par l'avarice des prêtres catholiques.

Calvin rejette le culte des images, qu'il prétend ne pouvoir être sans idolâtrie. Des sept sacremens des catholiques, il n'en retient que deux, le baptême et la cène; il avoue néanmoins qu'on trouve dans l'Ecriture sainte des traces des cinq autres, mais comme de simples cérémonies. Sa définition du sacrement est adaptée à son opinion sur la justifi-

cation. N'attribuant l'ouvrage du salut qu'à la foi, il ne regarde les sacremens comme des moyens de salut qu'autant qu'ils contribuent à faire naître la foi ou à la fortifier, et non

comme effaçant les pêchés.

Quant à son sentiment sur l'eucharistie; il est plus aisé de le comprendre par comparaison qu'absolument. Calvin croit que dans l'eucharistie nous mangeons réellement le corps de Jésus-Christ. Mais il ne le croit ni uni au pain, comme Luther, ni existant sous les apparences du pain et du vin, comme les catholiques. Quand nous recevons les symboles eucharistiques, dit-il, la chair de Jésus-Christ s'unit à nous, ou plutôt nous sommes unis à la chair de Jésus-Christ comme à son esprit. Calvin, prétendant ramener tout à la lettre de l'Ecriture, proscrit les cérémonies dans l'administration de ces deux sacremens, ainsi que dans les autres actes de la religion, et rejette la messe, qu'il appelle une sacrilége invention des papistes.

Enfin, selon Calvin, l'Eglise romaine ayant enseigné l'erreur et corrompu le culte, il a fallu s'en séparer. Jusqu'au moment de cette séparation, il s'est trouvé dans tous les siècles des personnes qui gardoient précieusement le dépôt de la foi, et qui conservoient l'usage légitime des sacremens. Par ces hommes que les Romains regardoient comme hérétiques,

tels que les Vaudois et autres, les ministres de la nouvelle religion remontent jusqu'aux apôtres sans interruption de succession, et sans soumission au pape ni aux évêques, dont le pouvoir dans l'Eglise est une tyrannie abominable.

Tel est le précis des dogmes de Calvin, adoptés par les réformés de France. On voit que dans ce plan de religion il y a pour les savans et pour eeux qui ne le sont pas. Les premiers y trouverent ce qui flatte ordinairement les personnes studieuses, des opinions nouvelles, un système hardi, des faits à discuter, des problèmes à résoudre, des questions à approfondir, surtout une grande indépendance et une liberté entière de penser. Les autres s'attachèrent à ce qui est de pratique: ils aimèrent une religion sans cérémonie, sans confession, réduite à deux sacremens, sans presque aucun extérieur de dévotion, par consequent sans gêne, et dans laquelle, pour surcroît d'avantages, les ministres n'étoient pas obligés au célibat, ni le peuple à payer la dîme.

Le culte imaginé par Calvin étoit aussi trèspropre à lui faire des prosélytes : il avoit retranché les fêtes des saints, les pélerinages, les confréries et toutes les dévotions journalières et locales; les jeûnes étoient aussi fort rares, mais très-sévères; point d'abstinence, point de féries, c'est-à-dire de cessation de travail, excepté le dimanche; les baptêmes et les mariages, quoique faits à l'église, ne ressembloient qu'à des cérémonies civiles; les obsèques s'y faisoient aussi, mais sans croix ni luminaires. Enfin, dans cette religion, tout consistoit à se rassembler les dimanches dans de vastes salles, qui, n'ayant ni statues ni autels fixes, paroissoient plutôt des lieux profanes que des églises Là, on entendoit des sermons, on chantoit des psaumes, et à des jours marqués, on célébroit la liturgie, nommée la cène. Les ministres, couverts, pour tous ornemens sacerdotaux, d'une simarre noire, approchante de nos robes de palais, faisoient des prières autour d'une table longue, chargée de pain et de vin , qu'ils bénissoient en prononçant les paroles de Jésus-Christ. Chacun venoit ensuite recevoir avec respect les espèces eucharistiques, sans obligation préalable de confesser ses péchés aux ministres, ou de les expier par la pénitence.

Calvin, pour mieux gagner le peuple, le rendit arbitre et maître du sacerdoce : les places de ministres, qui sont comme nos prêtres habitués, et celles de pasteurs, qui remplacent nos curés, se donnoient par le suffrage des anciens de chaque église, après un sévère examen s'ur l'Ecriture sainte et les langues latine, grecque et hébraïque. Cette

nomination leur tenoit lieu de consecration et de puissance d'ordre. Leurs revenus, assignés depuis sur les anciens biens du clergé catholique, dans les endroits où l'on put s'en emparer, étoient d'abord fondés sur la générosité des fidèles, chez lesquels on faisoit des collectes, qui servoient encore à la construction des temples et au soulagement des

pauvres.

Des pasteurs de la principale église aux autres pasteurs, et de ceux-ci aux ministres, iln'y avoitaucun degré de juridiction, aucune primatie d'autorité, mais seulement d'honneur; tout le pouvoir résidoit dans l'assemblée des anciens de chaque église, nommée censistoire, présidée par le pasteur, qu'on appeloit modérateur, accompagné de ses ministres, mais qui n'avoient que leur voix, comme les anciens laiques. Du consistoire, les affaires se portoient au synode provincial, composé des députés de chaque consistoire, et de là au synode national.

Les assemblées, tant particulières que génerales, ne devoient traiter que des matières de soi, de morale ou de discipline; elles avoient droit d'examiner s'il ne se glissoit pas des erreurs de dogme et de les réprimer, de veiller sur les mœurs, d'excommunier et de chasser du prêche les libertins incorrigibles, d'appliquer les ministres au service de tel ou tel

temple, et de les rappeler; enfin de régler l'emploi des deniers provenant des revenus fixes ou des aumônes.

Cette faculté de collecte rendit ces assemblées plus importantes que l'on n'en avoit eu le dessein lors de leur institution. Les chefs du parti, toujours avides d'argent, ne trouvoient pas de meilleurs moyens pour se satisfaire que de s'adresser aux églises; et, comme il étoit naturel que ceux qui payoient sussent à quoi on destinoit leur contribution, les pasteurs et les ministres étoient chargés de représenter les besoins réels ou supposés; on ne manquoit pas de les discuter, et ainsi les consistoires et les synodes devinrent des assemblées politiques. On statua sur la levée des troupes et l'augmentation des fortifications, les remontrances au roi, les alliances avec l'étranger, les trèves, les ruptures, et tout ce qui regardoit la paix et la guerre. Ces assemblées eurent des agens à la cour, et établirent entre elles une correspondance qui, de toutes les églises éparses dans l'étendue du royaume, forma comme un seul corps ou plutôt un colosse, d'autant plus redoutable, que le zele de la religion, ce ressort si puissant, en dirigeoit tous les mouvemens. C'est ce que va prouver la suite de l'histoire, à laquelle il est temps de revenir.

BRANCHE DES VALOIS.

RAMEAU D'ORLÉANS-ANGOULÊME.

FRANÇOIS I, DIT LE PÈRE DES LETTRES.
AGÉ DE 20 ANS.

[1515] LA reine Marie déclara qu'elle n'étoit pas enceinte. Le roi la fit reconduire honorablement en Angleterre, où elle épousa Brandon, sa première inclination, favori de son frère, duc de Suffolk par la grâce de ce prince, qui avoit enlevé le duché à la maison de Poole, et elle prit le nom de duchessereine.

François I monta sur le trône à l'âge de vingt ans, avec un applaudissement général, et donnant toutes les belles espérances qui ne manquent jamais de flatter le peuple au commencement d'un règne. Il étoit arrière-petit-fils de Louis, duc d'Orléans, assassiné par le duc de Bourgogne; et de Valentine de Milan, par Jean, comte d'Angoulême, leur second fils, qui avoit épousé Marguerite de Rohan. Louise de Savoie sa mère, restée

veuve à vingt-deux ans de Charles, comte d'Angoulême, réputé le plus homme de bien entre les princes du sang, l'éleva avec beaucoup de soin. François avoit des traits nobles, un port majestueux, un air affable, une conversationagréable, une grande adresse dans les exercices du corps, et une passion marquée pour tous les genres de gloire. A près son sacre, qui fut célèbré à Reims avec la plus grande magnificence, il fit une entrée solennelle à Paris, et y donna des fêtes et des tournois. A son couronnement, il prit le titre de duc de Milan; ce qui fit connoitre que la France n'étoit pas encore délivrée de cette fâcheuse guerre d'Italie qui lui avoit été si funeste.

Malgré les désastres que Louis XII avoit éprouvés, cette guerre fut le dernier vœu de ce prince, et, lorsqu'il mourut, il tenoit sur la frontière d'Italie une armée prête à y rentrer. Héritier comme lui de Valentine, François fixa aussi ses regards sur le duché de Milan, que Maximilien Sforce, protégé par l'empereur Maximilien d'Autriche, possédoit tout entier, à deux villes près. Le nouveau monarque renforça cette armée de la frontière; mais, avant que de la faire agir, il prit des mesures de prudence propres à en assurer le succès.

Il confi:ma l'alliance conclue par son pré-

décesseur avec les Vénitiens ; ils devoient l'aider à conquérir le Milanez, et lui, leur faire recouvrer les places que l'empereur leur avoit prises. Il eut l'adresse de rendre le pape suspect aux Génois, qui, ne se sentant plus appuyés, et craignant la protection ruineuse des Suisses et des Espagnols, rentrèrent sous la domination de la France. Henri VIII, généreusement payé de la dot de sa sœur, ne fit point de disficulté de renouveler le traité sait avec Louis XII. Enfin Charles, devenu roi de Castille par la démence de Jeanne-la-Folle sa mère, souverain des Pays-Bas du chef de Philippe sen père, et qui commençoit à gouverner par lui-même; ce Charles, depuis Charles-Quint, se trouva dans des circonstances à avoir besoin du roi de France. Ferdinand-le-Catholique son grand-père, roi d'Aragon, paroissoit vouloir toujours retenir en Castille, au préjudice de son petitfils, l'autorité qu'il y exerçoit du temps d'Isabelle sa femme et de Jeanne sa fille, et lui donnoit des inquiétudes sur la succession aux royaumes d'Aragon et de Naples qu'il possédoit. François se défioit aussi des ruses familières à l'Espagnol; de sorte que les deux jeunes princes, ayant un égal intérêt à se précautionner contre ses piéges, convinrent, François I, de prêter à Charles des troupes et des navires, s'il en avoit besoin, pour s'emparer de l'Aragon après la mort de son grandpère, et en attendant de le faire sommer par des ambassadeurs de reconnoître, sous trois mois, l'archiduc prince, c'est-à-dire héritier des Espagnes. Ces envoyés devoient en même temps sommer Ferdinand, du consentement de son petit-fils, de rendre la Navarre, et de ne point s'opposer aux efforts que Fran-çois feroit pour récupérer le Milanez : Charles, de son côté, promettoit d'agir auprès de son autre grand-père, l'empereur Maximilien, pour qu'il ne soutint plus Sforce dans ce duché. À l'appui de ces conventions, Charles devoit épouser la princesse Renée, seconde fille d'Anne de Bretagne, et elle lui apporteroit en dot le comté d'Ast et une grosse somme d'argent. Mais on croit que ni l'un ni l'autre des deux princes n'avoit dessein d'accomplir ce mariage, trop peu avantageux pour Charles, auquel il ne donnoit qu'une si petite augmentation de territoire; dangereux pour François, parce qu'il pourroit autoriser l'époux à revendiquer la Bretagne , qui , selon le contrat de mariage d'Anne avec Louis XII, devoit revenir à sa fille cadatte, si son aînée devenoit reine de France, ce qui étoit arrivé. François et Charles, à peu près du même âge, montèrent ensemble sur le trône et combattirent ou négocièrent pendant tout leur règne. Ils se jurèrent une amitié indissoluble dans ce traité, qui, pour les intentions et le succès, peut être regardé comme le modèle de ceux

qui ont suivi.

Les premiers jours du règne de François I furent marqués par des dons et des grâces à toute sa cour. Il commença avec raison par sa mère, et érigea en duché le comté d'Angoulême, dont elle portoit le nom. Il combla de faveurs les princes de la maison de Bourbon, donna l'épée de connétable à Charles de Montpensier, un des plus distingués d'entre eux, fit des promotions dans le militaire et quelques changemens dans la robe. Il y créa des offices qu'il mit à prix. Alors se multiplia la vente des magistratures. Il n'y en avoit eu sous Louis XII que deux exemples, dont ce bon roi se repentit.

A la nouvelle de l'alliance contractée entre le roi, l'archiduc et les Vénitiens, l'empereur, le roi de Naples et le pape firent une ligue pour maintenir Sforce dans le duché de Milan. Plusieurs princes d'Italie y accédèrent: ils aimoient mieux voir au milieu d'eux Sforce, leur égal, qu'un monarque puissant. Léon X, qui du temps de Louis XII paroissoit s'être prêtévolontiers à la réconciliation de la France avec la cour de Rome, ne voyoit pas de bon ceil François disposé à devenir son trop proche voisin. Léon affectoit de le croire et de le publier ennemi du saint Siége, parce qu'il

VI.

n'envoyoit pas les évêques de France au concile de Latran, où ils étoient mandés, et parce qu'il soutenoit la pragmatique, ce boulevart des libertés de l'église gallicane, toujours regardé par les souverains pontifes comme un attentat horrible à leur puissance. On répandit que François étoit hérétique, schismatique, ennemi de l'Eglise, et qu'il se préparoit à passer les Alpes principalement dans le dessein de la détruire. Ces préjugés acquirent une grande autorité chez les Suisses, par les prédications du cardinal de Sion et de ses émissaires. Pour s'opposer aux desseins de François, le pape et les Florentins avoient une armée sous le commandement de Laurent de Médicis, neveu du pontife; la ligue en avoit levé une autre, qui, sous le commandement de Raymond de Cardonne, devoit garder le centre de l'Italie; les Suisses se chargèrent d'en défendre l'entrée.

Ils prirent des positions avantageuses et se fortifierent au nombre de seize mille du côté du mont Genèvre et du mont Cénis, les seuls passages par où ils croyoient que les François pussent pénétrer. François arrive en effet au pied des Alpes avec une des plus formidables armées que la France eût jamais eues: deux mille cinq cents lances, ce qui faisoit environ vingt-cinq mille hommes de cavalerie, quarante mille fantassins tant lansque-

nets que gascons et basques, et entre eux huit mille Normands, Picards ou Champenois, trois mille pionniers, un équipage incroyable d'artillerie et de munitions, des vivandiers, des pourvoyeurs, et ce qu'on peut imaginer des gens de toute espèce au service des grands seigneurs qui accompagnoient le monarque.

Risquera-t-on d'attaquer les Suisses sur les sommets escarpés, dans les vallées profondes où ils se sont retranchés? Hasardera-t-on de combattre en même temps et leur courage et les obstacles que la nature, fortifiée de l'art, oppose aux François? Pendant qu'on délibéroit sur ces questions, Trivulce avertit qu'on vient de lui découvrir un passage nommé Roque-Sparvière, que les Suisses out négligé de garder, parce qu'ils 'e croient assez défendu par l'escarpement des montagnes, l'entassement des rochers, et la prosondeur des pré-cipices: toute l'armée s'y porte avec le plus grand zele. On établit seulement sur des hauteurs, à vue des Suisses, des troupes voltigeantes, pour fixer leur attention, et les distraire des travaux de Roque-Sparvière.

Mézeray peint ainsi ce mémorable passage: « Par-dessus ces effroyables montagues, par lesquelles il faut grimper dans une continuelle frayeur de la mort, par ces détroits horribles non-seulement à passer, mais encore à regarder, les François font monter leur artillerie 196

et leurs charrois à force de bras et de poulies, les traînent de rocher en rocher avec une peine incroyable et un ardent travail. Les soldats mettoient la main à l'œuvre avec les pionniers: les capitaines ne s'épargnoient pas à remuer, qui la pioche, qui la cognée, à pous-ser aux roues et à tirer sur les cordages; tantôt ils dressoient des esplanades et cassoient de gros rochers, tantôt ils se servoient de ceux qu'ils ne pouvoient briser, pour appuyer les cabestans et tirer leurs fardeaux ; en d'autres lieux ils couvroient les précipices avec de grands arbres qu'ils renversoient de travers, jetant des fascines par-dessus, en telle sorte qu'après quatre ou cinq jours de fatigue, toute l'arméese trouve dans la vallée d'Argentière.» Pierre Navarre, négligé par Ferdinand depuis la bataille de Ravenne, où il avoit été fait prisonnier, et qui, faute de pouvoir payer sa rançon, avoit pris du service auprès de Fran-cois I, et avoit déjà discipliné un corps de huit mille Basques et Gascons sur le modèle de l'infanterie espagnole, fut celui qui dirigea les travaux de ce mémorable passage. Bayard déboucha des premiers. Prosper Colonne, général de la cavalerie des confédérés, dont la prudence et la circonspection étoient vantées, surpris à Villefranche dinant tranquillement, et ne se doatant pas de l'arrivée des François, est fait prisonnier avec son escorte, qui étoit

toute de cavalerie. A cette nouvelle les Suisses quittent leurs postes et se replient sur Milan, pour en fermer le chemin aux François. A eux se joint l'infanterie de la ligue, échappée à la surprise de Villefranche, et Maximilien

Sforce leur protégé.

Comme il vaut beaucoup mieux risquer de l'argent que des hommes, le roi, ou provoqua, ou accepta une négociation. Les Suisses convinrent, moyennant sept cent mille écus qui leur seroient payés comptant, de laisser le passage libre, et de se retirer dans leur pays. Le traité alloit être conclu et signé; l'argent ramassé avec peine de la bourse des seigneurs de l'armée étoit prêt : arrive au camp des Suisses le cardinal de Sion. Il leur amenoit un renfort de troupes ; il les réunit à Milan et leur adresse une de ces exhortations véhémentes par lesquelles il avoit coutume de séduire ce peuple plus pieux qu'éclairé. « Le roi , leur dit-il , veut détruire la religion; le pape n'a de ressource qu'en vous: quelle honte seroit-ce d'abandonner le chef de l'Eglise, qui a béni vos armes; le jeune duc de Milan, qui s'est remis entre vos mains; l'Italie entière, qui attend de vous sa liberté! Qu'est-ce que l'or qu'on vous offre, sinon un piége pareil à celui qu'ils ont préparé à votre crédulité sous les murs de Dijon? Tout leur or n'appartiendra-t-il pas à leurs vainqueurs?

et ne sont-ce pas les mêmes hommes qu'en petit nombre, sans chevaux, sans canon, vous avez affrontés à Novare, et que vous avez vaincus avec leurs propres armes? Marchez donc où la gloire vous appelle, et faites aujourd'hui un exemple qui intimide à jamais quiconque penseroit encore à franchir vos montagnes. Ceux qui mourront pour une cause si sainte sont assurés d'un bonheur qui ne finira jamais; et, quelque flatteuse que soit la récompense qui attend les vainqueurs, ils auront encore à envier le sort des braves qui seront morts au combat. » Il finit en leur accordant, comme légat, une absolution générale et des indulgences plénières.

Entraînés par ce discours, ils partent précipitamment de Milan, où ils attendoient les députés qui devoient signer le traité et compter l'argent; peu s'en fallut qu'ils ne s'emparassent du trésor. Laissant tambours et trompettes, et marchant dans le plus profond silence, ils parviennent iusqu'au camp dans l'après-midi du 13 septembre, et, au sou lugubre et étouffé des rauques cornets d'Uri et d'Unterwalden, ils fondent inopinément sur les François. Le vigilant La Trémouille, qui rôdoit autour de Milan, s'étoit aperçu de leur marche, et s'étoit empressé d'en donner avis au roi, qui se reposoit dans la sécurité de la paix. On n'eut que le temps de faire les

dispositions les plus nécessaires pour les recevoir. Leur attaque fut terrible : le canon qui tiroit sur eux à mitraille, et qui renversoit des rangs entiers, ne les épouvantoit pas; ils forcerent les barricades, pénétrèrent jusqu'au roi dans le centre de l'armée, et essayoient déjà de diriger contre les François l'artillerie dont ils s'étoient emparés. Un malentendu contribua à leur succès. Le duc de Gueldres, persuadé de la paix et menacé dans ses états par l'archiduc Charles, étoit parti en poste, laissant à son neveu, le jeune Claude de Lorraine, comte de Guise, qui paroissoit pour la première fois dans les armées, le commandement de ses lansquenets. Ceux-ci conc'urent de la retraite subite de leur chef, que dans le traité négocié avec les Suisses on les avoit sacrifiés à leurs rivaux, et que, pour se dis-penser de les payer, on avoit résolu leur perte. Ce soupçon refroidit leur courage, et, au lieu de tenter de reponsser les Suisses, ils battirent en retraite, et il fallut du temps pour dissiper leur erreur. On combattit tant que le jour dura : la nuit suspendit les coups. Suisses et François resterent pêle-mêle chacun dans l'endroit où l'obscurité les avoit surpris, couchés les uns près des autres dans un profond silence. Le roi prit un court sommeil sur un affut de canon, et si près d'un bataillon suisse, que, de peur qu'il ne fût

reconnu et assailli, il fallut éteindre une lumière dont il étoit foiblement éclairé. Les premiers rayons de l'aurore réveillèrent les combattans et leur fureur. La mêlée recommença, et la victoire resta incertaine jusqu'à ce que l'Alviane, général des troupes véni-tiennes, averti de la bataille, vers minuit, par un courrier que lui dépêcha le chancelier Duprat, accourut, prit les Suisses à dos, les força d'abandonner le champ de bataille, et décida la victoire; mais il en fut la victime. Violemment incommodé dans ce moment d'une hernie, il crut devoir à l'urgence des circonstances le sacrifice d'un repos que réclamoit la nature, demeura vingt-quatre heures à cheval, et succomba à cette généreuse imprudence. Les Suisses laissèrent quatorze mille morts ou blessés, ne prirent point la fuite, mais se retirerent en bataillons serrés. Le roi, soit considération de leur valeur, soit prudence, et se ressouvenant peut-être du malheur du jeune comte de Foix à Ravenne, défendit qu'on les poursuivît. Les François perdirent à peu près quatre mille hommes. Le connétable de Bourbon, qui dirigea toute l'action, eut à regretter le duc de Châtelleraut son frère; et La Trémouille, le prince de Talmont son fils. Le comte de Guise, atteint de vingt blessures, auroit été écrasé, si son écuyer ne l'eût couvert de son

bouclier. Mais ce fidèle serviteur, privé de ce moyen de défense, fut frappé lui-même d'un coup mortel, et expira sur le corps de son maître. Un Ecossois, témoin de ce dévouement, vint après le combat dégager le corps du jeune prince, enseveli sous un tas de morts; il étoit sans connoissance, et respiroit à peine. Ses soins et l'art des chirurgiens le rendirent à la santé au bout de trois mois. Le maréchal de Trivulce, qui s'étoit trouvé à dixsept batailles, dit qu'auprès de celle-ci, qui étoit un combat de géans, les autres n'étoient que des jeux d'enfans. On l'appelle la bataille de Marignan, du nom d'une ville située sur le Lanıbro, à quatre lieues de Milan, voisine de l'emplacement où elle fut livrée.

Ce fut immédiatement après cette bataille que le roi voulut se faire armer chevalier par Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche. Celui-ci se défendoit de cet honneur, se voyant en présence du connétable, des princes du sang et de plusieurs généraux qui lui paroissoient y avoir plus de droit que lui, mais qui tous applaudissoient au choix du monarque. Cédant eusin à leurs instances et à celles du prince, Bayard tire son épée, et, du plat frappant le roi sur le cou: « Sire, lui dit-il, autant vaille que si c'étoit Roland ou Olivier, Godefroy ou Baudouin son frère. Certes, êtes le premier prince que oncques

fis chevalier: Dieu veuille qu'en guerre ne preniez la fuite. » Regardant ensuite son épée avec une joie ingénue: «Tu es bienheureuse, mon épée, dit-il, d'avoir aujourd'hui, à si vertueux et si puissant roi, donné l'ordre de la chevalerie. Certes, ma bonne épée, vous serez moult bien comme relique gardée, et sur toutes autres honorée; et ne vous porterai jamais, sinon contre Turcs, Sarrasins ou Maures. » « Puis, ajoute son historien, il feit deux sauts, et remit son épée dans le fourreau. »

Le cardinal de Sion s'étoit sauvé pendant la nuit à Milan, sous prétexte d'aller y chercher des secours. Quand les Suisses y arriverent, harassés et bien diminués de nombre, ils demandèrent leur solde. Sforce n'avoit point d'argent. Leurs oreilles restèrent fermées à ses promesses et aux adulations du prélat. Honteux d'être trompés, i's regagnèrent tristement leurs montagnes; quinze cents seutement resterent à la garde du château, où Sforce s'enferma avec eux; mais bientot, craignant le sort de son père à Novare, et d'être livré comme lui par ses protecteurs, il préféra un traité, sinon gloricux, du moins tranquillisant, à une résistance d'un succès douteux. Il céda au roi les châteaux de Milan et de Crémone, les seules places fortes qui lui restoient, et renonça à tous les droits et prétentions

qu'il pouvoit avoir sur le duché. On lui assura une pension de soixante mille ducats, à condition de fixer sa résidence en France, et de n'en point sortir sans la permission du roi. A ces conditions Sforce partit pour la France, « bienheureux, disoit-il, d'être délivré de la servitude des Suisses, des caprices de l'em-

percur et des fourbes des Espagnols. »

Sitôt que François I fut vainqueur, les princes d'Italie s'empresserent de le visiter par eux-mêmes ou par leurs ambassadeurs. Le pape ne fut pas des derniers, il eut avec le monarque une entrevue à Bologne. C'étoit un travail digne de la politique italienne de trouver le moven de faire renoncer volontairement le roi de France à cette pragmatique, dépositaire des priviléges et des libertés de l'église gallicane, et si chère aux personnages les plus éclairés du clergé et de la magistrature. Sans doute le plan de la conciliation étoit déjà dressé: on l'a appelé concordat, c'est-à-dire transaction propre à faire disparoître les difficultés nuisibles à un accord permanent entre les souverains pontifes et les rois de France. Ils se donnèrent, comme on l'a dit alors, chacun ce qui ne leur appartenoit pas: Léon X à François I, le pouvoir de nominer les évêques, abbés, prieurs, chanoines, et presque toutes les diguités ecclésiastiques qui s'obtenoient auparavant par élections; et François à Léon, pour prix de ses bulles, l'annate ou le revenu de la première année des bénéfices consistoriaux, c'est-à-dire qu'il proclameroit en consistoire sur la nomi-nation du roi. Les grâces expectatives et les préventions en cour de Rome, que la pragmatique condamnoit comme monopoles et abus, furent la plupart conservées par le con-cordat, mais sous d'autres noms et avec quelque adoucissement de finance. Le parlement, en 1517, fit une longue résistance pour enregistrer le concordat, et ne se rendit aux désirs du monarque que sous la clause du très-exprès commandement du roi, plusieurs fois réitéré, et dans la vue de prévenir les malheurs que les mesures violentes auxquelles le roi paroissoit disposé à se porter pouvoient amener. Il obtint d'ailleurs gain de cause sur la bulle d'abrogation de la pragmatique, rédigée en effet d'un style aussi injurieux à la nation qu'attentoire à l'autorité du roi et aux libertés de l'église gallicane. On eut honte d'insister pour son enregistrement; la bulle fut retirée, et la pragmatique ne fut pas juridiquement abolie; le parlement s'en autorisa pour continuer à juger les causes ecclésiastiques d'après les principes de la pragmatique; le roi, ne pouvant l'amener à sa volonté, lui ôta la connoissance de ces causes et l'attribua au grand conseil.

François rétablit le sénat de Milan, confia le gouvernement du duché au connétable Charles de Bourbon, austère dans ses mœurs, zélé pour la discipline, et possédant l'art si difficile de se faire aimer et craindre tout à la fois. Il ne lui laissa de troupes que ce qui était nécessaire pour contenir un pays soumis; et, avant que de revenir en France, il licencia le reste, dont la solde pesoit au trésor royal. Il n'avoit été absent qu'environ huit mois, pendant lesquels la duchesse d'Angoulême sa mère gouverna comme ré-

gente.

[1516] L'empereur Maximilien, qui ne s'étoit pas montré en Italie pendant que le roi se rendoit maître du duché de Milan, y parut quand François fut parti, comme protecteur de François-Marie Sforce, frère puîné de Maximilien, retiré en France, et qui se dit substitué aux droits du cessionnaire. Le connétable, trop faible pour résister à la première impétuosité des légions d'Allemands et de Suisses vagabonds, que l'appàt du butin avoit rassemblés sous les drapeaux de l'empereur, lui abandonna la campagne et se renferma dans Milan, dont il augmenta les fortifications. Pendant que l'empereur, avançant lentement, perdoit son temps à s'emparer des petites villes qui se trouvoient sur la route, il arriva aux Fran-

VI.

cois un corps de dix mille Suisses sous le commandement de chefs autorisés par les cantons. Les compatriotes, se trouvant en présence, entrèrent en conversation d'une armée à l'autre. L'empereur eut peur que les siens ne se laissassent débaucher par les nouveaux arrivés, et n'en vinssent jusqu'à le livrer aux François, ainsi qu'il étoit arrivé à Ludovic-le Maure à Novare. Il abandonna précipitamment son armée, comme il avoit fait au siège de Padoue, et se sauva en Allemagne. Ainsi finit, à peine commencée, cette

expédition mal conçue.

Il est vraisemblable que l'événement auroit été moins malheureux, si l'empereur avoit pu être aidé des conseils et des troupes de Ferdinand, intéressé par son royaume de Naples à éloigner les François; mais ce prince venoit de mourir de l'esset, dit-on, d'un breuvage qu'il s'étoit fait administrer dans l'espérance d'avoir des enfans. Cette mort inopinée jeta Charles d'Autriche dans de grands embarras. Il avoit à pourvoir en même temps à la sûreté et à la tranquillité de la Castille, de l'Aragon, du royaume de Naples et de la Flandre, tous pays qui avoient besoin chacun de sa présence, et pour lesquels le roi de France, voisin limitrophe de tous côtés, pouvoit lui donner des inquiétudes pressantes. Des mariages, moyens si favo-

rables à la maison d'Autriche, vinrent à son secours : ces mariages, à la vérité, n'étoient qu'en projet, mais ils alloient à leur but et conjurcient l'orage. Ce n'étoit plus la princesse Renée que Charles devoit présentement épouser, comme il étoit stipulé par le traité de l'année dernière ; mais madame Louise, fille du roi, quand elle seroit nubile; elle n'avoit qu'un an; et, ce qui paroîtra bien singulier, si Louise mouroit, toute autre qui naîtroit au roi de France; et enfin, s'il en manquoit, madame Renée, fille de Louis XII, qui lui avoit été destinée dans le dernier traité. Pour l'entretien de ces futures épouses, Charles devoit payer, des à présent, et tous les ans, cent mille ducats jusqu'à l'un de ces mariages; et, en retour, François I se démettoit de ses droits sur le royaume de Naples, sauf réversion à défaut d'héritiers; de son côté, Charles feroit examiner dans son conseil ses droits sur la Navarre, et ceux de l'héritier de Foix, pour en remettre Henri d'Albret en possession, si ceux de sa mère étoient jugés les meilleurs. A défaut de cette restitution sous six mois, le monarque françois pourroit aider le Navarrois à recouvrer sa couronne, et il se réservoit aussi le droit de secourir les Vénitiens, si l'empereur, qui vouloit toujours conserver un ferment de guerre en Italie, continuoit de les tourmen-

ter et refusoit d'accéder à la paix. Ainsi, moyennant une espèce de pension de cent mille ducats, un engagement fictif de mariages illusoires, dont la simple proposition étoit un vrai ridicule; moyennant la pro-messe de la restitution de la Navarre, qu'on pouvoit exiger sur-le-champ et qu'on prolongeoit jusqu'à six mois, Charles eut le temps et la facilité de mettre ses états de Flandre à l'abri de toute inquiétude de la part des François; de s'établir solidement dans la Castille et l'Aragon, dont la réunion lui donna le titre de roi d'Espagne; de prendre de si bonnes mesurcs dans le royaume de Naples, que la reine Germaine n'en pût conserver la couronne, comme elle le désiroit; enfin, de faire de ces états séparés un faisceau de puissance que tous les efforts de François I ne purent rompre, quand arriva le moment d'en redouter la force. Ce traité fut conclu à Noyon; Maximilien y accéda etrendit Vérone, qui fut remise aux Vénitiens, en sorte que la république se retrouva au même état où elle étoit avant la ligue de Cambrai. Cette même année fut conclu avec les Suisses le traité de Fribourg, auquel on a donné le nom de paix perpétuelle, parce qu'en effet leur attachement pour la France a été inaltérable depuis cette époque.

[1517-18] Outre le présent du lucratif

concordat, la roi saisissoit toutes les occasions d'obliger le pape. Quoiqu'il n'ignorât pas les menées secrètes du pontife contre lui, il lui offrit ses vaisseaux contre les corsaires de Barbarie, qui infestoient les côtes de l'état ecclésiastique. Il contribua à établir solidement la maison de Médicis à Florence, la mit en possession du duché d'Urbin par les secours qu'il lui accorda contre les Rovère, qui cependant étoient alors partisans de la France, et fit épouser à Laurent de Médicis, neveu du pape, et devenu ainsi duc d'Urbin, Madeleine de La Tour, héritière du comté d'Auvergne. C'est de ce mariage que naquit la fameuse Catherine de Médicis, qui fut reine de France.

La reconnoissance due à ces bienfaits n'a point empêché que Léon n'ait été soupçonné, avec quelque fondement, d'avoir toujours cherché à borner la puissance de François I en Italie, et même d'avoir tâché de rendre actifs des motifs de discorde existans entre ce prince et Henri VIII, roi d'Angleterre, monarque du même âge à peu près que François et que Charles, et destiné à jouer un rôle important dans leurs querelles. Mais ces deux rois suspendirent, par leurs ambassadeurs, tout acte d'hostilité, et se promirent de s'aboucher au plus tôt pour terminer eux-mêmes leurs différends. En attendant, ils convinrent

de marier le dauphin de France avec Marie, fille unique du roi d'Angleterre, enfans encore au berceau, et dont l'alliance ne devoit pas avoir plus de réalité que toutes celles du même genre que nous avons vu projeter jusqu'ici.

[1519] L'empereur Maximilien mourut, et laissa vacant le premier trône de l'Europe, l'objet de l'ambition des deux princes qui venoient de se jurer une amitié inaltérable. François désiroit que leur rivalité ne rompît pas la paix qui régnoit entre eux. Il dit aux ambassadeurs que Charles lui envoya à ce sujet : « Nous devons nous conduire avec les mêmes égards que deux gentilhommes voisins et bons amis, qui cherchent à acquérir par des services les bonnes grâces de leur maitresse; » et protesta que, quel que fût l'événement, il n'en sauroit pas mauvais gré à son compéliteur. On ne sait ce que dit celui-ci, mais on sait ce qu'il fit. L'élection se traitoit à la diète de Francfort. Les deux rivaux y accréditerent des négociateurs chargés de capter les suffrages. Charles fit suivre les siens par des troupes qu'il tint au loin , prêtes à approcher quand il en auroit besoin. Ni l'un ni l'autre des aspiraus ne plaisoit aux électeurs. Ils craignoient de se donner un maître. Leurs voix paroissoient se réunir en faveur de Frédéric, duc de Saxe. L'autrichien fait arriver ses troupes ; elles investissent Francfort. Le duc craint qu'au lieu du trône impérial la bonne volonté de ses confrères ne le mène à la prison. Il refuse et conseille lui-même

de choisir Charles, qui est élu.

[1520] Quoique le roi de France eût promis de voir avec indifférence l'événement de l'élection s'il lui étoit contraire, on ne peut douter que la supercherie de Charles-Quint ne lui ait été très-sensible, et on peut dater de ce moment le refroidissement de ces deux princes, jusque là assez bons amis, du moins en apparence. L'émulation de puissance dégénéra en jalousie, et la jalousie en haine. François commença à prendre de sérieuses précautions contre un ennemi si cauteleux. Ses premières vues se portèrent sur l'Angleterre. Henri VIII a oit trouvé, en montant sur le trône, un trésor immense, fruit des épargnes de Henri VII son père, et une bonne armée, ouvrage de sa prudence. Son union à Charles ou à François pouvoit être d'un grand avantage à celui qu'il choisiroit. Le roi de France étoit déjà en relation de bonne intelligence avec ce puissant voisin. On a vu qu'ils comptoient même s'unir plus étroitement par un mariage entre leurs enfans. L'intermédiaire de cette alliance étoit le cardinal Wolsey, ministre et favori de Henri.

Le prélat n'étoit rien moins qu'indifférent aux présens et aux flatteries. Le roi de France ne les lui épargna pas dans une entrevue avec celui d'Angleterre. Elle cut lieu en pleine campagne, entre Guines et Ardres. Les deux monarques y amenèrent leurs épouses, et chacune d'elles les dames les plus distinguées de leur cour. On y fit assaut de magnificence. Le lieu où étoient dressées les tentes, et de vrais palais construits en bois, revêtus de riches étoffes, fut appelé le champ du Drap d'Or; les courtisans des deux royaumes s'y ruinerent par émulation de profusion. « Plusieurs, dit du Bellai, témoin oculaire, y portèrent leurs forêts, leurs prés et leurs moulins sur leurs épaules. » On remarquoit sur le frontispice du palais d'Angleterre un archer anglois avec cette inscription : Quij'accompagne est maître. Ce trait de vanité n'étoit pas sans justesse; car, quoique les déférences dans les festins, les bals, les tournois et autres divertissemens qui durèrent près d'un mois, fussent réciproques et à peu près égales, on apercevoit cependant de la part du François l'empressement d'un homine qui recherche, et chez l'Anglois la morgue du courtisé : le premier, qui s'étoit flatté de tirer de Henri la restitution de Calais, n'en obtint, avec toutes ses complaisances, qu'une promesse vague d'être secouru si l'empereur faisoit quelque entreprise capable de troubler

la paix de l'Italie.

Charles-Quint, moins fastueux, et moins curieux du brillant que du solide, avoit pris des précautions contre les effets du rapprochement des deux princes, et l'avoit prévenu. En passant par mer d'Espagne en Allemagne, pour y recevoir la couronne impériale, il étoit descendu sans suite et sans cérémonie en Angleterre; il conféra avec le roi, affecta une entière confiance en sa justice, ne lui demanda ni argent, ni troupes, ni aucune espèce d'engagement, mais seulement que, s'il survenoit quelque différend entre lui et le roi de France, il voulût bien être leur arbitre, promettant de s'en rapporter sans restriction à tout ce qu'il décideroit. Charles fit encore mieux; il insinua au cardinal Wolsey que Léon X, quoique peu âgé pour un pape, étoit ruiné par les maladies et presque moribond, et il promit au prélat, la mort du pontife arrivant, de faire tous ses efforts pour lui procurer la tiare. Mézeray, en faisant le parallèle. des deux rivaux, après avoir reproché au roi de France entre autres défauts sa prodigalité, et à l'empereur sa trop grande adresse tenant de la fausseté, finit par ces mots: «François avoit des vertus éclatantes et des vices ruineux, et Charles, des vices utiles et des vertus politiques. »

[1521] Ils commencerent, comme les athletes, par se considérer et se mesurer avant que de se porter les premiers coups, et de se prendre pour ainsi dire au corps. Charles, qui, du vivant de son grand-père Ferdinand, avoit pris l'engagement de ne pas empêcher les François d'aider Henri à recouvrer son royaume de Navarre, les y avoit forme'lementautorisés à la mort du même Ferdinand, si lui-même ne restituoit pas ce royaume dans six mois; il y avoit cinq ans que ce der-nier traité étoit signé, sans que l'on cût encore paru penserà son exécution. Le jeune Henri, profitant des troubles qui existoient alors en Espagne, assembla une armée qui, à la vérité, portoit ses bannières, mais qui n'étoit réellement composée que de François. Elle étoit commandée par Ândré de Foix, sieur de Lespare, frère de Lautrec et parent de Henri. Ses premiers efforts obtinrent de grands succès; mais avant voulu les pousser jusqu'en Espagne, la régence qui gouvernoit en l'absence de Charles Quint arma vigoureusement et reprit 'a Navarre. Dans le cours de cette guerre, fut blessé au siège de Pampelune, où il échauffoit le courage des Espagnols, don Inigo ou Ignace de Loyola, jeune gentilhomme, ne respirant alors que la gloire et la galanterie, et destiné depuis à devenir le fondateur de la célèbre société des jésuites.

D'auxiliaires, l'empereur et le roi en vinrent directement aux mains. Un procès entre les maisons de Crouy et de Bouillon, pour un petit territoire dans les Ardennes, donna commencement à une guerre directe qui dura vingt-sept ans entre les deux monarques régnans, et laissa encore des motifs d'hostilités à leurs successeurs. Les princes de Crouy vouloient porter l'affaire par-devant l'empereur : Robert de La Marck, prince de Bouillon et de Sedan, récuse son tribunal; et, non content de faire à Charles-Quint cet affront, il envoie le défier en pleine diète, lève des troupes et fait des courses sur les Pays-Bas. L'empereur se persuade qu'un si petit prince n'auroit pas une pareille au-dace, s'il n'étoit assuré de la protection du roi de France, et même excité par lui. Francois l'a toujours nié; mais Charles, ferme dans son opinion, et sans autre explication, entre en France par la Flandre à la tête d'une armée, et y lève des contributions. Le conte de Nassau son général avoit assiégé et pris Mouzon, où n'avoit su se maintenir une garnison de nouvelle levée, et s'étoit présenté ensuite devant Mézières, place en mau vais état, qu'on se proposoit de démolir; mais Bayard, qui s'v jeta, promit de la désendre, et en fit lever le siège. L'empereur se porta alors vers l'Escant. François va au-devant de

lui. Ils se rencontrent près de Valenciennes. L'empereur, mal posté, auroit pu être battu, si le roi l'avoit attaqué sur-le-champ. C'étoit l'avis des principaux capitaines, entre autres du connétable de Bourbon. Gaspard de Coligny, maréchal de Châtillon, combattit cet avis par des raisons assez plausibles. Le mo-narque hésita, différa, et laissa échapper son ennemi. L'armée de l'empereur se mit en sûreté par une marche que l'inaction des François rendit facile; et lui-même, comme faisoit Maximilien son grand-père, effrayé des risques qu'il avoit courus, quitta honteusement son camp la nuit avec une simple éscorte de cent chevaux, se retira en Flandre, et de là réclama l'arbitrage du roi d'Angleterre.

Pendant ce même temps, Guillaume Gouffier, favori du roi, plus connu sous le nom de l'amiral Bonivet, pénétroit en Navarre; donnant le change aux Espagnols qui avoient fortifié Pampelune avec soin, il tourna brusquement sur Fontarabie et s'en empara. La vanité de faire parade de sa conquête lui fit rejeter l'avis donné par le comte de Guise, de démolir une place qui, tôt ou tard, devoit revenir aux Espagnols, et cette faute devint une pierre d'achoppement aux mesures pacifiques qui pouvoient terminer la guerre. Depuis long-temps il se tenoit à Calais des

conférences pour y amener les parties belligérantes. Le cardinal Wolsey y présidoit au nom de Henri son maître, réclamé pour médiateur. Mais Charles redemandoit Fontarabie, et il déplaisoit à François de rendre cette ville qu'il souhaitoit conserver, comme propre à lui servir de point d'appui en Espagne en cas de besoin. Charles élevoit d'ailleurs des prétentions propres à éloigner la paix: il réclamoit l'héritage des anciens ducs de Bourgogne, refusoit de faire, pour la Flandre et pour l'Artois, un hommage mal séant à la dignité impériale dont il étoit revêtu, et témoignoit par ces difficultés vouloir profiter des espérances que lui donnoit la situation des François en Italie.

Odet de Foix, sieur de Lautrec, commandoit dans le Milanez à la place de Charles, connétable de Bourbon, qui en avoit été rappelé pour être auprès du roi, dans l'armée qui auroit dû combattre près de Valenciennes. Bourbon fut un des capitaines qui insistèrent le plus pour la bataille, et on dit que ce furent ces instances mêmes qui firent prendre au monarque la résolution contraire, parce qu'il appréhenda que le connétable n'eût le principal honneur de la victoire. Il renoit deja de lui enlever la distinction périlleuse de commander l'avant-garde, qui étoit un droit de sa charge, et l'avoit confiée au

VI.

duc d'Alençon, époux de sa sœur. Bourbon ressentit vivement cet affront, qui n'étoit pas le premier qu'il eût dévoré en silence. Il est certain que le roi et le prince, celui-ci plus âgé seulement de cinq ou six ans, discordoient de caractère. Le premier, enjoué, libre dans ses paroles, d'une conduite assez relàchée; l'autre, grave, silencieuxet sévère. Quand il revint du Milanez, le bruit courut qu'on ne l'en avoit retiré que pour y placer Lautrec, frère de Françoise de Foix, comtesse de Châteaubriant, maîtresse de François Ier.

Au reste, quel qu'ait été le motif qui sit appeler Lautrec au gouvernement du Milanez, il y porta de la bravoure et de la bonne volonté. Il avoit aussi des talens d'administration; mais il se trouva dans des circonstances fâcheuses. Soit abus d'autorité d'un côté, soit lassitude de soumission de l'autre, il y avoit alors dans le duché un mécontentement sourd qui éclata en révolte dans plusieurs villes; les châtimens que le gouverneur employa pour arrêter la conspiration aigrirent les esprits: il se vit entouré d'ennemis et à la veille de perdre tout ce qu'on possédoit dans le Milanez.

Dans cette pénible occurrence, il laisse le gouvernement à son frère, Thomas de Foix, sieur de Lescun, dit le maréchal de Foix; vient à la cour peindre sa détresse, et paroît déterminé à ne point s'exposer à la honte de voir le Milanez échapper à la France entre ses mains. Ses amis, excités par sa sœur, le pressèrent de retourner. Il y consentit, à condition qu'il seroit p'écédé ou du moins accompagné d'une somme de trois cents mille ducats qui lui étoient absolument nécessaires. On ne les avoit pas, mais on l'engage à partir, avec promesse que les ducats arriveront aus-

sitôt que lui.

Le maréchal de Foix, pendantsonabsence, observoit les bannis de Milan, qui, d'accord avec ceux de Gênes, menaçoient la domination françoise à ses deux extrémités. Les premiers se réunissoient dans un château appartenant à Mainfroi Pallavicini. Le marechal le fait avertir du danger où il s'expose en favorisant une pareille réunion. Pallavicini, moins touclé de l'avis qu'effrayé des suites qu'il pouvoit avoir, se croit perdu, et, n'ayant plus rien des lors à ménager, fait pendre l'envoyé et s'enfuit à Reggio, ville papale et refuge ordinaire des exilés. Le maréchal les y poursuit dans la crainte de quelque tentative de leur part sur la ville de Parme, et pour demander au gouverneur, le célèbre historien Guichardin, une explication sur la nature de la protection accordee aux bannis. Lescun, sans écherles et sans canon, fit une démarche qui n'intimida personne, et dont le pape, qui ne cherchoit qu'un prétexte honnête pour rompre et pour légitimer une entreprise qu'il tentoit alors contre Gênes, fit son profit. Il cria à la violation des traités, leva des troupes, nomma Prosper Colonne pour les commander, excommunia le maréchal et tous ceux qui avoient pris part à son expédition, et les fit investir dans la ville de Parme.

Ils y étoient réduits à une fâcheuse extrémité, lorsque Lautrec rentra dans le Milanez. Il étoit impatient de volcr au secours de son frère ; mais il n'avoit pas de troupes, et il lui fallut du temps pour en lever avec des promesses. Parvenu enfin à se procurer une armée, il s'avance vers Parme; mais, au passage du Pô, les Suisses lui déclarent qu'ils n'iront pas plus loin ; qu'ils se sont engagés à défendre le Milanez, mais non à faire la guerre au pape: et ils demeurent inslexibles dans leur résolution. Lautrec au désespoir, et avec le peu de troupes qui lui restent, se déterminoit à aller chercher un ennemi supérieur, lorsque le duc de Ferrare, Alphonse, qui lutta presque toute sa vie contre les papes, et qui étoit alors presque aussi dénue que Lautrec, fit une heureuse diversion contre Modène. Ce mouvement fit lever le siège. Lautrec se hâta de ravitailler Parme; mais il négligea d'attaquer l'ennemi dans sa retraite.

Léon répara cet échec par des négociations en Suisse. Il obtint une armée pour défendre l'Eglise, mais non pour combattre les Francois. Moins scrupuleux que leurs compatriotes de l'armée françoise, ceux-ci soutenoient les troupes du pape en combattant sculement au second rang. Enchaîné au contraire par ceux de son armée, Lautrec ne put attaquer les autres avant leur jonction, ni les combattre après, et il se vit obligé de se réfugier dans Milan; mais trop peu surveillant, il donna lieu à la trahison d'en livrer les portes au marquis de Pescaire, général de l'empereur, et fut contraint de se retirer, sans pertes d'ailleurs, et après avoir laissé une garnison dans le château. Presque toutes les villes du duché suivirent l'exemple de la capitale, et il ne resta aux François que Crémone, Pizzighitone, Novare, le château de Milan et l'état de Gênes. Léon X, témoin du bonheur des impériaux, voulut aussi en avoir sa part. Il prit plusieurs forteresses à sa bienséance, et mourut, dit-on, de la joie de ses succès.

Le jour même que les cardinaux entrèrent au conclave, ils élurent Adrien Florent, cardinal, évêque de Tortose, qui, né de parens obscurs, commença sa fortune par être précepteur de Charles-Quint. On a dit que son éléve avoit préparé cet événement : il en tira du moins tout l'avantage possible, en dixhuit mois que ce pape occupa le saint Siége. [1522] François-Marie Sforce, venu dans

le Milanez sous les aupices de l'empereur, se forma une armée d'Italiens et d'Allemands, que Lautrec pour suivit avec sa gendarmerie, et dix mille Suisses , qu'il réunit de nouveau sous la promesse des ducats qu'il attendoit. Après bien des marches, il atteignit les ennemis près de Milan. Ils étoient retranchés dans le parc d'un vieux château nommé la Bicoque, entouré de murs et de fossés profonds, et où l'on ne pouvoit penétrer que par une chaussée étroite. Les capitaines françois envoyés pour observer ce poste le jugèrent inexpugnable; Lautrec en pensa de même, et résolut, sur leur conseil, de différer l'attaque. Les Suisses ne furent pas du même avis : fatigués de servir sans être payés ; ils demandèrent à grands cris leur montre ou le combat, persuadés que la victoire leur ouvriroit les portes de Milan, et que le pillage suppléeroit à la solde qui leur étoit due. En vain Lautrec leur remontra qu'il ne lui falloit que quelques jours pour affamer ces gens qui se rendroient d'eux-mêmes. Ils continuèrent de crier comme des forcenés, « de l'argent ou le combat.-Eh bien ! combattez donc, » répond le général. Aussitôt, et sans attendre les travaux ordonnés par Navarre, pour faciliter le passage du fossé, ils s'avancent contre ces retranchemens formidables, hérissés de canons, soutiennent avec leur constance ordinaire le feu des ennemis qui leur emportoit des lignes entières, et pénétrèrent dans les fossés. Mais là, s'ils ne sont plus exposés au ravage du canon, la mousqueterie leur fait éprouver des dangers plus grands, en ce qu'ils ne peuvent s'y soustraire. De leurs piques ils mesurent en vain la hauteur des murs, ils n'ontaucun moyen d'en atteindre le sommet Cette tardive réslexion les oblige à la retraite, et l'humeur ou la honte leur fait quitter le champ de bataille, pendant que la gendermerie françoise, qui avoit forcé la la chaussée; prenoit les ennemis à dos et les mettoit en désordre. Les généraux courent au-devant des Suisses, tâchent de les ramener au combat, leur remontrent le succès de la cavalerie, les supplient de demeurer au moins en observation. Ils n'écoutent pas, ils plient bagage avec un silence farouche, et prennent le chemin de Monza pour retourner chez eux : Lautrec est obligé de les suivre; mais la contenance des uns et des autres fait perdre à Colonne l'envic d'inquiéter leur retraite. La nécessité de se défendre eût peutêtre forcé les Suisses à vaincre. Lautrec tâcha en vain de les retenir. Même impossibilité.

Point d'argent, ils partirent. Leur présence auroit pusoutenir les François en Italie; leur défection les força d'en sortir. Ils n'y gardèrent que les châteux de Novare et de Milan, et perdirent même l'espérance d'y rentrer, par la perte qu'ils firent de la ville de Gênes, dont le marquis de Pescaire s'empara. Le brave et intelligent Navarre ne put, faute de vaisseaux, y introduire que deux cents hommes, et il y entroit par mer lorsque l'emneni, pénétrant du côté de terre, le fit prisonnier.

Lautrec vint en France porterses plaintes. Le roi refusoit de le voir, et ne le reçut que sur les vives instances de la comtesse de Châteaubriant sa sœur; encore ne fut-ce qu'avec beaucoup de froideur. Lautrec s'en plaignit. « Puis-je, lui dit le roi , voir de bou ceil un homme coupable de la perte de mon duché de Milan? - Sire, répondit-il fermement, j'ose dire à votre majesté que c'est elle seule qui en est la cause. Votre gendarmerie a servi dix-huit mois entiers sans recevoir un sou de votre épargne. Les Suisses, dont vous connoissez le génie, n'ont point été payés. Ma seule adresse les a retenus plusieurs mois dans votre armée, menagant toujours de quitter. Ils m'ont forcé de donner un combat sanglant; j'en prévoyois l'issue; mais j'ai dû le hasarder, malgré le peu d'apparence du succes. Voilà tout mon crime. »

«Eh quoi! reprend le roi surpris, n'avezvous pas reçu quatre cent mille ducats, que
j'ai donné ordre de vous envoyer? — J'en ai
reçu les lettres, répond Lautrec, mais l'argent n'est pas venu. » Le monarque fait appeler le surintendant des finances, auquel il
avoit donné l'ordre. Il se nommoit Jacques de
Baulne, seigneur de Semblançay, honoré
de la pleine confiance du roi, qui l'appeloit
ordinairement son père. Il répond qu'il n'a
pas envoyé l'argent en Italie, parce que la
duchesse d'Angoulême a exigé qu'il le lui
donnât, se chargeant de pourvoir à tout, et

qu'il a sa quittance.

Le monarque passe fort échauffé dans l'appartement de sa mère. On n'est pas sûr de la réponse qu'elle lui fit. Selon quelques-uns, elle avoua qu'elle avoit touché cette somme, mais qu'elle ignoroit que ce fût l'argent de l'Etat, et qu'elle l'avoit retirée comme deniers qui lui étoient propres, et un dépôt qu'elle avoit consié au surintendant. D'autres disent qu'elle nia l'avoir reçu, et le nia d'autant plus hardiment qu'elle avoit fait voler sa quittance dans les cartons de Semblançay parun nommé Gentil, son commis de confiance, qui étoit amoureux d'une des femmes de la duchesse. Ce qui donne à ce fait de la probabilité, c'est que ce Gentil fut pendu quelque temps après pour des crimes assez peu avéres. Cette affaire ne fut pas éclaircie alors; Semblançay conserva même son emploi; mais cinq ans après, et à la suite d'un procès de deux ans, il fut aussi condamné à être pendu, sans qu'il soit question de ce fait dans sa sentence, mais seulement d'avoir mal administré les finances du royaume.

En effet il étoit coupable d'avoir, sans l'aveu du roi, changé la destination d'une pareille somme, dont l'emploi étoit si important; mais le roi lui-même est-il excusable de s'être tellement reposé du soin des affaires du Milanez sur son ministre, qu'il ne s'informa même pas si ses ordres étoient exécutés. Il étoit alors partagé entre deux femmes, sa mère et la duchesse de Châteavbriant sa maîtresse, à la vérité intéressée aux succès de Lautrec son frère. Mais l'envie de servir est-elle aussi active qu'est vigilant le désir de nuire? On croit que ce fut ce dernier motif qui porta le mère du monarque à soustraire l'argent, afin d'arrêter les progrès du général, dont la gloire auroit pu augmenter la puissance de la favorite. Par ce combat de crédit, s'il est vrai, se perdit le Milanez presque entier.

Mézeray représente François I dans cette époque de sa vie, âgé de vingt-sept ans, comme absorbé par les plaisirs, dans une gour sinon débordée, du moins trop galante:

il le peint léger, insouciant pour tout ce qui n'étoit pas jeux, ballets, festins et divertissemens de toute espèce; pendant que Charles, âgé seulement de vingt-un ans, enfoncé dans son cabinet, ou parcourant ses royaumes, ne faisoit pas une action ni un pas qui n'eût son intérêt pour objet. Dans la guerre d'Italie, où il avoit eu Léon X pour associé, il n'avoit presque rien mis du sien en argent ni en troupes. C'étoit avec l'argent que le pontife tiroit des indulgences, sous prétexte d'une croisade contre les Turcs, que l'empereur paya les Allemands, amenés à son allié en nombre peu considérable à la vérité, mais suffisant pour se donner l'honneur d'avoir secondé puissamment le pape, et pour profiter lui-même de la conquête de presque tout le Milanez. Pour le second désastre de Lautrec, Charles-Quint ne prêta pour ainsi dire que ses drapeaux à Sforce. L'enthousiasme des Milanois fit le reste.

Mais le chef-d'œuvre de sa politique, dans le dessein qu'il avoit de reprendre Fontarabie, de conserver le royaume de Navarre, et cependant de ne point exposer la Franche-Comté aux incursions des François, fut d'obtenir pour cette province une neutralité par la médiation de la Suisse, et d'avoir fait déclarer Henri VIII contre François I. En passant d'Allemague en Espagne, il aborda encore

en Angleterre, représenta au roi que c'étoit son rival qui avoit rompu par ses expéditions d'Italie l'accommodement préparé par leurs commissaires à Calais, et dont le monarque anglois s'étoit rendu médiateur et en quelque sorte garant; que François avoit frappé les premiers coups sans l'avertir, et par là méprisé l'arbitrage de Henri, que lui Charles réclamoit. Quant à Wolsey, qui paroissoit piqué d'avoir vu élire un autre pape après la mort de Léon X, il lui remontra que l'élection avoit été si brusque qu'il n'avoit pas cu le temps de travailler les cardinaux et d'influencer leur choix, et il lui promit des efforts plus efficaces pour une autre occasion. Enfin il sut si bien donner tout le tort à son rival , et échauffer l'Anglois, qu'il obtint de lui une ligue offensive et défensive contre la France.

Elle fut signée dans le palais de Windsor. On y remarque ces articles : « L'empereur épousera en temps et lieu Marie, fille unique de Henri » Elle avoit six ans, et lui vingtdeux, et c'étoit celle que le traité conclu au champ du Drap d'Or donnoit au dauphin. « Chacun des deux rois tiendra quinze mille hommes de pied et trois mille chevaux tout prêts à marcher contre l'ennemi, et celui des deux qui manquera à cet accord paiera quatre cent mille écus à l'autre. » Autre clause pécuniaire. La France faisoit au roi d'Angleterre

une pension de cent trente-trois mille écus; comme elle ne la paiera plus, l'empereur se charge d'en faire une pareille, et une de quatre-vingts mille écus au cardinal Wolsey, en dédommagement de celle qu'il tiroit du roi de France.

En exécution du traité, l'Anglois verse par Calais son contingent sur le continent, l'empercur y joint le sien sur la frontière de Picardie, et ils forment ensemble une armée de trente-cinq mille hommes. La saison étoit avancée. On présuma dans le conseil que les ennemis ne tiendroient pas long-temps la campagne, et qu'ils seroient forces de se retirer, s'ils ne prenoient pas quelque ville importante pour centre de leurs quartiers d'hiver. Ainsi on s'appliqua à mettre en bon état de défense celles qui étoient menacées. Les confédérés s'attachèrent à Hesdin. Plusieurs guerriers célèbres s'y jetèrent. Elle étoit bien munie. Les alliés la battirent pendant six semaines, et, tourmentés par les frimas et les maladies, ils leverent le siège; mais en se retirant ils pillerent, brûlerent, et firent un dégat affreux dans les campagnes. Mézèray remarque que dans cette même année Soliman II prit Rhodes, et en chassa les chevaliers, qui depuis ont occupé Malte; et à l'occasion des horreurs commises dans la Picardie, il dit que « si l'infidèle arrachoit

VI.

ainsi les cheveux aux chrétiens, leurs princes ne cessoient d'en déchirer les entrailles. » C'est énergiquement dépeindre les guerres entre François I et Charles-Quint, qui furent

aussi cruelles que destructives.

[1523] Dans cette campagne les grandes actions furent rares; mais les surprises, les rencontres, les marches, les siéges, les retraites très-fréquentes, et toujours accompaguées de grande perte d'hommes des deux côtés. La pétulance de François I fut très-nuisible dans une occasion dont il n'auroit pas dû se mêler. Nicolas de Bossut, gouverneur de Guise, tenté par le duc d'Arscot, général de l'empereur, fait semblant de prêter l'oreille à ses sollicitations, et promet de lui livrer sa place pour une somme convenue. C'étoit une ruse, afin de l'attirer et de le prendre lui-même quand il se présenteroit. Bossut en donne avis au roi, qui par un excès de bravoure plus digne d'un jeune capitaine que d'un monarque, on peut-être un sentiment de jalousie dont il a été soupconné contre tous ses généraux, résout que l'affaire ne se passera pas sans lui. Il part en poste de Chambord, où il passoit le printemps, et se rend à La Fère, accompagné d'une foule de courtisans empressés à le suivre. Son arrivée fait éclat. Arscot en est averti. Il pense que ce rassemblement peut bien le regarder. Il étoit

déjà en route ; mais il rebrousse chemin , et le projet de Bossut, très-bien concerté, échoue, d'autant plus désagréablement pour le roi, que ce coup manqué donna de la hardiesse aux ennemis. Il se promenerent librement sur ses frontières. Le duc de Vendôme, Charles de Bourbon, aïeul de Henri IV, qui commandoit les François, ayant des ordres timidement limités, n'osa hasarder un combat qui lui auroit été avantageux, et lui-même courut risque d'être défait près d'un village nommé Audincton, où il éprouva un échec qui auroit été complet sans le généreux dévouement d'un gendarme nommé Tignerette. Il entend quelque mouvement à ses vedettes, s'avance pour en reconnoître la cause, est enveloppé par les ennemis, et, le poignard sur la poitrine, il ne laisse pas de crier alarme; on se met en désense, et l'armée, qui étoit déjà entamée d'un autre côté, est sauvée. L'ennemi respecta le dévouement de Tignerette, qui put jouir de sa gloire.

L'empereur et le roi abandonnèrent la guerre dans cette contrée à l'activité des commandans et des gouverneurs qu'ils y laissoient, et en rappelèrent la plus grande partie de leurs troupes pour l'Italie, qui ixoit principalement leur attention. L'empereur s'étoit emparé du château de Milan. Il étoit content de l'étatou il se trouvoit dans ce pays

et souhaitoit de n'y être pas troublé; mais François I ne renonçoit pas à se rétablir dans son Milanez, et commençoit à faire filer des troupes au-delà des monts, sous l'amiral Bonivet qui s'emparoit des passages. Charles-Quint, n'espérant pas se mettre entièrement à l'abri des essorts des François, essaya du moins de les retarder. Il employa l'autorité du pape, son ancien précepteur. Adrien somma le roi d'entendre à une trève de plusieurs années avec l'empereur, asin que ce prince pût défendre l'Italie menacée par les Turcs après la prise de Rhodes.

Mais cette exhortation à une trève n'étoit rien en comparaison d'une ligue à laquelle Adrien se prêta entre lui, l'empereur, le roi d'Angleterre, la république de Venise, les seigneuries de Gênes, Florence, Sienne, Lucques et autres petits états, pour la défense de l'Italie contre tous les étrangers, principalement contre le roi très-chrétien; on ne parla pas des Turcs, parce que les Vénitiens, qui, voyant les désastres des François, venoient de les abandonner, craignoient que Soliman, s'il étoit signalé dans la ligue, ne tournât ses armes contre eux. On a dit qu'Adrien se prêta à cette considération, parce que de lui-même il ne paroît pas avoir élé propre aux intrigues politiques. Il étoit juste par caractère, et on le vit rendre à divers feudataires du saint Siège plusieurs des places qui avoient excité la cupidité de ses prédécesseurs et dont ils s'étoient emparés par des moyens violens. Il a passé pour un pontife sans ambition, renfermé dans ses devoirs religieux, et a mérité cette épitaphe assez étonnante pour un pape de ce temps: « Ici repose Adrien VI, qui n'estima rien de plus malheureux pour lui que de commander. » Jules de Médicis, Clément VII, lui succéda. Il étoit cousin-germain de Léon X, et fils du malheureux Julien, assassiné par les Pazzi.

Loin d'être déconcerté par cette ligue, François I n'en poursuivit qu'avec plus d'ardeur ses preparatifs. Il vendit des domaines, augmenta les impôts ordinaires, en mit de nouveaux, et créa des charges qu'il fit payer. Par tous ces moyens qui exciterent des plaintes et des murmures, il amassa beaucoup d'argent et rassembla une forte armée, qu'il comptoit mener lui-même en Italie; mais des soins plus pressans le retinrent en France.

Le connétable de Bourbon vivoit splendidement à la cour, mais en homme mécontent. Sa maison étoit ouverte et pouvoit être considérée comme le point de ralliement de ces sortes de gens qu'on a depuis nommés frondeurs, censeurs assidus du gouvernement et du chef. Bourbon nourrissoit presque des l'enfance une haine sombre contre François I. On dit que l'antipathie entre eux étoit poussée au point que, lorsque celui-ci n'étoit encore que comte d'Angoulême, ils pensèrent se battre pour un sujet assez léger. Le roi moutant sur le trône lui avoit donné l'épée de connétable; mais Bourbonse plaignoit qu'en plusieurs occasions François lui avoit envié les plus belles fonctions de sa charge, soit en ne le mettant pas à la tête des troupes dans des occasions importantes, soit en ne suivant pas ses avis.

Il jouissoit d'une très-grande fortune par le mariage qu'il avoit contracté avec Suzanne de Bourbon, dont il étoit cousin issu de germain, et qui étoit fille de monsieur et de madame de Beaujeu. Ce mariage avoit été résolu principalement pour réunir les prétentions des deux branches de la même famille et prévenir un procès ruineux. Cette princesse mourut sans enfans. Tant qu'elle vécut, Louise de Savoie, mère du roi, et fille d'une sœur de monsieur de Beaujeu, retint dans les bornes d'une galanterie agaçante le goût qu'elle avoit pour le connétable ; la mort de l'épouse présenta, dit-on, à la douairière, l'occasion de déclarer sa passion. Elle lui offrit sa main, il la refusa, et même avec quelques mots de raillerie. « Or , dit Mézerav, comme il n'est point d'injure plus outrageante envers ce foible sexe que le refus de ses poursuites, la régente, outrée des mépris de Bourbon, se portant à une extrême vengeance, le poussa aussi à un extrême désespoir. » El eintenta le procès qu'on avoit voulu prévenir, mit dans la suite de l'affaire toute l'ardeur d'une femme piquée, et employa avec chaleur tous les moyens que son rang et

sa puissance lui fournissoient.

Il s'agissoit de savoir si les domaines de la maison de Bourbon étoient siefs masculins ou féminins. Le connétable soutenoit qu'ils étoient régis par les règles de la loi salique, autrement il cût été justement évincé par la proximité de la duchesse. Celle-ci maintenoit au contraire que ces domaines étoient sies séminins, non en ce sens que les semmes pussent en exclure leurs srères, même puinés, mais du moins tous autres collatéraux. Entre ces prétentions opposées, le droit n'étoit pas aussi facile à saisir que la prévention qui pèse sur la duchesse le fait communément supposer.

Depuis que la maison de France possédoit la baronnie de Bourbon, il ne s'étoit point présenté d'exemple qui pût faire loi à cet égard, les princes de ce nom avant toujours eu des fils pour leur succéder; mais avant cette époque on en trouvoit plusieurs qui étoient interprétés diversement. Le premier et le plus remarquable de tous est celui de Marguerite, fille d'Archambauld VII, et petite-

fille d'Archambauld VI, laquelle, en 1171, succéda sans trouble à ce dernier, quoiqu'il existât une branche masculine de Bourbon-Montluçon, issue d'Archambauld II, trisaïeul d'Archambauld VI.

Marguerite eut deux maris. Du premier, Gaucher de Vienne, seigneur de Salins, et duquel elle fut séparée pour cause de parenté, provint Marguerite de Salins, épouse de Guillaume de Sabran, seigneur de Forcalquier. Du second, qui fut Gui de Dampierre, illustre pour avoir été par les femmes la tige commune des maisons de Bourbon et d'Autriche, elle eut Archambauld VIII, sire de Bourbon, Guillaume de Dampierre, comte de Flandre par sa femme, et de plus Gui et Combault de Bourbon, qui laissèrent une postérité. A la mort de Gui de Dampierre, la comtesse de Forcalquier, apparemment comme aînée, réclama la baronnie de Bourbon , contre Archambauld VIII, l'aîné de ses frères utérins. Il y eut procès par-devant Philippe-Auguste et son parlement. Archambauld prouva que la baronnie de Bourbon ne pouvoit être démembrée, ni devenir le partage des femmes qu'à défaut des mâles. La comtesse renonça à ses prétentions moyennant un dédommagement, et cette transaction fut autorisée d'une charte de Philippe-Auguste, sous la date de 1211.

Mais ce titre, qui confirme l'exclusion des femmes en concurrence avec des frères, préjuge-t-il qu'elles doivent être évincées par d'autres collatéraux, et qu'elles puissent être privées, par exemple, de l'héritage d'un père, pour en voir investir un oncle ou ses descendans mâles? On peut dire, à cet égard, que le droit contraire avoit assez généralement prévalu par l'usage, et que, le royaume de France excepté, c'étoit une chose ordinaire, lorsque les héritiers mâles étoient éloignés, de voir les grands fiefs qui n'étoient point apanages passer aux femmes, et de celles-ci dans des maisons étrangères; et que celle de Bourbon ellemême en fournissoit plus d'un exemple. La baronnie de Bourbon, en effet, étoit entrée dans la maison de Bourgogne par Agnès de Bourbon, arrière-petite-fille d'Archambauld VIII; et de celle-ci, dans celle de France, par le mariage de Béatrix, fille d'Agnès, avec Robert de Clermont, fils de saint Louis, et chaque fois, sans qu'il paroisse d'opposition, soit de la part des comtes de Flandre, descendans de Guillaume de Dampierre, soit des deux autres frères d'Archambauld VIII. Cet exemple étoit d'autant plus favorable à la duchesse d'Angoulême, que, par sa mère, elle étoit petite-fille de Charles I, duc de Bourbon, de la même manière que

Béatrix étoit petite-fille d'Archambauld IX, fils du huitième.

La contestation se compliquoit encore et de la diversité des titres auxquels les Bourbons avoient acquis les domaines particuliers dont ils avoient accru leur domaine originaire, et des dispositions diverses qu'ils avoient faites eux-mêmes à ce sujet.

Jean de Bourbon, qui fut duc après Lovis II, le Bon, son père, l'un des tuteurs de Char-les VI, épousa en 1400 Marie de Berri, fille du duc de Berri, fière de Charles V. Le duc de Berri ne laissoit point d'enfans mâles, et la totalité de son apanage devoit retourner à la couronne. Cependant, en faveur du mariage de sa cousine, Charles VI, de l'avis de son conseil, consentit à ce que le duché d'Auvergne et le comté de Montpensier fussent détachés de ce même apanage, pour en faire la dot de la princesse; mais sous la réserve toutefois qu'à l'effet de dédommager la couronne de son droit de retour en cette occasion, les domaines des ducs de Bourbon v deviendroient reversibles, à défaut d'hoirs mâles issus de ce mariage. Le duc Louis, séduit par les avantages qu'il rencontroit dans cette alliance, acquiesça à cette condition, sans égard aux droits que la branche de la Marche avoit à ces héritages au même défaut. Depuis, soit de plein gré ou par artifice, sur des motifs légitimes ou contestables, le petitfils de Jean, Charles, duc de Bourbon, et Jean II, fils de celui-ci, obtinrent de Louis, comte de Montpensier, frère du duc Charles ct aïeul du connétable, une renouciation absolue, tant pour lui que pour sa postérité, à l'expectative des domaines des ducs de Bourbon. Enfin , en 1473 , par le contrat de ma-riage de Pierre de Bourbon , sire de Beaujeu , frère de Jean II et duc après lui, avec Anne de France, fille de Louis XI, cette renonciation fut de nouveau consolidée par l'abandon qui y étoit fait des mêmes domaines, pour être réunis à la couronne, en cas qu'il ne provînt pas d'enfans màles de ce mariage. Ainsi l'avoit voulu Louis XI, pour faire payer l'honneur de son alliance. Il se trouvoit à la vérité dans le contrat une clause conservatrice, mais à peine sensible, et telle qu'elle devoit être libellée pour ne pas effaroucher le volontaire et ombrageux monarque : « En tant qu'il peut toucher audit futur époux , pour le présent et pour l'avenir. »

A la mort de Louis XI, les deux époux, se voyant sans enfans, et pressés de se donner réciproquement des témoignages de leur estime, obtinrent facilement du jeune roi, leur élève, des lettres-patentes, non-seulement dérogatoires à la clause de leur contrat, mais qui leur permettoient encore de disposer de

leurs biens par telle donation mutuelle et perpétuelle qu'ils l'entendroient. Cette latitude de disposition inquiéta Gilbert de Montpensier, fils de Louis, et cousin-germain du duc. Il réclama au parlement contre l'abandon de son père. Mais le duc lui-même, frappé de la justice de ses prétentions, s'empressa d'y faire droit, et, par une transaction de 1488, passée à Chinon, il consentit à ce que tous ses biens substitués passassentà la branche de Montpensier, s'il venoit à mourir sans enfans mâles. Cependant, au bout de trois ans, devenu père de Susanne de Bourbon, il vit avec regret la fortune de cette princesse compromise également par ses anciens et ses nouveaux engagemens.

Charles VIII n'existoit plus, et Louis XII occupoit le trône. Si ce prince tenoit à l'exécution du contrat de mariage, les biens du duc devoient être réunis au domaine, puisqu'il n'avoit pas de fils; et, si le roi vouloit bien s'en départir, la transaction de Chinon le lioit de la même manière du côté des Montpensier. Il ne falloit pas moins que l'entremise de l'autorité souveraine pour le soustraire à ce double inconvénient. Mais Louis XII, qui avoit eu tant à se plaindre d'Anne de France, seroit-il bien disposé à lever ces obstacles? Le duc en courut les hasards, et reconnut bientôt que Louis n'avoit point émis

de vaines paroles quand il avoit dit que le roi de France oublioit les injures du duc d'Orléans. Louis s'empressa de seconder le vœu des deux époux, en ratifiant les lettrespatentes de son prédécesseur. Mais le jeune Louis, comte de Montpensier, fils de Gilbert et frère aîné de Charles, depuis connétable, crut devoir les attaquer avec chaleur au parlement, ainsi qu'avoit fait son père à l'égard de Charles VIII. Il devoit son éducation au duc Pierre, et celui-ci paroissoit le destiner à devenir un jour son gendre. Ce procédé le révolta. Il détourna des lors ses vues sur le duc d'Alençon, les communiqua au roi qui y applaudit, et qui, en faveur de cette alliance, donna de nouvelles lettres-patentes, par lesquelles, frustrant les Montpensier de l'expectative des domaines des ducs de Bourbon, il déclaroit ces domaines transmissibles dans la maison d'Alençon, à l'époque du mariage du duc avec la jeune Susanne de Bourbon. Dans l'impossibilité de faire valoir ses droits contre l'autorité souveraine, Montpensier se réfugia dans les camps et espéra se faire accorder, par le mérite de ses actions, la justice qu'on refusoit peut-être à son obscurité. Le recouvrement du royaume de Naples, qui fut en partie son ouvrage, fixa en effet sur lui les regards de Louis XII : en récompense de ses exploits, le roi lui destinoit, dit-on,

VI.

Germaine de Foix sa nièce, et la couronne même de Naples, lorsque le jeune prince, qui venoit de rendre les derniers devoirs à son père, inhumé cinq ans auparavant sans honneurs sur les bords de la mer, près de Pouzzoles, voulut se donner la funeste consolation de repaître un instant ses regards du triste spectacle de ses dépouilles; mais à peine le cercueil fut-il ouvert, que succombant à la douleur qui l'oppressa, il s'acquit d'autres titres à la gloire, comme la victime et le hé-

ros de la piété filiale.

Deux ans après le duc Pierre mourut. A ses obsèques, le héraut, après avoir crié trois fois : « Notre bon duc Pierre II est mort, » n'avoit pas ajouté : « Vive le duc Charles II! » mais « vivent mesdames et damoiselle duchesse de Bourbon et d'Auvergne! » Le Jeune Charles, âgé de quatorze ans, filleul de la duchesse de Bourbon et élevé par elle, lié par la reconnoissance et surtout par son âge; ne pouvoit réclamer ses droits. Son tuteur s'en chargea, et s'acquitta de ce soin avec autant d'adresse que de bonheur. C'étoit Louis de Bourbon-Vendôme, prince de la Rochesur-Yon, beau-frère du jeune Charles, dont il avoit épousé la sœur. Ce prince habile sut tellementménager les préjugés de la duchesse de Bourbon, qu'il tira d'elle la permission de mettre à couvert les droits de son pupille par des protestations. Une circonstance lui avoit facilité l'accès dans l'esprit de la princesse; depuis long-temps elle comparoit le duc d'Alençon avec le jeune Charles son élève : la nullité du premier avoit affoibli la bonne volonté qu'elle avoit autrefois conçue pour lui, et détourné ses premières pensées pour les porter sur son propre ouvrage; mais ces idées n'étoient encore que vagues, et telles pourtant, que, loin d'être choquée des réclamations de son filleul, elle l'encouragea dans ses démarches à la cour, en lui procurant elle-même les moyens d'y paroître avec éclat. Le prince de la Roche-sur-Yon plaida avec plus de vivacité encore auprès du roi la cause de son jeune frère. Il représenta l'injustice de la spoliation, et surtout le danger de rappeler les temps désastreux des ducs de Bourgogne, en cumulant sur une seule tête les biens immenses de deux maisons aussi puissantes que celles des ducs d'Alençon et de Bourbon.

Frappé de ces raisons, Louis XII chargea une commission composée de seigneurs, de ministres et de jurisconsultes, de vérifier les prétentions de Charles et celles de Susanne. Les droits du premier furent trouvés incontestables; mais il paroissoit dur de dépouiller la jeune princesse d'un héritage dont son père avoit joui, et que l'autorité royale lui

avoit garanti tant de fois. Un expédient se présentoit naturellement pour accommoder tous les intérêts : c'étoit d'unir les deux prétendans. Il fut indiqué à Louis XII, qui l'adopta avec chaleur, et qui sit son assaire de le proposer à la duchesse de Bourbon. On juge aisément à ses dispositions si elle écouta favorablement cette ouverture. Le contrat fut passé en 1505. Louis voulut qu'il fût discuté solennellement dans une assemblée de princes, de grands, d'évêques et de magistrats, présidée à son défaut par le cardinal d'Amboise. Il fut stipulé que les deux époux se feroient une donation mutuelle de tous leurs. biens, et qu'à défaut d'enfans François de Bourbon, frère de Charles (celui qui fut tué à Marignan), seroit leur héritier. Louis XII saisit généreusement cette occasion de renoncer, tant pour lui que pour ses succes-seurs, aux droits que Louis XI avoit voulu s'acquérir sur les domaines de la maison de Bourbon. A toutes ces dispositions il faut ajouter enfin la dernière volonté de Susanne, qui confirma son contrat de mariage, en instituant de nouveau son mari pour son héritier.

Tels sont les faits que commentoient à leur gré les avocats des diverses parties : Poyet , qui fut depuis chancelier, pour la duchesse d'Angoulême; Liset pour le roi; et Montholon pour le connétable. Il est sensible que la solution de la difficulté tenoit à savoir jusqu'à quel point pouvoient être légitimes et obligatoires des usages contraires, des concessions incertaines, des abandons équivoques, des reconnoissances douteuses, des accords opposés, des dédits enfin et des déclarations contradictoires, et par conséquent aussi jusqu'à quel point chacune des parties pouvoit s'autoriser de ces divers titres. C'est ce qu'il n'étoit pas facile de distinguer bien clairement. Après onze mois de débats, un arrêt du parlement appointa les parties au conseil, et mit en atlendant les biens en litige sous le séquestre. Si le projet de dépouiller Bourbon n'étoit pas encore consominé, il étoit présumable; le connétable n'en fit aucun doute, et reconnut que, du plus riche seigneur de la cour, il alloit devenir le plus pauvre : le dépit d'être amené à cette alternative d'être ruiné ou époux malgré lui lui fit trouver bonne et légitime toute manière d'échapper à ce danger.

Pendant qu'il rouloit dans sa tête divers projets de vengeance, Charles-Quint, attentif à profiter de toutes les occasions de nuire au roi, le fit sonder secrètement, et le trouva accessible à la séduction. L'empereur lui offroit dans ses états un asile contre les persécutions de la mère et la connivence du fils. et, s'il vouloit sincèrement s'attacher à lui, une des trois plus belles charges d'Espagne; des terres considérables valant cent mille écus de rente, et sa sœur Eléonore, veuve d'Emmanuel-le-Grand, roi de Portugal, en mariage. Dans le partage insensé que se faisoient du royaume les alliés de Charles-Quint, Bourbon devoit ajouter à ses domaines la Provence et le Dauphiné, l'empcreur recevoir Le Languedoc, la Bourgogne, la Champagne et la Picardie; et le reste appartenir au roi

d'Angleterre.

Les courtisans qui entouroient Bourbon n'étoient pas tous adorateurs serviles de ses volontés. Jean de Poitiers, comte de Saint-Vallier, capitaine de deux cents archers de la garde du roi, et qui avoit toute la confiance du connétable, fut instruit par luimême de ses coupables engagemens : il lui fit les plus fortes remontrances, et l'exhorta de la manière la plus pathétique à se départir de ses liaisons avec l'ennemi de la France; mais, plus inconséquent que celui qu'il cherchoit à persuader, il se laissa séduire luimême, et consentit à être le dépositaire du chiffre entre le connétable et l'empereur. Il n'en fut pas de même de deux gentilshommes normands, d'Argouges et Matignon, aussi sincèrement attachés à Bourbon, lequel avoit compté sur eux pour livrer la Normandie au

roi d'Angleterre. Informés par un tiers de la commission crminelle dont il les chargeoit, et forcés d'adopter sur-le champ entre le salut du prince et le danger de la patrie, ils se crurent obligés d'avertir le roi. Francois, comptant ramener le prince par la confiance et la douceur, va le trouver à Moulins, où il faisoit le malade, lui déclare qu'il est instruit. le prie, le conjure d'ôter de son esprit les fâcheuses idées qui le tourmentent, et lui promet, parole de roi, que, s'il perd son procès, il lui rendra toutes ses terres. Le connétable avoue qu'il a été sollicité par l'empereur; mais il proteste qu'il n'a donné aucun consentement à ses offres, prie le roi de ne point douter de sa sidélité, et promet, en preuve de sa bonne soi, de le suivre à Lyon, sitôt que sa santé le lui permettra. En effet, il se met en route; il marchoit lenrement en litière, incertain, inquiet, bourrelé de remords : le combat de ses idées le porte à se détourner du chemin et à gagner sa forteresse de Chantelle, pour y réfléchir à tête reposée sur sa situation, et prendre plus mûrement une dernière résolution. « Le perfide, s'écria le roi, en apprenant cette retraite, ma bonté auroit dû lui crever le cœur; mais, puisqu'il veut périr, qu'il périsse : » et il donne ordre de l'investir à Chantelle. Là plusieurs fâcheuses nouvelles,

arrivées en même temps, troublent le malheureux prince et le poussent dans le préci-pice. Il apprend que son procès est perdu, que le roi indigné a fait arrêter l'évêque d'Autun son confident, chargé, de lui apporter l'hommage de sa fidélité, mais sous l'injurieuse réserve de la restitution de ses biens; qu'il a fait fouiller ses malles et visiter ses papiers, et que des troupes s'approchent pour le saisir lui-même. Bourbon ne délibère plus; il part avec un seul gentil-homme nommé Pompérant, se faisant pas-ser pour son valet, il traverse le Dauphiné et la Savoie, inondés de troupes qui se rendoient en Italie, et où l'on ne pouvoit s'attendre à le rencontrer; gagne de là la Franche-Comté, passe par l'Allemagne, et arrive en Italie, après avoir couru les plus grands dangers tant qu'il fut en France, parce qu'en effet on avoit répandu autour de lui beaucoup de troupes, pour s'assurer de sa personne s'il vouloit se sauver.

Son évasion le déclara coupable; le roi fit saisir tous ses biens, mit garnison dans ses châteaux, fit arrêter ceux de ses officiers et de ses courtisans qui paroissoientses confidens les plus intimes. Comme le fugitif étoit parent ou allié des plus grands seigneurs; comme le peuple se prononçoit en faveur d'un prince estimable, qu'on croyoitvictime de la passion

d'une femme et d'une intrigue de cour; comme enfin les soldats et beaucoup de généraux ne se cachoient point d'une prévention pour leur connétable, qu'ils regrettoient et plaignoient, le roi prit les mesures convenables aux circonstances. Il appela auprès de lui les seigneurs douteux, afin de les mieux surveiller ; retira des lieux exposés les garnisons et capitaines suspects, et en substitua d'autres. On fit faire le procès aux détenus : le seul Poitiers de Saint-Vallier fut condamné à mort, mais il eut sa grâce sur l'échafaud; il la dut à l'impression que fit sur le roi la beauté de Diane sa fille unique, qui étoit venue implorer la grâce de son père. Quelques auteurs ont écrit que ce pardon n'avoit été obtenu qu'au prix d'un sacrifice condamnable; mais, entre plusieurs preuves qui détruisent cette imputation, il suffit de citer la grâce elle-même, qui ne fut que la commutation de la peine de morten celle d'une prison perpétuelle.

Arrivé en Italie, Bourbou croyoit qu'il alloit être sur-le-champ appelé en Espagne pour y présenter sa main à Eléonore et recevoir la sieune; mais Charles-Quint n'étoit pas homme à donner ainsi sa sœur à un fugitif, sans savoir auparavant quel profit il pouvoit en tirer. Il lui fit insinuer qu'il avoit besoin en Italie de sa capacité, et lui donna le commandement de l'armée qu'il opposoit à Bonivet, avec la précaution de lui adjoindre Lannoi, vice-roi de Naples, son général de confiance.

La défection de Bourbon auroit embarrassé le roi, si le connétable avoit pu joindre quelque cavalerie françoise à l'infanterie allemande qui l'attendoit. Apparemment il avoit promis à l'empereur ce secours de cavalerie, qui devoit être composé de la noblesse qu'il comptoit entraîner avec lui en quittant la France; mais il fut obligé de partir si précipitamment que personne ne l'accompagna; et après sa fuite, le roi prit de si bonnes mesures que ses partisans n'osèrent ni se rassembler ni se montrer. Dans l'espérance des mouvemens que le départ du connétable opércroiten France, une armée espagnole l'attaqua du côté des Pyrénées. Elle se présenta devant Baionne et échoua : elle essaya si elle seroit plus henreuse devant Fontarabie; et en effet elle s'y introduisit au moyen des intelligences qu'elle se ménagea auprès d'une partie de la garnison qui étoit composée de Navarrois, et qui, sur la promesse d'être rétablis dans leurs propriétés, forcerent le reste à capituler. En même temps les Allemands entrèrent en Champagne; mais, privés de la cavalerie que devoit leur procurer Bourbon, ils furent harcelés et repoussés vers la Lorraine par le comte de Guise, qui les battit sons les murs

de Neufchâtel et sous les yeux des dames de la cour de Lorraine, qui des fenêtres applaudissoient à ses efforts. Les Anglois furent plus heureux, ils pénétrèrent en Picardie, et vinrent, massacrant, brûlant, saccageant, jusqu'à douze lieues de Paris. Les paysans avoient eu l'ordre de transporter vivres, meubles, bestiaux, et tout ce qu'ils pourroient sauver, dans les villes, que l'on avoit munies de bonnes garnisons. Ce commandement fut si bien exécuté que l'armée angloise, souffrant de la famine et tourmentée par les pluies et les frimas de l'automne, fut contrainte de se retirer. Elle se vangea sur les édifices, et détruisit des villages et des bourgs entiers.

Le roi ne put donner d'autres secours à cette province malheureuse, parce que l'élite de ses troupes étoit occupée tant à repousser les Espagnols du côté des Pyrénées, qu'à tâcher, sous l'amiral Bonivet, l'ennemi personnel du connétable, de reprendre le Milanez. Il y auroit réussi, s'il avoit su profiter de l'avantage qu'il eut de rassembler son armée le premier. La ville de Milan étoit toute démantelée, les fortifications en ayant été détruites dans les alternatives de changemens de maîtres qu'elle avoit éprouvées. Quand Bonivet en approcha, Prosper Colonne, se croyant dans l'impossibilité de résister à une brusque attaque, délibéra de

l'abandonner; l'amiral, trompé par des émissaires de Colonne, se contenta de l'observer, dans l'espérance de l'affamer. Cependant, hors d'état de garder tous les passages, les vivres entroient, même abondamment, malgré lui; et pour n'être pas coupé lui-même de ses magasins par les alliés, auxquels il avoit par lenteur laissé le temps de se réunir, il se vit contraint de quitter sa position et de re-

passer le Tésin.

Sans la constance du capitaine Janot d'Herbouville, les François auroient perdu le château de Crémone, leur dernière place de défense. Le chevalier Bayard y arriva à travers les postes de l'armée de l'empereur, répandue en Italie et devenue plus forte que celle du roi de France. Janot avoit si bien inspiré sa valeur à ses soldats, et tellement gagné leur confiance, que, déterminé à ne se pas rendre, ils souffrirent avec lui les dernières extrémités de la famine, et en furent victimes comme lui. Quand Bayard entra dans la citadelle, il n'y trouva que sept hommes résolus de mourir de faim comme leurs compagnons, si on ne fût pas venu à leur secours. Ils étoient exténués, desséchés, et ayant à peine figure humaine. Exemple mémorable d'une bravoure réfléchie et persévérante, plus rare que l'impétuosité du courage.

[1524] Après avoir passé le Tésin, Bonivet

VI

avoit prisses quartiers d'hiver; il avoit licencié une partie de son infanterie, pour en économiser quelques mois de solde, et avoit permis à la plupart de ses geudarmes d'aller se recruter en France; il étoit enfin dans la plus grande sécurité, lorsque les alliés, que ne commandoit plus Prosper, mais Bourbon, Lannoi et Pescaire, traverserent lesleuve avec le dessein de lui couper les vivres. Bonivet, pris au dépourvu, et quoique inférieur en nombre, leur présenta vainement la bataille; ils espéroient l'avoir à discrétion, sans combattre. Leurs mesures furent si bien prises, qu'ils lui couperent la communication avec toute espèce de secours, et qu'ils lui enlevèrent même la ressource de la retraite, Bonivet l'ordonna cependant, et trompa un ennemi qui croyoit l'avoir enfermé; mais il fut vivement poursuivi par Bourbon, que sa haine rendoit vigilant.

Quelque diligence que sit Bonivet, les ennemis l'atteignirent à Romagnano, près d'un pont sur la Sésia, par où déuloit l'armée. Il se mit à l'arrière-garde avec un corps de gendarmerie pour couvrir son infanterie, et dès la première charge il sut grièvement blessé. Forcé dese retirer, illaissa le commandement au comte de Saint-Paul, frère du duc de Vendôme, au capitaine Vandenesse, frère de La Palice, et auchevalier Bayard, toujours chargé

des emplois les plus périlleux. Il remit à ce dernier, comme au plus digne, son bâton de général. Houneur tardif, mérité depuis longtemps, et dont le brave chevalier ne devoit jouir qu'un moment! Vandenesse fut tué surle-champ; et Bayard, dans la même charge, reçut un coup d'arquebuse qui lui rompit les reins. Affoibli par le sang qui sortoit de sa blessure, la douleur ne lui permettant pas de souffrir le mouvement du cheval, il se fit descendre et appuyer contre un arbre, le visage tourné vers l'ennemi. Bourbon, passant auprès de lui, et poursuivant les fuyards, le reconnut, lui témoigna toute la part qu'il prenoit à sa situation, et combien il avoit pitié de son état. « Cen'est pas de moi, monsieur, lui répondit le mourant, c'est de vous qu'il faut avoir pitié. Je meurs en homme de bien; mais vous qui êtes François et prince du sang de France, vous avez aujourd'hui, contre votre honneur et votre serment, les livrées d'Espagne sur les épaules, et les armes à la main , toutes teintes du sang des François. " Bourbon passa confus, sans rien répliquer. Le marquis de Pescaire, général espagnol, fit dresser une tente sur le blessé. Le vice-roi Lannoi, pour le mettre plus commodément, revenant de la poursuite des François, le sit porter dans sa propre tente, où il rendit son âme à Dieu. Faute de prêtre,

il s'étoit ingénument confessé à son maîtred'hôtel, et mourut les yeux fixés sur la croix de son épée. « Chevalier sans reproche, qui avoit su joindre, ce qui est très-rare, dit Mézeray, les vertus militaires avec les vertus chrétiennes, et la douceur et la courtoisie avec la hardiesse et la valeur. » Il vécut dans les camps et sans assiduités à la cour; aussi ne voit-on pas qu'il ait acquis de ces dignités lucratives qui sont quelquefois la récompense de l'adulation; mais il eut l'estime générale. Ce fut de lui, simple chevalier, que Francois Ier, ainsi qu'on l'a vu, voulut recevoir l'ordre de la chevalerie sur le champ de bataille, après la victoire de Marignan. Sa vie a été écrite par son secrétaire, avec une naïveté qui inspire autant de confiance pour l'écrivain que d'admiration pour le héros. Le comte de Saint-Paul acheva la retraite, et trouva à Suse un secours qui, arrivé quinze jours plus tôt, eût prévenu ce désastre et ceux qui suivirent.

Cette défaite ayant contraint de nouveau les François à quitter l'Italie, il donna à l'empereur une prépondérance absolue. Il l'exerça sous le nom de Marie Sforce, qu'il reproduisit encore et qu'il établit dans le Milanez, moins paraffection pour ce prince que pour ne pas montrer trop tôt le désir qu'il avoit eu de s'approprier ce beau duché, ou dele faire pas-

ser au prince Ferdinand son frère, et, de manière ou d'autre, en enrichir la maison d'Autriche. Clément VII, successeur d'Adrien, n'auroit voulu pour voisins ni l'Autrichien ni le François, princes dont la trop grande puissance lui portoit ombrage. Il refusa de persévérer dans la ligue à laquelle Adrien son prédécesseur avoit eu la complaisance de condescendre, et en fit retirer même les Vénitiens. Charles-Quint laissa mûrir ses projets sur l'Italie dans une espèce d'inaction à l'égard de cette contrée, et appliqua ses soins à une invasion en France, qu'il méditoit, lui pour ses intérêts, et Bourbon pour tirer une vengeance éclatante de sa disgrâce.

Dans cette intention le connétable se proposoit d'entrer pas le Lyonnois, contigu à ses anciennes possessions, d'où il se flattoit de voir accourir près de lui les vassaux des ses terres, ce qui feroit un dépit mortel au roi; mais Charles-Quint ordonna que l'invasion commençât par Marseille, dont la prise lui donueroit sur la Méditerranée un port commode pour les expéditions d'Italie. Il fallut que Bourbon, contre sa conviction intime, obéît à un monarque étranger, duquel il se croyoit en droit d'attendre de la déférence; première punition du rebelle connétable, puisqu'il se vit adjoindre dans le commandement, sous le titre de lieutenant, Pescaire, général

cspagnol, plus maître que lui par la confiance de l'empereur, et qui le contrarioit en tout; seconde mortification, bien sensible pour un homme que le seul désagrément de ne pas voir adopter ses avis avoit commencé à révolter contre son souverain naturel. Aucun de ses anciens amis ne s'ébranla pour lui; au contraire, il put connoître, par leur conduite et par les discours qui parvinrent à ses oreilles, l'horreur que leur inspiroit sa trahison. Commandant dans cette armée, le malheureux connétable y étoit réellement comme un étranger et un homme suspect.

A la pénible affection de l'âme qu'on doit lui supposer, de ne pouvoir donner, sans rougir, des ordres contre les François qu'il combattoit, se joignirent des contre-temps fâcheux. La flotte espagnole, envoyée pour bloquer le port de Marseille, fut battue et dispersée par André Doria, amiral génois au service de la France, quoique Gênes fût alors sous la domination de l'empereur. L'argent que Charles-Quint avoit promis ne vint pas, parce que les états d'Espagne refusoient d'en donner. Les troupes, mal payées, ser-voient mollement et désertoient; les sorties étoient fréquentes et toujours à l'avantage des assiégés. Bourbon tint ferme néanmoins pendant six semaines, et ne leva le siége que quand il sut que le roi n'étoit plus qu'à une journée de lui avec une puissante armée. Il plia bagage à la hâte, et fit briser son artillerie par morceaux, qu'il chargea sur le dos des mulets. Les soldats, vivement pressés, jetoientleurs armes pour fuir plus facilement, et quand ils furent rassemblés du côté de Genes, par où ils se retirerent, il se trouva plus d'un tiers de cette grande armée incapable de servir faute d'armes.

Celle du roi, au contraire, étoit dans le meilleur état ; il délibéra s'il se mettroit luimême à la poursuite des ennemis, ou s'il abandonneroit ce soin à ses capitaines. Ses plus habiles conseillers l'exhortoient à ne point quitter le royaume. Il étoit en ce moment menacé de nouveau par le roi d'Angleterre en Picardie, et il ne devoit pas se croire en sûreté du côté de la Flandre et de l'Allemagne, d'où l'empereur pouvoit faire une irruption dangereuse sur la Bourgogne et la Champagne. Sa mère elle-même, la duchesse d'Angoulême , qui connoissoit l'impétuosité de son fils et son ardeur chevaleresque, sit tous ses essorts pour le détourner de la résolution de passer les monts. Il se refusa à ses instances, et la nomma régente pendant son absence.

François Ies entra en Italie, comme autrefois Charles VIII et Louis XII, avec une armée brillante, formidable, crue invincible quand on la regardoit: quatorze mille Suisses, six mille lansquenets, dix mille autres fantassins françois et italiens, le roi de Navarre, plusieurs princes étrangers, quatre princes du sang, le grand-écuyer, le grand-maître de la maison du roi, trois maréchaux de France, Chabanues, Foix, Montmorency, la principale noblesse, et les plus grands seigneurs du royaume, dont la suite, en écuyers, chevaliers, et compagnies de gendarmes, composoit une cavalerie nombreuse superbe-

ment équipée. Il alla droit à Milan, qui ouvrit ses portes; conquête plus brillante qu'utile, parce que cette ville, sans être attaquée, devoit être nécessairement le prix du vainqueur, et cette conquête même fut une faute, parce que le peu de temps que le roi y mit en donna assez à l'armée fugitive de Marseille, armée délabrée, sans armes, sans artillerie, sans munitions, de se pourvoir de tout, au lieu qu'attaquée sur-le-champ elle auroit été dispersée et absolument détruite. L'empereur en étoit dans de grandes inquiétudes. Du fond de son cabinet en Espague, il fit proposer une trève pendant laquelle on traiteroit de la paix : le pape joignit ses instances. Mais soit que le roi regardât les conditions qu'on offrit comme insuffisantes, ou présentées seulement pour retarder ses progrès, soit qu'il eût des projets ultérieurs, il refusa la trève. En même temps il envoya un fort détachement de son armée du côté du royaume de Naples, afin d'y retenir les troupes que l'empereur en pourroit tirer, ou même, à ce qu'on croit, pour en préparer la conquête.

[1525] François affoiblit ainsi son armée dans un temps où il avoit besoin de toutes ses forces contre la ville de Pavie qu'il assiégeoit. Il se flatta d'abord de l'emporter d'assaut ; mais Lannoi et Pescaire y avoient jeté l'élite de leurs troupes, et elles étoient commandées par Antoine de Lève, soldat de fortune, etgénéral plein de génie et de ressources. Toutes les attaques des François furent repoussées. Le roi se détermina à la prendre par famine : mais , pendant qu'il se consumoit sous ses murailles, les ennemis recevoient des renforts levés en Italie; et Bourbon, avec l'argent qu'il eut l'art d'obtenir du duc de Savoie, frère de la duchesse d'Angoulême son ennemie, leur en amena d'Allemagne, où il alla lui-même faire des recrues, et où sa réputation de brayoure et d'habileté lui fit trouver des soldats empressés de voler sous ses drapeaux.

Ainsi renforcés les généraux de l'empereur se trouvèrent en état d'affronter l'armée royale et de ravitailler Pavie. Bourbon, qui, sans argent et sans vivres, ne pouvoit disposer long-temps de ses troupes, recherchoit le combat. François, qui, pour cette raison, auroit dû l'éviter, abusé par ses idées chevaleresques, le provoquoit lui-même, défioit Pescaire et s'indignoit du conseil de lever le siège, et de fuir surtout devant un rebelle. En vain La Trémouille, Chabannes, de Foix, Louis d'Ars, le conjuroient de ne point confier au hasard d'une bataille une victoire qu'il tenoitentre ses mains; en vain le pape, instruit de la détresse des troupes impériales, lui faisoit passer secrètement le même avis; Bonivet étoit d'un avis contraire; il promettoit le succès, il fut seul écouté, et l'armée attendit l'ennemi dans ses lignes. Elle y fut attaquée à la pointe du jour du 26 février. Le marquis de Guast força le quartier du duc d'Alençon, beau-frère du roi, pénétra dans Pavie et dégagea de Lève. Cependant Galiot de Genouillac, grand-maître de l'artillerie, la dirigeoit si habilement, que chaque volée emportoit des lignes entières. Les impériaux, pour se mettre à l'abri, courent s'enfoncer dans un vallon voisin. Le roi croit qu'ils fuient et se met à leur poursuite. Galiot lui représente vainement que c'est l'affaire de l'artillerie de les détruire, et qu'il n'est pas opportun qu'il change de position : il veut absolument payer de sa personne et se place entre eux et ses batteries, dont il interrompt ainsi

l'effet. Chabannes à la droite et le duc d'Anlençon à la gauche, sont forces de le suivre pour le soutenir. Le premier, attaqué de front par les Italiens, et en flanc par Bourbon qui avoit percé entre lui et le roi, voit son aile se dissiper. Lui-même est démonté, fait prisonnier et massacré sur le champ de bataille par un furieux qui se vit disputer sa rancon. Le second fit sonner la retraite sans combattre et abandonnale roi à son courage. Le marquis de Pescaire l'attaquoit avec des moyens nouveaux qui déconcertèrent longtemps les braves qui l'accompagnoient. Des Basques agiles, cachés derrière sa cavalerie, apparoissent tout à coup, font feu à bout portant sur la gendarmerie françoise, se dispersent, regagnent leur poste, rechargent à l'abri, reparoissent, et continuent cette manœuvre jusqu'à ce qu'ils aient éclairci les rangs ennemis, où leurs coups s'adressent de préférence aux officiers. La Trémouille, Louis d'Ars, le maréchal de Foix, perdirent ainsi la vie sous les yeux du roi. Cependant une charge vigoureuse rétablit le combat. Pescaire est repoussé, renversé, foulé aux pieds des chevaux. Heureusement pour lui les autres généraux, et surtout Bourbon, qui n'avoient plus d'adversaires à combattre, purent venir à son secours. Les François sont accablés par le nombre, et ne combattent plus que pour

sauver le roi. Il n'étoit plus temps. Tous ses défenseurs avoient été moissonnnés à ses côtés, lui même étoit blessé, et réduit à lui seul, il refusoit encore de se rendre. Pompérant l'apercoit dans ce danger ; il vole à lui, se fait jour au travers des assaillans, pare les coups qu'on lui porte, se fait connoître, le supplie de mettre fin à une résistance aussi inutile que dangereuse, et lui propose de se rendre à Bourbon, qui étoit peu éloigné. Plutôt mourir, répond le monarque, que de donner ma foi à un traître. Mais qu'on appelle le vice-roi. Lannoi arrive ; le roi lui présente son épée. Il la reçoit à genoux et en lui baisant la main avec le plus grand respect. Le maréchal de Montmorency, détaché la veille dans un poste éloigné du champ de bataille, s'empressa, au bruit du canon, de rejoindre l'armée. Mais le sort du combat étoit fixé quand il arriva. Il se vit enveloppé de toutes parts et contraint de se rendre prisonnier.

Dans cette journée fut répandu le plus pur sang de la France; elle coûta huit mille hommes tués sur le champ de bataille, ou qui moururent de leurs blessures; dans ce nombre se trouvoient les plus grands seign urs, et il y eut peu de familles distinguées qui n'eussent à pleurer quelqu'un des leurs. Le nombre des prisonniers étoit si considérable, que, faute de pouvoir les nourrir, il

fut donné ordre à tous ceux qui, n'ayant point de grade dans l'armée, étoient censés ne pouvoir se racheter, d'avoir à se retirer. Le comte de Saint-Paul, laissé au nombre des morts, eut le bonheur de s'échapper. Le roi de Navarre, Henri d'Albret, qui avoit été fait prisonnier, trompa la vigilance de ses gardes. Le duc d'Alençon, pénetré de regret de sa faute et accablé des reproches de Marguerite son épouse, mourut de douleur, en s'accusant lui-même de lâcheté. Le roi, en annonçant ce malheur à la régente sa mère, commence par ces mots: Tout est perdu, fors l'honneur. Oui, sans doute, l'honneur d'un brave soldat, mais non point l'honneur d'un général, dont le principal mérite est de n'exposer inconsidérément ni ses troupes ni lui-même. Bonivet auroit pu fuir, la voie ·lui étoit encore ouverte, mais, auteur de tant de désastres, il n'eut pas le courage d'y survivre, et, s'enfonçant au plus épais des bataillons ennemis, il appela la mort et la rencontra. Bourbon, qui avoit promis une récompense à qui le lui ameneroit vif, le reconnut mort. « Ah! misérable, s'écria-t-il, c'esttoiqui es la cause de la perte de la France et de la mienne. » On est naturellement curieux de savoir si lui-même osa s'exposer aux regards du monarque prisonnier. Qui, il l'osa; il lui fit demander une audience, et elle lui fut accordée. Il s'y présenta avec le brave Pompérant. Celui-ci se jeta aux genoux du roi, demanda et obtint une grâce que son dernier dévouement lui avoit méritée, et dont il acheva de se rendre digne en rentrant sous les drapeaux françois. Bourbon se jeta aussi aux pieds de son maître ; quelques larmes s'échappèrent de ses yeux; mais son cœur flétri se borna à ce stérile hommage. Avec ses lansquenets, qui ne dissimuloient pas leur admiration pour le roi, il auroit pu changer encore peut-être la destinée du prince; et, endurci dans son ressentiment, il proposa à Lannoi de profiter de la victoire pour pénétrer au cœur du royaume; mais Lannoi n'avoit qu'une pensée. Toujours étonné d'un succès si înespéré, il ne s'occupoit qu'à s'assurer de sa prise et à la soustraire aux retours de bonne volonté qui auroient pu la lui ravir. Dans cette vue, il sit conduire le roi à Pizzighitone, confir le soin de sa garde aux seuls Espagnols, et licencia les lansquenets.

Il est dissicile d'exprimer la désolation de la France quand on y apprit cette nouvelle. La régente n'étoit point aimée; on la regardoit comme la cause de la défection de Bourbon; et, quoiqu'on blâmat la faute de ce prince, ou le plaignoit d'y avoir été comme forcé, et on en rejetoit les suites sur elle. Les Parisiens, accoutumés à raisonner sur les

VI.

23

événemens, s'échaussoient dans leurs conversations, et l'opinion dominante alloit à lui ôter la régence et à la confier au duc de Bourbon-Vendôme, le seul prince du sang qui fût resté en France; mais ce sage prince, loin de se prêter à cette bienveillance imprudente, dont l'effet auroit pu produire des troubles, s'en servit pour fortifier l'autorité de la régente, et se contenta d'être déclaré ches du conseil, titre qui lui fut déséré par la duchesse elle-même.

L'armée victorieuse à Pavie se répandit aussitôt dans le Milanez; les François n'y disputoient aucune place, s'en sauvoient en foule, et se bornèrent à garder les défilés des Alpes. Quelques suspensions d'armes et une trève enfin, sollicitée par le conseil et accordée par Charles qui en avoit un égal besoin, permirent aux vaincus de respirer. Cependant quelques gentilshommes, échappés à la poursuite des vainqueurs et errans après la défaite, s'associèrent à des bandes italiennes et prirent ensemble des mesures pour s'emparer du château de Pizzighitone et tirer le roi de sa prison. Le vice-roi Lannoi en fut averti, et eut assez de soupçons pour concevoir des craintes. Très-embarrassé pour garder un pareil prisonnier dans un pays plein de gens entreprenans et suspects, il fit entrevoir au roi le dessein de le mener à Naples. François,

très-alarmé qu'on prétendît l'éloigner ainsi de son royaume, prêta volontiers l'oreille à un projet qu'il avoit d'abord rejeté, c'étoit de se laisser mener en Espagne. Là, lui disoit Lannoi, vous vous expliquerez tête à tête avec l'empereur, et il n'y a point de doute que vous ne vous accommodiez plus aisément que

par députés.

François I avoit déjà essayé de la négociation. Sur la demande qu'il fit à Charles-Quint, aussitôt après sa captivité, de le mettre à rançon, l'empereur lui envoya des conditions très-dures, dont les plus alarmantes regardoient Bourbon, auquel il donnoit Eléonore sa sœur en mariage, et qui seroit investi de la Provence, du Dauphiné, du Bourbonnois et autres terres adjacentes qu'on érigeroit en royaume indépendant; il réclamoit pour lui le duché de Bourgogne, tous les droits du roi de France sur l'Italie, et exigeoit que François se démit de toutes prétentions d'hommage sur la Flandre. Le roi rejeta avec indignation ces conditions.

De son côté, la régente, dont la conduite en ces circonstances mérite des éloges, proposoit que le roi son fils s'engageât à renoncer aux droits sur Naples et Milan, et à la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois; offroit la duchesse d'Alençon sa fille à l'empereur; promettoit de restituer à Bourbon toutes les terres dont le procès l'avoit dépouillé, de lui donner en mariage la princesse Renée, se-conde fille de Louis XII, avec une dot assortie au rang de la princesse; et, quant aux prétentions sur la Bourgogne et d'autres pays, elle demandoit qu'elles fussent renvoyées à l'arbitrage de personnes dont on conviendroit.

Si l'empereur, en accordant la main de sa sœur Eléonore à Bourbon, avoit obtenu pour celui-ci le royaume de Provence, ainsi qu'il le demandoit, François I auroit couru les plus grands risques de la part d'un ennemi si puissant, devenu beau-frère de Charles. Ces considérations déterminèrent le prisonnier à se laisser conduire en Espagne, et, comme la reine Claude son épouse venoit de mourir, de s'offrir lui-même pour mari de la douairière de Portugal, persuadé qu'il seroit plutôt agréé qu'un prince auquel il faudroit créer un royaume.

Les précautions prises pour son transport auroient dû éclairer le roi sur sa position, beaucoup moins avantageuse en Espagne qu'en Italie. L'empereur y étoit maître à peine de sa personne, et il n'auroit pu l'en tirer, si lui-même n'y eût donné les mains. Obligé de traverser des états suspects à l'empereur, et ensuite une mer traversée en tous sens par les vaisseaux françois, il fallut recourir à l'autorité du prisonnier pour obtenir que toutes les galères de France fussent non-seulement retenues dans leurs ports, mais encore désarmées, pour la sûreté du passage, et même que la régente en prêtât six qui furent

montées par des Espagnols.

André Doria étoit en mer, et se proposoit d'attaquer la flotte et de reprendre le roi; François I lui envoya défense absolue d'agir. Arrivé à Roze en Roussillon, il fut conduit dans une place forte du royaume de Valence: l'empereur avoit ordonné qu'on le resserrât étroitement dans le château; mais Lannoi le garda dans un lieu où il put prendre le plaisir de la chasse, jusqu'à ce qu'il eût reçu un nouvel ordre de le mener à Madrid et de le déposer dans le château.

D'après son caractère franc et loyal, Francois s'imaginoit qu'en arrivant il verroit l'empereur, qu'il s'entretiendroit avec lui, et qu'ils régleroient ensemble leurs intérêts; il fut

bien trompé dans son attente.

Charles n'étoit pas homme à sacrifier ses avantages à la gloire qui pourroit lui revenir d'une conduite généreuse à l'égard de son prisonnier. Sous divers prétextes, il différoit sans cesse de s'aboucher avec lui, s'en tenoit toujours aux propositions exorbitantes qu'il avoit fait présenter en Italie, et ne vouloit absolument pas entendre à d'autres plus modérées, déjà offertes, et qui furent réitérées

par des ambassadeurs que la régente envoya en Espagne. Inflexible et inexorable, il se flattoit que l'ennui de la prison et la crainte d'y être long-temps retenu forceroient son prisonnier à fléchir, et en attendant il refusoit obstinément de le voir.

Le captif, frappé jusqu'au cœur de cette dureté, tomba maiade, et assez sérieusement pour que Charles craignît de le perdre, et avec lui les avantages qu'il se promettoit du malheur qui l'avoit mis entre ses mains. La duchesse d'Alençon, sœur du roi, et tendrement attachée à son frère, accourut à Madrid, autant pour le consoler que pour présider aux soins que sa maladie exigeoit, et travailler à sa liberté. Elle avoit obtenu un saufconduit borné à un certain nombre de jours. Sa présence, une visite que l'empereur fit au malade, quelques paroles de consolation, des espérances qu'il donna, firent disparoître le danger, mais ne rendirent pas au prisonnier une pleine santé.

La duchesse étoit aimable, son esprit étoit cultivé; on l'appeloit la dixième muse. En la faisant passer en Espagne, on avoit espéré que Charles, auquel on la proposoit pour épouse, touché de ses charmes et de son mérite, pourroit se prendre à cet appât, et se rendre plus facile sur les accommodemens. Pour la mettre plus sûrement en rapport avec lui, elle étoit

chargée de pleins pouvoirs. Mais le politique Charles se dirigeoit par d'autres principes, et il avoit jeté les yeux sur une princesse du Portugal, qui, avec une dot plus considérable, lui apportoit des droits éloignés sur ce royaume. Cependant les manières engageantes de Marguerite et l'attachement qu'elle montroit pour son frère touchoient les seigneurs espagnols. Ils s'empressoient de lui faire la cour, et ne regardoient qu'avec une sombre indifférence le connétable, qui étoit aussi venu en Espagne pour veiller à ses intérêts. L'empereur voulant engager le marquis de Veillanne à le loger, le fier Espagnol répondit : « Je ne puis rien resuser à votre majesté; mais je lui déclare que, si le duc de Bourbon loge dans ma maison, je la brûlerai sitôt qu'il en sera sorti, comme un lieu infecté de la perfidie, et par consequent indigne d'être jamais habité par des gens d'honneur. » Le roi l'avoit reçu sans lui marquer d'aversion quand il se présenta à lui après la bataille de Pavie, mais la duchesse ne voulut pas le voir.

Elle resta trois mois auprès de son frère. On croit que ses manières agréables, qui lui concilioient à la cour les femmes comme les hommes, inspirèrent de la jalousie à l'empereur. Peut-être échappa-t-il à la princesse quelques mots sur sa dureté. Charles l'accusoit de pratiques sourdes pour procurer l'éva-

sion de son frère, et sous ce prétexte il méditoit de la faire arrêter au moment que son sauf-conduit expireroit. A ce dessein, il la retenoit par de feintes caresses, afin qu'elle ne songeât pas à s'en aller: mais elle fut avertie à temps, partit à propos, et quitta la frontière d'Espagne à l'instant prescrit par le passeport. Charles-Quint en fut pour la honte d'un projet mal concerté contre une femme, dont les belles qualités et le but qu'elle avoit eu dans son voyage méritoient les plus grands

égards.

Avec la santé, le courage étoit revenu au roi. Il prit la résolution d'abdiquer plutôt que de se soumettre à la condition humiliante de démembrer son royaume, et écrivit à sa mère et au conseil de ne plus le regarder que comme une personne privée. A l'appui de cette déclaration, il envoya le pouvoir de remettre la couronne au dauphin, et ordre de le faire sacrer au plus tard dans deux mois. Mais ses généreuses résolutions ne tinrent pas longtemps contre l'ennui de la prison: et rassuré par l'illusoire précaution d'une protestation secrète, motivée sur son défaut de liberté, il consentit à une grande partie des conditions de l'empereur, et dans un temps où il se pas-soit des événemens qui auroient pu forcer Charles-Quint à rabattre de ses prétentions, si François ne se fût pas tant pressé.

En apprenant en Espagne le triomphe de Pavie, l'empereur avoit affecté une grande modération, dont les suites démontrèrent l'hypocrisie. Il défendit qu'on fît des feux de joie et autres démonstrations de réjouissance pour une victoire qui avoit fait couler tant de sang chrétien; mais la manière dure et absolue dont il usa envers son prisonnier dévoila sa cupidité et son ambition. Les princes italiens, que la défaite des François livroit à sa discrétion, en prirent de l'ombrage; ils se communiquèrent leurs défiances et leurs craintes. Le pape Clément VII ne fut pas des derniers à s'en ouvrir aux autres. Il montra aux Vénitiens et à leurs confédérés les dangers qu'ils couroient de la part d'un tel voisin, dont la rapacité n'auroit plus de digue. Pescaire, général de Charles en Italie, auquel étoit principalement due la victoire de Pavie, se montra piqué de ce qu'on lui avoit enlevé son prisonnier sans lui marquer presque aucune reconnoissance d'un si grand service; et de ce qu'au contraire, au lieu de récompenses qu'il espéroit, il ne recevoit plus que des ordres hautains. Des ce moment il commença à se détacher d'un maître ingrat, et entra même assez avant dans les complots pour le trahir; du moins est-il certain qu'il agit si mollement, que l'empereur vit de jour en jour diminuerson crédit et sa puissance dans ce pays.

La même confiance arrogante dans ses succès enleva à Charles-Quint l'alliance de Henri VIII. Ce prince se laissoit conduire par Wolsey, cardinal d'Yorck. L'empereur, dans son voyage en Angleterre, avoit comblé ce prélat de caresses. Depuis cette entrevue, toutes les fois qu'il lui écrivoit, il signoit Charles votre fils; mais, après la victoire de Pavie, il ne signa plus que Charles, sans addition. Ses lettres, tant au roi qu'au ministre, devenues froides, refroidirent aussi beaucoup ces deux personnages, et surtout le prélat. La régente profita habilement de ces dispositions pour les intéresser au sort de la France. Henri VIII étoit prêt à y faire une invasion à la tête de trente mille hommes, en exécution d'une des conventions du traité de Londres avec l'empereur. La régente obtint au contraire un traité d'alliance ofsensive et défensive, et l'Anglois y ajouta même cette clause, « que, pour la délivrance du roi, on ne pourroit démembrer aucune pièce de celles qui étoient sous la couronne de France.

[1526] Si cette clause pénétra jusqu'à François I dans sa prison, s'il eut aussi connoissance des embarras qui se formoient pour l'empereur en Italie, il eut tort de précipiter son accord avec Charles-Quint, et de consentir aux conditions contenues dans le fatal traité de Madrid. Il commence, comme

toutes ces conventions prétendues conciliatoires, par une assurance de paix et amitié perpétuelle, promesse d'assistance réciproque si on est attaqué, ligue offensive et défensive contre les ennemis communs. Le roi sera mis en liberté; mais il donnera pour otages et garans des articles suivans, ou ses deux fils ou l'aîné seulement avec douze seigneurs, que l'empereur choisira et gardera en tel lieu qu'il voudra, jusqu'à ce que le roi, rentré dans son royaume, ait ratifié le traité, l'ait fait approuver par les états-généraux ou par les parlemens, par les principales villes et par les grands officiers de la couronne.

Suit une longue liste des provinces que le roi abandonne: le duché de Bourgogne, le comté de Charolois, des terres et seigneuries adjacentes, prétendues usurpées par Louis XI sur la maison d'Autriche; renoncement aux droits de propriété sur l'Artois, le Tournaisis, sur Lille, Douai, et autres grandes villes de Flandre; abandon de toutes prétentions sur le duché de Milan, le comté d'Ast et le royaume de Naples. François I quitte Charles-Quint, pour toujours, de l'hommage dû à la France pour la Flandre et l'Artois, et se démet de toutes répétitions et actions pour les châtellenies de Péronne, Roye et Montdidier, les comtés de Boulogne et de Guignes, le Ponthieu, et les villes situées sur les deux rives de la Somme, alors en litige, et qui par là retournoient à la maison d'Autriche.

Vient l'article des alliés, exprimé de manière que le roi ne pouvoit entretenir de liaisons avec eux qu'au profit de Charles-Quint. Le monarque françois fera en sorte que Henri d'Albret renonce au royaume de Navarre. Il engagera le duc de Gueldres à assurersa succession à l'empereur et à ses descendans; si le duc se refuse à cette complaisance, le roi ne le protégera pas. Il ne donnera pareillement aucun secours aux princes de Wirtemberg ni aux seigneurs de la Marck, possesseurs du Sédanois, dont Charles convoitoit les états.

L'article douloureux pour François I fut celui du connétable. Il est exprimé en ces termes: « Le roi remettra le duc de Bourbon dans ses biens, meubles et immeubles, fruits et revenus, dans six semaines, et lui laissera la jouissance paisible, sa vie durant, des biens qui étoient en litige, avec la liberté de contester par justice le droit qu'il a sur la Provence, sans qu'il puisse être contraint de lui rendre plus aucuns devoirs pour sa personne, ni d'aller demeurcr en France, ou de le servir, s'il ne lui plaît.» Quant à ses partisans sortis avec lui, on leur rendra les biens confisqués, avec permission de rester au service de l'empereur, ou de repasser à celui de France, à leur choix. Tout cela étoit bien humiliant

pour le roi, assez avantageux à Bourbon; mais bien au-dessous de la perspective d'une couronne et du beau mariage qui lui avoit été

promis.

Deux autres articles marquent bien la finesse de Charles-Quint. Il devoit de grosses sommes d'argentau roi d'Angleterre ; il chargea celui de France de s'en rendre garant et de les acquitter. Par là il pouvoit mettre les deux princes aux mains à l'occasion de retards dans les paiemens, et de mécomptes dans les sommes. De plus, quand il plaira à l'empereur d'aller se faire couronner à Rome, le roi lui prêtera douze galères, armées, équipées, fournies de toutes choses, mais sans gens de guerre, et payera deux cent mille écus pour leur entretien. Ainsi c'étoit François ler qui devoit mener son rival triomphant en Italie et lui mettre pour ainsi dire la couronne impériale sur la tête.

Enfin ce monarque, auquel on enlevoit tout ce qui pouvoit lui être arraché, l'empereur prétendoit qu'il devint son fidèle allié, son ami, son beau-frère en un mot, en lui donnant en mariage sa sœur Eléonore, douairière de Portugal, à laquelle l'époux assureroit une bonne dot, et aux enfans qui pourroient provenir de ce second lit des établissemens égaux à ceux des enfans du premier. Le traité se terminoit par cette clause impérative : « Que si,

dans quatre mois, le roi n'a pas mis l'empereur en possession de la Bourgogne, et n'a pas donné pour tout le reste les ratifications et les sûretés nécessaires, il retournera volontairement dans sa prison, et l'on rendra les otages. » Ou dit qu'il y eut dans le conseil de Charles deux avis contradictoires: l'un de mettre le roi en liberté généreusement sans conditions, l'autre de le retenir jusqu'à ce que les conditions fussent remplies. Charles—Quint préféra le parti moyen; et, comme il arrive d'ordinaire, ces clausses conditionnelles devinrent la cause de nouveaux différends.

Après la conclusion, les deux monarques se virent familièrement, se montrèrent en public, mangèrent ensemble. François Ier fiança la reine Eléonore. La régente amena sur la frontière les deux fils aînés de François qui devoient servir d'otages. On prit des précautions pour l'échange. Un ponton fut établi au milieu de la rivière de Bidassoa, qui sépare les deux royaumes. Le roi y fut amené dans une barque, les enfans sur une autre. Le père les serre tendrement contre son sein, les embrasse en soupirant, s'en sépare avec un déchirement de cœur qui arrache des larmes à tous les assistans, s'élance sur un cheval turc, qu'on lui tenoit prêt, et qui l'emporte au grand galop jusqu'à Saint-Jean-deLuz, où il se rafraîchitun moment, et pique de nouveau pour Baïonne. Il parut ne se croire parfaitement en sûreté que quand il se vit dans cette ville. Il resta quelque temps dans les provinces méridionales, dont le climat fut jugé propre au rétablissement de sa santé, qui étoit encore chancelante quand il quitta l'Espagne. Entre les personnes aimables qu'attirèrent auprès de lui les fêtes et les plaisirs qu'on lui prodigua dans ces contrées, il distingua Anne de Pisseleu, connue depuis sous le nom de la duchesse d'Etampes, et à laquelle il fit épouser Jean de Brosse, dit de Bretagne, parce qu'il étoit petit-fils de cette héritière dont Louis XI avoit acheté les droits. Cette attention, si la douairière de Portugal, future épouse de roi, en fut informée, n'étoit pas d'un favorable augure pour sa félicité conjugale.

Au temps fixé, le comte de Lannoi, viceroi de Naples qui avoit mené le roi en Espagne, vint de la part de Charles-Quint demander l'exécution du traité de Madrid. François,
pour réponse, lui présenta les notables du
royaume, convoqués à Cognac, qui lui déclarèrent que le roi n'étoit pas le maître de
démembrer le royaume, qu'ils ne le souffriroient pas, et ne lui obérroient point s'il
l'ordonnoit. Les députés de Bourgogne tinrent
un langage également ferme. Ils dirent que

depuis Clovis ils avoient été gouvernés par des ducs de la maison de France; qu'ils vouloient persévérer dans cette dépendance; que, si le roi les abandonnoit, ils prendroient les armes et tâcheroient de se mettre en liberté plutôt que de passer sous une autre domination.

Lannoi fit passer ces résolutions à l'empereur : si le roi, répondit Charles, n'est pas le maître de disposer de ses provinces, il l'est au moins de remplir le serment de reprendre ses fers. Mais, pour réponse, le roi fit publier aux oreilles de Lannoi le traité qu'il venoit de couclure, et qu'il avoit différé de signer jusqu'alors, entre lui, le pape, les Vénitiens et les Suisses, pour s'opposer aux inva-sions de son maître. Il consistoit dans un engagement pris par ces puissances de rétablir François Sforce dans le duché de Milan, auquel le roi renonçoit, et de délivrer les enfans de France. La quote-part de chacun des contractans en troupes et en argent étoit réglée. Tous ensemble devoient contribuer à la formation d'une flotte qui iroit, attaquer le royaume de Naples, et quand il seroit conquis, le pape, comme seigneur suzerain, en disposeroit à sa volonté. Si l'empereur ne rendoit pas au roi ses enfans, les confédérés, après la guerre d'Italie finie, l'assisteroient contre le détenteur des jeunes princes. Enfin le roi d'Angleterre seroit déclaré protecteur de cette ligue, s'il vouloit y entrer, et il lui seroit assigné une somme considérable a prendre sur le royaume de Naples après la conquête, et dont partie seroit allouée nommément au cardinal d'Yorck. Cette ligue fut appelée la Ligue sainte, parce que le pape en étoit chef.

En même temps que le roi soulevoit l'Italie contre l'empereur, il tâchoit de s'excuser près des Allemands, très-délicats sur le point d'honneur, et de se justifier du refus qu'il qualifioit de simple retard apporté à l'execution du traité de Madrid. Il envoya à la diète, assemblée à Spire, des ambassadeurs qui remontrerent que l'empereur, son vassal en plusieurs parties, n'auroit pas dû le retenir prisonnier comme il avoit fait contre les lois de la guerre usitées entre les princes chrétiens; que, si le droit commun ne veut pas qu'un particulier soit tenu à l'exécution des promesses qu'il fait en prison sous le sceau de la violence, à plus forte raison un souverain doit-il en être dégagé. « Notre maître, ajoutoient-ils, seroit homme à aller reprendreses fers, et às'exposer, comme Régulus, aux plus cruels tourmens plutôt que de manquer à sa parole ; mais, puisque ses sujets et le salut de l'Etat ne lui permettent pas ce dévouement, il offre deux millions d'or pour la Bourgogne et la délivrance de ses enfans. » Ces raisous, tirées des droits du suzerain sur son vassal, droits regardés comme ne devant jamais subir aucune altération, pouvoient être de quelque poids devant une assemblée toute féodale. Mais François I disposé à imiter Régulus! s'étoit une hyperbole même maladroite, parce qu'elle rappeloit un exemple qui le condamnoit.

Lasainteligue s'ébranla lentement, comme font ordinairement ces associations compliquées. L'un n'avoit pas d'argent, l'autre manquoit de troupes. On avoit sondé le marquis de Pescaire, général de l'empereur, et général très-mécontent. On lui proposoit de le mettre à la tête de l'armée de la ligue, qu'il joindroit avec la partie de lasienne qu'il pourroit emmener; et on lui promettoit le royaume de Naples. Il paroît que l'appât d'un beau commandement et d'une couronne le séduisoit, lorsqu'il mourut presque subitement daus la force de l'âge. Une mort arrivée si à propos pour Charles-Quint passa pour n'être pas naturelle.

L'empereur envoya à sa place en Italie Bonrbon, auquel il promit le duché de Milan. Sur sa réputation, ce prince avoit trouvé des bandes allemandes disposées à le suivre, et il comptoit sur la parole de Charles-Quint pour les payer. Elles étoient composées pour la plupart de paysans nouvellement attachés à la doctrine de Luther, et réunis sous les drapeaux anti-catholiques par l'appât des richesses ecclésiastiques dont le pillage leur tenoit lieu de solde. Cependant leurs capitaines ne furent pas fâchés de trouver, sur la parole de Bourbon, une paye plus régulière que celle qu'ils devoient aux hasards du brigandage. Ils accoururent auprès du connétable, qui paroissoit méditer quelque grande expédition; il les joignit aux Espagnols cantonnés à Milan, qui, faute de paye, vivoient déjà avec la plus tyrannique discrétion chez leurs hôtes, et qu'il ne put satisfaire que par de nouvelles exactions sur ces malheureux habitans.

[1527] Avec ces forces réunies, il commença par repousser les confédérés, lesquels serroient de près la ville de Milan et les lignes des Espagnols qui assiégeoient Sforce dans le château. Ils reconnoissoient pour généralissime le duc d'Urbin, François-Marie de La Royère, neveu du pape Jules II, et général des Vénitiens. Il avoit une réputation militaire qu'il ne justifia point dans cette campagne: timide ou traître, il ne se crut jamais assez fort pour affronter les Espagnols et les lansquenets, soit dans leurs lignes, soit en campagne, et son inertie laissa Bourbon maître de toutes les opérations. Les succès faciles de celui-ci et les embarras qu'on sus-

cita au pape forcèrent le pontife à faire deux trèves consécutives qui affoiblirent prodigieusement la ligue sainte : la première avec les Colonne, alliés toujours fidèles à l'empereur, qui levèrent à l'improviste une armée, entrèrent dans Rome et assiégèrent Clément VII dans le château Saint-Ange où il s'étoit retiré; et la seconde avec le vice-roi de Naples. Celle-ci n'étoit pas une simple suspension d'armes, mais une espèce de garantie contre l'armée de Bourbon, quis'avançoit vers Rome

enseignes déployées.

On croit que ce prince avoit sur la destination de ses troupes des projets qui n'étoient pas absolument ignorés en France. Jeté hors de sa patrie par la fatalité des circonstances, il conservoit de sa faute un chagrin intérieur qui étoit nourri par le dépit que lui causoient l'orgueil des Espagnols et l'ingratitude de Charles-Quint, qui ne lui avoit tenu presque rien de ce qu'il lui avoit promis. Les larmes qui rouloient dans ses yeux lorsqu'il aborda François Ier, prisonnier à Pavie, touchèrent le monarque malheureux; et ou peut croire que l'infortune, qui dispose à la compassion, parla au cœur du monarque en faveur deson coupable parent. On amême des indices qu'il auroit été bien reçu en France; mais il ne vouloit y rentrer qu'après avoir rendu quelque grand service qui feroit oublier sa faute. Mézeray dit qu'on a des preuves de cette disposition dans une lettre écrite en bon lieu, que l'historien ne désigne pas, et dans laquelle il disoit au roi: « Naples vous donnera

des preuves de ma repentance. »

L'armée lui appartenoit, faute de paiement de l'empereur. Îl l'avoit levée en Allemagne sur son crédit, et pouvoit, sans inculpation de trahison, en faire l'usage qu'il voudroit, même contre celui qui l'avoitséduitet trompé. Elle étoit presque entièrement composée, comme nous l'avons dit, de nouveaux sectaires, braves soldats, mais pillards féroces, embrasés d'un zele fanatique pire que l'irréligion. Bourbon, très-embarrassé à les contenir, fut plus d'une fois exposé, dans leurs détresses, à des menaces séditieuses, et courut risque de la vie lorsqu'ils lui demandoient de l'argent qu'il ne pouvoit leur donner. Dans une de ces occasions périlleuses, Bourbon les rassemble: « Compagnons, leur dit-il, il ne me convient pas de vous abuser plus longtemps. Si vous attendez une solde réglée, des munitions, des vivres, cherchez un autre général, ou retournez dans vos foyers. Je suis un pauvre chevalier qui n'ai plus ni terre, ni argent, ni patrie; mais il me reste une épée, qui, secondée par votre valeur, peut, dans une contrée où je veux vous conduire bientôt, vous procurer des triomphes et des richesses : délibérez. » Tous s'écrient qu'ils le suivront partout, les menât-il à tous les diables.

Entraîné par ces forcenés, il marchoit ostensiblement vers le royaume de Naples, sous prétexte de le mettre à l'abri des insultes des confédérés; car les troupes du pape y avoient eu de légers succès. Il ranconnoît les villes sur son passage, seul moyen de se procurer des subsistances. Le marquis de Saluces, qui commandoit les François, l'avoit prévenu à Plaisance, à Parme, à Modène et à Bologne, et sauva ces villes de ses contributions. Pour le duc d'Urbin, il suivoit aussi l'armée du connétable, mais il l'observoit toujours de loin. Aussi Bourbon franchit-il l'Apennin sans obstacle. Clément ne commença qu'alors à s'apercevoir de son danger. Pour s'y soustraire, il compose avec Lannoi, réclame son appui et offre tout l'argent nécessaire pour satisfaire les lansquenets et les congédier. Lannoi en fait son affaire; mais Bourbon, indigné qu'on eût traité de ses intérêts sans lui, refuse l'argent, continue sa marche, et campe enfin devant Rome. Sur la foi de la trève conclue avec Lannoi, le pape avoit commis la faute d'v rester. Il avoit imaginé d'ailleurs que ses murailles devoient arrêter une armée sans artillerie, et que ne pouvoit manquer d'atteindre celle des confédérés.

Bourbon ne leur en laissa pas le temps, et, réduit à vaincre ou à périr, il montre Rome à ses brigands, et ordonne l'assaut pour le lendemain. A l'effet d'irriter encore l'ardeur de ses troupes par la jalousie de l'amour propre, il consie une attaque différente à chacune des trois nations qu'il commande; et, pavant lui-même d'exemple, il applique une échelle contre une brèche mal réparée qu'il mesure de sa pique; mais, pendant qu'il y monte, un coup d'arquebuse le frappe et le renverse mourant dans le fossé. Il profite du soufile de vie qui lui reste pour dérober aux siens une catastrophe qui pourroit les décourager, et ordonne de jeter sur lui un manteau. L'assaut continue, et la ville est emportée. La soldatesque, sans chef et sans frein, s'y répand avec fureur, et se livre à tous les désordres et à toutes les atrocités que l'on pouvoit attendre des bandits les plus fanatiques et les plus corrompus.

Le pape s'étoit réfugié dans le château Saint-Ange avec le plus grand nombre des cardinaux. Du haut de ses tours, il voyoitles ornemens d'église, les statues et les tableaux des saints traînés dans la fange; les vierges sacrées, les matrones respectables tendoient vers lui des mains suppliantes, sans qu'il pût les soustraire à leurs barbares ravisseurs. Il entendoit les plaintes du peuple dépouillé,

ct les cris douloureux des riches soumis à la torture, pour les forcer à découvrir leurs trésors. Ces horreurs durèrent deux mois, sans soulever l'indignation du duc d'Urbin, et sans lui inspirer le courage d'attaquer une ville presque ouverte et une armée qui étoit sans chef. Elles ne cessèrent qu'à mesure que les brigands, épuisés par leurs dissolutions et ruinés par leurs propres excès, périrent victimes de la peste et des autres maladies qui affligerent, comme eux, ceux d'entre les citoyens qui survécurent à ces malheurs. Privé du secours qu'il espéroit des confédérés, et en proie à la famine, le pape fut obligé de capituler, d'abandonner à l'empereur quatre de ses places fortes dans l'état de l'Eglise, Parme et Plaisance dans le Milanez, de recevoir les Espagnols dans le château Saint-Ange, et d'attendre avec anxiété ce que l'empereur ordonneroit de sa personne.

L'empereur étoit en Espagne. Il montra de la captivité du saint père un chagrin hypocrite. Il ordonna des processions et des prieres publiques pour demander à Dieu sa liberté, qu'il auroit pu lui procurer d'un mot. On dit qu'il eut dessein de le fairevenir, comme le roi de France, en Espagne, mais qu'il fut retenu par une certaine honte d'abuser ainsi de son bonheur, et plus encore peutêtre par les murmures qui s'élevèrent dans toute la chrétienté, et par les efforts de la ligue sainte. Le roi d'Angleterre s'y étoit joint. Il avoit un motif personnel de borner la puissance de Charles-Quint, parce qu'il se préparoit à lui faire un affront sanglant.

Lorsqu'il avoit épouse Catherine d'Aragon, tante de l'empereur, elle étoit veuve du prince Artur son frère, qui mourut quelques mois après son mariage. La passion que Henri prit pour Anne de Boulen lui donna des scrupules sur son mariage avec sa belle-sœur, dont il avoit cependant une fille nommée Marie. Il méditoit un divorce pour épouser sa maîtresse; et dans les procédures qui devoient avoir lieu pour arriver à son but, la faveur du pape lui étoit nécessaire. Il s'unit donc à la ligue sainte par des subsides auxquels il s'obligea, et s'engagea de travailler à la délivrance de son chef. Les succès des confédérés furent d'abord rapides, Les François, qui en faisoient la principale force, rentrerent dans Genes, prirent Alexandrie et Pavie, remirent à François Sforce ces deux places qui lui ouvioient le chemin de Milan, dont la ligue lui promettoit le duché; mais Lautrec, qui commandoit l'armée, refusa pour l'instant d'y marcher, et prétendit servir aussi efficace-ment les intérêts des alliés en se dirigeant sur Naples. Son motif étoit la crainte de délivrer trop tôt les Vénitiens d'une appréhen-

VI.

25

sion qui les tenoit attachés à la ligue. Les ordres du roi, les supplications du pape, qui réclamoit contre le scandale de sa position, et les déclarations de l'ambassadeur anglois, qui entendoient que l'argent de Henri ne fût employé qu'à sa destination, vinrent à l'appui de son refus; mais, au lieu d'avancer sur-lechamp, il crut devoir prendre ses quartiers d'hiver, et en employa le loisir à détacher les Florentins du parti de l'empereur, et à négocier le mariage d'Hercule d'Est, fils du duc de Ferrare, avec madame Renée de France, seconde fille de Louis XII. C'étoit un coup de politique qui délivroit la France des prétentions que les princes plus puissans aux quels elle avoit été offerte auroient pu former sur la Bretagne. Elle ne porta en dot que le duché de Chartres.

Pendant ce temps le pape languissoit dans son château Saint-Ange, où les Espagnols, qui avoient succédé aux pillards allemands, ou qui s'y étoient mêlés, le tenoient enfermé. Les ministres envoyés par Charles-Quint, si affligé de la captivité du saint père, le désoloient par leurs délais, leurs propositions contradictoires, et leurs perpétuelles tergiversations. Ils lui ouvroient les portes, dit Mézeray, et l'empéchoient de sortir. Cependant, comme durant ces pourparlers il étoit gardé un peu moins séverement, il s'évada

à la faveur d'un déguisement, mais presque entièrement dépouillé. Jamais, depuis l'agrandissement des papes, aucun ne s'étoit trouvé

plus exposé à tout perdre.

Ses voisins pendant sa détention, et les confédérés eux-mêmes, s'étoient accommodés de ce qui leur convenoit. Le duc de Ferrare étoit rentré à Modène; les Vénitiens avoient repris Ravenne et Cervia; les Malatesta Rimini ; le duc d'Urbin lui-même avoit rétabli les Baglione à Pérouse ; les Florentins enfin avoient secoué encore une fois le joug des Médicis. Tous désiroient la paix : le pape, pour recouvrer ce qui lui appartenoit; les autres, pour s'assurer ce qu'ils avoient acquis. Ils s'empresserent donc à faire des démarches communes pour une pacification générale. L'empereur, dans son Espagne, étoit comme le potentat universel. Les princes non-seulement de l'Italie, mais de l'Allemagne, les rois de France et d'Angleterre, tenoient auprès de lui des députés. Il écoutoit superbement les propositions, discutoit, rejetoit, approuvoit. Enfin on tomba d'accord; mais une contestation s'éleva sur cette question : Lequel de François ou Charles commenceroit à exécuter les articles convenus ; savoir : le premier, de retirer d'Italie ses troupes qui menaçoient le royaume de Naples, le second de donner à Sforce l'investiture du duché de Milan, et de rendre la liberté aux enfans de France? On ne put surmonter cette difficulté, et tout fut rompu. Vraisemblablement l'intention de chacun d'eux étoit, après qu'il seroit content, de se débattre sur la satisfaction qu'il devroit à l'autre.

Cette rupture excita dans l'âme de François I un combat entre l'honneur et l'intérêt. Le traité de Madrid ne lui laissoit pas de milieu entre l'alternative d'en remplir toutes les conditions, ou de rentrer dans sa prison. En pareil cas le roi Jean n'avoit pas hésité. François I se targua du même héroïsme. Il convoqua au palais les plus notables des trois ordres du royaume, et leur déclara qu'il étoit déterminé à retourner en Espagne pour dégager sa foi. Toute l'assemblée s'éleva contre cette résolution. Les députés déclarerent, par l'organe du président, qu'ils souffriroient plutôt la mort que de le permettre. « Sire , dirent-ils, vous n'appartenez pas à vous, mais à vos sujets. Il ne vous est pas libre de disposer de notre bien. Si vous ne pouvez autrement ravoir vos enfans il faut faire vigoureusement la guerre, et nous sommes prêts à tous les efforts qui seront jugés nécessaires.» Le clergé offrit treize cent mille livres, la noblesse, ses biens et sa vie : la bourgeoisie et la magistrature firent les mêmes offres et avec le même enthousiasme. « Magnanimes François, s'écria le roi, je vivrai donc au milieu de vous puisque vous y croyez ma présence nécessaire; membres du clergé, comptez à jamais sur moi pour la défense de la foi et le maintieu de vos priviléges; princes et seigneurs, les vôtres sont les miens, carje ne suis pas né roi, mais gentilhomme, et c'est le plus beau titre de mes enfans; et vous, fidèles sujets, dont l'amour a passé mon attente, apprenez-moi ce que je puis faire pour vous et pour l'utilité du royaume, et soyez persuadés que je prendrai toujours vos avis en

bonne part: "

[1528] Les députés des puissances italiennes, venus pour traiter à la cour d'Espagne, se joignirent à des hérauts envoyés par les rois de France et d'Angleterre; et tous ensemble dénoncèrent la guerre à l'empereur. Charles reçut cette déclaration d'un air ironique. Sa réponse porta principalement sur le roi de France. « Je m'étonne, dit-il au héraut, que ton maître ait oublié sitôt ses sermens, pour l'assurance desquels il m'a donné en otage ses deux enfans, et qu'il mette si vilaine tache à son honneur. S'il ne peut autrement dégager sa foi, dis-lui qu'il revienne tenir prison en Espagne; dis-lui encore qu'apparemment Calvimont son ambassadeur ne lui a pas rendu certaines paroles que je lui sis tenir il y a deux ans; car sans doute il se

prétend trop gentil cavalier pour qu'il les eût laissées sans réponse. » Pour conclusion il fit arrêter les ambassadeurs françois. Par représailles le roi de France fit mettre au Châtelet

Granvelle qu'il avoit à sa cour.

Ils furent bientôt relâchés de part et d'autre; et quand l'envoyé d'Espagne fut prêt à partir, le roi le fit comparoître devant lui dans la grande salle du palais. Là, en présence d'une assemblée nombreuse de ce qu'il y avoit de plus distingué dans le royaume, il protesta que Calvimont ne lui avoit jamais rapporté ce que l'empcreur disoit lui avoir ordonné. « Au reste, ajouta-t-il d'un ton animé, ces appels ne se font point par paroles vagues, qu'on peut supposer, mais par écrit bien signé; » et, pour joindre l'exécution à l'observation, il lut un cartel, qui portoit en substance: « Si l'empereur dit de moi que, pour ma délivrance, on en une autre occasion, devant ou après, j'ai fait chose qu'un gentilhomme aimant son honneur ne doit faire, je lui en donne le démenti, et lui mande qu'au lieu d'explications et de justifications, pour ne pas retarder la définition de nos différends, il m'assure le champ, et j'y porterai les armes. » Le roi présenta le cartel à l'ambassadeur, et le força de le prendre. L'empereur envoya une réponse par un héraut. M'apportes-tu, lui dit vivement le roi, la signification du temps et du lieu du combat? Le héraut demanda à lire un long écrit. François, impatient, insista trois fois sur une réponse nette et précise à son cartel. Le héraut autant de fois se retrancha dans l'ordre à lui donné de lire son mémoire. Le roi bouillant de colère le congédia, chargé de reproches à porter à son maître, et sur son injustice dans ses traités, et sur sa lâcheté dans ses désis.

La guerre se porta dans le royaume de Naples, que François I avoit toujours eu en vue lors même qu'il paroissoit ne songer qu'au Milanez. Il se seroit ouvert un plus beau champ, et auroit eu un but plus utile en attaquant la Flandre, ou Henri devoit le seconder. Mais le peuple auglois, agité par les intrigues de Charles, témoigna pour cette expédition un éloignement qui alla presque jusqu'à la révolte, et qui força Henri à conclure avec Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, une trève de huit mois, à laquelle François fut lui-même forcé d'accéder. La part du roi d'Angleterre à la ligue se borna des lors à une contribution de trente mille écus par mois, mais en déduction de la somme de deux millions d'écus, dont François I, par les traités, s'étoit reconnu débiteur envers lui ; et ce fut ainsi dans ses propres ressources que la France dut chercher l'entretien de l'armée de Lautrec, forte de trente mille hommes, et de la flotte-galères d'André Doria, des-

tinée à attaquer la Sicile.

Toujours pressé par les besoins pécuniaires de l'armée, Lautrec, en levant ses quartiers d'hiver, traversa l'Abruzze et gagna la Capitanate, dans la vue, d'y percevoir la douane des bestiaux. Il eut le bonheur d'y précéder Philibert de Châlons, prince d'Orange, compagnon du connétable de Bourbon et qui lui avoit succédé. Il toucha cent mille ducats, força les Espagnols à lui céder la campagne, les resserra dans les villes de Manfredonia, de Gaëte et de Naples, et vint mettre le siège devant cette dernière. Il espéroit la réduire par la famine, Doria devoit le seconder en bloquant la ville par mer; mais, soit que la mauvaise volonté que témoignoit celui-ci provînt d'un traité secret qu'il négocioit alors avec l'empereur, soit qu'elle fût le résultat des injustices du conseil à son égard, des intrigues des courtisans ou des plaintes de Lautrec, il tarda peu à jeter le masque de la dissimulation, brava les envoyés de la cour chargés de se rendre maîtres de sa personne, et passa ouvertement au parti de l'empereur, qui lui promettoit l'indépendance de sa patrie. Naples, qu'il devoit affamer, fut ravitaillée par lui, et Lautrec, dont l'armée étoit attaquée d'une contagion qui la diminuoit tous les jours,

perdit l'espérance de s'en emparer. François I, regardant comme suffisante la grande armée qu'il avoit envoyée, négligea d'y faire transporter des recrues, pour réparer les pertes qu'y causoient les maladies. Des soldats elles passèrent aux chefs. On dit qu'il périt devant Naples autant de capitaires et de seigneurs de la haute noblesse qu'à la bataille de Pavie ; Lautrec lui-même y mourut. Le commandement passa à Michel-Antoine, marquis de Saluces, fils aîné de celui qui, vingt-cinq ans auparavant, avoit dirigé la retraite du Garillan. Réduit à une position peut-être plus désespérée que celle de son père, le fils, au lieu de gagner la Pouille où une armée l'attendoit, fit sa retraite sur Averse; mais, investi, par le prince d'Orange, il ne put tenir que trois jours, et se vit contraint à une capitulation, par laquelle il abandonnoit l'artillerie, les drapeaux et les bagages de l'armée. Tous les officiers demeurerent prisonniers, les soldats seuls purent se retirer. Blessé grievement au genou, le marquis de Saluces, par une destinée presque semblable à celle de son père, ne survécut que peu de jours au traité, aussi humiliant que nécessaire, qu'il s'étoit vu forcé de signer; et de trente mille hommes dont l'armée étoit composée, à peine en retourna-t-il cinq mille en France. Pierre Navarre, qui avoit 298

ćté fait prisonnier dans la retraite, fut mis au château de l'OEuf, et étouffé, dit-on, par ordre de Charles-Quint, qui ne lui pardonnoit pas sa défection. Ce qui pourroit faire douter de cet acte de vengeance atroce, c'est que Navarre, prisonnier à Pavie, auroit dû ressentir plus tôt les effets du ressentiment de ce prince.

Naples fut à peine dégagée que Doria fit voile vers Gènes. Il y entra de nuit sans être aperçu, resserra dans le château Théodore Trivulce, qui commandoit pour les François, appela ses concitoyens à la liberté et la leur assura par une constitution qui s'est maintenue jusqu'à nos jours et jusqu'à l'époque où Genes est devenue partie intégrante de la France. Trivulce, privé de vivres, obtint les honneurs de la guerre, en remettant le châ-

teau, qui fut démoli.

[1529] Le comte de Saint-Paul voloit à son secours, lorsque Antoine de Lève, mal observé dans Milan par les Vénitiens, l'atteignit de nuit à Landriano, à mi-chemin de Payie, et au passage d'une petite rivière débordée, que l'avant-garde seule avoit pu franchir la veille. La surprise et l'infériorité du nombre décidèrent du combat, au désavantage du comte, qui fut sait prisonnier. L'arrière-garde, arrivée à Pavie, instruite du malheur de son général, se débanda et regagna la France.

Les confédérés de la ligue sainte, qui n'avoient pas joué un grand rôle pendant cette campagne, et qui s'étoient contentés de tenir en échec quelques troupes de l'empereur, répandues en Italie, pendant que les François se battoient dans le royaume de Naples, voyant la fatale issue de leurs premiers succes, se hâtèrent de faire chacun leur accord particulier. Le pape donna l'exemple. Il avoit secrètement favorisé Charles-Quint, comme le seul potentat qui pût le réintégrer dans les possessions dont il avoit été spolié par ses alliés mêmes. L'empereur le traita favorablement, soit afin d'effacer le vernis d'impiété que lui avoit donné le prolongement de la captivité du chef de l'Eglise, soit qu'il fût pressé par le désir d'aller recevoir en Italie la couronne impériale de ses mains. Il rendit plusieurs villes, distraites pendant la guerre du domaine du saint Siége; s'engagea à l'aider à s'emparer des états de Ferrare, à lui faire restituer Ravenne et Cervia par les Vénitiens, à rendre le Milanez à Sforce, ou du moins à n'en disposer que d'accord avec le pape ; et enfin , pour s'attacher le souverain pontife par un lien qu'il crut indissoluble, il promit Marguerite, sa fille naturelle, à Alexandre de Médicis, frère naturel de Catherine de Médicis, et s'engagea à l'installer dans le duché de Florence.

En reconnoissance et en compensation de ces avantages, le saint père devoit accorder à l'armée impériale le passage par ses états pour aller à Naples donner à l'empereur l'investiture de ce royaume, et se contenter, pour redevance, de la présentation annuelle d'une haquenée blanche, qui seroit offerte solennellement. Mais, pour s'assurer de ceroyaume, Charles-Quint prit des mesures plus efficaces et plus expéditives que ces formalités. Par son ordre, le prince d'Orange, commandant de ses troupes, traita, dans toute l'étendue des deux royaumes de Naples et de Sicile, avec la dernière dureté, les partisans de la maison d'Anjou; dépouilla les uns, chassa les autres, extermina sans miséricorde des familles entières; de sorte qu'il ne resta plus aucun moyen d'y relever la puissance françoise.

Les Vénitiens et autres princes d'Italie s'arrangèrentaussi avec l'empereur, qui nese renditpas difficile, afin d'avoir du moins à offrir à ses peuples l'espérance de quelques années de repos. Restoit la conciliation à traiter entre les deux rivaux qui avoient armé les autres princes. Heureusement ils avoient besoin de la paix l'un et l'autre: François I, pour réparer les forces de son royaume épuisé; Charles-Quint, pour se prémunir contre les troubles orageux qui le menaçoient en Allemagne. Ils confierent leurs intérêts, l'empereur à Marguerite

sa tante; le roi à la duchesse d'Angoulême sa mère, toujours qualifiée du titre de régente. Ces deux princesses se rendirent à Cambrai, et terminèrent elles seules les contestations, ou en suspendirent du moins l'effet.

Ce traité est comme un bilan de banque soldé par la France, et on peut lui en donner la forme : sur deux millions d'écus d'or au soleil, de soixante-onze et demi au marc, pour la rançon des enfans de France, douze cent mille devoient être payés comptant en retirant les otages ; trois cent mille autres au roi d'Angleterre à l'acquit du roi d'Espagne; et les cinq cent mille autres convertis en une rente au denier vingt, hypothéquée sur les domaines du duc de Vendoine dans les Pays-Bas, et ce en reconnoissance de ce que l'empereur consentoit qu'on ne lui rendît pas actuellement la Bourgogne, l'Auxerrois, le Mâconnois, et autres biens sur lesquels il conserveroit ses droits et prétentions à poursuivre par voie amiable de justice; enfin, trente mille écus par mois pour aider l'empereur à faire la guerre aux Vénitiens, tant qu'ils refuseront de restituer certaines villes de la Pouille dont ils s'étoient emparés. D'ailleurs le roi renonce à tout droit de suzeraineté sur l'Artois et sur la Flandre, qui sont déclarés démembrés de la monarchie, rendra tout ce qui

VI.

26

lui reste dans le royaume de Naples et dans le Milanez, en rappellera ses troupes, et ne fera jamais en Italie, ni en Allemagne, aucune alliance ou négociation au préjudice de l'empereur; enfin les héritiers du connétable devoient être rétablis dans tous leurs biens: mais, sous prétexte des droits de la couronne et de ceux de la duchesse d'Angoulème, ce dernier article ne fut jamais exécuté qu'en partie.

[1530] La douairière de Portugal, Eléonore, ramena alors en France les fils du roi: elle l'épousa sans presque aucune cérémonie à deux lieues de Mont-de-Marsan, et vécut sur son nouveau trône aussi heureuse que peut l'être une épouse traitée avec respect et in-

différence.

La maison d'Autriche étoit alors à son plus haut degré de puissance. Charles-Quint, qui avoit donné l'archiduché à Ferdinand son frère, et qui lui avoit procuré le mariage d'Anne Jagellon, héritière des couronnes de Hongrie et de Bohème, le fit élire encore roi des Romains: lui-même l'étoit d'Espagne, de Naples et de Sicile, souverain des Pays-Bas, possesseur de plusieurs états en Italie etempereur d'Allemagne. Il en reçut la couronne à Bologne, où le pape aima mieux l'aller trouver que de l'attirer à Rome. L'empereur lui fit restituer les places que lui retenoient les Vénitiens; il lui procura un accommodement

avec le duc de Ferrare, et rétablit enfin l'autorité des Médicis à Florence : mais il fallut employer la force pour obtenir ce dernier article, et le prince d'Orange, qui fut chargé de réduire les républicains, fut tué au siège deleur ville. N'ayant point d'enfans, ses biens passèrent à René de Nassau, fils de sa sœur, et de celui-ci, qui fut blessé à mort quatorze ans après au siège de Saint-Dizier, et qui ne laissa pas non plus de postérité, au fameux fondateur des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau-Dillembourg son cousin germain. qu'il appela à lui succéder, au préjudice des héritiers de la maison de Châlons. Les conférences entre le pape et l'empereur durèrent deux mois. Elles roulerent principalement sur les mesures à prendre pour arrêter les progrès de la doctrine de Luther. L'empereur croyoit que le meilleur moyen de suspendre la marche rapide des nouvelles opinions seroit d'assembler un concile général que les dissidens demandoient, et auquel ils paroissoient consentir de se soumettre. Le pape, au contraire, croyoit ce remede dangereux pour l'autorité du saint Siège dans l'état de crise où elle se trouvoit, en sorte qu'ils se séparèrent sans rien conclure.

Pendant qu'ils s'occupoient de projets, plusieurs princes d'Allemagne, électeurs et autres, éludant tout rapprochement, se sépa-

roient de l'Eglise romaine. Ils éclatèrent dans une diète tenue à Spire, où ils protestèrent contre un édit émané d'une autre diète tenue à Worms, qui défendoit toute innovation en fait de religion; et de là ils ont été appelés protestans. Peu après ils se rassemblèrent à Smalkalde, et y signèrent une ligue, dans le dessein, disoient-ils, de défendre leurs personnes, leur religion et la liberté germanique. Ils fixèrent leurs cotisations en troupes et en argent, et formèrent un plan de guerre. Plusieurs villes considérables, comme Strasbourg, Nuremberg et autres, y accéderent, ainsi que les rois de Suède et de Danemarck. On croit que le roi d'Angleterre s'y joignit aussi, mais par précaution contre la vengeance de Charles-Quint, quand il répudieroit Ca-therine d'Autriche sa tante. Quant à François I, on peut croire qu'il voyoit avec plaisir les embarras qui se préparoient pour son rival; cependant il ne s'en mêla pas encore ouvertement, mais il ne tarda pas à y prendre part.

[1531] Les ligués de Smalkalde, menacés par le chef de l'empire, eurent recours au roi de France. Charles-Quint tâcha de l'attirer de son côté, en montrant publiquement des dispositions à bien vivre avec lui: mais, par des manœuvres secrètes, il travailloit à lui enlever la bienveillance des Suisses et à le brouiller avec le pape, afin de priver le monarque

françois de tout crédit en Italie, s'il lui plaisoit de l'attaquer au-delà des monts pendant que lui-même seroit occupé en Allemagne. D'autre part, il y eut alors des incendies en France, et on laissa publier, on favorisa même l'opinion qu'ils étoient allumés par des boute-feux que l'empereur envoyoit secrète-ment. Cette imputation étoit sans doute une de ces ruses dont la politique se sert pour acharner les peuples les uns contre les autres. Ces choses se passoient pendant que les con-fédérés deSmalkalde commencoient à faire de vives instances pour engager le roi dans leur parti. Il ne se prêta pas entièrement à leurs désirs ; mais en qualité de défenseur de la liberté germanique, il promit, sinon des trou-pes, du moins de l'argent quand ils seroient attaqués.

On a dit que pour complaire aux protestans d'Allemagne, ennemis de son rival, il favorisa dans son royaume les sectateurs de la nouvelle doctrine. D'abord il n'en croyoit pas le nombre assez grand pour craindre qu'ils devinssent sitôt dangereux: ensuite il faut avouer qu'ardens à se procurer l'estime publique et les biens qui en sont une suite, les nouveaux évangélistes étoient plus appliqués aux sciences, et y réussissoient avec plus d'éclat que les indolens et riches catholiques. Il n'est donc pas étonnant que François I, qu'on a

nommé le Père des lettres, le plus beau titre qui lui soit resté, ait montré quelque prédilection pour les littérateurs de ce parti : il en mit plusieurs comme professeurs dans le collége Royal, qu'il fonda pour y faire enseigner ce qu'on ne montroit pas dans l'université, ou enseigner avec plus de perfection ce qui étoit l'objet des études ordinaires. Il eut aussi dessein de former un établissement pour l'entretien et l'instruction de six cents gentilshommes dans toute sorte d'exercices; mais les grandes affaires qui lui survinrent le détournèrent de ce projet.

[1532] Ce prince profita du répit que lui laissoit la guerre, et de l'inactivité des negociations, pour parcourir son royaume, surveiller la justice, réformer les abus; et, malgré ses malheurs, qui avoient trop pesé sur ses sujets, partoutil fut reçu avec applaudissemens et acclamations. Il n'y eut pas le moindre obstacle au désir qu'il montra de réunir pour toujours la Bretagne à la couronne. On avoit stipulé, sous la reine Anne, en cas de défaillance de la postérité de cette princesse, des réversions aux branches collatérales des anciens ducs; ces conditions furent abolies sans réclamation, et la Bretagne devint province de France inaliénable à jamais.

Cette réunion auroit pu souffrir des difficultés de la part du roi d'Angleterre, qu'elle privoit d'une entrée facile en France; mais François et Henri étoient trop liés par leur défiance contre l'empereur. Ils se virent à Boulogne-sur-Mer, et prirent des mesures contre cet ennemi commun. Leur dessein étoit de l'attaquer pendant qu'il seroit aux prises avec Soliman, le plus illustre des empereurs turcs. Trois ans auparavant il avoit assiégé Vienne sans succès; il venoit alors, à la tête de trois cent mille hommes, venger son affront et disputer encore la Hongrie à Ferdinand, en faveur de Jean Sepus, vayvode de Transylvanie. Cet armement formidable s'épuisa en marches et en contre-marches, et le grand-seigneur, dont la capitale fut menacée à son tour par les galères de Doria, retourna à Constantinople sans avoir rien fait. Charles-Quint revint aussitôt s'opposer aux mesures qu'il savoit être prises contre

Les deux rois, de peur qu'il ne leur fût reproché d'avoir voulu favoriser les entreprises des infidèles sur la chrétienté, proclamèrent fastueusement une ligue contre l'ennemi du nom chrétien. Elle servit au roi de France à tirer de l'argent de son clergé. Celui-ci se plaignoit de plusieurs abus de la chancellerie romaine, de l'excessive augmentation des annates, des impositions reitérées sur le même bénéfice, des nominations mises à prix

et des conventions simoniaques auxquelles le concordat donnoit lieu. Le roi promit de remédier à ces désordres, et, pour cette promesse, le clergé lui offrit de son propre mouvement deux décimes que le pape refusoit d'accorder, ou pour lesquelles il faisoit

attendre son agrément.

Clément VII ferma les yeux sur cette entreprise, qui mit des lors les rois de France hors de sa dépendance pour imposer le clergé; il n'osoit réclamer trop hautement les anciens priviléges du saint Siége. L'obstination de Henri VIII à regarder comme suffisante la sentence de divorce prononcée dans son royaume entre lui et Catherine d'Aragon son épouse, et à soutenir légitime, en vertu de cette sentence, son mariage avec Anne de Boulen, faisoit craindre au souverain pontife que cette opiniatreté n'amenat des événemens préjudiciables à l'autorité de l'Eglise romaine: le saint père appréhendoit aussi que François I, entouré de personnes imbues des nouvelles opinions, qui demandoient sans cesse la réforme du clergé, ne prêtât l'oreille à leurs instances; ce qui étoit d'autant plus inquiétant que Clément VII redoutoit cette réforme pour lui-même, parce que son élection n'avoit pas été exempte d'intrigues, et peut-être de simonie. C'est une des principales raisons qui l'empêchoient de consentir à la convocation d'un concile, que les protestans ne

cessoient de demander.

L'empereur étoit à la tête de ces solliciteurs importuns. Le pape lui reprochoit de ne pas réprimer avec assez de fermeté les protestans; Charles reprochoit au pape de se refuser au seul moyen de les ramener à l'Eglise. Ces contestations, qui s'animerent dans une nouvelle entrevue qu'ils curent à Bologne, mirent de la froideur entre eux. Clément rejeta des propositions dont l'exécution auroit fortifié la puissance de Charles en Italie, et en auroit pour toujours fermé le chemin à François I. Celui-ci, qui ne pouvoit se déterminer à y renoncer, eut obligation au pape de cette opposition aux desseins de son rival, et résolut de s'attacher le souverain pontife par des liens qui le retiendroient dans une reconnoissance permanente.

[1533] Tel a été le motif du mariage de Henri, duc d'Orléans, second fils de France, avec Catherine de Médicis, petite-nièce à la mode de Bretagne du pontife. Cette alliance d'une maison nouvelle avec l'antique maison de France fut très-désapprouvée par notre noblesse. Clément VII amena lui-même la princesse, et aborda à Marseille où le roi l'attendoit. Le monarque et le pontife, logés dans des maisons qui se communiquoient, eurent de longues et fréquentes conférences.

Henri VIII avoit épousé Anne de Boulen, malgré les censures dont il étoit menacé. François I pria le pape d'entrer en accommodement avec lui sur son divorce, et de ne pas faire valoir trop sévèrement les lois de l'Eglise avec un prince violent, capable, dans l'effervescence de sa passion, de se porter aux dernières extrémités. Clément, accoutumé aux grandes affaires et assez conciliant, n'étoit pas éloigné de se relâcher et de prendre des biais qui sauvassent les apparences sans entamer le fond; mais le consistoire, où il se trouvoit moins de cardinaux françois que d'impérialistes, s'y opposa. Ceux-ci entrèrent avec chaleur dans les vues de leur souverain, outré de l'affront fait à sa tante; et persuadé que les anathèmes qu'il attireroit sur la tête de son infidèle mari la vengeroient, en couvrant de honte et en embarrassant celui qui l'offensoit.

Charles vit donc avec plaisir finir sans accommodement cette entrevue qu'il avoit redoutée et à laquelle il s'étoit secrètement et inutilement opposé. On ne sait pas s'il a été pris, dans ces conférences, d'autres mesures qui intéressoient l'empereur; mais François 1 n'étoit pas oisif du côté de l'Allemagne. Il entretenoit auprès de la lique de Smalkalde des commissaires chargés de resserrer l'union des confédérés. Ils avoient déjà, comme nous avons dit, commencé des hostilités contre l'empereur, et avoient besoin d'argent : le roi n'en pouvoit donner sans violer le traité de Cambrai. Son scrupule lui suggéra d'acquérir, par une vente vraie ou simulée, le comté de Montbéliard, appartenant à un des princes lignés. Il en paya un à-compte de six vingt mille écus, qui entrèrent dans la caisse de la confédération.

Sur la fin de l'entrevue de Marseille, il se passa un événement qui justifie en quelque manière le roi de France de ses démarches auprès des princes allemands, quoique prohibées par le traité de Cambrai. L'empereur avoit donné à Sforce l'investiture du duché de Milan. Il prétendoit que ce bienfait lui attachat le nouveau duc, et en fait d'attachement il ne connoissoit qu'un dévouement exclusif. Sforce, à la vérité, désiroit ardemment de se conserver les bonnes grâces de Charles, qui lui avoit promis la main de Christine sa nièce, fille du roi de Danemarck; mais il souhaitoit aussi de ne se pas brouiller avec le roi de France, et entretenoit à cette intention une liaison secrète avec le monarque.

[1534] Leur intermédiaire étoit un gentilhomme milanois, nommé Merveille, qui, ayant fait fortune en France, en jouissoit paisiblement dans son pays. Sforce, qui, suivant la politique italienne, étoit bien aise de

se conserver des intelligences dans les deux partis, fit témoigner au roi le désir d'avoir près de lui un agent secret, au moyen duquel il pût communiquer au besoin avec lui. Le roi l'agréa, et fit choix de Merveille, qui, sous prétexte d'affaires de famille, retourna à Milan. Le roi lui avoit donné double lettre auprès de Sforce; l'une ostensible de simple recommandation, qui autorisoit néanmoins la présence de Merveille à la cour; et l'autre secrète, qui l'accréditoit comme agent du monarque auprès du duc, avec permission de faire usage de l'une ou de l'autre, selon les circonstances. Merveille, fier de la qualité de représentant d'un grand prince, ne dis-simula point assez sa véritable destination, et afficha des manières et une dépense qui le trahirent. Charles-Quint, se doutant bientôt de la nature de sa mission, sans faire de reproches à Sforce de ce qu'il souffroit auprès de lui, avec quelque distinction, un agent de son ennemi, lui montre de la froideur, et, au lieu de l'empressement qu'il témoignoit auparavant pour lui donner sa nièce, il diffère, sous différens prétextes, le voyage de la princesse. Le duc entend ce langage muet. · Il écrit à l'empereur que dans peu il lui donnera des preuves de sidélité, telles qu'il n'aura plus lieu de soupçonner que Merveille ou d'autres puissent la faire fléchir.

Par son ordre, on suscite une querelle entre les gens de Merveille et ceux d'un gentilhomme voisin. Un des estafiers envoyés pour l'apaiser est tué dans la mêlée. L'ambassadeur, qui paroît au moment du meurtre, est saisi, traîné en prison, et ses papiers, qui auroient pu compromettre Sforce, sont enlevés. Pour achever de donner le change, on livre ses valets à la question, afin d'en tirer des dépositions contre leur maître, comme auteur du trouble, et comme ayant commandé la violence contre le soldat, suppôt de la justice. Merveille réclame en vain le privilége d'ambassadeur, il est jugé comme particuculier, ou plutôt on le condamne, sans même observer la forme des procédures usitées dans le pays ; et afin qu'il ne puisse ni parler ni être réclainé, on se hâte de l'exécuter de nuit en prison. Sforce en donne avis à l'empereur, qui, content de l'avoir brouillé irrévocablement avec le roi, lui envoie sa nièce, et lui promet protection sans réserve. François I fut tres-irrité de cet assassinat, dont il développa la manœuvre dans des écrits publics, et le dénonça à toute l'Europe comme une violation du droit des gens, dont tous les souverains devoient l'aider à tirer vengeance.

Mais ils étoient occupés d'un événément qui fixoit beaucoup plus leur attention. Henri VIII, sur lequel le pape avoit inutilement épuisé les

VI.

censures de l'Eglise, préliminaires de l'ex-communication, persistoit dans son opiniatreté. Cependant Jean du Bellai, évêque de Paris, qui avoit été envoyé près de lui par François I, en arracha la promesse d'une procuration qu'il devoit envoyer à Rome pour suivre cette affaire en son nom, circonstance qui feroit naître des délais, et qui favoriseroit le pape dans le désir où il étoit d'ajourner de plus en plus sa décision. Mais la procuration qui devoit parvenir dans un temps fixé n'arriva point à ce terme. Clément VII, qui se crut joué, entraîné d'ailleurs par les cardi-naux impérialistes, frappa le dernier coup, et lança contre lui la fatale sentence. S'il eût attendu encore quelques jours, ainsi que l'en conjuroit l'évêque de Paris, que le roi avoit fait partir précipitamment pour Rome, il auroit reçu la fatale procuration dans des lettres qui lui furent apportées par un courrier que des tempêtes et des mauvais temps avoient arrêté. Il se repentit alors amèrement de sa précipitation, et mourut peu de temps après, mais non sans avoir vu le commencement des désastres dont elle fut suivie : le schisme qui sépara l'Angleterre de l'Eglise romaine, le renversement des monastères, le pillage des biens ecclésiastiques, et les cruautés exercées contre ceux qui persévérèrent dans leur attachement à l'Eglise catholique.

Henri, dans la fureur de son ressentiment, en auroit voulu détacher comme lui les autres princes. Il fit des tentatives auprès de François I, qui lui répondit par ces mots, devenus proverbe: Ami jusqu'à l'autel.

[1535] Le débordement des nouvelles opinions sur la France étoit devenu plus prompt et plus étendu que François I ne l'avoit prévu. Calvin, né François, s'étoit fait par ses écrits, qu'il eut l'assurance de dédier au roi, des prosélytes dans tous les états. Il paroissoit journellement des livres dans lesquels les dogmes de l'Eglise catholique étoient attaqués, et ses pratiques tournées en ridicule. On s'y élevoit contre l'autorité du pape et contre les richesses du clergé. Ces écrits sérieux étoient accompagnés de plaisanteries contre les moines, la plupart fort grossières: il nous en reste des recueils volumineux, dont les courtisans s'amusoient; et amuser vaut souvent mieux pour le succès que d'avoir raison. Les femmes donnèrent dans les nouvelles opinions avec l'ardeur qui leur est naturelle. Entre elles se distinguoit Marguerite, sœur du roi, veuve du duc d'Alençon, devenue depuis reine de Navarre, par son mariage avec Henri d'Albret. Quelque amitié que son frère ressentît pour elle, il eut cependant la fermeté de la semoncer quelquefois, et de lui imposer silence ; mais il ne put l'empêcher de favoriser les sectaires dans son petit royaume, où elle faisoit des séjours passagers. Elle y donnoit les bénéfices et dignités ecclésiastiques qui vaquoient à des hommes plus que suspects, en remplissoit ses colléges, et leur confioit l'éducation par préférence. De ce coin de la France, et sous sa protection, sortirent les premières infractions publiques aux pratiques de l'Eglise. Marguerite fit tous ses efforts pour engager son frère à écouter Mélancthon, le docteur le plus insinuant des disciples de Calvin; mais, par le conseil du cardinal de Tournon, le monarque refusa de s'exposer à cette séduction.

A l'attrait de la nouveauté, François I opposa la sévérité des lois. Il confirma celles qui étoient déjà existantes contre les sacramentaires, et en fit de nouvelles; bannit de sa présence ceux de ses courtisans qui se montroient attachés à la nouvelle doctrine, et voulut que toute la France fût assurée par un acte public de son dévouement à l'ancienne. A l'occasion d'une affiche blasphématoire contre le sacrifice de la messe, placardée la même nuit aux portes de toutes les églises de la capitale et à celles de Blois, où le roi tenoit alors sa cour, il y eut à Paris une grande procession, à laquelle il assista avec ses trois enfans, les principaux seigneurs de sa cour, les officiers des tribunaux et les notables de

la ville. Après cette cérémonie, François, qui parloit bien, les rassembla autour de lui à l'archevêché, les exhorta paternellement à persévérer dans la foi catholique, à y faire instruire leurs enfans, à prendre garde que la peste de l'hérésie ne se glissât dans leurs familles, et à découvrir aux magistrats ceux qui en seroient infectés. Après cette harangue, six des malheureux coupables qui avoient été arrêtés, et qui ne voulurent point abjurer leur erreur, furent brûlés à petit feu, et des potences et des bûchers s'élevèrent par toute la France. L'empereur profita de cette ostentation de sévérité pour tâcher de faire perdre à son rival la confiance des ligués de Smalkalde: il leur représenta que mal à propos ils comptoient sur un allié qui, en même temps qu'il faisoit parade d'attachement pour eux, persécutoit si cruellement leurs frères. François I calma les confédérés, d'abord par la réforme des mesures de rigueur de quelquesuns de ses édits, et ensuite par la distinction qu'il fit entre les luthériens et les calvinistes: " Ceux-ci, leur dit-il, sont aussi éloignés de votre croyance que de la romaine, puisqu'ils s'efforcent de renverser les autels, de chasser Jésus-Christ de nos temples, et de démolir tout-à-fait l'Eglise, au lieu d'en réparer les ruines. » En esset, beaucoup de dogmes, entre autres celui de la présence réelle, les

cérémonies liturgiques, la hiérarchie conservée par le maintien des évêques, et beaucoup d'autres pratiques, rapprochoient bien plus les luthériens de l'Eglise catholique, que les calvinistes, les zuingliens, les anabaptistes, et cette foule de sectes qui naquirent alors, moins unies entre elles par les dogmes que par leur commune haine contre la cour romaine.

François I reçut dans ce temps et écouta favorablement un ambassadeur de Soliman, qui étoit en guerre avec l'empereur et venoit offrir une alliance avec la France. Nouvelles clameurs contre le roi, accusation répandue par des libelles dans toute l'Allemagne, qu'il n'avoit qu'une religion fausse et hypocrite, puisqu'à la face de l'univers il n'hésitoit pas de contracter amitié avec le plus grand ennemi de la chrétienté. François se disculpa en prouvant que ce n'étoit pas en haine de la guerre à Charles-Quint, mais parce que ce prince ne cherchoit qu'à envahir, et à tout troubler du côté de la Hongrie.

Afin de persuader de son zele pour la religion, et de mettre dans l'opinion une grande différence entre lui et François I, l'empereur porta la guerre à Tunis, tombée, ainsi que toute la côte de Barbarie, sous la puissance du corsaire Chérédin, dit Barberousse, devenu amiral de Soliman. Charles alloit y replacer Muley-Assem, qui avoit été détrôné par Chérédin, et qui promettoit de favoriser les chrétiens et leur religion. Il débarqua près de Tunis à la tête d'une armée de quarante mille combattans, emporta le fort de la Goulette, défit Barberousse, replaça Muley-Assem sur son trône, délivra vingt mille esclaves, qui le prônèrent dans toute l'Europe, assura dans ces mers une retraite à ses flottes, et rentra glorieux dans ses ports, lorsque la saison pluvieuse et les maladies de son armée l'eurent forcé à se rembarquer.

Le roi de France auroit pu profiter de son absence pour porter la guerre en Italie, qu'il ne perdoit pas de vue; mais il craignit de se donner mauvaise réputation chez les princes chrétiens, en molestant l'empereur, qui paroissoit se sacrifier pour la religion, et qui traversoit les mers pour aller attaquer les mahométans jusque dans un de leurs empires. Charles-Quint sut aussi l'arrêter par une feinte négociation au sujet du duché de Milan.

François Sforce venoit de mourir sans enfans. François I fut induit à croire que Charles pouvoit être engagé à rendre ce bel héritage à ses enfans, descendans de Valentine. Le rusé Espagnol en laissa percer des espérances, et fit entendre qu'il désiroit seulement que cet apanage allât au troisième fils

de François !. Le père vouloit le faire passer au second: petite difficulté qui pouvoit s'aplanir aisément; de sorte que le roi regarda cette affaire comme conclue, et qu'il rappela des agens qu'il avoit envoyés, tant en Allemagne qu'en Italie, pour y négocier des con-

fédérations contre l'empereur.

[1536] Mais il découvrit que, pendant que Charles l'amusoit d'espérances, il faisoit de tous côtés des armemens considérables, qui sembloient devoir se réunir en Italie, pour s'assurer du duché de Milan. François se mit en état de le prévenir, en entrant en Italie sous un autre prétexte. Depuis long-temps il étoit mécontent du duc de Savoie, Charles III, frère de la duchesse d'Angoulême sa mère, lequel, quoique fils d'une Françoise, Marguerite de Bourbon-Montpensier, se montroit tout dévoué à l'empereur, dont il étoit à la vérité beau-frère. Îl lui envoya, le président Poyet pour réclamer les comtés de Nice et de Piémont, comme héritages injustement retenus à sa mère. Comme on s'attendoit à un refus, l'armée, suivant de près le président, conquit en peu de jours toute la Savoie. Les François ne devoient trouver que de foibles obstacles pour s'avancer jusqu'à Milan, parce que l'empereur n'étoit pas encore prêt, et n'avoit de rassemblé qu'un petit corps de troupes, sous le commandement d'Autoine

de Lève, général aussi habile qu'adroit poli-tique. Malgré le coup porté au duc de Savoie son allié, l'empereur faisoit semblant de ne pas regarder la paix comme rompue, et entretenoit toujours ses négociations. Le roi, de son côté, se laissoit séduire aux espérances que Charles lui laissoit entrevoir de se rendre à ses désirs; de sorte qu'après s'être emparé de Turin et d'une partie du Piémont, prêt à recevoir la nouvelle que son armée s'étoit emparée de Verceil, dernière place du duc de Savoie sur la frontière du Milanez, et qui en faisoit partie avant la cession qui en avoit été faite au duc, il envoya ordre à Claude d'Annebaud son général de suspendre toute hostilité. Les Espagnols et les François avoient chacun devant eux une petite rivière. Le roi prescrivit à d'Annebaud de ne point passer la sienne, si de Lève se tenoit derrière celle qu'il couvroit. De Lève le promit par serment, et n'avoit garde de ne point accepter cette condition, parce qu'il n'étoit pas assez fort pour s'exposer dans la plaine intermédiaire; mais il profita habilement du loisir qu'on lui laissoit pour appeler auprès de lui les corps de troupes impériales dispersées en Italie, et se former une armée au moins égale à celle des François. Quand l'empereur se sentit en état non-sculement de se défendre, mais encore d'attaquer, il jeta lui-même

le masque et déclara la guerre avec des démonstrations d'orgueil et d'animosité trèsétonnantes de la part d'un homme reconnu jusqu'alors si habile à déguiser ses vrais sentimens, et à imposer extérieurement silence

à ses passions. En revenant de Tunis il avoit abordé en Sicile, s'étoittransporté en Italie, et se rendit à Rome, afin, disoit-il, de presser le pape d'indiquer un concile général, et de faire lui-même au souverain pontife, à ce sujet, les instances qu'il avoit promises aux protestans d'Allemagne. Il parut en plein consistoire, et y débita avec emphase un discours qu'il s'étoit plu à composer lui-même. Il commençoit par une énumération exagérée de tous ses efforts en faveur de la religion catholique, s'étendoit ensuite sur les obstacles qu'il avoit éprouvés de la part du roi de France; les tentatives de ce monarque pour soulever les princes d'Allemagne; les secours donnés aux protestans rebelles; les exhortations à l'empereur turc d'attaquer la Hongrie et de ravager les pays chrétiens; les écrits enfin disséminés avec profusion par les émissaires de la France dans les états impériaux, pour attirer au chef la haine des peuples, et le faire regarder comme auteur des guerres qui troubloient l'Europe, pendant qu'il n'avoit cessé de faire tous les sacrifices possibles à l'entretien ou au rétablissement de la paix, quandelle étoit troublée.

« Et encore à présent, disoit-il, j'en propose au roi de France trois moyens, dont je lui laisse le choix: 1º d'investir le duc d'Angoulême, son troisième fils, du duché de Milan, pourvu que je trouve sur cela mes sûretés, et qu'il commence par retirer son armée du Piemont; 2º je lui offre, pour épargner le sang chrétien, le combat corps à corps, à pied ou à cheval, sur terre ou sur eau, et même en chemise, à l'épée ou au poignard; 3º la guerre à outrance, que je ne discontinuerai pas que je ne l'aie rendu le plus pauvre gentilhoinme du monde. » Il vantoit ensuite sa force, sa puissance, ses nombreuses armées, insultoit les généraux et soldats françois, « si peu à craindre, disoit-il, que, si je n'en avois que de tels, j'irois tout à l'heure, les mains liées, la corde au cou, implorer la miséricorde de mon ennemi. » Il finit par exhorter le pape, le sacré collége, les princes chrétiens, dont les ambassadeurs étoient présens, de s'unir à lui contre l'allié des infidèles et le perturbateur du repos de la chrétienté. Paul III, qui avoit succédé à Clément VII, écouta, répondit à peine, et par des lieux communs, et termina la séance en faisant des vœux pour la paix, et en s'engageant à la neutralité.

Les ambassadeurs françois étoient confondus, ils ne s'attendoient à rien de semblable. Comme ils étoient gens de robe et d'église, ils ne marquèrent leur indignation que par leur air d'embarras: mais en sortant du consistoire ils se plaignirent aux ministres de l'empereur de cette insulte, et demandèrent que ce prince s'expliquât et déclarât si, en parlant du combat corps à corps, il avoit prétendu défier le roi. Ils répondirent que bien des choses avoient échappé involontairement à leur maître dans la chaleur du discours, et que des trois moyens proposés pour terminer entre le roi de France et lui, il ne falloit s'arrêter qu'au premier, qui étoit l'intention de donner l'investiture du duché de Milan à l'un des fils de France. L'empereur convoqua, à la sollicitation du pape, une seconde assemblée composée à peu près des mêmes personnes que la première. Il y dit que s n discours avoit été mal entendu, et plus mal encore interprété: « Car, dit M. Gaillard, historien de François I, en pareil cas ce sont toujours les auditeurs qui ont tort; ils ont manqué d'oreille ou d'intelligence. » Qu'il n'avoit point eu intention de défier le roi, et qu'il se garderoit bien de se hasarder contre un prince dont il connoissoit la bravoure, s'il ne survenoit un plus grand motif de combat. Par cette réserve de l'avenir, il crut sauver le

déshonneur de la rétractation présente; mais François I ne lui laissa pas cette ressource. Dans la réponse qu'il fit quelque temps après par un manifeste public, il le défia pour tous

les temps.

Un des ambassadeurs auquel l'empereur avoit promis un mois auparavant de donner le Milanez au duc d'Orléans, et qui avoit fait passer cette promesse au roi, s'avança comme il sortoit de l'assemblée, l'arrêta, et lui dit : « Sauvez-moi de la disgrace de mon maître : vous savez si je l'ai méritée. Je lui ai porté de votre part des paroles qui restent sans exécution. Est-ce votre faute? est-ce la mienne? Il m'accusera de précipitation ou d'infidélité. Faut-il qu'un ministre exact et zélé soit la victime des jeux de votre politique? Je demande, sacrée majesté, pour ma justification, que vous déclariez devant sa sainteté s'il n'est pas vrai que vous m'avez promis le Milanez pour le duc d'Orléans. » L'empereur avoua qu'il avoit fait cette promesse, mais sous des conditions qu'on n'avoit pas remplies. « On peut les remplir, répondit l'ambassadeur. - Cela est impossible, dit le prince. — Si vous les jugiez impossibles, répliqua l'ambassadeur, pourquoi les avez-vous prescrites? » Charles s'étendit en propos vagues, chercha une espèce de tort à l'ambassadeur lui-même, salua le pape, sortit, et peu de jours après partit

VI. 28

pour joindre son armée qui alloit entrer en France.

Elle étoit composée de cinquante mille hommes d'infanterie, Italiens, Allemands et Espagnols, et de plus de trente mille de cavalerie, sous le commandement d'Antoine de Lève, soldat de fortune, comme nous l'avons déjà dit, devenu habilé général, confident de l'empereur, et souvent son conseil. On croit que c'est lui qui traça le plan de cette guerre, et qui y excita l'empereur, se flattant d'être nommé vice-roi de France après la conquête, qu'il regardoit comme certaine. Cette persuasion se trouve exprimée dans des écrits qui furent alors répandus en France avec profusion. L'empereur y est appelé le Très-Grand, l'Africain, l'Invincible. S'es, écrivains citent de vieilles prophéties qui lui promettoient l'empire de l'univers, ou du moins celui de la France. Les esprits simples en étoient alarmés; et on vit, à la nouvelle de son entrée dans le royaume, une consternation pareille à celle que la captivité du roi avoit produite.

Pour Charles-Quint, il paroît qu'il ne dontoit plus de la conquête, du moins de la Provence, qu'il se plaisoit à regarder comme une possession sur laquelle il avoit des droits les plus legitimes. Cette province avoit fait partie du second royaume de Bourgogne; ce royaume avoit été possédé par les empereurs; donc c'étoit un démembrement de l'empire qui devoit être réuni à son trône. De plus, la seconde Jeanne, reine de Naples, issue de la première maison d'Anjou, qui possédoit la Provence, avoit adopté Alphonse, roi d'Aragon, dont Charles-Quint étoit arrière-petit neveu, donc la Provence lui appartenoit. Jeanne, à la vérité, avoit testé depuis en faveur du bon roi René, et Charles, comte du Maine, neveu de celui-ci, avoit légué la Provence à Louis XI. Mais, disoit l'Autrichien, l'adoption de l'Aragonois étant antérieure doit l'emporter sur l'adoption plus récente de l'Angevin; donc Charles ne feroit que revendiquer le sien en s'emparant de la Provence.

Dans cette persuasion, il avoit sans cesse sous les yeux la carte de cette province, par où il devoit commencer son invasion. Il l'appeloit avec complaisance son comté, et il inscrivoit d'avance sur un registre ceux de ses capitaines auxquels il devoit distribuer les terres des seigneurs provençaux qui refuseroient de se soumettre, et parloit de ses futurs exploits avec une jactance ridicule. Elle fut un peu rabattue par La Roche du Maine, gentilhomme françois renommé pour ses saillies, de la connoissance d'Antoine de Lève, et qui se trouvoit dans le camp impérial comme otage. Charles-Quint voulut, à plus d'une sin, qu'il assistàt à la revue de son ar-

mée. «Eh bien, lui dit-il, que vous ensemble?

— Je ne la trouve que trop belle et trop puissante, répondit La Roche; mais je suis assuré
que, si votre majesté se hasarde de passer les
monts, elle en trouvera bientôt une autre qui
la vaudra bien. — Je ne puis, dit l'empereur,
me dispenser d'aller visiter mes sujets de
Provence. — Ah! sire, s'écria La Roche, vous
les trouverez bien rebelles. » Le prince lui
ayant encore demandé « combien il y avoit
de journées jusqu'à Paris? — Si par journées, lui répondit La Roche, vous entendez
des batailles, comptez-en plus de douze, à
moins que vous ne soyez mis hors de combat
dès la première. »

Le pape travailla à suspendre l'orage qui menaçoit la France. Comme dans sa harangue au consistoire l'empereur avoit avancé que, si le roi vouloit retirer ses troupes du Piémont et rendre la Savoie, il donneroit au duc d'Angoulême l'investiture du duché de Milan, le souverain pontife lui fit demander par le cardinal Trivulce s'il tiendroit sa parole, en cas que le roi consentît à mettre les états du duc de Savoie en main tierce, dans les siennes, par exemple. Charles répondit fermement non. «Mais, représenta le cardinal, vous vous y êtes engagé en plein consistoire.—C'étoit, répliqua-t-il nettement, afin d'amuser le roi, et de le surprendre, comme il m'a amusé lui-

même en s'obstinant à demander l'investiture pour le duc d'Orléans, pendant qu'il surprenoit le duc de Savoie et s'emparoit de ses états. » Ce n'étoit pas le moment de tenter d'amener Charles-Quint à un accommodement; il étoit trop enflé de sa puissance, et se croyoit trop sûr de la victoire. Il la promettoit hautement à ses capitaines et à ses soldats, qu'il harangua en plein champ, et auxquels il montra comme unbutin assuré les dépouilles de la France.

François de son côté prenoit des mesures pour l'empêcher d'y pénétrer. Il avoit fait fortifier avec soin Turin, Coni et Fossano, dans l'espoir fondé d'arrêter quelque temps les ennemis en Piémont et de les y attaquer, lorsque leurs forces seroient immanquablement diminuées par les travaux et les fatigues des siéges qu'ils se trouvoient dans la nécessité d'entreprendre. François, marquis de Saluces, frère de Michel-Antoine, fut nommé par le roi son lieutenant-général dans ce pays, et chargé de l'exécution du plan projeté; mais l'appréhension de se voir peut-être dépouillé lui-même par l'empereur, et le désir de se le rendre favorable dans la poursuite du Montferrat, vacantalors par la mort récente du dernier des Paléologues, en firent un traître; non-sculement il approvisionna mal les villes confiées à ses soins, mais, à l'approche des Espagnols, il passa ouvertement dans leur camp, et leur remit l'état des hommes et des vivres qui se trouvoient en chaque place. D'après ces documens, de Lève, qui pouvoit calculer à jour fixe la durée de la résistance de chaque ville, vint assiéger Fossano. Mais elle trompa ses combinaisons, elle ne se rendit pas, quoiqu'il eût supputé qu'on ne devoit plus y trouver de vivres. Le marquis de Montpezat, qui y commandoit, vouloit gagner les trente jours que François I, instruit de la trahison de Saluces, lui avoit demandé de tenir. Il avoit économisé les vivres en conséquence. On étoit au vingt-quatrième jour, lorsqu'après des pourparlers indirects de capitulation, il menaça, si on ne la lui faisoit honorable, de s'ensevelir sous ses murs, et d'entraîner une grande partie des assiégeans dans sa ruine. Cette généreuse résistance des assiégés, l'incertitude des assiégeans sur leurs ressources, et la bienveillance d'Antoine de Lève pour La Roche du Maine qui étoit du nombre des officiers de la garnison, lui valurent la ca-pitulation qu'elle désiroit. Montpezat obtint de conserver six jours encore Fossano, et durant ce temps de tirer des vivres des assiégeans, car les siens venoient de finir. Ce fut à cette occasion que La Roche du Maine passa en otage dans le camp de l'empereur.

Cependant François I, forcé par cet inci-dent de changer son plan de défense, le forma sur celui de l'invasion. Elle devoit s'effectuer en même temps du côté de la Picardie par une armée de Flamands, et en Provence ou en Dauphiné par l'empereur lui-même. Aux premiers qui n'étoient pas extrêmement nombreux, et qui paroissoient plus destinés à ravager qu'à conquérir, le roi opposa le peu de troupes dont il pouvoit se passer dans le midi, et les mit sous les ordres du duc de Vendôme, avec commandement exprès de s'attacher à couvrir le pays autant qu'il seroit possible, et d'éviter tout engagement décisif. Claude de Guise, que le roi avoit élevé à la dignité de duc, devoit lui amener un renfort de Champagne si l'ennemi ne pénétroit point de ce côté.

Quand à l'irruption de l'empereur, le roi avoit déclaré qu'il iroit l'attendre au pied des Alpes; mais il fit réflexion qu'il seroit peut-être dangereux de risquer une bataille contre une armée fraîche à laquelle l'enthousiasme d'un premier succès pouvoit ouvrir le royaume et y jeter l'épouvante. On crut plus à propos de la laisser entrer sans coup férir, et de la ruiner en la harcelant et la privant de vivres. Rour cela le roi prit des mesures sûrds, mais funestes. Quand il fut assuré que l'empereur attaqueroit par la Rro-

vence, il résolut de la ravager depuis les Alpes jusqu'à la Durance, derrière laquelle il porta son armée; Montmorency en avant sous Avignon avec un gros corps de troupes, et lui-même à Valence avec le reste. De ces points partirent ces détachemens chargés de dévaster toute la Basse-Provence et d'en faire une solitude.

Entre les exécuteurs de cette cruelle commission, se remarque un capitaine Bonneval, dur, inexorable, insensible aux plaintes, aux gémissemens, aux supplications. Il avança dans le pays, y répandit ses soldats, fit avertir qu'on eût à porter dans les villes capables de résister à un coup de main, blés, vins, meubles, provisions de toute espèce, ordonna de chasser au loin dans les bois les bestiaux qu'on ne pourroit mettre en sûreté, d'abattre les moulins, de boucher les puits; et que, si on n'obéissoit pas à ses ordres, il viendroit lui-même les exécuter. En effet, en repassant dans les lieux qu'il avoit déjà parcourus, il renversa, détruisit, mit le feu, entretint l'embrasement et l'étendit au loin. Des villages entiers disparurent. Deux petites villes osèrent fermer leurs portes aux exécuteurs de Bonneval, il y entra de force et les saccagea avec la dernière cruauté. Quelques-uns des chefs employés à cette expédition eurent la bassesse de faire racheter aux habitans les effets qu'ils leur laissoient, et s'appliquèrent plus, dit un historien, à vider les bourses que les greniers ou les granges. Ainsi les princes sont souvent obéis.

Pendant que François I avoit à gémir des maux qu'il se croyoit obligé de causer à ses sujets, il lui arriva un malheur personnel qui lui causa le plus grand chagrin. Le dauphin François, jeune homme orné des plus belles qualités, celui d'entre ses enfans qui ressembloit le plus à son père et qu'il aimoit de préférence, venant au camp de Valence, fut attaqué d'une maladie aigue qui l'emporta en moins de quatre jours. Le triste monarque n'étoit alors que trop accoutumé à recevoir de fâcheuses nouvelles. On lui mandoit de Picardie que, malgré l'activité et les soins de Vendôme, les Flamands et les Brabançons y pénétroient. Il apprit du camp d'Avignon qu'un capitaine brave, mais imprudent, ayant obtenu de Montmorency, par importunité, la permission d'attaquer un parti ennemi, avoit été battu et fait prisonnier: échec dont Charles-Quint s'enorgueillit autant que François en fut mortifié.

Le monarque attendoit avec impatience ce fils bien-aimé, qui devoit rendre ses peines plus douces en les partageant. Sur le bruit d'une première indisposition, il s'étoit rendu à Lyon pour le voir, et il en étoit reparti tranquille, mais quand il vit entrer seul Jean, cardinal de Lorraine, frère du duc de Guise, qui devoit accompagner le prince, le premier mot du père, prononcé impétueusement avec l'air d'une inquiétude impatiente, fut: Comment se porte mon fils? Le prélat, qui tâchoit de se contraindre, balbutie quelques mots de danger, d'espérance. Ah! mon fils est mort, s'écrie-t-il, mon fils est mort. Vous voulez en vain ménager son malheureux père. Un morne silence, un torrent de larmes furent toute la réponse du cardinal. « La chambre, dit un historien de François I, retentit à l'instant de cris et de sanglots. Le roi se traîna mourant jusqu'à une fenêtre; et, levant les yeux et les mains au ciel, il pria pour ce fils, pour lui-même, pour son peuple. Il offrit à Dieu ce douloureux sacrifice avec la foiblesse d'un père, la segnicié d'un héros, et la piété d'un chrétien.

Il a été empoisonné! s'écria toute la France. Empoisonné, dirent les uns, par Catherine de Médicis sa belle-sœur, afin d'assurer le trône au prince Henri son mari, qui deviendroit dauphin. Empoisonné par l'empereur, afin que Henri, auquel, comme puîné, il avoit promis l'investiture du Milanez, devenant héritier immédiat de la cou-

ronne, il fût dispensé de tenir sa parole. Mais Catherine, qui s'est montrée depuis capable de grands crimes, l'étoit-elle déjà, àgée à peine de dix-sept ans? Que gagnoit Charles-Quint à se défaire d'un prince afin que l'élévation du suivant le déchargeat de l'obligation de donner l'investiture, pendant qu'il s'en trouvoit encore un après lui propre à la recevoir? Cependant cette dernière imputation fut accompagnée de circonstances capables de l'accréditer, et de graves soupcons s'accumulèrent sur un conite italien, Sébastien Montécuculli, échanson du prince. Il fut arrêté, et le roi, quand il se trouva un peu délivré de ses grandes affaires, voulut qu'il subît un jugement solennel. Son procès lui fut fait à Lyon, en présence des princes du sang, de tous les prélats qui se trouvoient dans cette ville, et des ambassadeurs étrangers. L'accusé avoua qu'il avoit mis de l'arsenic dans un vase plein d'eau préparé pour le prince, et qu'il la but effectivement; qu'il devoit attenter de même à la vie du roi et de ses deux autres fils; qu'il avoit été engagé a ce crime par Antoine de Liève et Ferdinand de Gonzague, généraux de l'empereur; et que par les questions que l'empereur lui avoit faites sur la manière de vivre du roi, et l'ordre qui s'observoit dans sa cuisine, il avoit cru que ce prince n'étoit pas

ignorant des intentions de ses confidens, et qu'en se prêtant à leur désir il obligeroit l'empereur lui-même. Montécuculli se mêloit de médecine. On trouva dans ses papiers un mémoire sur les poisons. Ses aveux furent les uns volontaires, les autres arrachés par la torture. On le condamna au supplice d'être tiré à quatre chevaux, et il expira dans ce tourment, après qu'on l'eut forcé de faire une réparation publique à Guillaume de Dinteville, seigneur Deschenets, premier maître-d'hôtel du roi, qu'il avoit accusé de quelque complicité, et qui néanmoins prit

quelque temps après la fuite. La mémoire de Gonzague n'est pas restée entachée de soupçon; mais celle d'Antoine de Lève n'en doit pas être exempte, si on croit ce qui se lit de lui dans un récit abrégé de sa vie, « qu'entretenant un jour l'empereur des affaires d'Italie, il osa lui proposer de se défaire, par des assassinats, de tous les princes qui avoient des possessions dans ces pays. Eh! que deviendroit mon ame? lui dit Charles-Quint. Vous avez une âme? repartit de Lève, abandonnez l'empire. » Cette anecdote est peut-être très-hasardée; mais elle a pu trouver créance dans l'idée qu'a laissée de lui ce général, qui ne fut jamais réputé délicat dans ses moyens de succès, et qui ne le dut le plus souvent qu'aux brigandages qu'il autorisoit dans ses soldats, auxquels il ne demandoit que de la valeur.

La maladie du dauphin le prit à Tournon très-subitement, pendant qu'en jouant à la paume, et excédé de soif et de chaleur, il buvoit un verre d'eau fraîche qu'il demanda imprudemment. On peut joindre à cette cause des excès qui l'énervoient trop habituellement, et qui le rendirent peu capable de supporter une attaque de pleurésie qui le frappa soudain. Si l'on veut qu'il soit mort empoisonné, et que Montécuculli ait été condamné justement, « on peut regarder cet Italien, dit toujours le même historien, comme un de ces monstres, moitié scélérats, moitié fous, qui, sans complices comme sans motifs, dans un accès de superstition religieuse ou politique, attentent à la vie des princes, croyant se faire un mérite auprès de leurs ennemis ou des mécontens, et troublent un état sans servir personne. » En regardant ce triste événement sous ce point de vue, l'empereur sera entièrement disculpé, d'autant plus qu'il montra un vif regret de la mort de ce jeune prince, qu'il avoit eu en otage et qu'il se piquoit d'aimer.

François I, ayant fait venir près de lui Henri son second fils, l'embrassa en pleurant, et lui fit, selon Mézeray, un long

discours, qu'un nouvel historien résume en ces mots: « Mon fils, vous avez perdu un modèle, et moi un appui. Le deuil universel justifie nos larmes et rend témoignage de la grandeur de notre perte. L'exemple de votre frère, leçon la plus utile pour votre âge, vous eût guidé dans la carrière de l'honneur. Que sa mémoire vous inspire et vous conduise: héritier de son rang, soyezle de ses vertus naissantes : elles eussent fait ma joie; que la vôtre fasse ma consolation. Imitez votre frère, surpassez-le, s'il est possible; vous ne me le ferez jamais oublier, faites-m'en toujours souvenir. » La cour étoit présente et fondoit en larmes ; le prince paroissoit pénétré. Le roi, attendri, sembla un moment s'abîmer dans la douleur; mais il se sit bientôt violence pour se livrer tout entier à la défense de son royaume. Le jeune dauphin demanda et obtint la permission d'aller faire ses premières armes contre l'empereur; le roi lui-même quitta son camp de Valence et s'avança vers celui d'Avignon, sur le bruit que Charles-Quint répandit avec affectation qu'il alloit l'attaquer.

Mais c'étoit une ruse pour cacher son départ devenunécessaire. Après s'être promené en Provence sans éprouver aucun obstacle, il parut vouloir s'attacher au siège de Marseille, où s'étoit renfermée la brave garnison

de Fossano. Le blé manqua à son armée, et quand, à force de recherches, on en trouvoit échappé à la vigilance des exécuteurs de Bonneval, il n'y avoit pas de moulin pour le moudre. Un grand convoi qu'on lui envoyoit de Toulon fut pris, et il se trouvoit dans une grande perplexité. Disette absolue d'argent, point de vivres. Heureusement André Doria lui en apporta une petite quantité, sussisante cependant pour une marche hâtive; aussitôt il preud son parti, charge son artillerie etses grosbagages sur les galères du Gênois, et lui-même prend le chemin de l'Italie avec plus de précipitation qu'il n'avoit mis de célérité à venir. Ses soldats consternés, languissans de faim et de maladie, fuyoient, jetant leurs armes pour courir plus vite. Les paysans embusqués dans les montagnes les ramassoient et s'en servoient contre ceux qui avoient attiré sur eux la misère et la désolation. Point de grâce; celui qui se rendoit étoit égorgé comme celui qui osoit se défendre. Charles-Quint, au rapport de tous les historiens, fit dans cette retraite une perte immense, supérieure peut-être à celle du connétable de Bourbon dans les mêmes lieux et les mêmes circonstances. Le roi vouloit le poursuivre en personne; Montmorency, sculdu conseil, s'y opposa. Il remontra qu'il étoit inutile de se donner des peines pour défaire une armée qui se détruisoit d'elle-même, et qu'il seroit dangereux de la provoquer, parce qu'elle n'étoit pas encore tellement diminuée et affoiblie, qu'elle ne pût, dans un moment de désespoir, tourner tête et faire courir des risques à ses vain-

queurs.

Du côté du nord les Flamands avoient aussi pénétré en France sous la conduite de Henri , comte de Nassau. Ils avoient emporté Guise, ravagé la Picardie, et mis enfin le siége devant Péronne, le dernier rempart qui les empêchât de pénétrer jusqu'à la capitale. Robert de La Marck, maréchal de Fleuranges, s'y étoit jeté, déterminé à défendre jusqu'à la dernière extrémité ce poste important; et le roi, à la nouvelle du danger de la ville, détacha de son armée un gros corps de cavalerie et dix mille hommes de pied, qui partirent à grande hâte; mais Péronne étoit déjà délivrée quand ils arrivèrent. Elle avoit été attaquée avec toutes les ressources de l'art connues dans ce temps. Les ennemis tirèrent jusqu'à dix-huit cents coups de canon par jour; ils firent sauter des tours entières par la mine, et notamment la tour si renommée où Charles-le-Simple et Louis XI avoient été enfermés; ils lancèrent des feux qui embrasèrent les maisons, et donnèrent plusieurs assauts qui les introduisirent dans la ville, mais pour

la perte de ceux qui y pénétrèrent. Les habi-tans, quoique pressés par la faim, ne parlèrent jamais de se rendre; ils secondèrent merveilleusement le peu de troupes qu'on avoit pu faire entrer dans la ville, et partagerent glorieusement avec elles les honneurs de la victoire. Après une attaque trèschaude, les ennemis repoussés dressèrent encore le soir les échelles contre les murs, comme s'ils se proposoient de recommencer pendant la nuit; mais le matin on ne les vit plus. Ils évitèrent par cette ruse le danger d'être poursuivis par la garnison et par le duc de Vendôme, qui venoit d'opérer sa jonction. Les Parisiens donnèrent aussi des marques de bonne volonté à l'approche de l'ennemi qui les menaçoit; ils firent offre de prêter leur artillerie, qui étoit nombreuse, et d'entretenir dix mille hommes tant que les ennemis seroient sur la frontière.

L'empereur s'en alloit tristement le long de la mer avec les débris de son armée, toujours en crainte jusqu'à ce qu'il l'eût réfugiée dans Gênes. Peu s'en fallut même que cette ressource ne lui manquât, parce que des capitaines françois, qui étoient restés dans les places du Piémont, joints à quelques bandes d'Italiens de leur parti, y faisoient encore la guerre avec quelque avantage, et s'approchèrent de cette ville, où ils entretenoient une faction qui devoit leur y livrer passage. Heureusement pour Charles-Quint qu'ils furent trahis par un transfuge qui prévint la faction contraire, et l'entreprise échoua. S'ils avoient réussi, l'empereur se seroit trouvé en grand danger entre les François du Piémont et ceux du camp d'Avignon, que le roi avoit envoyés à sa poursuite et qui le harceloient de près. Il s'embarqua à Gênes avec ce qu'il put charger de troupes sur les galères de Doria, incertain s'il les accompagneroit en Italie, ou s'il gagneroit l'Espagne : il se décida pour ce

dernier parti.

La mer lui fut aussi défavorable que la terre. Une tempête furieuse battit sa flotte et engloutit six de ses galères qui portoient tous ses équipages. Dans ce désastre, il se piqua de faire du moins bonne contenance. Il écrivit aux princes protestans d'Allemagne, dont il craignoit quelque soulevement quand ils le croiroient battu, que sa retraite n'étoit qu'un stratagème dont on verroit bientôt l'heureux esfet. Il fit la même considence au roi d'Angleterre ; celui de France envoya à Henri VIII, pour lui faire connoître la vérité, un capitaine témoin de la déroute de l'armée impériale, dont le désordre passoit le jeu d'un simple stratageme.

Ce même envoyé étoit chargé de préveuir lemonarque anglois du mariage de Madeleine,

fille de France, avec Jacques V, roi d'Ecosse. Le père de ce prince avoit été tué, comme nous l'avons dit, en 1513, dans une guerre entreprise par lui pour la cause de Louis XII. Le fils, apprenant le danger où se trouvoit la France, embarqua seize mille hommes. Deux fois repoussée par les vents contraires, sa flotte aborda à Dieppe. A la nouvelle qui se répandit que le roi alloit livrer bataille, il laisse ses troupes, et vient en poste pour s'y trouver. Ce dévouement fit passer le roi sur la crainte de mécontenter l'Anglois, à qui -une alliance si étroite entre la France et l'Ecosse pouvoit porter ombrage : il se crut obligé du moins à une politesse à son égard. Le jeune roi rencontra à Lyon son futur beau-père; il revenoit de la Provence, qu'il avoit parcourue en partie, distribuant des secours aux malheureux, et accordant tous les dédommagemens que les circonstances mirent enson pouvoir. Il accompagnoit ses libéralités d'un ton affectueux, de démonstrations de seusibilité, plus touchantes, plus propres que le don même à faire naître la reconnoissance. Arrivé à Paris il y renouvela les actions de grâces qu'il avoit déjà publiquement faites à Dieu pour le succès de ses armes, et sit célébrer le mariage entre le roi d'Ecosse et sa fille.

[1537] La guerre continuoit en Piemont

avec des succès variés. Le marquis du Guast, successeur d'Antoine de Lève, qui étoit mort dans l'expédition de Provence, et non moins habile que lui sous les armes et dans le conseil, y commandoit pour l'empereur. Il paroît que d'Humières, qui commandoit en Italie pour le roi, n'avoit pas les qualités propres à lutteravantageusement avec un pareil adversaire, et quand il les auroit eues, elles auroient été entravées par le défaut d'argent où on le laissa, et par l'indocilité des lansquenets, qui faisoient la majeure partie de son armée. Aussi fut-il surpris, trompé, battu et forcé de rentrer en Dauphiné, après avoir laissé en Piémont des garnisons qui se rendirent l'une après l'autre. François I ne fut pas plus heureux dans ses négociations avec les princes italiens; tous refusèrent de se déclarer contre l'empereur. Ils vouloient du moins observer la neutralité; mais les Vénitiens firent plus: ils joignirent leurs troupes aux armées impériales. Cette démarche détermina le roi à faire une alliance offensive et défensive avec Soliman, empereur des Turcs. Le sultan s'engagea à envoyer une armée sur les côtes de Naples, pour faire une diversion pendant que le roi de France attaqueroit le Milanez.

Ce n'étoit pas l'ambition seule qui divisoit François et Charles, mais une haîne et une animosité personnelle. Celui-ci ne cessoit de rappeler au premier sa prison, et, tant pour cette raison qu'en vertu de la dignité impériale, il affectoit une supériorité quelquefois insultante. François voulut faire connoître, ourappeler au souvenir des peuples qu'il avoit aussi des droits qui le mettoient lui-même au-dessus de ce dédaigneux rival. Il tint un lit de justice au parlement. Les princes du sang, les pairs, beaucoup de prélats et de seigneurs distingués y assistèrent. En présence de cette auguste assemblée, l'avocat du roi, portant plainte contre Charles d'Autriche, possesseur des comtés de Flandre, d'Artois et de Charolois, relevant de la couronne de France, et le dénonçant comme coupable d'exces criminels envers le roi son seigneur, réclama contre l'abandon qui avoit été fait de la suzeraineté de ces fiefs dans les traités de Madrid et de Cambrai. Il établit que cet abandon étoit nul, en ce que ces provinces avoient toujours relevé de la couronne, et en ce que Charles avoit porté lui-même atteinte aux traités dont il appuyoit ses prétentions. Charles une fois replacé en la condition de vassal, il le rechercha comme ayant porté la guerre sur le territoire de son seigneur, et autorisé une conspiration contre sa vie et celle de ses enfans ; d'où il conclut par requérir la confiscation de ses fiefs, comme la juste peine due à sa forfaiture. L'arrêt qui suivit fut conforme aux conclusions du plaidoyer; il déclara Charles coupable de félonie, ordonna la saisie des terres dont il devoit l'hommage, et lui enjoignit de comparoître enpersonne à la cour des pairs pour y rendre compte de sa conduite. Le roi lui fit signifier la sommation par unhéraut, et lui envoya en même temps un sauf-conduit. Charles le rejeta avec indignation, et dit d'un ton irrité: « J'irai, j'irai, et si bien accompagné, que je forcerai le roi à se repentir des violations perpétuelles qu'il se permet à l'égard des traités de Madrid et de Cambrai. Aussitôt il envoya ses lieutenans ravager la Picardie. »

Le roi se mit en campagne, repoussa les ennemis, prit lui-même Hesdin, ville importante alors, et en fortifia plusieurs autres, qu'il crut sussissantes pour arrêter l'ennemi s'il tentoit des incursions ultérieures. Sur cette assurance, il sépara son armée. Les ennemis reparurent et prirent des places. Le roi revint, les reprit et se rendit maître de plusieurs autres. Il pouvoit pousser ses conquêtes plus loin: mais Marie, reine douairière de Hongrie, sœur de l'empereur, et gouvernante des Pays-Bas après la mort de Marguerite leur tante, demanda et obtint une suspension d'armes de trois mois pour son gouvernement, et la promesse que le roi

ne se refuseroit pas à accorder une trève plus générale, qui pourroit amener à la paix.

On croit que le motif qui fit abandonner à François I ses espérances de ce côté fut la malheureuse passion de conquérir le Milanez, qui le tourmentoit toujours. Il tira de Flandre ses principales forces, et les envoya en Italie sous la conduite de Montmorency, que le dauphin accompagna. Le maréchal força le pas de Suze, quoique défendu par dix mille Espagnols, ravitailla Pignerol et Turin qui tenoient encore, s'empara même de quelques villes, et faisoit reculer du Guast devant lui, lorsqu'il fut arrêté dans ses succès par les ordres du roi qui annonçoit son arrivée prochaine, et qui ne vouloit pas qu'on agît sans lui. Bientôt, en effet, pour donner plus de chaleur à la guerre , il passa les monts luimême ; et, lorsqu'il étoit à la veille, et presque assuré de grands succès, il fit une trève de trois mois pour ce pays, comme il avoit fait pour la Flandre. Elle fut suivie d'une autre de six, qui devoit commencer au milieu du mois de février de l'année suivante.

Cet intervalle donnoit du temps aux négociations qui s'entamoient de plusieurs côtés, sur les frontières, dans les cabinets des rivaux et des alliés. Les princes belligérans, apparemment également fatigués de la guerre, ne se refusoient à aucune ouverture; mais François I, en attendant l'issue, auroit pu profiter de ses avantages, et les augmenter pour faciliter la paix. Il s'excusa de son inaction sur ce que Soliman, qui devoit attaquer le royaume de Naples, ne s'y étoit pas pré-senté. Le sultan répondoit qu'étant prêt à y débarquer des troupes nombreuses, il avoit appris que le roi, dont les hostilités en Italie devoient le précéder, s'amusoit à guerroyer en Flandre. A la vérité François se porta de sa personne en Italie, comme on a vu, mais trop tard pour profiter de la bonne volonté de Soliman, qui se borna à en faire insulter les côtes par Barberousse son amiral, et qui, prêt à entrer lui-même en Dalmatie à la tête de cent mille hommes se retira fort piqué, sur la nouvelle des négociations et des trèves qui se préparoient.

[1538] Le pape Paul III profita de la trève pour tâcher de réconcilier ces deux ennemis acharnés. C'étoit une opinion assez bizarre que de croire pouvoir aboucher sans risque deux hommes qui, après les insultes qu'ils s'étoient faites, devoient, selon les lois de la chevalerie, qu'ils se targuoient de suivre l'un et l'autre, ne se voir que la lance en arrêt et l'épée au poing. Cependant le pontife les disposa à se rendre tous deux à Nice, ville que tenoit encore le duc de Savoie, pour y conférer, et il s'y transporta lui-même comme

médiateur. François I le désiroit. Charles-Quint n'y marquoit pas d'aversion; mais il craignoit que, dans une entrevue, le roi ne lui demandât trop affirmativement une décision sur le duché de Milan, et d'autres articles qu'il n'étoit pas disposé à accorder. Cela fit que les deux princes restèrent dans les environs de Nice et ne s'y virent point. Cependant le saint Père négocia assez heureusement pour les faire consentir à une trève de dix ans, qui, par la nature des choses, fut conclue aux dépens du malheureux duc de Savoie, dont presque toutes les places étoient au pouvoir des François, comme celles du Milanez entre les mains des Espagnols. C'est tout ce que put obtenir le pape, qui avoit espéré une paix définitive, et qui, dans cette vue, quoique âgé et infirme, avoit entrepris ce long et pénible voyage. Il avoit encore essayé, mais sans plus de succès, de faire concorder les deux princes à l'ouverture de ce concile général; qui avoit été autrefois si inutilement demandé à son prédécesseur Clément VII, qui étoit indiqué en ce moment par lui à Mantoue, puis à Vicence, sur le refus du duc, et qui étoit toujours provoqué en vain.

Quand Charles-Quint fut assuré par la signature de la trève qu'il ne seroit pas exposé à des demandes embarrassantes, il fut moins

VI.

éloigné de voir le roi. Cependant il remonta sur sa flotte pour se rendre en Espagne Mais, en passant près de l'île Sainte-Marguerite, il y aborda, soit volontairement, soi que le vent l'y eût poussé malgré lui, et si témoigner à François, qui se trouvoit alors à Avignon, le désir qu'il auroit de l'embrasses à Aigues-Mortes. La première entrevue fu suivie d'entretiens particuliers, dans lesquels se remarquoient tous les dehors de la con-fiance et d'une amitié vraiment fraternelle On ne peut douter que François n'agît franchement, et il donna de sa sincérité des preuves trop imprudentes, s'il est vrai que, dans l'abandon de la conversation, il ait confié à son beau-frère le secret de ses intelligence avec les protestans d'Allemagne et le ro

[1539] On peut citer de sa bonne foi une autre preuve plus positive dans le refus qu'i fit de secourir les Gantois révoltés contre l'empereur : ils promettoient au roi de persévérer dans l'alliance qu'il contracteroitave eux, donnoient des sûretés à cet égard, e s'engageoient à lui gagner bientôt la Flandre entière, moyennant les intelligences qu'ils avoient dans les autres villes. Les membres du conseil exhortoient le monarque à accepter cette offre, et lui remontroient que, loir de s'en faire scrupule, c'étoit son devoir

comme seigneur suzerain, de protéger les sujets des pays hommagés, et qu'il y étoit d'autant plus obligé que la saisie de la Flandre, faite dans le lit de justice de Paris, n'avoit pas été levée, et que ce ne seroit que se mettre en possession d'un bien légitimement acquis. Mais, contre cet avis presque unanime, le roi, dirigé par Anne de Montmorency, en l'austère probité duquel il avoit mis la plus entière confiance, et qu'il venoit d'élever à la dignité de connétable, objecta la signature de la trève, et dit « qu'il estimoit plus sa parole donnée librement que l'empire de l'univers. » Non-sculement il rejeta donc la prière des révoltés, mais il envoya leurs lettres à l'empereur, et cut ce qu'on peut appeler la bonhomie de joindre des avis sur ce que son beau-frère devoit faire pour les dompter,

Charles le savoit aussi bien que lui; c'étoit d'arrêter l'embrasement avant que l'incendie fût trop étendu. Pour cet effet, sa présence en Flandre étoit absolument nécessaire, et la circonstance exigeoit la plus grande célérité. Mais comment s'y rendre si promptement d'Espagne, où il étoit? Par l'Océan! les tempêtes pouvoient le retarder, le jeter peut-être sur les côtes des rebelles, ou sur celles de l'Angleterre, dont le roi n'étoit pas fort de ses amis. Passeroit-il par la Méditerranée?

Mais de l'Italie où il aborderoit, il faudroit traverser l'Allemagne, où les princes protestans pouvoient lui causer de grands retards, s'ils ne faisoient pas pire. Tout combiné, il jugea qu'il n'y avoit point de passage plus court et plus sûr que la France, et «qu'il lui seroit, dit Mézeray, plus facile de gouverner le roi, dont il connoissoit le naturel franc et facile, que non pas les vents, les Allemands

et les Anglois. »

Il s'en ouvrit à l'ambassadeur de France, qui étoit à sa cour, et lui dit de faire passer sa proposition au connétable, qui exercoit une autorité absolue sur tous les ministres, et que sa probité même rendoit plus susceptible d'être abusé. Il insinua, mais sans s'engager par écrit, qu'il donneroit l'investiture du Milanez à Charles, duc d'Orléans, second fils de François I, en l'unissant avec sa fille ou avec sa nièce, et que la célébration du mariage pourroit se faire à Metz ou à Cambrai aussitôt que la Flandre seroit pacifiée. On agita dans le conseil si on exigeroit des gages de sa promesse, comme seroient des otages, et lesquels on demanderoit. Il ne pouvoit y en avoir de meilleur que le duché lui-même, d'où l'empereur feroit sortir ses troupes et qu'il remettroit à celles duroi. Montmorency presque seul s'opposa à cette précaution, qu'il représenta comme indigne de la magnanimité

du roi. François I, porté à tout ce qui étoit grand et généreux, adopta l'avis du connétable, et donna au voyageur toutes les sûretés qu'il désiroit. Il envoyases deux fils au-devant de lui jusqu'à Bayonne, et y auroit été luimême, s'il n'avoit été retenu par les restes d'une incommodité grave qui le frappa d'une manière alarmante, et qui étoit la suite honteuse d'excès déshonorans pour tout homme, et à plus forte raison pour un roi : il se contenta d'aller au-devant de son hôte jusqu'à Loches.

La magnificence des réceptions qu'on lui fit dans tous les lieux de son passage, grandes chasses, festins, tournois, spectacles, fêtes de toute espèce, coûta quatre millions à la France. Au milieu de ces plaisirs, on lui re-marquoit toujours un air d'inquiétude : il est difficile qu'un trompeur ne craigne pas d'être trompé. Tout l'alarmoit : le duc d'Orléans, presque encore enfant, s'élançant un jour par vivacité sur la croupe de son cheval, et jetant les bras autour de lui, dit : « Je vous fais mon prisonnier. » Cette saillie le troubla; on le vit pålir. Il ne put pas non plus dissimuler sa crainte sur ce que le roi lui dit un jour comme par plaisanterie, en lui montrant la duchesse d'Etampes sa maîtresse : « Voyez-vous, mon frère, cette belle dame, elle est d'avis que je ne vous laisse pas sortir de Paris que

vous n'ayez révoqué le traité de Madrid. » Charles fronça le sourcil, et répondit froidement. « Si l'avis est bon, il faut le suivre.» Mais le lendemain, comme la duchesse lui présentoit à l'ordinaire la serviette après avoir lavé ses mains pour se mettre à table, il tire habilement un très-beau diamant de son doigt, et le laisse tomber comme par mégarde; la duchesse le ramasse et le lui présente: « Gardez-le, lui dit-il galamment, je suis trop heureux d'avoir l'occasion d'orner une si belle main. »

Les conseils ne manquoient pas au roi; il en reçut même un indirect, mais très-clair, d'un fou qu'il avoit à sa cour, nommé Triboulet. Cet homme portoit un livret sur lequel il inscrivoit le nom de ceux qui, selon son jugement, faisoient quelques étourderies ou fausses démarches: il l'appeloit le Journal des Fous. Quand il sut l'arrivée de l'empereur en France, il l'inscrivit sur son livre. Le roi l'ayant appris, lui dit: « Que feras-tu si je le laisse passer? — J'effacerai son nom, répondit Triboulet, et je mettrai le vôtre à sa place. »

Le moins qu'on dût tirer de l'empereur étoit la promesse écrite de l'investiture du Milanez. Tout le conseil inclinoit pour la demander, et, de ce que le prince ne l'offroit pas lui-même, on devoit concevoir des soupcons, le roi surtout lui ayant donné l'exem-ple des procédés usités entre gens de bonne foi dans ces sortes de circonstances. Car lorsqu'il envoya ses deux fils à Bayonne, Montmonrency les présenta à l'empereur comme otages, quoiqu'il ny eut aucune convention à cet égard. A la vérité, Charles répondit qu'il les recevoit, non pour les envoyer en Espagne, mais pour les garder auprès de lui comme compagnons de voyage. Pouvoit-il parler autrement puisqu'il étoit déjà en France; et n'auroit-il pas dû, pendant le cours de son voyage, offrir de lui-même ce qu'on avoit la politesse et l'imprudente discrétion de ne pas exiger? Non-seulement il ne le fit pas; mais on dit même que, lorsque le connétable lui en fit l'insinuation dans une fête qu'il lui donna à Chantilly, il ne répondit que par des équivoques, et que Montmo-rency, qui étoit encore en état de réparer sa faute par un meilleur conseil, se contenta de montrer quelque mécontentement, et persista à soutenir que tout acte qui outre-passeroit auprès de l'empereur les moyens de persuasion seroit déshonorant pour le roi.

Arrivé dans les Pays-Bas, sa présence, l'intimité apparente de ses liaisons avec la France, sa force, une diminution d'impôts, des adoucissemens dans la perception, des grâces et des promesses eurent bientôt apaisé

les troubles. Tant qu'il fut occupé de ces soins, le roi ne lui demanda rien; mais, sitôt qu'il en fut débarrassé, François lui fit rappeler les espérances dont il l'avoit bercé. L'empereur s'excusa d'abord sur l'impossibilité où il s'étoit trouvé d'amener son frère à abandonner, avec sa fille, ses prétentions sur le Milanez; mais il offroit en remplacement sa propre fille, à laquelle il donnoit les Pays-Bas en dot, sous la condition que le roi rendroit au duc de Savoie ses états, qu'il renonceroit à ses droits sur Milan, et que le jeune prince seroit élevé à sa cour. Il proposoit de fortifier cette alliance par celle de son fils avec l'héritière de Navarre, ce qui, selon lui, devoit éteindre tous les sujets de discorde que cette petite puissance intermédiaire pourroit occasionner entre eux. Mais, sous une apparence d'avantage rien n'étoit si insidieux que ces propositions. Si l'une, en effet, des deux parties que la première alliance devoit unir venoit à mourir, ou s'il ne provenoit pas d'en-fans de leur mariage, la France perdoit gratuitement et la possession du Piemont et ses droits sur le Milanez; et si même le dauphin fût venu à mourir, l'héritier présomptif de la couronne se seroit trouvé entre les mains de l'empereur, au grand danger de l'Etat. Enfin, par la seconde alliance, il auroit été possesseur non contesté non-seulement de la

Navarre, mais encore du Béarn, des pays de Foix et d'Albret, et d'une partie considérable de la France méridionale; aussi le roi déclara-t-il s'en tenir aux premières promesses et insista-t-il sur leur exécution. Ce fut alors que Charles répondit froidement : « Je ne m'en souviens pas»; et comme l'ambassadeur le pressoit un peu vivement, il lui dit sechement: « Qu'on me montre un écrit, » et lui tourna le dos. Le roi, atterré par cette réponse, eut de la peine à la croire, et revint comme d'un songe. Il exila Montmorency, et disgracia ceux des seigneurs qui avoient le plus fortement appuyé son opinion. Mais, à raison de l'embarras où se seroit trouvée la France si la guerre se fût rallumée, il fut forcé de dissimuler son mécontentement contre l'empereur et d'affecter au contraire avec lui une liaison étroite qui achevoit de le perdre dans l'esprit de ses anciens alliés, Soliman, Henri VIII et les protestans d'Allemagne. On remarqua que, depuis ce temps, il devint sujet à des accès de mélancolie, qui changerent son caractère naturellement gai et le rendirent difficile dans son domestique.

Les procédés subséquens de Charles-Quint ajoutèrent au chagrin que François avoit de s'être laissé tromper. L'empereur, ne doutant pas que le roi ne cherchat les moyens de le punir de sa perfidie, s'appliqua à le prévenir, et tâcha de susciter à son rival des ennemis entre les princes que le monarque pouvoit intéresser à sa cause. Des agens habiles, et par lui façonnés à la calomnie, furent envoyés à Rome, en Allemagne, en Angleterre. Ils dirent au pape Paul III que, pendant l'entrevue d'Aigues-Mortes, leroi avoit fait son possible pour détourner l'empereur de donner Marguerite, sa fille naturelle, à Octave Farnese son petit-fils. Les envoyés aux princes protestans d'Allemagne étoient chargés de leur rappeler que le roi, qui affectoit de la considération pour eux, les détestoit dans le fond, puisqu'il faisoit brûler leurs frères dans son royaume, et même, ajoutoient-ils, il a promis à l'empereur de l'aider contre vous. Les agens qui se glissèrent auprès de Henri VIII l'assurèrent que le roi de France faisoit espérer au pape de transporter une armée formi-dable en Angleterre, pour le forcer à rentrer dans le sein de l'église romaine ou partager son royaume; et ils appuyoient cette étrange imputation par la révélation de quelques imprudentes confidences faites par François à Charles, à Aigues-Mortes; moyen sûr de pi-quer l'Anglois, quand même ces délations n'auroient roulé que sur des secrets peu importans. Dans ces sortes d'affaires une petite indiscrétion reconnue en fait soupçonner de plus grandes que l'on cache. Le roi, de son côté, envoya des ambassadeurs à plusieurs cours. Ceux qu'il adressa aux rois de Suède et de Danemarck conclurent avec ces princes des traités, les premiers que la France ait faits avec les puissances du Nord. Les commissaires qu'il accrédita auprès des diètes de Spire et de Ratisbonne ne furent pas si heureux; ils ne purent faire refuser à l'empereur les secours qu'il leur demandoit pour Ferdinand son frère, roi de Hongrie, contre Soliman, qui pénétroit rapidement dans ce

royaume.

[1541] Dans l'embarras où le mettoit cette incursion, Charles-Quint étoit inquiet des intelligences que son rival entretenoit avec le sultan, et qu'il commençoit à lier avec les Vénitiens. Il désiroit fort en pénétrer le secret. La chose étoit difficile; mais rien n'embarrasse quand on est déterminé au crime. Il découvrit que deux négociateurs, l'un nommé Antoine de Rincon, gentilhomme de la chambre du roi, né Espagnol; l'autre, César Fregose , Génois , partoient pour Venise et Constantinople. Afin de se garantir de la chaleur et de la fatigue du voyage, ils s'étoient embarqués sur le Pô, malgré l'avis que Guillaume du Bellai de Langey, gouverneur pour le roi en Piémont, leur avoit donné de se défier de quelques embûches. Du Guast, qui commandoit pour l'empereur dans ce même pays, fit attaquer leur bateau par un détachement de ses troupes. Soit en se défendant, soit indiqués personnellement aux assassins, ils furent tués, et on pilla leurs bagages. On croyoit y trouver leurs instructions; mais Langey avoit pris la précaution de les retenir, et il les envoya par une voie plus sûre à leur destination.

Le roi fit solennellement demander à Charles réparation de cet outrage, et menaça de lui déclarer la guerre, s'il ne le contentoit pas sous quatre mois. Cette sommation eut lieu à Lucques, où le pape étoit avec l'em-pereur. Le pontife l'exhorta à finir par quelque satisfaction une querelle qui alloit embraser l'Europe, et du moins à désavouer son général; mais, loin de le désavouer, il le justifia. Les deux hommes tués, dit-il, n'avoient pas pris la qualité d'ambassadeurs. Naviguant pour ainsi dire à la dérobée, quoi-qu'avec un assez nombreux équipage, du Guast les a pris pour des gens à mauvais dessein. Il a envoyé des soldats chargés de les arrêter. Ils se sont défendus. Dans le tumulte de la rixe, des coups portés au hasard sont tombés sur les voyageurs les plus apparens, qui ont été malheureusement victimes de leur précaution clandestine.

Si Charles-Quint éprouva quel ue repentir de ce double meurtre, ce fut sans doute parce qu'il fut inutile, puisque, par la prévoyance de Langey, les papiers dont il espéroit tirer des lumières ne se trouverent pas avec eux. Quant aux hostilités dont le menacoit François 1, loin de les craindre, on croit qu'il désiroit que le roi de France les commencât, afin de ne paroître qu'en revauche dans une nouvelle expédition qu'il méditoit contre la Provence, opiniâtrément et aussi infructueusement acharné à la conquête de cette province que son rival à celle du Milanez. Dans cette intention, ou dans celle de faire une diversion contre Soliman, il préparoit, sous le commandement de Doria, une flotte considérable, qu'il destinoit, publioit-il, contre les pirates d'Afrique qui infestoient les côtes d'Espagne. Il la chargea de vingtquatre mille hommes, l'élite de ses troupes. Prêt à mettre à la voile, il apprit que les intelligences qu'il avoit conservées en Provence étoient les unes déconvertes et les autres peu propres à l'aider. Reprenant donc sa première destination contre les infidèles, qu'il avoit fait sonner haut auprès des puissances chrétiennes, il appareilla de Porto-Venere dans le territoire de Genes, et tourna ses voiles contre Alger. Mais à peine étoit-il descendu sur cette plage funeste, et avant qu'il eût débarqué ses vivres et ses tentes, qu'un orage terrible inonda tout son camp, et qu'une tempête

VI.

également désastreuse brisa une partie de ses vaisseaux, et les contraignit de se réfugier dans une baie éloignée d'Alger de quatre journées. Avant d'avoir pu livrer le moindre combat, il fallutsonger à la retraite. L'armée, chargée de malades et de blessés, privée de vivres, retardée par des torrens, et continuellement harcelée par les Arabes, ne put parvenir à sa destination qu'avec une perte considérable; et quand elle eut regagné ses vaisseaux, une autre tempête les dispersa de nouveau et les força de relâcher sur diverses côtes. L'empereur lui-même fut contraint d'aborder en Afrique, où les vents contraires, empêchant qu'on eût de ses nouvelles, firent craindre pendant quinze jours qu'il ne fût englouti. Il perdit quinze galères, cent soixante bâtimens de transport, et ramena à peine en Espagne un tiers de cette armée, peu de jours auparavant si florissante.

expédition, à laquelle il employa ses forces les plus redoutables, que dans la confiance que François seroit trop scrupuleux pour attaquer ses états pendant qu'il étoit occupé contre les infidèles. En effet, ou par ce pieux motif, ou parce que le roi n'étoit pas encore prêt, ce ne fut qu'après le retour de l'empereur qu'il déploya ses intentions et ses forces: outre une petite armée d'observation en Pi-

cardie, sous le commandement d'Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, il mit sur pied deux grandes armées destinées l'une contre le Roussillon, commandée par le dauphin, l'autre contre le pays de Luxembourg, sous les ordres du duc d'Orléans, second fils du roi. On connoît les anciens droits de Louis XI sur le Roussillon: Charles VII son père en avoit d'à peu près égaux sur le Luxembourg, revendiqué comme une des annexes du duché de Bourgogne. Il fut remis au sort des armes de décider de la validité de ces droits, dont, selon le traité de Cambrai, les deux princes

devoient juger à l'amiable.

Le duc d'Orléans étoit dirigé par Claude de Lorraine, duc de Guise; parmi les officiers qui servoient sous ses ordres, on distinguoit François de Bourbon, comte d'Enghien, frère puiné d'Antoine de Bourbon, nouveau duc de Vendôme, et aîné du fameux Louis, premier du nom de Condé; François de Lorraine, comte d'Aumale, fils aîné du duc de Guise, et destiné à une plus grande illustration que son père; enfin Gaspard de Coligny-Châtillon, neveu par sa mère du connétable de Montmorency, anii alors du comte d'Aumale, et depuis son implacable ennemi. Avec un tel guide et de pareils officiers, le jeune prince fit des progrès rapides, prit toutes les villes de ce petit duché et la capitale même; mais, sur

la nouvelle qu'il alloit se livrer une bataille en Roussillon où étoit le dauphin avec son armée, au lieu d'entrer dans les Pays-Bas, le duc d'Orléans rompit la sienne, la distribua dans les places frontières, et prit la poste pour se trouver au combat, qui ne se donna pas. L'empereur, qui étoit en Espagne, tint ses troupes sur la défensive, en publiant qu'il alloit venir se mettre à leur tête. Le roi le crut si bien, qu'il avança jusqu'à Montpellier, dans le dessein de se mesurer corps à corps avec son rival, s'il pouvoit le rencontrer sur le champ de bataille. Comme il ne parut pas, le dauphin s'attacha au siége de Perpignan. Malgré le secret gardé par les généraux françois d'Annebaut et Montpezat, l'empereur fut instruit de leurs projets sur cette ville; aussi, quand le dauphin s'en approcha, la trouva-t-il bien munie, et il éprouva une vigoureuse résistance de la part du duc d'Albe, dont le caractère opiniâtre promettoit un long siége. Le temps se passa en attaques, qui coûterent beaucoup, sans utilité. Pendant les chaleurs de l'été, des maladies épidémiques se mirent dans le camp et emportèrent bien du monde. Les pluies d'automne, qui, dans ce pays, tombent en torrens, firent craindre que les inondations n'interceptas-sent le retour de l'armée. Le roi commanda de la retirer du siège et de la ramener. Le

dauphin, outré d'être forcé d'abandonner sans succès son entreprise, pendant que le duc d'Orléans avoit réussi dans la sienne, s'obstinoit à continuer; mais les ordres de son père devinrent si absolus, qu'il fallut obéir. Il en tomba malade de chagrin, et fut six mois sans pouvoir se remettre. Les deux frères avoient peu d'amitié l'un pour l'autre. La rivalité de leurs favoris fit souvent naître de ces espèces de brouilleries qui ne sont pas rares dans les cours des rois vieillissans, surtout quand il s'y trouve des maîtresses.

On attribue à l'empire que la duchesse d'Etampes conservoit sur le roi la destitution du chancelier Poyet, dont la disgrâce, dit Mézeray, vint de l'antichambre des dames. Sans naissance ni protection, par son seul mérite, et sa réputation dans le barreau, il parvint à la première digaité de la robe. Malheureusement, dans le temps de son plus grand crédit, il survint devant son tribunal une affaire qui lui présenta l'occasion de plaire au roi et de satisfaire lui-même son esprit vindicatif. L'amiral Chabot, connu longtemps sous le nom de Brion, brave militaire, mais brusque, fier avec ses supérieurs, arrogant avec ses égaux, et autrefois favori du roi, encourut sa disgrâce par des hauteurs déplacées, et surtout pour avoir défié le roi de trouver matière à lui faire faire son procès. Le monarque piqué ordonna qu'il fût mis en justice; mais d'ailleurs avec l'intention secrète de se donner ensuite le plaisir de lui faire grâce. Rien ne pouvoit être plus agréable au chancelier, qui avoit lui-même éprouvé des saillies de l'humeur impérieuse de l'amiral. Il servit avec ardeur le ressentiment du roi, composa une commission de magistrats qu'il crut les plus disposés à entrer dans ses vues, et les disposa si bien que Chabot, quoi-qu'à peine trouvé coupable de foibles exactions sur des barques de pêcheurs, fut, par sentence, privé de ses charges et offices, et dégradé. Le roi, quand il eut mortifié son hautain favori, le rétablit en effet dans ses biens et ses honneurs; mais Chabot mourut de chagrin.

Il étoit parent de la duchesse d'Etampes. Cette dame ne pardonna pas au chancelier l'arrêt flétrissant porté contre l'amiral, et, trouvant l'occasion de se venger, elle ne la manqua pas. Poyet étoit ferme, quelquefois dur dans l'exercice de sa charge. Un protégé de la duchesse se présente pour l'entérinement de quelque grâce avec des lettres signées du roi. Le chancelier, y voyant des nullités ou défauts, la rejette. Elle court aussitôt chez le monarque, lui représente le refus du chancelier comme un acte irrespectueux, comme une imprudente opposition à la volonté du

roi, et une affectation d'autorité punissable. Le foible prince épouse le ressentiment de sa maîtresse, et ordonne que le chancelier soit arrêté. Il est saisi dans son lit, traité avec une rigueur indécente, et traîné de la Bastille à la Conciergerie, pour son procès lui être fait

par-devant le parlement.

Comme on connoissoit à peu près la cause intentionnelle du procès, on ne se pressoit pas de le finir, et on paroisoit vouloir l'oublier: mais, après avoir langui trois ans dans la prison, Poyet demanda lui-même avec tant d'instance à être jugé, qu'on ne put le resuser. Le roi, sur les préventions qu'on lui avoit données, le voyoit si criminel, qu'il dit: «S'il ne se trouve coupable que de cent crimes, je veux qu'on l'absolve, afin qu'il ne dise pas que ma justice est plus rigourcuse que celle de Dieu, qui pardonne jusqu'à soixante-dix fois sept fois. » Mais, malgré les recherches les plus sévères, et quoiqu'on n'eût pas dessein de l'épargner, il auroit été difficile de lui imposer une peine, s'il ne s'étoit trouvé parmi ses accusateurs des juges de Chabot, qui lui soutinrent en face qu'il avoit gêné leur suffrage, et même usé avec eux de violence dans cette affaire. Par arrêt prononcé à huis ouvert dans la grand'chambre, lui présent et nu-tête, « il sut privé de sa charge de chancelier, déclare inhabile à tenir aucun office royal, condamné à cent mille livres d'amende, et à tenir prison jusqu'à entier paiement, confiné ensuite en telle prison et sous telle garde qu'il plaira au roi d'ordonner. » Il reprit son premier état d'avocat, et gagna sa vie à consulter. Chabot et Poyet, mémorables exemples! le premier pour ceux qui affectent l'indépendance auprès des princes, le second pour ceux quiles servent trop complaisamment. Montholon, l'avocat du connétable de Bourbon, fut élevé alors à la dignité de garde des sceaux.

[1543] La guerre duroit depuis vingt-huit ans, la terre étoit imbibée de sang; la mer avoit englouti hommes, vaisseaux et richesses. Les peuples, pendant ce temps, n'avoient goûté que quelques repos passagers, procurés par destraités frauduleux, causes de nouvelles guerres. Les impôts alloient toujours croissant: « Car, dit Mézeray, ils ne cessent d'en produire d'autres, et ne meurent jamais. » Le roi avoit rendu le sel marchand; mais, dans les provinces où cette denrée avoit toujours joui de la franchise, il mit un léger impôt, pour dédommager le trésor royal du déchet que lui faisoit éprouver l'abolissement de la gabelle dans le reste du royaume. Les habitans de l'Aunis, du Poitou et de la Saintonge refusèrent de payer ce supplément, et se révoltèrent contre les percepteurs. La ville de Bordeaux, la plupart de celles qui bordent

la Garonne et la Dordogne, suivirent leur exemple. Celle de la Rochelle les imita: c'étoit un incendie qui s'étendoit. Le roi crut qu'il ne falloit pas moins que sa présence pour l'arrêter. A la tête de son armée de Roussillon, il arriva en monarque irrité, et se conduisit en père indulgent. Le pardon et de foibles diminutions accordées à propos firent tout rentrer promptement dans l'ordre. La nécessité des affaires avoit jusqu'alors accoutumé les peuples à payer sans murinurer; mais on voit, par les plaintes qui accompagnèrent les représentations, que leur lassitude venoit de ce qu'ils s'apercevoient que le luxe du monarque, ses favoris, ses maîtresses, étoient des fléaux plus ruineux, des monstres plus dévorans que la guerre même.

Čette année, les deux rivaux commencerent leurs attaques par de longs plaidoyers, qu'ils envoyèrent nommément au pape, et qu'ils répandirent dans les autres cours. L'empereur écrivit au souverain pontife: « Le roi de France ne songe qu'à faire du mal, et moi je ne pense qu'à faire du bien; il est injuste, et moi je ne demande que mon droit et l'équité: il a conjuré la ruine de la chrétienté par l'alliance du Turc, et moi j'en ai entrepris la défense; il viole tous les traités de paix, et moi je lui pardonne ses offenses, et lui accorde toujours du mien pour épargner le sang des chrétiens; il veut tout envahir, et moi je me contente de ce qui m'appartient, et me fais gloire de protéger ceux qu'il opprime, et

de défendre l'Eglise romaine. »

Le roi répondit à cette justification pharisienne, non pas comme l'humble publicain en confessant ses fautes, mais en récriminant par celles de son adversaire. « C'est lui, dit-il, dans un long manifeste; c'est lui, c'est cet homme protecteur de l'Eglise qui a retenu plus de six mois le pape Clément VII en prison, et qui ne lui en a ouvert les portes que lorsque je marchois pour les briser; c'est lui, c'est ce prince religieux qui, remplaçant un Turc par un Maure, a sacrifié la vie d'une multitude de ses sujets chrétiens dans l'expédition de Tunis, au barbare assassin de dix de ses frères, le bey de Tunis, dont il s'est déclaré l'allié; c'est lui, c'est le protecteur des opprimés qui a abandonné à l'empereur turc la reine Élisabeth, veuve de Zapolski, roi de Hongrie, et son fils, et a proposé au sultan de partager avec lui les états de l'orphelin; c'est lui, c'est ce prince catholique qui tolère les sectaires d'Allemagne, leur permet de dépouiller les églises et de ruiner le clergé, pourvu qu'ils lui accordent les secours qu'il leur demande pour dévaster la France; c'est lui, c'est ce grand ami des lois et de l'humanité qui a fait assassiner mes ambassadeurs; c'est lui, c'est ce zélateur du saint Siége qui s'allie au schismatique roi d'Angleterre, et le soutient dans sa révolte et son apostasie. » Le pape, les croyant également coupables des guerres qui tourmentoient l'Europe, ne prit parti ni pour l'un ni pour l'autre. L'empereur le punit de sa neutralité, en refusant l'investiture de Parme et de Plaisance qu'il avoit promise à son petit-fils.

Les premières hostilités se firent contre Guillaume, duc de Clèves et de Juliers, qui, en vertu de divers pactes de famille, avoit hérité de Charles d'Égmond, dernier duc de Gueldre, malgré les réclamations du duc de Lorraine, neveu de Charles, et les droits de la branche cadette de la maison d'Egmond. Aussi ardent allié de François I que son prédécesseur l'avoit été, Charles-Quint l'en punit en attaquant ses états. Guillaume les défendit avec courage. Les princes voisins. craignant les mêmes entreprises sur leurs possessions, concoururent ardemment au secours de l'opprimé. Ce zèle fit croire à François I que toute l'Allemagne alloit s'ébranler en faveur du duc. Pour encourager celui-ci, et lui donner la certitude qu'il ne seroit pas abandonné, il conclut le mariage du jeune prince avec Jeanne d'Albret sa propre nicce, fille de sa sœur reine de Navarre. La cérémonie fut faite ; et du lit nuptial, ou le duc ne sit qu'approcher publiquement de la princesse, qui n'avoit que onze ans, il re-vola à la défense de ses états. Le duc croyoit être suivi de prompts secours : il lui en vint à la vérité, mais si foibles et si tardifs qu'il désespéra de pouvoir sauver ses possessions; d'autant plus que ses sujets, se voyant comme abandonnés à la merci de l'empereur, et quelques-uns gagnés par les pistoles d'Espagne, lui faisoient craindre une trahison. Il prit en conséquence le parti d'aller se jeter aux pieds de Charles-Quint, et de lui démander grâce. L'empereur le regut avec rudesse, cependant il lui rendit le duché de Clèves et de Juliers, qu'il venoit de conquérir, et garda celui de Gueldre et de Zutphen. Dès lors aussi fut rompu le mariage avec la princesse de Navarre, qui épousa depuis Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, et qui a été mère de Henri IV.

Un intérêt commun réunissoit François I et Soliman contre Charles-Quint; mais on n'avoit pas encore vu les lis joints aux croissans dans les armées. Ce phénomène apparut devant Nice, dernier asile du duc de Savoie. Les François, commandés par le jeune comte d'Enghien, l'attaquèrent par terre, pendant que leurs galères, mêlées à celles des Turcs, sous le commandement de Barberousse, roi d'Alger et amiral du sultan, la bloquoient

par mer. La ville fut aisément prise; mais le château, situé au sommet d'un roc, également inattaquable à la mine et au canon, résista, et le commandant fit si bien qu'il donna le temps à du Guast, à Doria et aux troupes envoyées par le pape, de le venir dégager. L'amiral ottoman se plaignit avec autant de hauteur que de mépris que les François se conduisoient très-mollement dans ce siège, qu'ils ne songeoient qu'à leurs plaisirs, et qu'ils avoient beaucoup plus chargé leurs vaisseaux de vins et de délicatesses recherchées que de poudre, qu'ils se permirent en effet de lui demander. Il les abandonna fort mécontent, et alla décharger sa colère sur les côtes de la Catalogne et du royaume de Valence. En retournant à Constantinople, il pilla celles de la Calabre, et emmena dix mille captifs. Les autres parages de l'Italie furent garantis de ce fléau par du Guast, général de l'empereur, qui occupoit les villes maritimes.

L'échec éprouvé devant Nice vint de ce que le roi de France négligeoit cette division de son plan de guerre, pendant qu'il donnoit tous ses soins à celle qu'il dirigeoit lui-même dans le duché de Luxembourg. Le duc d'Orléans son fils, comme nous l'avons dit, s'en étoit emparé l'année précèdente, mais il l'avoit reperdu presque aussitôt pour avoir licencié son armée. Le père, qui venoit de le reconquérir, désiroit se l'assurer comme un dédoinmagement, s'il ne pouvoit recouvrer le Milanez. Cet échange même le flattoit, et il aimoit à se décorer du titre de duc de Luxenibourg, nom illustre, cinq fois honoré de la couronne impériale. François I en prit possession solennelle, et y donna des fêtes, ainsi qu'il avoit coutume de faire dans ses nouvelles conquêtes, afin d'en constater pour ainsi dire la jouissance. Charles-Quint vint l'y troubler: il amena une armée formidable; on y voyoit dix mille Anglois: chose étonnante après l'affront que Henri avoit fait à l'empereur par son divorce avec Catherine d'Aragon. Il sembloit que leur haine dût être éternelle; mais nul ressentiment ne tenoit dans le cœur de Charles-Quint contre ses intérêts.

Il avoit déjà trouvé moyen de refroidir Henri VIII, peut-être de lui inspirer du mépris pour son ancien allié, à cause de l'imprudence que celui-ci avoit cue de réveler leurs secrets dans l'entrevue d'Aigues-Mortes; il le piqua aussi par un motif politique. Le roi de France conservoit une liaison étroite avec l'Ecosse. Jacques V, qui faisoit une diversion en sa faveur, abandonné pendant le cours de la campagne par une noblesse indocile qui désapprouvoit cette expédition, mourut de la violence de son désespoir. Il avoit été précédé au tombeau par Madeleine, fille de Francois I.

son épouse, et laissa, d'un second mariage avec une princesse de Guise, une fille dans la plus tendre enfance et tristement célèbre sous le nom de Marie Stuart. La régence de la mère étoit traversée par des mécontens que Henri VIII soutenoit afin de prendre pied dans ce royaume à l'aide des dissensions; François I, par la raison contraire, y entretenoit des troupes: motif de mésintelligence entre ces deux princes, dont Charles-Quint sut bien profiter. Il n'obtint cependant cette année que les dix mille hommes dont nous avons parlé; mais ce fut un renfort assez important pour son armée ; il la commandoit lui-même; le roi de France étoit aussi à la tête de la sienne. Ces deux rivaux se rapprochent auprès de Landrecie, qu'assiégeoit l'empereur et que ravitailla le roi. Ils s'étoient si souvent défiés que l'on crut qu'ils ne manqueroient pas l'occasion d'entrer personnellement en lice ; mais , après des marches et des contre-marches qui occuperent toute la campagne, après avoir fait beaucoup de ravages et ruiné le pauvre peuple, comme de concert, ils séparèrent leurs armées et les mirent en quartiers d'hiver. Charles avoit été forcé de lever le siège de Landrecie; mais il s'empara par supercherie de Cambrai, qui jusqu'alors s'étoit gouvernée en ville indépendante.

[1544] La perspective d'une guerre qui paroissoit d'avoir être plus animée que les précédentes fit prendre au roi des mesures dont les édits bursaux furent les préliminaires. Il joignit aux taxes foncières des impôts indirects, la création de nouvelles charges et l'aug-mentation de la finance des anciennes. Les traites foraines, qui quelques années auparavant ne rendoient que six à sept mille francs, furent portées à cent mille écus, et l'impôt levé aux marais salans, en remplacement de la gabelle, fut de vingt sous par muid. En même temps il travailloit à se faire des alliances au dehors; mais celle qu'il avoit avec les Turcs, les dégâts et les barbaries de la piraterie qui en furent une suite, lui sirent grand tort en Allemagne. Il se tenoit une diète à Spire; l'empereur s'y rendit en personne. A force de montrer le Turc prêt à envahir la Hongrie et à porter ses armes dans le centre de l'Allemagne à la sollicitation du roi de France, et de dire et de répéter aux protestans que c'étoit lui qui empêchoit la tenue du concile général qu'ils souhaitoient, il rendit ce prince si odieux que la diète refusa d'écouter les ambassadeurs qu'il envoya pour se justifier, le déclara ennemi de l'Empire, et vota une levée de vingt-quatre mille hommes pour lui faire la guerre. Charles resserra aussi les nœuds de son alliance avec l'Angleterre; il

frappa l'imagination ardente de Henri VIII de l'idée chimérique de conquérir la France ensemble, ou du moins de s'y faire de bonnes parts, qu'ils se désignèrent. Henri devoit descendre à Calais, s'emparer de la Picardie et de la Normandie, qui seroient son lot; Charles entrer dans la Champagne, qu'il conserverit, s'ils ne trouvoient pas l'un etl'autre à s'étendre encore davantage en pénétrant jusqu'à Paris, où ils se réuniroient et conviendroient des autres conquêtes à leur bienséance.

Ces beaux projets furent un peu dérangés par une victoire que les François remportèrent en Piémont vers la sin du printemps. Le comte d'Enghien, François de Bourbon, âgé de vingtcinq ans, et qui devoit périr l'année suivante dans un jeu d'enfant, venoit d'y remplacer le vieux Boutières, élève et parent de Bayard, brave et excellent capitaine, mais qui avoit pris sur lui de s'écarter des instructions de la cour. Le jeune prince avoit repris le siége de Carignan, abandonné par son prédécesseur, et il étoit près de l'emporter lorsqu'il apprit la marche du marquis du Guast avec une armée plus forte de dix mille hommes que la sienne; s'il l'évitoit, il falloit repasser les Alpes, perdre le fruit des premiers travaux, abandonner toutes les places du Piémont mal approvisionnées, et en retirer les garnisons pour ne pas les perdre; s'il l'attendoit au contraire il pourroit le battre, et, si lui-même étoit battu, il pourroit encore faire assez chèrement acheter la victoire pour enlever à l'ennemi une partie des avantages de la campagne.

D'après ces vues, il dépêcha Blaise de Montluc à la cour, et demanda la permission de livrer bataille. Le roi permit à Montluc d'assister au conseil qui se tintà ce sujet. Le comte de Saint-Paul, oncle du comte d'Enghien, l'amiral d'Annebaut, Galiot de Genouillac, et les autres membres du conseil, balançant les avantages d'une victoire avec les inconvéniens d'une défaite dans un moment où la France étoit menacée au nord par les forces de l'Empire et de l'Angleterre, opinèrent tous pour le rejet de la bataille. Montluc cependant trépignoit, et avec d'autant plus d'impatience qu'il ne pouvoit parler et qu'on lui avoit durement fermé la bouche pour avoir osé hasarder quelques mots. Mais, avant de prendre parti, le roi ayant voulu l'entendre, il peignit alors avec feu le bon état des compagnies, l'habileté des capitaines, l'enthousiasme des troupes, leur désespoir s'il arrivoit qu'on se déliât de leur courage, la consternation que répandroit une retraite qui ressembleroit à une déroute, et le tort enfin qu'elle feroit à la France dans toute l'Italie. A ce tableau il oppose l'allégresse de l'armée si elle obtient la permission qu'elle sollicite;

« et bientôt emporté par son imagination sur le champ de bataille, jetant de tous côtés des regards menaçans, trépignant des pieds, s'escrimant à droite et à gauche, il met tant de vérité et de chaleur dans son discours, que tous les vieux guerriers qui formoient le conseil partagent son enthousiasme. Le roi tourne avec inquiétude ses regards sur le comte de Saint-Paul. « Quoi donc, monsieur, lui dit le comte, pouvez-vous bien vous arrêter aux propos de ce fol enragé qui ne veut que batailles, sans se mettre en peine des suites? -Foi de gentilhomme, répondit le roi, Montluc dit des raisons qui méritent d'être examinées. Qu'en pense l'amiral? - Sire, répond d'Annebaut, je connois l'armée de Piémont pour l'avoir commandée, et je garantis sur mon honneur que, si vous lui accordez la permission qu'elle demande, officiers et soldats se battront en gens de cœur. Seront-ils vainqueurs ou vaincus? Il n'y a que Dieu qui le sache: adressez-vous à lui, et faites ce qu'il vous inspirera. » Alors le roi posant son bonnet sur la table, joignant les mains et levant les yeux au ciel : « Pere des lumières , dit-il , inspire-moi donc le parti que je dois suivre pour l'exaltation de ton nom et le salut de mon peuple. » Après être resté un moment enseveli dans une profonde méditation: « Qu'ils combattent, s'écria-t-il, qu'ils combattent!»

Se levant ensuite de sa chaise et s'appuyant sur Montluc : « Mon ami, lui dit-il, recommande-moi à mon cousin d'Enghien; reportelui fidèlement ce que tu viens d'entendre, et témoigne à toute l'armée qu'il n'y a que la confiance que j'ai en elle qui m'ait pu déterminer à une permission si hasardeuse. - Fol enragé, dit alors en riant le comte de Saint-Paul à Montluc, tu vas être cause du plus grand bonheur ou du plus grand malheur qui puisse arriver à la France. - Monseigneur, lui répondit Montluc, laissez-nous faire, et soyez sûr que les premières nouvelles que vous recevrez d'Italie vous apprendront que nous les aurons tous fricassés, et en mangerons si nous voulons.» S'élançant ensuite de la chambre du conseil, et rencontrant une foule de jeunes seigneurs qui en attendoient le résultat avec impatience : « Bataille , s'écria-t-il bondissant de joie, bataille; que ceux qui veulent en tâter se dépêchent. » Tous le suivent, et leur exemple détermina jusqu'à mille gentilshommes, parmi lesquels on remarqua le vieux Boutières. Touché de la noblesse de son procédé, le comte d'Enghien lui déféra le commandement de l'aile droite. »

Les deux armées se rencontrèrent dans une plaine près de Cérisoles, dont cette bataille a pris son nom. Elle fut très-sanglante; les deux généraux se crucent alternativement vainqueurs ou vaincus; à la fin le François l'emporta; mais ce ne fut pas sans avoir éprouvé de grandes angoisses. A la vue de son infanterie auxiliaire en déroute, il avoit cru un moment sa situation désespérée ; déjà il ne songeoit plus qu'à vendre chèrement sa vie et à ne pas survivre à sa défaite, lorsque la cavalerie, manœuvrant aisément dans la plaine, soutint le choc de l'ennemi déjà presque victorieux, ramena l'infanterie au combat, et décida le gain de la bataille. Du Guast se croyoit si sûr de la victoire, qu'il avoit apporté des cordes et des chaînes pour garrotter Îes prisonniers qu'il feroit, et qu'il destinoit aux galères: on les trouva dans son bagage. Blessé dans le cours de l'action, et craignant qu'on ne lui fît payer cher l'assassinat des ambassadeurs Rancon et Fregose, il n'attendit pas l'issue de la bataille pour se mettre en sûreté. Dans cette retraite, il oublia un corps de troupes italiennes qui ne devoit se mouvoir que par son ordre exprès, et dont l'inaction valut peut-être la victoire aux François. Les ennemis perdirent plus de douze mille hommes, tant tués que blessés et prisonniers. Le butin fut considérable, parce qu'il y avoit dans l'armée ennemie beaucoup de grands seigneurs allemands, espagnols et italiens, qui y étoient venus avec de magnifiques équipages. Il se trouva aussi dans le camp une

quantité prodigieuse de vivres et de provisions de toute espèce, qui avoit été destinée à ravitailler la ville de Carignan, que les François assiégeoient, et que Pierre Colonne, qui se faisoit appeler Pyrrhus, leur rendit après la victoire, non vielle lui eût inspiré du découragement, mais parce qu'il n'y avoit plus un grain de blé dans la place. Cetre bataille, quelque décisive qu'elle parût, n'eut aucune des suites qu'on devoit raisonnablement en espérer, parce qu'on laissa le général sans argent, et qu'on lui enleva même une partie de ses troupes, dont on eut besoin au nord de la France, qui se trouva attaqué plus tôt qu'on ne l'avoit cru.

L'empereur et le roi d'Angleterre s'ébranloient déjà, contre l'attente du roi qui croyoit qu'ils ne commenceroient leurs opérations qu'après la moisson, pour ne pas manquer de vivres. Selon leur convention, ils entrèrent en France; mais, contre le plan concerté entre eux, occupés chacun exclusivement de leur intérêt, au lieu de passer rapidement par les provinces qu'ils se destinoient et d'aller droit à Paris, ils s'arrêtèrent à des siéges de villes qu'ils auroient aisément conquises après

la capitale:

Elles n'étoient la plupart ni garnies ni fortifiées, parce que les munitionnaires, peu pressés de convertir en vivres l'argent qu'ils rece-

voient, s'étoient plu à croire, comme le roi, que les ennemis ne paroîtroient qu'à la fin du mois d'août, qu'ainsi ils auroient du temps de reste pour faire entrer dans les villes les blés qu'eux-mêmes acheteroient alors à meilleur marché. Par une autre spéculation sordide, dont le blame tombe sur le conseil du roi, les Suisses, les Grisons et les Lansquenets, qui devoient être au nombre de vingt-deux mille, ne furent levés qu'à la mi-juillet, afin d'épargner sur leur solde ; de sorte que , quand le roi apprit les progrès des ennemis, il fut obligé de recourir aux vainqueurs de Cérisoles, dont il partit un détachement de dix mille fantassins, deux mille hommes d'armes et autant de chevau-légers, qui devinrent le novau d'une bonne armée.

Pendant que le roi la rassembloit, l'empereur, après avoir traversé la Lorraine, pénétroit rapidement en Champagne. Des villes qu'on auroit cru devoir tenir plus long-temps ouvroient leurs portes, suprises ou mal défendues. Il joignit la ruse à la force devant Saint-Dizier. La garnison, commandée par le comte de Sancerre, faisoit de vigoureuses sorties, qui lui causoient une grande perte de monde. Il commençoit à se lasser de cette opiniâtre resistance, lorsqu'un heureux hasard lui fit surprendre le chiffre du duc de Guise; il s'en servit pour faire fabriquer une lettre

par laquelle le brave commandant étoit engagé à ne pas s'obstiner à perdre davantage des hommes dont le roi avoit besoin, et de faire, pourvu qu'il les sauvât, telle composition qu'il voudroit. On en chargea un paysan qui la rendit mystérieusement à un tambour venu au camp pour un échange de prisonniers. Assuré que la lettre avoit été remise, l'empereur fait offrir une capitulation honorable; le gouverneur l'accepte, et Charles-Quints'empare ainsi d'une place qui pouvoit long-temps encore suspendre sa marche. Il avance dès lors sans obstacle, passe Châlons, côtoie la Marne, et écrit au roi d'Angleterre qu'il est en pleine marche sur Paris, et qu'il ait à le joindre.

Henri VIII, à l'exemple de son allié, qui se pourvoyoit de bonnes places, assiégeoit Montreuil et Boulogne. Il répondit que, comme l'empereur s'arrêtoit à prendre des villes qui lui convenoient, il se croyoit autorisé à en faire autant; que quand ils se trouveroient également nantis, ils verroient ensemble à se conduire selon les circonstances. Elles étoient très-favorables à l'empereur; il avançoit rapidement et sans difficultés, parce que l'armée du roi qui se formoit au-delà de Paris n'étoit pas encore prête, et que celle que commandoit le dauphin étoit trop foible pour s'opposer efficacement à lui.

Charles suivoit tranquillement le cours de la Marne du côté de la Brie, d'où il tiroit des vivres : mais comme les partis qu'il envoyoit à la découverte en ruinoient autant qu'ils en apportoient au camp, il commença à en manquer; la maladie se mit dans ses troupes, et ses soldats, enrichis par le pillage, désertoient en foule pour aller mettre leur butin en sûreté. Dans cet embarras, il prêta l'oreille à des insinuations de paix, dont se chargerent deux moines jacobins: l'un françois, confesseur du roi; l'autre espagnol, de la maison de Gusman, prenant actuellement ses degrés dans l'université de Paris. Ils s'abouchèrent. L'armée du roi, alors en état de tenir la campagne, suivoit les impériaux de l'autre côté de la rivière. Ce voisinage rendit Charles-Quint accessible à des propositions. Il écouta plus attentivement, et fit espérer qu'il ne seroit pas éloigné de donner ou sa fille, ou une de ses nièces, fille de Ferdinand son frère, au duc d'Orléans, second fils de France, avec l'investiture du duché de Milan, ou même des Pays-Bas. Cette clause acceptée auroit rendu facile l'accommodement sur les autres points contestés entre les deux princes.

Mais la négociation des deux moines auroit été peu utile à l'empereur, sans une intrigue dans la cour de France, dont il sut profiter.

VI.

33

François I avoit pour maîtresse Anne de Pisseleu, duchesse d'Etampes, et le dauphin Henri, Diane de Saint-Vallier, duchesse de Poitiers. La première voyoit sa puissance décliner à mesure que son amant vieillissoit. Elle craignoit, si la mort du monarque survenoit, d'essuyer de mauvais traitemens de la part de sa rivale, qu'elle n'avoit pas toujours ménagée. Il paroît que la haine entre ces deux dames étoit au point que la duchesse d'Etampes croyoit, arrivant l'événement dont elle voyoit des approches, ne pouvoir se soustraire aux essets d'une disgrâce éclatante, qu'en se réfugiant hors du royaume. Elle saisit donc avidement l'idée de procurer au duc d'Orléans ou le Milanez, oules Pays-Bas, et se flatta qu'en récompense de ce service ce prince lui ouvriroit un asile sûr dans ses états. Ce motif lui fit suivre avec activité la négociation entamée. Elle aima à se persuader que l'intention de Charles-Quint, et sa promesse de donner le Milanez ou les Pays-Bas, étoient sincères, et elle se dévoua entièrement à ses intérêts.

L'empereur avoit besoin de cette intervention, parce que le désordre et la désertion croissoient dans son armée. Il en avoit déjà perdu plus d'un tiers; mais son ennemi le plus redoutable et le plus pressant étoit la faim. La duchesse d'Etampes lui fait passer l'avis qu'Epernay est plein de vivres, que le dauphin a donné l'ordre de l'évacuer, d'emporter ce qu'on pourra de cette ville hors d'état de défense, et de détruire le reste; mais qu'elle a fait en sorte que cet ordre n'a point été exécuté, et que les magasins sont pleins. Charles s'approche en effet de la ville, dont le pont n'avoit pas été coupé à dessein, y entre, ravitaille son armée et passe outre. Même avertissement lui est donné pour Château-Thierry, également garni. Il s'y établit de même, refait son armée, et envoie des partis jusqu'aux portes de Meaux.

Une frayeur extrême se répandit dans Paris. « Tout le monde, dit Mézeray, s'enfuyoit éperdu et empressé, sans savoir où il devoit se retirer, à Rouen ou Orléans, les uns par eau, les autres par terre. C'étoit un déménagement général; la campague étoit pleine de chariots et de chevaux, avec lesquels les Parisiens entraînoient les plus riches meubles; de femmes et d'enfans qui s'enfuyoient; de bétail que les paysaus chassoient devant eux. La rivière étoit couverte de bateaux, où se jetoient en si grande foule meubles et gens, qu'ils en firent aller plusieurs à fond, et les chemins tout pavés de diverses hardes, qu'ils laissoient cheoir de trop de hâte de s'enfuir, et qui avoient été

laissées par les voleurs et pillards, lesquels, s'étant débandés de notre camp en grand nombre, couroient sus à ces pauvres gens, et renversoient tout leur équipage pour y trouver de l'argent. » Le roi se rendit à Paris pour les rassurer, manda au dauphin de ramener toute l'armée dans les environs. Il pouvoit bien garantir du danger, mais non délivrer de la peur; et on ne vint à bout de retenir ces épouvantés qu'en menaçant de confisquer les charges et les biens de ceux qui, ayant abandonné la ville, n'y revien-

droient pas sous trois jours.

Mais, pendant que l'empereur jetoit l'alarme dans la capitale, il n'étoit pas luimême sans crainte ni sans embarras. Les vivres de Château-Thierry avoient été bientôt
consommés. Outre la famine qui se faisoit
sentir de nouveau, il régnoit dans son armée
une discorde dangereuse entre les Allemands,
les Espagnols et les Flamands qui la composoient; souvent ils en venoient aux mains
par antipathie naturelle, jalousie et disputes
sur le partage du butin. Charles-Quint avoit
rétrogradé jusqu'à la Fère: et de là il contemploit avec frayeur le pays qu'il lui restoit
à parcourir pour regagner ses états. Mais la
même intrigue de cour qui lui avoit fait trouver
des vivres dans son extrême besoin le délivra encore de la crainte d'un revers funeste.

On ne peut guère douter qu'il n'ait répandu beaucoup d'argent et des promesses, comme à son ordinaire, entre la duchesse d'Etampes et ses adhérens. Le dauphin n'approuvoit pas la négociation entamée par elle. Il appréhendoit, dit-on, que son frère, doté du Milanez et encore plutôt des Pays-Bas, ne devînt un voisin aussi dangereux que l'avoient été les princes de la seconde maison de Bourgogne. De plus, il trouvoit honteux de laisser l'ennemi se retirer tranquillement et emporter, sans coup férir, les dépouilles de la France. Mais quand il proposoit de combattre, il trouveit contre lui la cabale de la favorite et les vieux conseillers ordinairement trembleurs , qui citoient les batailles de Poitiers , de Créci et d'Azincourt , comme un avertissement de ne pas réduire son ennemi au désespoir, et d'ouvrir plutôt une porte à sa retraite. On ne la lui ouvrit que trop large, et il y passa plus en triomphateur qu'en homme qui avoit besoin d'une ouverture pour se mettre en sûreté.

Des commissaires des deux partis se réunirent à Crespi en Valois, et y conclurent un traité dont l'article principal et fondamental étoit que l'empereur donneroit au duc d'Orléans ou sa fille avec les Pays-Bas et la Franche-Comté, ou l'une de ses nièces avec le Milanez. Le mariage devoit avoir lieu

dans un an, et les époux devoient être mis alors en possession réelle de la dot. François I, à la même époque, devoit restituer au duc de Savoie les places qu'il retenoit, à l'excep-tion de Pignerol et de Montmélian. Il devoit en outre renoncer à toute prétention ulté-rieure sur le royaume de Naples, le duché de Milan et la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois. L'empereur, par imitation, renonçoit de son côté à celle qu'il formoit sur le duché de Bourgogne. Cependant, en cas de mort de l'un ou l'autre des conjoints, ou qu'il ne provînt pas d'enfans de leur mariage, le Milanez devoit revenir à l'empereur, sauf les droits du roi. On se rendoit réciproquement ce qui avoit été pris dans cette guerre, tant en-deçà qu'au-delà des monts, depuis la rupture de la trève de Nice. Cette clause remit d'un seul trait de plume entre les mains de Charles-Quint vingt-deux villes on forts du Piémont, tandis qu'il n'eut à remettre aux François que Mondovi, place médiocre, et deux ou trois villes sur la frontière de Champagne. En cas de guerre contre le Turc, le roi de France devoit fournir à l'empereur six cents hommes d'armes, et vingtmille hommes d'infanterie, payés pour six mois. Ce traité en poche, Charles-Quint se retira tranquillement en Flandre, où le duc d'Orléans l'accompagna

comme par honneur, mais peut-être comme devant rester en qualité d'otage, ainsi que quatre seigneurs désignés, jusqu'à ce que les places du Piémont fussent évacuées, ce qui

ne tarda pas.

Tranquille du côté de l'empereur, François I envoya offrir la paix à Henri VIII. Ce prince traîna en longueur la négociation pendant qu'il assiégeoit Boulogne. Lorsqu'il l'eut prise, il se porta devant Montreuil, mais le dauphin s'approchant à la tête d'une puissante armée, l'Anglois se retira à Calais, et repassa dans son île. Il y trouva les François, qui lui faisoient la guerre sous le nom de la régente d'Ecosse, qui les avoit appelés à son

[1545] Le refus opiniâtre de Henri VIII d'accorder la paix à un ancien ami qui la demandoit piqua vivement le roi de France, et lui fit prendre une résolution vigoureuse. Il ordonna au baron de La Garde, général des galères, de les faire passer de la Méditerranée dans l'Océan. Elles franchirent le détroit de Gibraltar au nombre de vingt-cinq, auxquelles se joignirent cent cinquante gros vaisseaux ronds, douze plus petits, dix ou douze caraques génoises bien équipées, et toutes munies de troupes suffisantes pour le combat et le débarquement. La flotte prit ses dernières provisions au Havre-de-Grâce,

nommé aussi François–Ville, qu'il avoit fait bâtir, et appareilla sous les yeux du roi; mais les caraques génoises avoient déjà éprouvé une avarie en passant devant l'embouchure de la Seine, faute d'avoir pris des pilotes du

pays: trois ou quatre y périrent.

Autre imprudence personnelle au roi. Il voulut donner une fête aux dames sur le vaisseau amiral, portant cent canons. Les cuisiniers qui travailloient au repas y mirent le feu par défaut de précaution, et ce beau navire fut brûlé à la vue de toute l'armée, sans qu'on pût le secourir : ce qui fut regardé comme un mauvais présage. La flotte commandée par l'amiral d'Annebaut n'en partit pas moins, se présenta à l'escadre angloise, tâcha de l'attirer au combat, opéra même des descentes pour la faire sortir des petits havres où elle se retiroit; mais elle resta le plus près de terre possible, protégée par les écueils et les batteries de la côte.

Les François descendirent dans l'île de Wight, qui n'avoit pas alors de forteresse. Ils délibérèrent d'en bâtir une qui les auroit rendus maîtres du détroit, et peut-être de Plimouth, un des plus beaux ports d'Angleterre. Cette possession auroit encore procuré l'avantage d'embarrasser l'empereur et de gêner son passage, lorsqu'il auroit voulu se transporter d'Espagne en Flandre. Comme

ils étoient prêts à mettre la main à l'œuvre, protégés par leur flotte, le roi ordonna subitement aux galères de repasser dans la Méditerranée, sur le bruit qui se répandit que Doria, amiral de l'empereur, alloit attaquer Marseille. Cette alarme se trouva fausse; mais elle eut l'effet que le rusé Charles-Quint en espéroit, qui étoit d'empêcher les François de faire un établissement qui auroit été, dans la circonstance, aussi désagréable pour

lui que pour son allié.

Pendant que la flotte tenoit en échec les Anglois sur mer, trente-quatre mille hommes commandés par le maréchal de Bies, bloquoient Boulogne. Il n'avoit pas ordre de faire un effort contre cette ville, mais sculement de bâtir non loin de ses murs un fort capable de contenir cinq mille hommes, pour garantir la Picardie des incursions des Anglois. Bies fit ce fort petit, pour loger seulement uue garnison capable de résister à un effort un peu violent. On dit qu'il ne le bâtit pas de la grandeur commandée, afin que les Anglois dans leurs sorties ne trouvassent pas une opposition trop forte, se flattant qu'ainsi la guerre se prolongeroit, et qu'il resteroit plus long-temps nécessaire. Ce fut du moins, sous le règne suivant, le motif d'un jugement qui le condamna à mort, peine qui fut commuée en celle d'une prison perpétuelle.

Quoique la peste régnât dans ces contrécs dévastées, le roi, accompagné du duc d'Orléans, s'approcha du théâtre de la guerre. Le jeune prince, faisant gloire de braver le danger de la contagion, commit des imprudences dont il fut la victime. Cette mort renouvela dans le cœur du roi la perte qu'il avoit faite de son sils aîné. De ses trois fils, il paroît que c'étoit le dauphin actuel qu'il aimoit le moins; et comment auroient-ils été unis d'affection, quand les maîtresses de leurs volontés étoient en contrariété perpé-tuelle? Les peuples ne partagèrent point les regrets du monarque; ils étoient alarmés de la témérité, de l'audace, de l'ambition du duc d'Orléans et surtout de l'antipathie qui existoit entre lui et son frère. Le maréchal de Bies, achevant la campagne, ravagea et mit à feu et à sang toute la petite contrée d'Oye, fertile en grains et en bestiaux, et d'où les Anglois de Calais tiroient leurs provisions. Ce fut là tout l'exploit d'une armée de trente-quatre mille hommes, comme celui d'une flotte formidable avoit été l'incendie de quelques misérables villages sur la côte d'Angleterre.

Hélas! les François n'étoient que trop ardens pour ces expéditions déplorables, même contre leurs compatriotes. Les disputes de religion, l'aigreur qui s'y mêloit, les ren-

doient féroces. Catholiques et calvinistes se regardoient d'un œil farouche. L'esprit de prosélytisme s'étoit répandu entre les derniers. Il avoit formé des associations, qui divinrent inquiétantes pour le gouverne-ment. Le Languedoc, la Provence et les provinces adjacentes virent s'élever des temples rivaux des églises catholiques. Alors François 1 donna permission d'employer contre eux le secours des armes. Elle fut accordée à la sollicitation de Jean Ménier, baron d'Oppède, premier président du parlement d'Aix, homme violent et sanguinaire, qui fit revivre un arrêt de ce parlement, rendu cinq ans auparavant contre une population de plusieurs milliers de Vaudois qui étoient établis sur les confins de la Provence et du Comtat-Vénaissin; espèce de colonie d'un reste des disciples du fanatique Valdo, réfugiés depuis trois cents ans dans les gorges des montagnes qui séparent le Dauphiné du Piémont, et entrés depuis peu en communion avec les calvinistes. « Tout étoit horrible et cruel dans la sentence qui fut prononcée contre eux, dit l'historien de Thou, et tout fut plus horible et plus cruel encore dans l'exécution. Vingt-deux bourgs ou villages furent brûlés ou saccagés avec une inhumanité dont l'histoire des peuples les plus barbares présente à peine des exemples. Les malheureux habitans, surpris pendant la nuit, et pour suivis de rochers en rochers, à la lueur des feux qui consumoient leurs maisons, n'évitoient souvent une embûche que pour tomber dans une autre: les cris pitoyables des vieillards, des femmes et des enfans, loin d'amollir le cœur des soldats forcenés de rage comme leurs chefs, ne faisoient que les mettre sur la trace des fugitifs, et marquer les endroits où ils devoient porter leur fureur. *»

La reddition volontaire n'exemptoit ni les

hommes du supplice , ni les femmes des plus affreuses violences : il étoit défendu , sous peine de mort, de leur accorder aucune retraite. A Cabrières, une des villes principales de ce canton, on égorgea plus de sept cents hommes de sang-froid, et toutes les femmes restées dans les maisons furent enfermées dans un grenier plein de paille, auquel on mit le feu : celles qui tentoient de s'échapper par les fenêtres étoient repoussées à coups de crocs et de piques ; enfin , selon la teneur de la sentence, les maisons furent rasées, les bois coupés, les arbres des jardins arrachés, et en peu de temps ce pays si fertile et si peuplé dévint désert et inculte. Ainsi se préparèrent les fureurs qui ont couvert la France d'échafauds, de bûchers, de gibets et de ruines ensanglantées. On n'étoit point encore accoutumé à ces

^{*} De Thou.t. I.

horribles proscriptions, devenues si communes sous les règnes suivans. Les cris des malheureux si cruellement traités parvinrent aux oreilles du roi, mais y parvinrent trop tard. Il se repentit d'avoir donné son consentement à l'exécution de cet arrêt sanguinaire qu'il suspendit quelque temps. Mais n'avoit-il pas lui-même encouragé ces barbaries en autorisant les supplices par sa présence? Il est rare que les subalternes n'excedent pas, quand les

chefs donnent eux-mêmes l'exemple.

[1546] La mort du duc d'Orléans vint fort à propos pour dispenser Charles-Quint de l'obligation de donner l'investiture du duché de Milan : elle annuloit le traité de Crespi dans son principal article, celui pour lequel le roi de France avoit fait de si grands sacrifices. Il envoya demander à l'empereur un contre-traité qui lui accordat du moins quelque dédommagement. Charles répondit froidement : « S'il me laisse en paix, je l'y lais-serai aussi. » Tous deux s'occupoient alors de la religion, mais avec un but différent. Charles-Quint paroît avoir vu la dissidence d'opinions entre les princes allemands et les troubles qui en étoient une suite, comme un moyen de les armer, de les affoiblir réciproquement, et de profiter des confiscations qu'il prononçoit comme punition de la désobéissance aux décrets des diètes. Il traitoit

VI. 34

l'affaire en politique, François I en catholique uniquement zélé pour établir l'unité

de croyance dans son royaume.

Cependant un écrivain du temps a dit que le calvinisme s'y est répandu parce que ce monarque permit ses progrès et n'y prit pas garde. Mézeray lui répond : « Quoi donc? faire six ou sept édits rigoureux pour l'étouffer, convoquer plusieurs fois le clergé, assembler un concile provincial, dépêcher à toute heure des ambassadeurs à tous les princes de la chrétienté pour en assembler un général, brûler les hérétiques par douzaines, les envoyer aux galères par centaines, les bannir par milliers; dites-nous, je vous prie, est-ce là permettre ou ne prendre point garde? sont-ce de simples résolutions ou des effets? » C'est là réellement la trop véritable histoire des cruautés qui s'exerçoient en France sur les réformés.

Celles qui se commettoient en Angleterre par Henri VIII sur les catholiques leur ressemblent, si elles n'étoient pas plus atroces encore. Les deux monarques, après avoir été amis, ennemis, brouillés, réconciliés, firent enfin la paix, pour ainsi dire, sur les marches de leur tombeau. La difficulté qui la retarda quelques mois étoit la possession de Boulogne; le François vouloit qu'elle lui fût rendue, l'Anglois s'obstinoit à la garder. Cependaut

il promit de la restituer dans huit ans, à condition que, pendant le cours du même temps, on lui paieroit une somme de deux millions d'écus d'or à des échéances stipulées, et une pension viagère de cent mille écus. Le traité fut conclu dans la ville de Guines, et l'Ecosse

y fut comprise.

[1547] Cette pension ne fut pas onéreuse à la France; Henri VIII mourut peut-être sans qu'il en eût été payé un denier. Quand sa mort fut annoncée à François I, il dit: « Mon aîné est parti, mon tour ne tardera pas. » Depuis quelque temps il dépérissoit: sa maladie étoit une fièvre de langueur qui le minoit, et pendant laquelle se reproduisirent divers symptômes de la cruelle maladie qui, huit ans auparayant, avoit déjà pensé le conduire au tombeau. Elle lui donna le temps de pourvoir aux affaires du royaume, qu'il laissa en paix, mais à la veille de rentrer dans les hasards de la guerre.

Depuis la paix de Crespi, Charles-Quint avoit pris un ascendant immense en Allemagne et en Italie. Une levée de boucliers, mal concertée entre les deux chefs de la ligue de Smalkalde, avoit déjà tourné à leur honte, et devoit, dans peu, consommer leur ruine; c'étoient l'électeur de Saxe, Jean Frédéric, neveu duzélé protecteur de Luther, et Philippe, landgrave de Hesse, celui auquel le même

Luther et ses docteurs avoient permis la polygamie. Déjà l'empereur avoit profité de leurs fausses mesures pour priver de leurs moyens de défense la plupart des états ligués, pour les rançonner et les contraindre à renoncer à la confédération qu'ils avoient formée dix ans auparavant; il avoit de plus investi son fils Philippe du Milanez, et jeté ainsi une égale terreur en Allemagne et en Italie. Dans la détresse générale, tous les regards se portoient sur François, et sollicitoient son appui. Il se disposoit à y répondre, lorsque la mort arrêta ses préparatifs.

Selon la coutume des mourans, François I donna d'excellens conseils à son fils, et reçut les sacremens de l'Eglise avec l'expression de la plus grande piété. Il avoit cinquante-trois

ans, et en régna trente-trois.

Son règne s'est passé en guerres et en négociations aussi malheureuses les unes que les autres. Il a gagné des batailles, pris des villes et essuyé de grands revers. Il perdittrois ou quatre armées en Italie, fut lui-même fait prisonnier, vit ses provinces ravagées et ses ennemis aux portes de sa capitale; trompé une fois dans ses traités, trompé une seconde, l'expérience ne l'a pas empêché d'être trompé une troisième et plusieurs autres. Indiscret jusqu'à l'imprudence, ses secrets lui échappoient, par épanchement de confiance, avec l'ennemi réconcilié la veille. Il aimoit le luxe et les plaisirs. « Anne de Bretagne, remarque le président Hénault, avoit commencé à attirer des femmes à la cour; mais comme Louis XII ne s'en occupoit guère, ce ne fut que sous François I qu'elles y parurent avec éclat. » On pourroit ajouter avec scandale; car il eut publiquement des maîtresses; Henri, son fils et son successeur, en avoit aussi, et on dit que le dauphin François mourut moins de poison que d'excès de plaisirs.

Les fêtes, les spectacles, le faste de sa cour, lui coûtoient autant que la guerre : de là venoit le besoin perpétuel d'argent, la création et l'augmentation des impôts; mais, à la fin de sa vie, l'âge et l'expérience le rendirent aussi économe qu'il avoit été prodigue au commencement de son règne; et de là vient que, malgré ses bâtimens à Fontainebleau, Saint-Germain, Villers-Coterets, l'immense château de Madrid, lourde masse détruite de nos jours, et les achats de tableaux précieux et de statues antiques qu'il faisoit venir de tous côtés à grand prix, il se trouva à sa mort, toutes dettes acquittées, quatre cent mille écus dans ses costres, et il étoit dû un quartier des revenus de la couronne.

Il a été jusqu'à la fin de sa vie très-bel homme, doué d'une mémoire prodigieuse, affable, éloquent, loyal, fidèle à sa parole, peut-être d'un caractère trop léger, trop confiant, ardent dans ses désirs, et point assez prévoyant. Il aimoit les sciences, et profita, comme nous avons vu, de l'émulation que la différence de religion mettoit entre les savans, pour faire revivre les langues anciennes presque oubliées. Ce fut le but principal du collége Royal, qu'il dota suffisamment, aiusi que les professeurs qu'il y mit. Ses sentimens pour les gens de lettres ne se hornoient pas à l'estime, il les honoroit, les placoit dans ses conseils, leur confioit les ambassades, et leur conféroit des dignités selon leur état et leur mérite. Il ramassa et fit venir de tous côtés, à grands frais, des manuscrits et des livres, dont il enrichit la bibliothèque que ses ancêtres avoient commencée. Elle fut sous sa protection, et elle a continué d'être, sous ses successeurs, le dépôt de toutes les connoissances humaines. Ses efforts pour tirer les sciences de l'oubli et les propager lui ont mérité le titre glorieux de Père et de Restaurateur des Lettres. Ses défauts n'ont affligé que son siècle, et nous jouissons du fruit de ses bonnes qualités.

Pierre Castelan, ou du Châtel, évêque de Mâcon, l'un des plus savans hommes de son temps, et qui avoit été successivement professeur à Dijon, correcteur d'imprimerie à

Bàle, secrétaire d'un ambassadeur à Rome, professeur dans l'île de Chypre, facteur au Caire, interprète à Constantinople, puis lecteur et bibliothécaire du roi, auprès duquel il avoit été le zélé promoteur de la fondation du collége Royal, sut chargé de faire son oraison funèbre. Dans son discours, en faisant l'éloge du prince, il dit « que sa mort avoit été si pieuse, qu'il estimoit que son âme s'étoit envolée tout droit en paradis, sans avoir besoin d'être purifiée par le feu du purgatoire. » Cette assertion scandalisa quelques auditeurs : ils la dénoncèrent à l'université, qui la jugea hérétique, et ordonna une députation chargée de porter au roi des plaintes contre l'orateur, et de demander qu'il fût puni. Jean Mendose, Espagnol, connu pour ses bons mots, et premier maître-d'hôtel, eut commission de recevoir les docteurs et de les introduire. Lorsqu'ils se présentèrent, il commença par les régaler; puis, venant au sujet de leur voyage, il leur dit : « Je crois savoir, messieurs, ce que vous venez faire ici. N'est-ce pas pour débattre avec M. le grand-aumônier le lieu où peut être l'âme du feu roi notre bon maître. Ŝi vous voulez vous en rapporter à moi, qui l'ai mieux connu qu'homme du monde, je puis vous assurer qu'il n'étoit pas d'humeur à s'arrêter longtemps en quelque lieu que ce fût, lors même

qu'il y étoit à son aise; et qu'ainsi, s'il a été en purgatoire, il n'y aura guère demeuré, et qu'il n'aura fait tout au plus qu'y goûter le vin en passant, selon sa coutume. » Cette plaisanterie eut le bon effet d'éclairer les docteurs. Ils comprirent qu'ils alloient élever une querelle futile, où les rieurs seroient contre eux, et ils eurent la sagesse de s'en désister. Du Châtel fut fait grand-aumônier l'année suivante.

FIN DU SIXIÈME VOLUME.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

SUITE DES VALOIS.

RAMEAU D'ORLÉANS.

nnées.	. Pa	ges.
1498	Louis XII, cinquante-neuvième roi	
	de France.	P
	Descendance de Louis XII.	2
	Sa clémence.	ib.
	Son équité.	ib.
	Ses ministres.	3
	Georges d'Amboise.	ib.
	Sa conduite à l'égard d'Anne de Bre-	
	tagne.	4
	Procédures pour le divorce avec	
	Jeanne de France.	5
	Sentence de divorce.	S
1499	Fourberie de César Borgia.	9
100	Mariage du roi et ses clauses.	10
	Réglemens pour les gens de guerre.	12
	Pour la police du royaume.	ib.

NNÉBS.	Pag	es.
	Mesures contre Ludovic-le-Maure.	14
	Premiers emprunts.	16
	Conquête du Milanez.	17
	Le roi à Milan.	18
1500	Fermentation dans le Milanez.	19
	Efforts de Ludovic-le-Maure.	20
	Il est fait prisonnier.	22
	Soumission du Milanez.	23
	Guerre de Florence et de Pise.	24
	Secours donnés à César Borgia.	25
	Infâme perfidie.	20
	Réforme des religieux.	30
1501	Confédération contre le roi de Naples.	32
	Tromperie de Ferdinand.	34
	Prise de Capoue,	36
	Et de Naples.	37
	Frédéric dans l'île d'Ischia.	ib
	Il se transporte en France,	35
	Et reçoit un bon traitement.	30
	Sort du prince Ferdinand. Tromperie	
		ib.
	Malheurs de la flotte de Ravestein.	41
	Traité de Trente avec Ferdinand et	
	Philippe d'Autriche son gendre.	4:
1203	Hostilités injustes de César Borgia.	4:4:
	Comment il en obtient l'impunité.	4.
	Traité avec Borgia.	46
	Le roi pourvoit à la sûreté du Mila-	
	nez.	ib
	Mécontentement des princes italiens.	4
	Cruelle perfidie des Borgia à l'égard	,
	des Ursins.	49
	Défauts du traité de partage de Na-	,
	ples. Gonzalve bloqué dans Barlette.	5
	Sauvegardes françois retenus.	5

	DES MATIÈRES.	407
ANNÉES.		Pages.
	Combats particuliers.	54
1503	Intention des deux monarques.	55
	Ruse et conduite oblique de Ferd	
	nand.	56
	Guerre à Naples entre les Franço	is
	et les Espagnols.	- 6o
	Seconde bataille de Séminara.	62
	Bataille de Cérignoles.	63
	Le roi de France lève trois armées.	65
	Négociations avec le pape.	68
	Sa mort.	ib.
	Election de Picolomini (Pie II).	70
	Election de la Rovère (Jules II). Fin de César Borgia.	71
	Désastres de l'armée françoise.	74 75
	Retraite du Garillan.	77
×50%	Prise de Gaëte.	
1304	Maladie du rei.	79 80
	Conduite d'Anne de Bretagne.	ib.
	Disgrâce du maréchal de Gié.	82
	Son procès.	83
	Justification de l'armée de Naples.	88
	Exemples de courage.	89
	Intrigues de Ferdinand.	91
	Traité de Blois entre le roi, l'archidu	
	et l'empereur.	93
	Ligue projetée contre les Vénitiens.	95
1505	Maladie du roi. Dangers de l'engage	:-
	ment de Blois.	96
	Le mariage de la princesse Claude ave	С
	le comte d'Angoulème, résolu.	. 98
	Le royaume de Naples est cédé au ro	
	catholique.	99
1506	Etate-généraux de Tours	101

NNÉES.	· Pa	ges.
Ło	ouis XII est nommé le père du	
	* .	102
Sı	ipplié de pourvoir à la sûreté du	
	royaume.	ib.
Le	mariage du comte d'Angoulême	
	et sa succession à la couronne con-	
	firmés.	104
T	roubles de Flandre et d'Espagne.	105
E	mbarras de Ferdinand.	106
₹507 R	évolte des Génois.	108
	lle est châtiée.	110
M	lodération de Louis XII pour les im-	
	póts.	111
	es comédiens s'en moquent.	112
	ut secret de l'expédition.	113
	êtes dans le Milanez.	ib
	ntrevue de Savone.	114
	igue de Cambrai.	115
L	es Vénitiens se déterminent à ré-	
	sister.	120
1509 L	ouis XII en Italic. Bataille d'Agna-	
~	del.	12
	enise canonnée.	123
	lonteuse retraite de l'empereur.	123
	dresse des Vénitiens.	12
	es François sont trahis.	12
	e pape se déclare contre eux.	ib
L	e roi pense à retourner en Italie et à	
T	faire déposer le pape.	12
P	rojet de Maximilien pour se faire	
7	élire.	12
	fort du cardinal d'Amboise.	13
	desures du pape contre le roi.	13
L	es Suisses se détachent de l'alliance	13
	de la France.	10

	DES MATIÈRES.	409
ANNÉES.	T.	ages.
AL II II III II	Concile national à Tours.	133
	Ordonnance du concile.	134
	Hostilités.	135
1511	Le pape est sur le point d'être surpris	3
	par Bayard.	136
	Obstacles au concile de Pise, dirigé	
	Contre Jules.	139
	Ligue de la sainte union.	140
1512	Dangers du pape.	141
	Bataille de Ravenne.	143
	Triomphe du pape et disgrâce du roi.	
	La Navarre conquise par les Espa- gnols.	146
	Les François se fortifient dans le Mi-	
	lanez.	148
1513	Maximilien Sforce paroît dans le du-	
10.0	ché de Milan.	149
	Les Suisses le soutiennent.	ib.
	Traité du roi avec les Vénitiens.	151
	Mort de Jules II.	152
	Election de Léon X.	153
	Bataille de Novare. Les François	
	quittent l'Italie.	154
	Ligue de Malines.	155
	Les Anglois battus sur mer.	157
	Vente des domaines de la couronne.	158 160
	Journée des Eperons. Diversion de l'Ecosse en fayeur de	
	Louis.	161
	Siège et accord de Dijon.	162
1514	Mort d'Anne de Bretagne.	163
1014	Paix générale.	165
1515	Mort de Louis XII.	167
	Son caractère.	168
	Hérésie de Luther.	174
VI.	35	

Années.	Eglise de Saint-Pierre de Rome. Prédications de Luther contre les in dulgences. Troubles dans l'Empire. Dogmes de Luther,	179 178 178
	Sectes nées du luthéranisme.	180
	Dogmes de Calvin,	182
	Son culte.	183
	Son culte. Hiérarchie.	18
	Assemblées.	188
	SUITE DES VALOIS.	
	François I, soixantième roi de France. Sacre de François I.	189
	Il prend des mesures pour rentrer en Italie.	ib.
	Premier traité avec Charles-Quint.	191
	Largesses du roi.	193
	Ligue contre lui.	ib.
	Passage des Alpes.	195
	Bataille de Marignan.	198
	Le duché de Milan reconquis par les	
	François.	202
	Concordat et suppression de la prag-	202
	matique. Le connétable laissé dans le Milanez.	203
.5.6		<i>ib</i> .
1310	Expédition tardive de l'empereur. Mort de Ferdinand. Deuxième traité	10.
	des François avec Charles à Noyon.	207
1517-18	Services rendus au pape mal reconnus.	
	Correction party of the contraction of the contract	3

années.	Pa	iges.
1519	Mort de l'empereur Maximilien ; élec-	
	tion de Charles-Quint.	210
1520	Entrevue de François I et de Hen-	
	ri VIII au champ du Drap-d'Or.	212
	Entrevue de l'empereur avec le roi	
	d'Angleterre.	213
1521	Premières hostilités comme auxi-	
	liaires.	214
	Hostilités directes.	215
	Intrigue de cour relative au connéta-	
1.	ble de Bourbon.	217
	Situation équivoque des François dans	_
	le Milanez.	218
	Malheurs de Lautrec dans le Milanez.	220
-	Election d'Adrien VI.	221
1522	Combat de la Bicoque. Revers dans le	
	Milanez.	222
	Justification de Lautrec.	224
	Condamnation de Semblançay.	226
	Conduite opposée de François I et de	00#
	Charles-Quint.	227
	Charles fait déclarer le roi d'Angle- terre contre la France.	228
	Traité de Windsor.	<i>ib</i> .
+503	Petites actions de guerre.	229 230
1020	Ligue pour exclure les François d'I-	200
	talie.	232
	Procès intenté au connétable de Bour-	202
	bon.	234
	Idée de la cause.	235
	Séquestre des biens du connétable.	245
	Il conspire contre l'Etat.	ib.
	Sa conspiration est découyerte. Sa	
	fuite.	247

nnées		ges.
	Saisie de ses biens et punition de ses	
	complices.	248
	Bourbon commande l'armée impé-	
	riale en Italie.	250
	La France attaquée de plusieurs côtés.	251
	Les François en Italie.	252
	Ravitaillement de Crémone.	ib.
1524	Retraite de Romagnano.	253
	Mort de Bayard.	254
	L'Italie abandonnée par les François.	255
	Bourbon fait le siège de Marseille.	256
	Il est forcé de le lever.	257
	Le roi délibère s'il menera lui-même	·
	l'armée en Italie.	258
	Il entre en Italie.	ib.
	Conquête du Milanez.	259
1525	Siège de Pavie.	260
	Bataille de Pavie. Le roi est fait pri-	
	sonnier.	261
	Désolation de la France.	265
	Le roi est sollicité de se laisser trans-	
	porter en Espagne.	267
	Premières propositions pour sa déli-	
	yrance.	ib.
	Il est transporté en Espagne.	260
	Chagrin du roi.	270
	Maladie du roi.	ib.
	La duchesse d'Alençon se rend auprès	
	de lui.	ib
	Picge que l'empereur lui tend.	272
	Changement dans les dispositions des	
	puissances d'Italie,	273
	Et dans celles de Henri VIII.	274
1526	Traité de Madrid.	ib
	Le roi revient en France.	278

Années.	Pa	ges.
	Le roi, pressé d'exécuter le traité, s'en	
	excuse.	279
	Ligue sainte.	281
	Le roi se justifie auprès des Allemands.	281
	Mort de Pescaire.	282
~	Bourbon envoyé à sa place.	ib.
1527	Succès de Bourbon.	283
	Embarras de Bourbon.	285
	Bourbon est tué à l'assaut de Rome.	0
	Pillage de la ville.	287
	Henri VIII se joint à la ligne sainte.	288
	Le pape se sauve de sa prison.	290
	On travaille inutilement à la paix.	291 ib.
.508	La guerre est résolue.	
1320	Défis de l'empereur et du roi.	29 3 29 6
	Opérations de guerre. Défection de l'amiral génois Doria.	298
	Révolution à Gênes.	<i>ib</i> .
1520	Combat de Landriano.	ib.
1029	Dissolution de la ligue sainte.	299
	Traité et paix de Cambrai.	301
1.530	Mariage d'Eléonore.	3e2
1000	Etat de l'Allemagne.	ib.
	Ligue des luthériens à Smalkalde.	•••
	Ils reçoivent le nom de protestans	304
153 t	François I encourage les protestans	
	d'Allemagne.	ib.
	Il paraît favoriser les évangélistes de	
	France. Fondation du collége Royal.	305
1532	Réunion de la Bretagne à perpétuité.	306
	Intérêts communs de la France et de	
	l'Angleterre.	307
	Motifs d'union avec le pape.	308
	Entrevue de l'empereur et du pape à	
	Bologne.	309

innées.	·Pa	ges.
1533 Ei	ntrevue du pape et du roi à Mar-	•
	seille.	309
Fi	rançois I travaille en vain pour ré-	
	concilier Henri VIII avec le saint	
	Siége.	ib.
Lo	e roi soutient la ligue de Smalkalde.	310
	ssassinat de Merveille.	312
	chisme d'Angleterre.	313
	rogrès du calvinisme.	315
L	ois contre les sectaires, et supplices.	317
	harles-Quint tâche de rendre Fran-	0.,
O.	çois I suspect aux confédérés de	
	Smalkalde.	ib.
E	t à l'Europe chrétienne.	ib.
	xpédition de l'empereur en Afrique.	318
	odération de François I pendant	010
212	cette expédition.	319
T.3	empereur lui présente l'appât du	519
ь	duché du Milan pour ses enfans.	ib.
1536 D	réparatifs et commencement de	10.
1550 1	guerre.	320
н	arangue de Charles-Quint dans le	320
11	consistoire.	322
7/1	auvaise foi de l'empereur.	325
		326
	es prétentions sur la Provence.	328
	éparties de la Roche du Maine.	320
L	e pape s'entremet inutilement de la	ib.
n	paix.	
9 .	lan de défense du roi.	$\frac{329}{331}$
	a Provence est dévastée.	
	lort du dauphin François.	333
	'il fut empoisonné.	334
C	onseils du roi au nouveau dauphin	220
	Henri.	338
L	empereur se retire.	339

ANNÉES.	Pa	iges.
	Siège et délivrance de Péronne.	341
	Dangers éprouvés par l'empereur dans	
	sa retraite.	ib.
	Sa dissimulation.	342
	Le roi marie Madeleine sa fille à	
	Jacques V, roi d'Ecosse.	343
1537	Alliance du roi avec Soliman.	344
	L'empereur cité à la cour des pairs.	346
	Hostilités et trèves.	ib.
1538	Le pape travaille à la paix.	348
	Entrevue d'Aigues-Mortes.	350
1539	Révolte des Gantois.	ib.
_	Embarras de l'empereur.	351
	Il passe par la France.	352
	Il eraint d'être arrêté.	353
	Il abuse de la bonne foi de François I.	355
	Tâche de lui susciter des ennemis.	358
1541	Meurtre de deux envoyés du roi.	360
1542	Nouveaux desseins hostiles de l'empe-	
	reur.	362
	Le Roussillon et le Luxembourg atta-	
	qués par le roi.	363
	Procès de l'amiral Chabot.	365
- 10	Condamnation du chancelier Poyet.	367
1543	Ementes à l'occasion des impôts.	368
	Manisestes du roi et de l'empereur.	ib.
	Mariage du duc de Juliers avec Jeanne	0
		371
	Campagne de Nice et de l'uxembourg.	372
~//	Cause de rupture avec l'Angleterre.	374
1544	Ennemis suscités à la France.	375
	Bataille de Cérisoles.	380
		382
		383
	Il approche de Paris.	384

416 TABLE CHRONOLOGIQUE DES MATIÈRES.

NÉES.	Pa	ges.
	Son embarras.	385
	Comment il se tire de danger.	386
	Frayeur dans Paris.	387
	Traité de Crespi.	386
	La paix est proposée au roi d'Angle-	
	terre et refusée par lui.	391
1545	Guerre maritime.	ib
	Mort de Charles, duc d'Orléans.	394
	Exécutions de Mérindol et de Ca-	
	brières.	396
1546	Zèle de François I contre les réformés.	397
	Traité de Guines. Paix avec l'Angle-	3
	terre.	309
1547	Mort de François I.	400
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	Son caractère.	40
	Son oraison funèbre dénoncée par	
	l'université.	403

FIN DE LA TABLE.

11220











